

## LISTE DES PIÈCES COMMUNIQUÉES

1. Article papier du Monde
2. Les Jours, 10 novembre 2017, « *Le conflit intéressé du député Florian Bachelier* »
3. Paris Match, 2 janvier 2018, « *Florian Bachelier, le cost-killer de l'Assemblée* »
4. Le Monde, 2 février 2018, « *Florian Bachelier, l'homme qui veut mettre les députés à la diète* »
5. Le Parisien, 9 août 2018, « *Florian Bachelier, la forte-tête de l'Assemblée nationale* »
6. Le Monde, 5 juin 2022, « *Élections législatives 2022 : A Rennes, Florian Bachelier joue son avenir à quitte ou double* »
7. Le Mensuel de Rennes, septembre 2018
8. Assemblée nationale, Fiche n°7 – La situation matérielle du député
9. Le Monde, 25 avril 2022, « *Pour Macron, une soirée de victoire sans triomphe, marquée par le score historique de l'extrême droite et la crainte d'un troisième tour politique et social* »
10. Le Figaro, 26 avril 2022, « *Benjamin Morel : « Aux législatives, LREM va payer le recrutement de députés venus de nulle part »* »
11. Ouest France, 19 mai 2022, « *Législatives à Rennes. Florian Bachelier, candidat de la majorité présidentielle dans le 8<sup>e</sup>* »
12. Tract de M. Florian BACHELIER pour les élections législatives de juin 2022
13. Lettre de M. Florian BACHELIER sur papier à en-tête de l'Assemblée nationale à un commerçant rennais daté du 6 septembre 2019
14. Enveloppe contenant la lettre du 6 septembre 2019 postée le 11 septembre 2019
15. Tweet du 12 septembre 2019 de @ThomasGeha disponible sous le lien : <https://web.archive.org/web/20190928053751/https://twitter.com/ThomasGeha/status/1172215675382915073>
16. Article publié sur [www.ouest-france.fr](http://www.ouest-france.fr) le 13 septembre 2019 intitulé « *Municipales à Rennes. Les commerçants, un électorat très convoité* »
17. Article publié sur [france3-regions.francetvinfo.fr](http://france3-regions.francetvinfo.fr) le 10 septembre 2019 intitulé « *Rennes : la candidate LREM Carole Gandon lance sa campagne pour les municipales* »
18. Extrait de la conférence de presse de Mme Carole GANDON
19. Page LinkedIn de M. Christophe PALLEZ
20. Page LinkedIn de M. Bruno VIEILLEFOSSE
21. Réunion du 8 décembre 2021 du bureau de l'Assemblée nationale (pour la nomination de Mme Catherine LEROY
22. [www.sudouest.fr](http://www.sudouest.fr), 8 juin 2022, « *Souffrances au travail : à l'Assemblée nationale, la parole des collaborateurs parlementaires se libère* »
23. Canard Enchaîné, 15 juin 2022, « *Assemblée nationale, ton univers impitoyable* »
24. Annexe au projet de loi de finances pour 2022, librement disponible sous ce lien: <https://www.budget.gouv.fr/documentation/file-download/13474>
25. Courriel de Mme Laurianne ROSSI, 16 novembre 2017
26. Messages et relevés d'appels de la suppléante du candidat LR M. Maël TOURNADE
27. Échange de messages entre M. Florian BACHELIER ET Mme Laura MOTET du 11 mai au 4 juin 2022
28. Échange de messages entre Mme Laura MOTET et Mme Carole GANDON (vidéo)
29. Messages après la parution de l'article du Monde
30. Billets de train pour Rennes de Mme Laura MOTET
31. Liste comparative des collaborateurs de Florian BACHELIER avec ceux des deux autres questeurs (Eric CIOTTI et Lauriane ROSSI)
32. Courriel de Florian BACHELIER du 19 juillet 2017

### Nos nouvelles pièces :

33. Message adressé par Mme Laura MOTET à Kevin TEIXEIRA PONTES
34. Message de Laura MOTET à Delphine GAUVIN du 20 mai 2022
35. Échange Télégram entre collaborateurs parlementaires montrant l'ambiance « bienveillante »
36. Courriels échangés entre Florian BACHELIER et un candidat à un poste de collaborateur parlementaire
37. Copie de l'agenda de M. Florian BACHELIER en juin-juillet 2020
38. Notre retranscription libre de l'entretien Laura MOTET-Mariama DARAME et Florian BACHELIER
39. Chapitre intitulé « *Cost Killer* » de l'ouvrage de Manon RESCAN, *Les grandes illusions – Enquête sur les soldats de la macronie*, Robert Laffont, 2019



## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## ENQUÊTE

**I**l est entré dans la lumière au début du quinquennat dans son costume de «cost killer», qu'il n'a pas quitté depuis. Florian Bachelier, 43 ans, savamment coiffé-décoiffé, l'allure pressée et l'envie affichée de «faire bouger les lignes», parle cash et ne s'embarrasse pas des conventions. En juin 2017, dix jours après avoir décroché son premier mandat de député La République en marche (LRM) en Ille-et-Vilaine, il est élu par ses pairs questeur de l'Assemblée nationale. Une charge importante, confiée à trois députés – deux de la majorité, un de l'opposition –, qui consiste à gérer les quelque 540 millions d'euros de dépenses annuelles de l'Assemblée, de 900 fonctionnaires et 300 contractuels et des prestigieux salons de réception de la questure.

Florian Bachelier ne tarde pas à en faire une tribune. En novembre 2017, son «plan d'économies secret» sur le budget du Palais-Bourbon fait la «une» du *Journal du dimanche* (JDD) : 1 million d'euros d'ici à la fin de l'année, 10 millions en 2018, puis 15 millions par an sur le reste de la mandature... Le coup d'éclat suscite la bronca de ses collègues questeurs et du président de l'Assemblée nationale d'alors, François de Rugy, qui n'avaient pas été consultés au préalable.

Aux journalistes du JDD, il annonce la vente de l'hôtel de Broglie, acheté 63 millions d'euros, en 2016, pour loger les députés et réduire ainsi leurs frais d'hôtel. Là non plus, aucun de ses collègues n'est consulté, la mesure est rejetée. M. de Rugy et l'autre questeur LRM, Laurianne Rossi (Hauts-de-Seine), feront adopter une charte qui contraindra au vote du bureau toute transaction supérieure à 1 million d'euros. Qu'importe, le message est passé et il sera répété à de nombreuses reprises pendant le quinquennat. «L'Assemblée nationale, la bamboche avec l'argent public, c'est terminé !», a répété Florian Bachelier, en mars, au micro de France Bleu Armorique. À l'heure où le député de la 8<sup>e</sup> circonscription d'Ille-et-Vilaine sollicite de nouveaux les suffrages de ses concitoyens, vantant son bilan de premier questeur et les «96,2 millions d'euros d'argent public [économisés] en cinq ans», le constat inverse s'impose. Sous cette XV<sup>e</sup> législature, l'Assemblée nationale a davantage dépensé que lors de la précédente... et, pour Florian Bachelier, la questure est devenue un moyen pour se hisser dans les premiers cercles de la Macronie.

## SORTIES MÉDIATIQUES

À peine arrivé, le député se fait le chantre de la «transformation» de l'Assemblée à la sauce «start-up nation». Achat de tablettes tactiles, installation du Wi-Fi... Il multiplie les investissements symboliques, mais aussi les sorties médiatiques pour s'attribuer les fruits des réformes mettant fin aux spécificités du statut parlementaire, comme la suppression du régime spécial de retraites pour les députés ou l'alignement de leur régime d'assurance-chômage sur le droit commun. Au point d'en oublier la nécessaire collégialité des décisions de la questure et de braquer pour longtemps une partie de l'institution. Événement passé presque inaperçu : près de 300 membres du personnel (sur 1200) ont fait grève, le 8 février, contre la réforme de la fonction publique parlementaire remise sur la table par M. Bachelier, après le premier confinement. Une mobilisation inédite sous la V<sup>e</sup> République.

Parmi les autres décisions qui fissurent l'unité du collège des questeurs : l'augmentation de 15 % de la dotation pour les forfaits téléphoniques, les taxis et les courriers, proposée par Florian Bachelier en janvier 2021. Laurianne Rossi s'y oppose, faisant valoir que la plupart des députés n'ont utilisé que la moitié de leur enveloppe en 2019 et 2020. L'augmentation sera cependant votée, grâce à la voix du troisième questeur, le député Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes, Eric Clotti. Si les questeurs assument d'allouer plus de moyens aux députés, les élus subissent les critiques pointant le caractère dispendieux de la mesure. D'autant que cette augmentation en suit d'autres : + 10 % pour l'enveloppe destinée à rémunérer les collaborateurs en 2018, + 30 % pour le remboursement du pied-à-terre parisiens des députés en 2019, + 10 % pour le crédit d'équipement téléphonique et informatique en 2020.

Loin d'avoir permis des économies, les réformes poussées par le «cost killer» ont pesé sur le budget du Palais-Bourbon. Les dépenses, qui oscillaient entre 520 et 530 millions d'euros lors du quinquennat Hollande – hors année électorale, traditionnellement plus coûteuse, du fait du renouvellement de l'As-



Florian Bachelier, premier questeur de l'Assemblée nationale, au Palais-Bourbon, le 1<sup>er</sup> octobre 2019.



## La questure au service de l'ambitieux Bachelier

Le député d'Ille-et-Vilaine, premier questeur du Palais-Bourbon, se vante des économies réalisées. Mais les chiffres contredisent les dires de cet homme aux méthodes contestées

semble, ont systématiquement dépassé les 540 millions d'euros sous cette mandature. Idem pour les dépenses de fonctionnement qui, chaque année, ont dépassé la dotation de l'État, obligeant l'Assemblée à puiser durablement dans ses réserves.

Comment expliquer les quelque 96 millions d'euros d'économies brandies par M. Bachelier ? Le député joue sur la différence entre les dépenses anticipées et celles finalement effectuées. Depuis 2018, le budget prévisionnel s'établit autour de 568 millions d'euros, contre 537 millions lors du précédent mandat. «Une telle surestimation a été fréquente dans la période récente», relève Bercy dans le projet de loi de finances 2022.

Au sein de la minorité de députés – une quarantaine sur 577 – qui ont consommé en totalité leur dotation dévolue aux courriers, taxis et forfaits téléphoniques figure le premier questeur. Lettres aux entrepreneurs, campagne d'affiches «Mon député, c'est Bachelier...» Il utilise son enveloppe pour communiquer sur son action et sur sa personne. Quelques jours après l'entretien au JDD, un dossier de presse de dix-huit pages, dont huit pleines pages sont occupées par des photos de lui, est publié. Face aux moqueries, le document est rapidement retiré. Le député assure ne pas avoir validé sa sortie. En parallèle, ses assistants parlementaires multiplient les échanges avec les chaînes télévisées, occupent leur journée à écrire ses publications sur les réseaux sociaux, battent le rappel auprès des militants LRM lorsque le nombre de «l'alme» n'est pas suffisant. Ils expurgent de sa page Wikipedia toute mention désagréable.

## «DEMANDES FARFELUÉS»

Ses demandes ne tardent pas à user une partie de ses assistants – *Le Monde* en a comptabilisé vingt-huit sur le quinquennat, soit deux fois plus que pour ses collègues questeurs. Il justifie ce turnover par la multiplication d'embauches temporaires pour des «rapports, rédactions, recherches» destinés à nourrir son travail de terrain et «évaluation des politiques publiques». Selon le décompte de l'association Regards citoyens, il fait partie des 150 députés les moins actifs de ce quinquennat. Des indicateurs partiels, selon l'intéressé, car ils ne prennent pas en compte «les 161 rapports de questure» et «tout le travail en circonscription». Dans l'Hémicycle, sa présence se résume aux votes solennels et à la séance de questions au gouvernement, retransmise à la télévision le mardi. Ses deux collègues questeurs, qui ont la même tâche, affichent une activité bien plus prolifique.

Dès le début de son mandat, son management est dépeint comme étant «inapproprié» envers le personnel de la questure : «pressions», «messages à toute heure du jour comme de la nuit», «demandes farfelues», comme la visite du salon de coiffure de l'Assemblée en pleine nuit... En cinq ans, trois secrétaires généraux se sont succédé à la questure. D'autres décrivent un personnel «épuisé», réclamant des rappels à l'ordre de la part des deux autres questeurs et du président de l'Assemblée nationale.

Dans son sillage s'activent aussi des stagiaires, plusieurs spécialistes de la communication, mais aussi sa compagne, Carole Gandon, qui n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations. Devenue référente du mouvement LRM d'Ille-et-Vilaine après l'élection de M. Bachelier, qui occupait jusqu'alors ce poste, elle gère au quotidien, pour lui, ses assistants parlementaires au début de son mandat. A un candidat qui exprime son malaise après avoir passé un entretien avec elle, le questeur rétorquera que M<sup>me</sup> Gandon officie en tant que «référente du mouvement en Ille-et-Vilaine (...) avec qui six autres députés collaborent». Elle ne sera pourtant jamais présente lors des processus de recrutement menés par les autres élus.

Le 11 septembre 2019, les commerçants rennaise de la circonscription de Florian Bachelier reçoivent une lettre, payée sur ses fonds de député, dans laquelle il fustige l'insécurité et «les trop nombreux débordements qui ont entaché la réputation de [leur] ville». Deux jours auparavant, Carole Gandon, nommée candidate LRM pour ravir la mairie de Rennes aux socialistes, avait lancé sa campagne sur les thèmes de la transition écologique, mais aussi de l'insécurité et du sentiment d'«abandon» des commerçants. Finalement défaite aux municipales de 2020, M<sup>me</sup> Gandon intègre, dans la foulée, le cabinet de Nadia Hal, tout juste nommée ministre de la ville dans le premier gouvernement Castex.

C'est depuis les salons du quatrième étage de la questure, dits «4G», que Florian Bachelier cultive son réseau. Le député communique volontiers sur la venue de Nicolas Sarkozy et celle d'Eric Dupond-Moretti, dès 2017. Il reste plus discret sur ses autres visiteurs habitués des plateaux télévisés, comme les deux figures de *CNews* Pascal Praud et Eric Zemmour (en 2020), ou encore le fantasque collectionneur d'objets liés à Napoléon I<sup>er</sup> Pierre-Jean Chalençon. «C'est quel-  
qu'un qui essaie, de là où il est, de sentir le pouls de la société française dans toutes ses composantes : les Intellos, les responsables po-

litiques, les journalistes... Il fait partie des capteurs importants dans la Macronie», raconte un conseiller de l'Élysée.

En mai 2020, il réunit autour de la même table David Le Bars, secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale, et la chanteuse Camélia Jordana. L'artiste avait provoqué la polémique après avoir déclaré que des «hommes et des femmes (...) se font massacrer [par la police] pour nulle autre raison que leur couleur de peau». Le ministre de l'Intérieur d'alors, Christophe Castaner, avait aussitôt condamné ses propos – une réaction qualifiée en privé d'«erreur» par M. Bachelier. Le retour au Palais-Bourbon de Christophe Castaner n'améliorera pas leurs relations. Alors que les salons de la questure sont, en principe, accessibles sur demande à tous les députés, M. Bachelier refuse l'accès du «4G» à l'ancien ministre, élu en septembre 2020 à la tête du groupe LRM.

## VISITES IMPROMPTUES À L'ÉLYSÉE

Tentative de séduction, puis pressions, pour finalement mettre les personnes concernées devant le fait accompli... la «méthode Bachelier», telle qu'elle est surnommée par ses adversaires politiques comme par ses alliés, clive. Le 18 mai, en marge d'un débat organisé par France 3, il demande ainsi à son concurrent LR aux législatives, Mael Tournade, de se désister. S'il venait à perdre, «cela créerait un dysfonctionnement à la questure», lui déclare-t-il. Il lui suggère de se présenter dans la circonscription voisine – là où sa collègue LRM, Laurence Maillart-Méhaignerie, brigue un nouveau mandat. «Il m'a dit qu'il ne l'appréciait pas, qu'il me soutiendrait et qu'il ferait en sorte que la majorité présidentielle fasse de même», explique au *Monde* le candidat LR. Mael Tournade ne cède pas. Le matin du 20 mai, date limite de dépôt des candidatures, Florian Bachelier appelle la suppléante de M. Tournade pour la décourager de se présenter, invoquant un accord avec LR. Une version confirmée par des messages que *Le Monde* a pu consulter. Le premier questeur affirme, pour sa part, avoir seulement «échangé sur le fait qu'il y avait un fort risque Mélenchon sur la 8<sup>e</sup> circonscription».

À l'Élysée, on salue tout simplement son «engagement». Mais son appui principal reste Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale. Les deux hommes se sont connus en 2016, alors qu'ils œuvraient pour installer en marche – l'ancien nom de LRM – en Bretagne. Le soir de son élection au perchoir, le 12 septembre 2018, Richard Ferrand attendra les résultats du scrutin dans le bureau de M. Bachelier. Depuis, le premier se repose sur le second dans cette dyarchie que forment la présidence de l'Assemblée nationale et la questure. M. Ferrand enverra ainsi le premier questeur, en septembre 2021, auprès du député LRM d'Ille-et-Vilaine Mustapha Laabid, après la condamnation de ce dernier pour détournements de fonds publics, pour exiger sa démission du groupe LRM. Plutôt qu'homme de l'ombre ou vigile, Florian Bachelier s'imaginerait depuis longtemps en ministre régulier. Au printemps 2020, alors que le remaniement approche, il multiplie les messages et les visites impromptues à l'Élysée. C'est le précédent en personne qui le reçoit pour mettre fin à ses rêves de grandeur. ■

MARIAMA DARBAIE ET LAURA MOTET





— LES LOBBYISTES

## Le conflit intéressé du député Florian Bachelier

Info « Les Jours ». L'élu LREM a envisagé d'accueillir à l'Assemblée la soirée organisée par une entreprise à laquelle il est lié.

10 novembre 2017

Épisode n° 2

Les épisodes



Texte Aurore Gorius ☑

Photo Éric Baudet/Divergence images

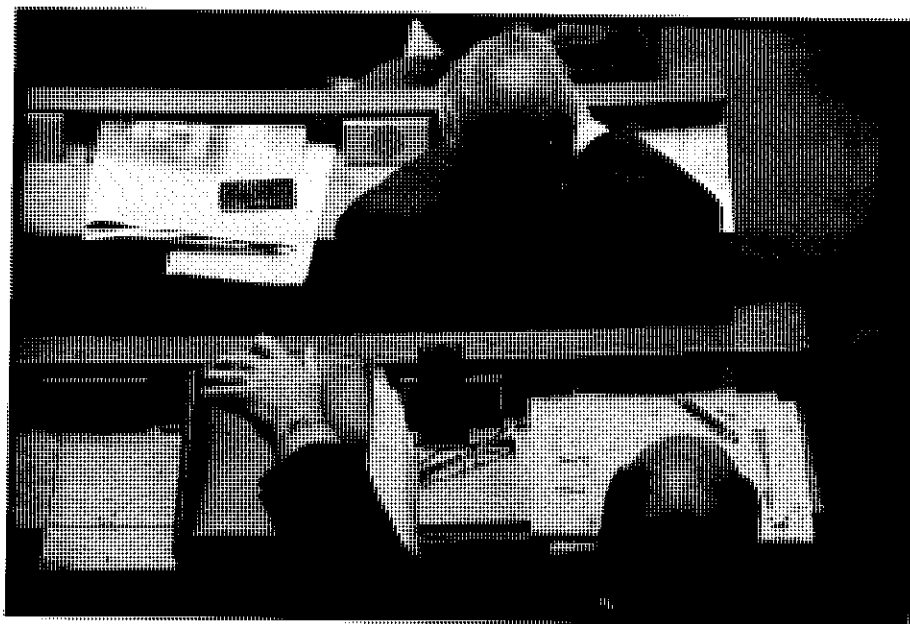
Édité par François Meurisse ☑

une semaine pour le député La République en marche (LREM) Florian Bachelier. Lorsqu'il confie, le 5 novembre, au *Journal du Dimanche*, ses projets pour réduire les dépenses de l'Assemblée nationale, il ne mesure pas encore les protestations à venir de la part de ses collègues parlementaires. François de Rugy, président de

D

l'Assemblée, en particulier, n'a pas apprécié de ne pas avoir été consulté avant la sortie médiatique de son premier questeur\*. Cet ancien avocat d'affaires pendant plus de dix ans au sein du cabinet Avoxa, à Rennes, en est à son premier mandat au Palais-Bourbon, à l'image de toute une génération de nouveaux élus, peu « politique », très orientée business et donc familière des lobbies. Dans la foulée de sa victoire aux législatives en juin dernier, il a aussi été élu par ses pairs à la tête de la questure. Il gère donc le budget de l'Assemblée nationale et toutes ses dépenses de fonctionnement. Le poste est hautement stratégique, qui consiste à avoir la main sur plus de 500 millions d'euros tous les ans.

Cette fonction est assortie d'un certain nombre d'avantages, notamment celui d'habiter au sein même de l'Assemblée, à l'Hôtel de la questure. Chaque questeur y dispose d'un appartement de 400 mètres carrés, avec des salons privatifs qu'il ou elle peut mettre à disposition pour organiser des réceptions, forcément prestigieuses, à l'abri des regards. Selon un document que *Les Jours* ont pu se procurer, Florian Bachelier a consulté la déontologue\* de l'Assemblée nationale, par mail, le 4 octobre dernier, à propos de la tenue d'une soirée qui serait organisée par l'entreprise GwenneG, précisément à l'Hôtel de la questure. Cette soirée prévoyait de réunir des « *entrepreneurs et acteurs du monde économique de la région Bretagne* », apprend-on dans le courrier de réponse de la déontologue de l'Assemblée nationale, Agnès Roblot-Troizier.



Les projets de réduction des dépenses de l'Assemblée nationale agacent les parlementaires — Photo Sébastien Calvet/*Les Jours*.

Ce document confidentiel relate un cas d'école : une entreprise privée peut-elle tenir salon dans l'enceinte de l'Assemblée nationale ? Le lieu est particulièrement prisé par les lobbies en tous genres, puisque la loi y est votée quotidiennement. La société GwenneG n'est pas un lobby en elle-même. GwenneG (« petits sous », en breton) est une plateforme de crowdfunding, à l'image de KissKissBankBank ou d'Ulule,



installée à Rennes, qui finance des entreprises exclusivement bretonnes. Député de la 8e circonscription d'Ille-et-Vilaine, Florian Bachelier ne perd pas de vue que ses électeurs se trouvent en Bretagne... Mais le caractère régional de la soirée envisagée, tout comme le rassemblement de plusieurs entreprises au cours de l'événement, ouvrirait grand les portes de l'Assemblée à des intérêts privés.

## **La déontologue incite le député à jeter un œil très attentif à la liste des invités de cette hypothétique soirée. Et à vérifier qu'aucun d'entre eux n'est inscrit sur le registre des lobbies**

Dans son courrier, la déontologue émet en effet de nombreuses réserves. Elle commence par rappeler une règle simple : selon le Code de bonne conduite applicable aux représentants d'intérêts, il est interdit aux lobbies d'utiliser les locaux de l'Assemblée nationale, notamment les appartements des questeurs, « *pour des événements liés à la promotion des intérêts* ». La déontologue incite donc le député à jeter un œil très attentif à la liste des invités de cette hypothétique soirée. Et à vérifier qu'aucun d'entre eux n'est inscrit sur le registre tenu par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), où, depuis le 1er juillet 2017 et la loi Sapin 2\*, doivent désormais se déclarer tous les lobbies actifs à l'Assemblée nationale. La suggestion s'avérerait dans les faits assez difficile à mettre en œuvre puisque, selon les derniers décomptes, moins de 200 lobbies y étaient inscrits au début du mois, et environ 500 attendaient d'être intégrés...

Paris, le 10 octobre 2017

Monsieur le Premier Questeur,

J'ai bien reçu votre courriel en date du 4 octobre dans lequel vous m'interrogez sur la tenue d'une soirée organisée par la plateforme bretonne de *GwenneG*, à l'Hôtel de la Questure, à l'attention d'entrepreneurs et d'acteurs du monde économique de la région Bretagne.

Vous m'indiquez tout d'abord vouloir faire en sorte que cette soirée se tienne à « l'Hôtel de la Questure ». Je vous rappelle tout d'abord que tout le *Cadre de la Questure* pour l'organisation de réceptions dans les appartements des Questeurs à l'Hôtel de la Questure, arrêté par le précédent collège des Questeurs le 30 mai 2017 et non remis en cause depuis, que le *Cadre de mandat applicable aux représentants d'intérêts* interdient aux représentants d'intérêts d'utiliser les locaux de l'Assemblée nationale, notamment les représentations des Questeurs, « pour des réunions liées à la promotion d'intérêts » et interdisent strictement « Toute démarche publicitaire ou commerciale (...) avec représentants d'intérêts dans les locaux de l'Assemblée nationale ». Si la société *GwenneG*, organisatrice de la soirée, ne figure pas sur le registre des représentants d'intérêts tenu par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (<http://www.hautvvp.fr/les-representants>), je vous incite néanmoins, compte tenu des deux réglementations applicables, à vérifier que, parmi les acteurs invités, aucun d'eux n'y est lié. Si tel devait être le cas, je ne peux que vous conseiller d'organiser une telle réunion ailleurs que dans les locaux de l'Assemblée nationale ou, à tout le moins, de vous assurer auprès d'eux qu'ils n'entretiennent à cette occasion aucune démarche visant à promouvoir leurs intérêts, notamment de nature commerciale.

Je vous rappelle également que l'article 1<sup>er</sup> du code de déontologie des députés relatif à « l'intérêt général » énonce dans son second alinéa que les députés « s'abstiennent d'utiliser les locaux de l'Assemblée nationale pour promouvoir des intérêts privés ». Pour autant, et pour répondre une appréciation qui avait été portée par

Monsieur Florian BACHELIER  
Premier Questeur  
Député d'Ile-et-Vilaine

128, av. de l'Hôtel de la Questure, 35000 Vitré

mon prédécesseur dans le cadre d'une consultation écrite et à laquelle je soutiens pleinement, cette disposition ne saurait cependant être interprétée trop rigoureusement, le risque étant d'empêcher les représentants de la Nation de rencontrer la société civile, et, notamment, d'empêcher des contacts avec des représentants du monde de l'entreprise. Dans la mesure où il n'existe pas, sous réserve d'événement supplémentaire de votre part, de démarche publicitaire ou purement commerciale dans cette réunion qui vise, pour reprendre les termes de l'article 1<sup>er</sup>, à « promouvoir des intérêts privés » et sous réserve des investigations à effectuer concernant la participation éventuelle de représentants d'intérêts, je ne vois pas d'obstacle au principe d'une telle rencontre dans les locaux de l'Assemblée nationale.

J'attire néanmoins votre attention sur les précautions à adopter dans ce type de réunions qui peuvent conduire à placer des parlementaires en situation de conflit d'intérêts, entendu « comme toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts privés au profit de notre à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif du mandat » (article 60-1 du Règlement de l'Assemblée nationale). Il convient donc, surtout lorsque ces rencontres émanent, pour reprendre vos propres termes, « des acteurs du monde économique de la région Bretagne », de toujours agir dans le sens et le respect des principes énoncés dans le code de déontologie des députés, en particulier dans le sens de l'intérêt général et en toute indépendance (articles 1<sup>er</sup> et 2).

Enfin, je remarque que la note de présentation de la société *GwenneG* indique ce jour que « les frais de location seront pris en charge par la société *GwenneG*, soit que la société fera venir ses invités sur site ». Cette mention se heurte à mon sens à la disposition du code de bonnes pratiques du mois de mai 2017, laquelle énonce notamment que « Les frais de location des locaux au député sont exclusifs, à charge pour lui d'en assurer le règlement », cette dernière précision excluant à mon sens toute prise en charge par une autre personne que le député commanditaire. Dans ce cadre, je pense que vous pouvez utiliser votre indemnité spéciale de fonctions pour assurer le règlement des frais afférents. Néanmoins, si vous estimez que la réunion projetée est en lien direct avec l'exercice de votre mandat de parlementaire, l'article 32 bis de l'instruction générale du Bureau qui récapitule les dépenses éligibles au titre de l'indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) vous autorise dans ce cas à prendre en charge les frais d'une telle réunion avec votre IRFM, ceux-ci pouvant alors être considérés comme des « 4<sup>e</sup> frais de représentation et de réception ».

Restant à votre disposition pour échanger sur ces sujets, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Questeur, l'expression de mon entière considération.

Agente ROBLLOT-TROIZIER

La lettre de la déontologue de l'Assemblée nationale qui émet de nombreuses réserves à la demande de Florian Bachelier d'organiser une soirée par l'entreprise *GwenneG*, à l'Hôtel de la questure — Document *Les Jours*.

Les réserves de la déontologue ne s'arrêtent pas là. Elle rappelle une autre condition : l'absence, pendant cette soirée, de toute « démarche publicitaire » ou « commerciale » visant à « promouvoir des intérêts privés ». Mais comment vérifier qu'aucun invité ne fera sa promotion ? Quelle instance à l'Assemblée serait en mesure, ce soir-là, d'effectuer un tel contrôle si la sauterie devait bien avoir lieu ? À notre connaissance, aucune. Les frais de traiteur, précise encore le courrier, ne peuvent être pris en charge par *GwenneG* – ce qu'elle envisageait clairement. Au député de s'en acquitter, rappelle la déontologue. Non sans l'avoir, au préalable, mis en garde contre « ce type de réunions qui peuvent conduire les parlementaires en situation de conflits d'intérêts ». La déontologue rappelle aussi que les élus devraient toujours agir « dans le sens de l'intérêt général et en toute indépendance ».

« Nous attendons un retour sur l'organisation de cet événement. Avant cela, nous ne communiquons pas. »

Karim Essemiani, président et fondateur de l'entreprise *GwenneG*

Contacté à plusieurs reprises, Florian Bachelier a préféré, dans un premier temps, laisser son équipe répondre pour lui. « À la suite du courrier de la déontologue, il a renoncé à cette soirée. Elle exprimait des doutes, nous avons choisi de les écouter », a fini par nous déclarer l'un de ses attachés parlementaires. Sauf que, la veille, l'entreprise *GwenneG* ne semblait pas au courant de cette décision. Joint lui aussi



par téléphone, son président et fondateur Karim Essemiani, déclarait : « *Nous attendons un retour sur l'organisation de cet événement. Avant cela, nous ne communiquons pas.* » En refusant de donner des explications supplémentaires sur la soirée.



Florian Bachelier gère le budget de l'Assemblée nationale et toutes ses dépenses de fonctionnement. Le poste est hautement stratégique, qui consiste à avoir la main sur plus de 500 millions d'euros tous les ans — Photo Éric Baudet/  
Divergence Images.

Florian Bachelier et Karim Essemiani se connaissent bien. Lorsqu'on consulte la déclaration d'intérêts du député sur le site de la HATVP, on peut y lire que Florian Bachelier détient des parts dans la société Breizhfunding, dont il fut même le président jusqu'à son élection. Breizhfunding y est présentée comme une holding « *regroupant des chefs d'entreprise* » et « *ayant une participation dans GwenneG* ». Florian Bachelier est donc bien intéressé lui-même à la promotion de la plateforme bretonne, pour laquelle il a envisagé d'ouvrir les portes de l'Hôtel de la questure. Cette situation de conflit d'intérêts semble, étrangement, avoir échappé à la déontologue, qui n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Le député, très accaparé par les polémiques en cours sur le train de vie de l'Assemblée, a finalement accepté de s'expliquer. « *Il n'a jamais été question d'organiser la moindre opération de lobbying à la questure. Il s'agissait simplement de faire se rencontrer des parlementaires, des institutionnels, comme la Caisse des dépôts qui a investi dans GwenneG, avec des entreprises de l'écosystème breton que je connais bien. C'est toujours intéressant que les gens se parlent* », plaide le député qui évoque un cadre « *amical* ». Il insiste aussi sur le fait que sa participation dans la holding Breizhfunding, à hauteur de 1 000 euros, ne lui apporte « *aucun dividende* ». « *Après mon élection, j'ai démissionné de toutes mes autres fonctions, comme la présidence de Breizhfunding. Je n'y étais pas légalement obligé mais c'était un engagement de campagne. Je voulais me consacrer pleinement à mon mandat* », souligne-t-il également.

# **L'ex-directeur de cabinet de Florian Bachelier, parti au début du mois pour « raisons personnelles », a travaillé pendant cinq ans au sein du cabinet de lobbying Boury, Tallon & associés**

Difficile, pourtant, de ne pas mélanger les genres dans ces zones grises (et dans les murs de l'Assemblée) où les limites sont vite franchies. Le contrôle des lobbies et des conflits d'intérêts comporte encore de nombreux trous dans la raquette de l'Assemblée, en dépit des nouvelles règles. Le lobbying fait pourtant partie de la culture des nouveaux députés LREM, souvent issus du monde économique – de la « société civile », aiment-ils dire. L'ex-directeur de cabinet de Florian Bachelier, parti au début du mois pour « raisons personnelles », avait ainsi travaillé pendant cinq ans au sein du cabinet Boury, Tallon & associés avant de monter sa propre agence de lobbying à Rennes. La communication fait aussi partie de leurs réflexes, ainsi que l'a montré le député dans un dossier de presse en forme de plaquette autopromotionnelle, très critiqué – mis en ligne sur une plateforme, il a été retiré ce jeudi à la mi-journée, mais l'essentiel est à retrouver ici. Ces néodéputés méritent bien qu'on s'y intéresse : rendez-vous dans le prochain épisode. 📺





POLITIQUE

## Florian Bachelier, le cost-killer de l'Assemblée



Florian Bachelier à l'Assemblée nationale le 28 novembre. © JACQUES DEMARTHON / AFP

 Facebook

 Email

 Whatsapp

 Twitter

Mariana Grépinet  
02/01/2018 à 11:17

**En butte aux critiques de certains de ses pairs, le questeur de l'Assemblée nationale et député de La République en marche Florian Bachelier ne renonce pas à son plan de réformes.**

Le bureau de l'Assemblée a désavoué le député LREM, premier questeur du Palais Bourbon en rejetant sa proposition de se séparer de l'hôtel de

Broglie, acheté pour y aménager de nouveaux bureaux permettant aux élus de dormir sur place. Mais Florian Bachelier, 38 ans, ne compte pas pour autant renoncer à son plan de réformes.

Il compte notamment sur la généralisation des tablettes numériques – des tablettes 9 pouces pour éviter des travaux de menuiserie dans l'hémicycle – pour économiser 55 000 euros de papier chaque année. Le bureau des transports, qui emploie une douzaine d'agents, est aussi dans son viseur.

## Réduire frais de téléphone et d'hôtels

Florian Bachelier juge aberrant que les députés ne puissent pas réserver eux-mêmes leurs propres billets de train et ce alors même qu'ils sont gratuits. L'élus d'Ille-et-Vilaine souhaite aussi remettre à plat les contrats passés avec l'opérateur téléphonique Orange, la compagnie de taxis G7, le groupe hôtelier accord. Il réclame un directeur des achats qui permettra, selon lui, «de négocier de meilleurs contrats» et de mieux gérer le budget de l'institution qui s'élève à 550 millions d'euros par an. Et estime «envisageable» une réduction du nombre de fonctionnaires à l'Assemblée, qui sont aujourd'hui plus de 1200. «Le mandat de la questure est d'un an, je veux avoir fait le maximum dans ce temps imparti», explique Florian Bachelier, bien décidé à utiliser l'opinion publique pour imposer ses propositions.

A lire : Quel est le rôle des assistants parlementaires?



David Hockney à la Fondation Louis Vuitton : « J'espère que mon exposition rendra les gens optimistes »



Disparition d'Agathe Hilaret : ce que l'on sait après quatre jours de recherches dans la Vienne



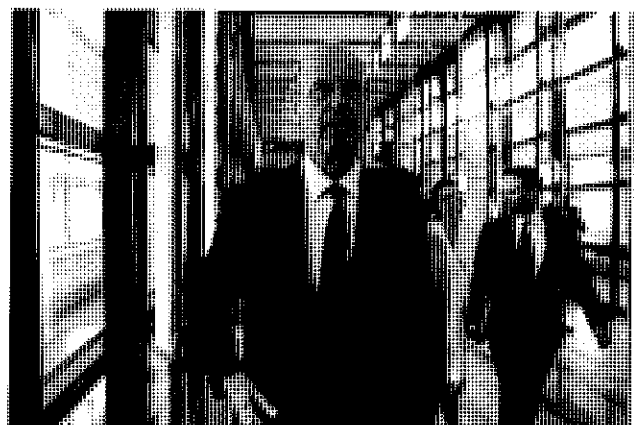
Victor Martin-Malburet : « La Nasa a jeté l'un des plus grands trésors de l'humanité »

## SUR LE MÊME SUJET



POLITIQUE

**Présidentielle 2027 : Michel Barnier appelle à une coalition de la droite, du centre et des macronistes**



POLITIQUE

**Le budget 2026 requerra « un effort supplémentaire de 40 milliards d'euros »**





## Florian Bachelier, l'homme qui veut mettre les députés à la diète

Le député chargé de gérer le budget annuel de l'Assemblée nationale déclarait dans la presse, en novembre, tabler sur 15 millions d'économies par an. Une annonce qui a surpris les parlementaires...

Par Laurent Telo

Publié le 02 février 2018 à 14h53, modifié le 02 février 2018 à 14h53 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Florian Bachelier, 38 ans, remplit son premier mandat parlementaire à la questure de l'Assemblée nationale. ÉRIC BAUDET/DIVERGENCE

Il a un buste de Jean Monnet dans son bureau de député (d'Ille-et-Vilaine) et en même temps il adore Friedrich Nietzsche. Il est jeune, 38 ans, svelte et En marche !, bien coiffé-décoiffé, hardi, sagace, il possède l'étoffe des chevaliers du Nouveau Monde et en même temps il est disruptif, sûr de lui et de sa logique : « *Il faut que l'Assemblée nationale se transforme profondément. Il faut rétablir le lien de confiance entre les citoyens et leurs représentants. Il y a urgence à respecter cette promesse. Je ne veux*

*pas être responsable d'un scénario du pire et retrouver Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Les efforts qui sont demandés à tout le monde, on doit se les appliquer à nous-mêmes. »*

En six mois, pour son premier mandat parlementaire, Florian Bachelier a fait tellement de publicité à sa fonction jusqu'ici sans grande postérité, premier questeur de l'Assemblée, qu'il donnerait presque l'impression de l'avoir inventée. Pourtant, la questure, composée de trois membres, est, depuis 1803, chargée de gérer les deniers – 550 millions d'euros de budget annuel – et l'administration intérieure de la Chambre haute. Le budget, l'immobilier, les ressources humaines, etc.

## **Du coworking au Palais-Bourbon**

Et pour être – enfin – exemplaire, il a pensé à tout. Il veut faire 10 millions d'euros d'économie en 2018, puis 15 millions par an. Généraliser les tablettes numériques dans l'Hémicycle pour économiser 55 000 euros annuels de papier ; embaucher un directeur des achats pour rationaliser les dépenses sur la téléphonie, le ménage, les transports ; supprimer les avantages des anciens parlementaires, etc. Et aussi téléporter, enfin, l'AN dans ce fameux nouveau monde : casser des cloisons du Palais-Bourbon pour privilégier les espaces de coworking, installer Internet à tous les étages... La liste est longue car il a pensé à tout. Sauf à prévenir ses collègues du bureau de l'AN qu'il déballerait tout cela à la « une » et sur trois pages du *Journal du dimanche*, le 5 novembre 2017.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Tous ces beaux et alléchants engagements n'avaient visiblement pas été discutés au préalable. Au début, ses collègues ont lu le journal avec perplexité avant de conclure que son sens de l'élégance capillaire ne se doublait pas forcément de celui du consensus collectif. Et qu'il cherchait surtout à se faire mousser.

**« Je ne suis pas là pour gagner de l'argent – entre nous, j'en perds –, et je n'ai pas de problème d'ego m'imposant une impérieuse nécessité de m'afficher. »**  
**Florian Bachelier**



D'autant que son initiative dominicale s'est doublée de la mise en ligne d'un dossier de presse de 18 pages, dont le tiers agrémenté de grandes et jolies photos artistiques de l'intéressé. « Une erreur de mon communicant. On l'a retiré », dixit Bachelier, qui a donc un communicant, sûrement un vestige de l'ancien monde. Coup de com'(presque) magistral. Il s'est fait punir par le sarcasme des réseaux sociaux mais pas que.

*« Il est là pour être le comptable des deniers publics et faire des propositions au bureau de l'AN. Il faut qu'il reste dans son rôle et à sa place »,* avait recadré à l'époque Luc Carvounas, secrétaire Nouvelle Gauche de l'AN. Même Aurore Bergé, députée de son propre camp, avait mis en garde quant à un populisme sous-jacent. André Chassaigne, député PC, renchérit aujourd'hui : *« Derrière tout ça, il y a une politique d'externalisation des services. Ça sert à ceux qui veulent dégraisser. Avoir moins de fonctionnaires avec des salaires moindres. »* Gilles Le Gendre, député LREM de Paris, vient à la rescousse : *« Ce n'est pas un coup. Il a pris son rôle de questeur très au sérieux. Le train de vie de l'Assemblée nationale n'a aucune raison d'échapper à une observation soigneuse, comme toutes les entités publiques. En matière d'économies, pour combattre la tentation de ne rien faire, il faut parfois mettre les pieds dans le plat, sans craindre la provocation. Après, ceux qui ne veulent pas changer les choses s'en prennent à la forme, ce qui leur évite de prendre parti sur le fond. »*

**Lire aussi** | [Les questeurs de l'Assemblée nationale proposent un plan d'économies pour les députés](#)

Mais, en réalité, Bachelier n'a besoin de personne. Avocat au barreau de Rennes dans le civil, issu d'un milieu modeste et breton, il n'est pas du tout déprimé par ce ressac. Il jure que l'intérêt général emporte tout même si on voit sa bobine partout dorénavant – son site Internet recense ses interventions médiatiques selon une chronologie et une exhaustivité rigoureuses : *« J'ai fait le choix de mettre de côté onze ans de vie professionnelle. Je ne suis pas là pour gagner de l'argent – entre nous, j'en perds –, et je n'ai pas de problème d'ego m'imposant une impérieuse nécessité de m'afficher. Vous souriez, mais c'est vrai. En fait, ces critiques renforcent ma détermination. »*

**« On a un questeur qui a envie d'exister et qui se précipite un peu. Il a voulu se singulariser et s'est un peu isolé. » Annie Genevard (LR), membre du bureau de l'AN**

Depuis ses offensives médiatiques, ses relations avec François de Rugy, président LREM de l'AN, ne sont pas idéales. *« Même si cela reste feutré, ce n'est un secret pour personne que ce n'est pas le grand amour, raconte Annie Genevard (LR), membre du bureau de l'AN. Il y a des luttes d'influence au sein de la majorité. »* Bachelier s'est fait taper sur les doigts par le président de l'AN avec une nouvelle règle imposée : pour des engagements financiers importants, il faut désormais un accord du bureau. Fini les initiatives individuelles.

*« Florian est sympathique et chaleureux, raconte Annie Genevard. Il pose des questions légitimes. On doit chercher à faire des économies, nous sommes d'accord. Les limites portent sur la méthode : il fait cavalier seul. Il y a eu des annonces, des démentis. Tout cela est un peu confus et conduit à des difficultés de fonctionnement. On a un questeur qui a envie d'exister et qui se précipite un peu. Il a voulu se singulariser et s'est un peu isolé. Sur son idée de revendre l'hôtel de Broglie, il a été désavoué. »* Racheté en 2016 à l'Etat, l'hôtel de Broglie était censé devenir une annexe du Palais-Bourbon pour mieux loger ses députés. Anachronique, soulignait Bachelier, qui avait fait de sa cession le symbole moderne de la mise à bas de l'opulence parlementaire depuis la disparition des chaises à porteurs.

Trois mois plus tard, selon Annie Genevard, tout cela semble s'être « *apaisé* ». Sauf qu'une enquête de France Inter diffusée le 22 janvier a déniché un rapport interne selon lequel « *le secrétaire général de l'AN serait rémunéré à hauteur de 18 000 euros net par mois, disposerait d'un logement de 182 m<sup>2</sup> ainsi que d'un majordome. Que le directeur de cabinet du président de l'AN a, lui, 149 m<sup>2</sup> en plus d'un salaire de 10 000 euros net par mois.* » Etc. Toujours selon France Inter, c'est Florian Bachelier qui aurait transmis ce rapport à François de Rugy, et ce dernier l'aurait gardé secret. A l'AN, les dents grincent de nouveau. Oui, mais Florian Bachelier est pressé, il a un an de mandat de questure pour marquer le coup, mettre ses 576 députés à la diète, leur enseigner la vertu et les guider dans son nouveau monde.

**Laurent Telo**

---

## **Le Monde Ateliers**

Découvrir

### **Cours du soir**

Littérature : la nuance mode d'emploi

### **Atelier d'écriture**

« Écrire sur soi, écrire monde » avec Chloé Delaume





**INVESTISSONS UNE  
NOUVELLE DIMENSION**

## Florian Bachelier, la forte tête de l'Assemblée nationale

Florian Bachelier, patron de la questure, le « ministère des Finances » du Palais Bourbon, veut réformer l'Assemblée à marche forcée. Ce qui ne plaît pas à tout le monde.

Par Jannick Alimi

Le 9 août 2018 à 07h06



Florian Bachelier, premier questeur de l'assemblée nationale. LP/Jean Nicholas Guillo



Réagir



Enregistrer

A l'Assemblée nationale, on connaît l'hémicycle et la salle des Quatre-Colonnes. Moins bien la questure. Ce petit « ministère des Finances » de l'Assemblée, est, pourtant, un lieu de pouvoir et d'influence fort d'un budget d'un demi-milliard d'euros et à la tête d'informations hautement confidentielles. A l'instar de l'identité des détenteurs des badges d'accès comme Alexandre Benalla.

Or, depuis la vague macronienne de juiu 2017, cette petite institution nourrit une ambition un peu folle : devenir le fer de lance des réformes lancées par Matiguon et l'Elysée. Quitte à bousculer les traditions de secret et la culture d'opacité du Parlement, renverser quelques petites bastilles et mettre à bas quelques gros privilèges. Depuis un an, les députés ont vu leur régime retraite ou leur protection chômage s'aligner sur celui des salariés. Quant aux 1 100 fonctionnaires, leur statut est en cours de négociation...

### « Un outil puissant d'exemplarité »

Cette petite révolution ne se fait pas sans bruit ni fureur... Une « perestroïka » à la française dont le Premier questeur, Florian Bachelier, le député marcheur d'Ille-et-Vilaine, a pris le « commandement » avec vigueur, voire brutalité. « Je veux repolitiser la questure, assume l'élu breton. Il ne se passe pas une journée sans que je pense au taux d'abstention aux élections. La questure de l'Assemblée peut paraître éloignée de ces enjeux. Moi, j'estime au contraire qu'elle peut devenir un outil puissant d'exemplarité en direction d'une société tentée par la passivité ou les extrêmes. »

Réformes des statuts des élus et des agents publics, mais aussi peignage au plus fin de toutes les dépenses, du remonte charge de la présidence aux contrats avec des prestataires extérieurs, de la bibliothèque au service médical... Et, en même temps, insiste Bachelier, « le renforcement des moyens octroyés aux députés et à leurs collaborateurs. »

Une stratégie qui décoiffe des fonctionnaires sous tension et dérange au sein même de la questure et dans les rangs de la majorité. « On ne gère pas les services de l'Assemblée comme une entreprise privée, insiste la députée LREM, Laurianne Rossi, l'une des deux autres questeurs, avec le Républicain Eric Ciotti. Des économies, oui, mais pas à n'importe quel prix. Les décisions doivent être prises par le collège et non de façon individuelle et souvent intempestive. »

#### Newsletter Politique

Nos analyses et indiscrétions sur le pouvoir

S'inscrire à la newsletter

[Toutes les newsletters](#)



A la tête du groupe LREM, on s'agace également. « Le Premier questeur a raison sur le fond, mais faire la guerre à tout le monde va finir par être contre-productif », confie-t-on dans l'entourage de Richard Ferrand, le patron des députés marcheurs.

### Un réseau étoffé de députés

Bachelier, lui, serait en ligne directe avec l'Elysée où l'on apprécie sa « forte tête. » Il peut aussi s'appuyer sur un réseau

étouffé de députés, tant de la majorité que de l'opposition. « Il fait son job, applaudit l'Insoumis, Ugo Bernalicis. Supprimer le superflu pour donner plus de moyens aux élus pour travailler, mais pas au détriment des personnes comme le veut François de Rugy, le président de l'Assemblée. »

De Rugy, autorité hiérarchique de la questure, insiste au contraire sur sa modération, notamment sur le rythme de la réforme des retraites des fonctionnaires de l'Assemblée. Bachelier, lui, aura aussi réussi à convertir le Palais Bourbon aux méthodes modernes de gestion, d'une comptabilité analytique à la mise en place d'une direction des achats ou d'un outil de pilotage des ressources humaines.

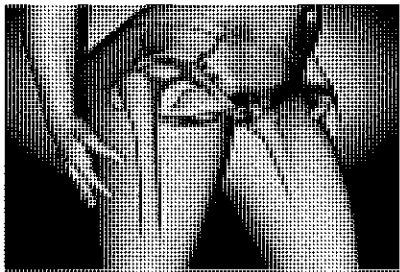
La semaine dernière, François de Rugy a cependant tenu à préciser que « la communication, interne comme externe, des questeurs est collégiale et se fait en coordination avec le Président. » Une façon de rappeler qui est le chef...

## Politique >

[Christelle Morancès : « Il faut revoir l'ensemble des dépenses sociales »](#)

[Tensions France-Algérie : qui sont les agents français sommés de quitter le territoire algérien ?](#)

[« L'heure de vérité » : ce qu'il faut retenir du discours de François Bayrou sur les finances publiques](#)



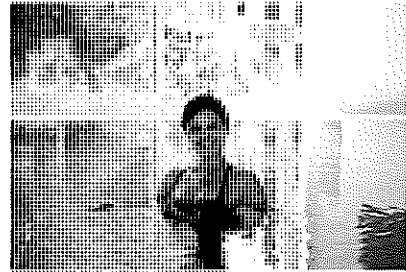
### Mal aux articulations ? Truc simple pour les soulager (stupéfiant)

Annnonce, Science Articulations



### Ce jouet lapin fait craquer la France pour Pâques

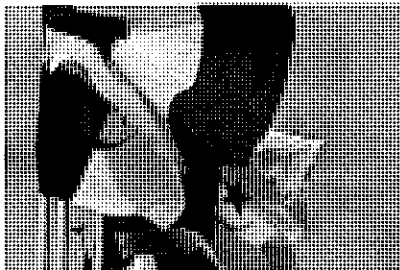
Annnonce, Joyeuses Pâques



### Téléchargez l'aide incontournable à la prescription des cures

Recevez le memento de la médecine thermique par email

Annnonce, [www.chainethermale.fr](http://www.chainethermale.fr)



### Tensions France-Algérie : qui sont les agents français sommés de quitter le territoire algérien ?



### « Bijoux cachés » révélés par Libération : « si c'est vrai », Rachida Dati « doit régulariser » sa situation, estime Sophie



### Bruno Retailleau veut qu'il soit possible de « fouiller les téléphones » des personnes en situation irrégulière



### Confiez l'entretien de votre jardin à un professionnel !



### Les meilleurs sites pour louer un téléphone portable professionnel



### Les meilleurs sites pour louer un terminal de paiement électronique (TPE)





POLITIQUE • ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2022

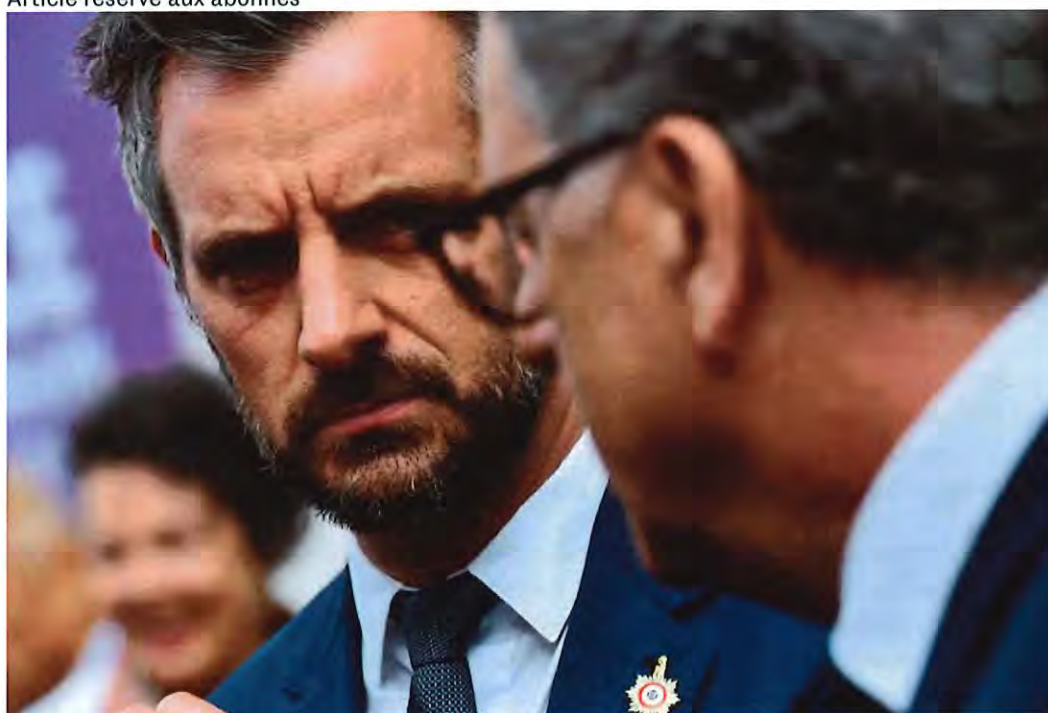
## Elections législatives 2022 : A Rennes, Florian Bachelier joue son avenir à quitte ou double

Dans un paysage politique breton policé, le député LRM et premier questeur de l'Assemblée nationale se distingue par son franc-parler jugé outrancier par beaucoup de ses adversaires. La réélection de ce proche de Richard Ferrand s'annonce incertaine.

Par Benjamin Keltz (Rennes, correspondance)

Publié le 05 juin 2022 à 11h00 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Florian Bachelier, député d'Ille-et-Vilaine et premier questeur de l'Assemblée nationale (à gauche), et Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (à droite), au Salon international des productions animales, à Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine), le 13 septembre 2018. DAMIEN MEYER / AFP

Attablé dans un restaurant rennais où il a ses habitudes, Florian Bachelier prend quelques secondes pour fouiller les souvenirs de ses cinq années de député (La République en marche, LRM) et de premier questeur de l'Assemblée nationale. Elu, en 2017, dans la 8<sup>e</sup> circonscription d'Ille-et-Vilaine, le parlementaire de 43 ans n'exprime aucun regret : « *Le dernier électeur que je refuse de décevoir, c'est moi-même. Je suis droit dans mes bottes et ne vais pas me chercher des problèmes à quelques semaines d'un scrutin.* » Les 12 et 19 juin, le député rennais prétend à sa succession, qui s'annonce très incertaine. Au premier tour de l'élection présidentielle, les électeurs de sa circonscription ont préféré les forces de gauche désormais réunies au sein de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) (46 %) à Emmanuel Macron (32 %).

Florian Bachelier compte sur sa notoriété pour inverser la tendance aux législatives. Au fil du mandat, cet avocat d'affaires s'est fait connaître par ses nombreuses interventions tranchées sur les plateaux de chaînes d'information en continu. Le Rennais aime à dire qu'il figure dans l'« *équipe des grenadiers* » de la majorité présidentielle. Dans la capitale bretonne, le député a attaqué tous azimuts.



Les socialistes qui dirigent la majorité des collectivités bretonnes ? Des « *apparatchiks* ». Les élus d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) ? Des militants aux « *méthodes d'extrême droite* ». Florian Bachelier cultive ainsi les inimitiés comme nul autre député breton. Il hausse les épaules : « *J'assume avoir chamboulé quelques carrières de rentiers de la politique. Quand je suis sur le terrain, on ne me parle pas de ma réputation, mais de santé, d'éducation, de sécurité...* »

**Lire aussi :**     [A l'Assemblée nationale, la questure au service des ambitions de Florian Bachelier](#)

A mesure que le scrutin législatif approche, le parlementaire se revendique « *élu de terrain* », capable d'interpeller le cabinet du chef de l'Etat, mais aussi ceux de ses ministres. Florian Bachelier a adapté sa stratégie de campagne à celle de la Nupes. Le parlementaire espérait ferrailler contre Ulysse Rabaté, un enseignant parisien dont le parachutage était pressenti pour défendre les intérêts de La France insoumise (LFI). En vain. Le député a alors redouté l'investiture de Gaëlle Rougier, une adjointe (EELV) à la maire (Parti socialiste, PS) de Rennes, avant de se faire surprendre par celle d'un socialiste du cru, Mickaël Bouloux.

### « Coups fourrés »

Le profil consensuel de cet ingénieur et maire du Rheu, une commune de la circonscription, complique les manœuvres de Florian Bachelier. D'autant que Mickaël Bouloux assume avoir été tenté par le vote Macron : « *Comme beaucoup, j'ai voulu y croire, mais j'en suis vite revenu. Malgré des divergences marquées avec le programme de Jean-Luc Mélenchon, je veux devenir le député de l'union de la gauche et être un relais sur lequel le territoire pourra enfin compter.* » Une urgence, à en croire Matthieu Theurier, vice-président (EELV) de Rennes Métropole, chargé des transports. L'édile dénonce les « *coups fourrés* » de Florian Bachelier pour enrayer les dossiers locaux, comme celui du nouveau centre hospitalier universitaire ou du contrat de sécurité intégré. Le député dément. « *En Bretagne, les élus savent mettre de côté leurs divergences politiques pour parler d'une seule voix lorsqu'il s'agit de défendre les projets structurants du territoire auprès de l'Etat. J'ai constaté que M. Bachelier avait décidé de rompre avec cette tradition* », critique Nathalie Appéré (PS), maire de Rennes, qui a dominé, lors de l'élection municipale 2020, Carole Gandon, tête de liste LRM et compagne de Florian Bachelier.

Evitant habituellement de s'exprimer au sujet du député local, la première magistrate de la capitale bretonne poursuit : « *Il y a une recherche systématique, par M. Bachelier, du clivage et de la polémique dans le débat public, avec un goût prononcé pour les rodomontades identitaires et sécuritaires qui étaient jusqu'alors l'apanage de la droite la plus dure.* » Les critiques glissent sur l'intéressé, qui se revendique toujours de gauche.

**Lire aussi** |     [Florian Bachelier, l'homme qui veut mettre les députés à la diète](#)

Ancien militant du PS, Florian Bachelier n'hésite pas à rappeler son passé d'étudiant boursier pour convaincre de la sincérité de son engagement politique. Il espère poursuivre sa mission de premier questeur pour réformer « *en profondeur* » les institutions parlementaires et plaider pour une « *forte* » autonomie de la Bretagne. Le quadragénaire peut compter sur le soutien du président de l'Assemblée nationale et député du Finistère, Richard Ferrand. L'avocat devra cependant faire sans celui d'un influent habitant de la 8<sup>e</sup> circonscription d'Ille-et-Vilaine : Jean-Yves Le Drian. Soutien indéfectible d'Emmanuel Macron, le « *Menhir* », comme il est surnommé en Bretagne, où il est revenu vivre depuis son départ du ministère des affaires étrangères, figure parmi ceux ayant peu apprécié les méthodes de Florian Bachelier. Il en faut néanmoins plus pour dompter le « *grenadier* ».

**Benjamin Keltz** (Rennes, correspondance)



KILLIAN  
LASSO  
k.lasso@lemonde.fr

## FLORIAN BACHELIER

Député la République en marche,  
1<sup>er</sup> questeur de l'Assemblée nationale

## CAROLE GANDON

Référénte la République en marche en Ile-et-Vilaine



# UN COUPLÉ À LA CONQUÊTE DE RENNES

Beaux, ambitieux et désormais puissants. En quelques mois, la patronne de la République en marche en Ile-et-Vilaine et le député LRM sont devenus des personnalités politiques incontournables. Une ascension fulgurante, dont il reste à jauger de la persistance.



**S**imple comète ou nouveau soleil ? Année de révolution de la galaxie politique hexagonale, 2017 a vu l'élévation d'un duo inédit dans le système solaire rennais : le couple formé par Carole Gandon et Florian Bachellier. Beaux, jeunes, éloquentes, ambitieux et désormais puissants. La patronne de la République en marche en Ile-et-Vilaine et le député LRM, 1<sup>er</sup> questeur de l'Assemblée, se sont installés en quelques mois au cœur du pouvoir. Dans la capitale bretonne, le chambardement s'est révélé d'autant plus puissant qu'il est intervenu brutalement, dans un paysage qui fonctionnait en circuit fermé et en mode feutré depuis des années. Gandon-Bachellier ? « Il y a chez eux un côté flamboyant. C'est un peu le couple de l'année », s'amuse le député (LR) Marc Le Tur.

Sollicités pour la réalisation de cette enquête, les intéressés ont refusé le principe d'un entretien et d'une séance de prise de vue commune. Lui c'est lui, elle c'est elle. Pas question de risquer les « on-dit ». Les deux intéressés cultivent leur indépendance dans une ville où discrétion et modération sont préférées au « bling-bling » et au « people ». Pourtant, leur arrivée sur la scène pique la curiosité des Rennais autant qu'elle agace la classe politique locale. Sujets à de multiples critiques et rumeurs, le duo doit doser ses apparitions : s'effacer pour s'implanter ; se montrer sans s'exposer. Leur marge de manœuvre est limitée. Pression supplémentaire : leurs faits et gestes sont scrutés par d'attentes dans ses deux étoiles montantes, la où le chef de l'Etat a cerné la présidentielle : 7,8 points de mieux que son score en France au premier tour, 22 points au second... De quoi disposer, sur le papier, d'un espace indéfinissable pour les échéances municipales, selon un conseiller de Matignon.

Urbanisme, connectés, bossus... Pour les uns, Gandon et Bachellier constituent un symbole de la Macronie triomphante. Une caricature pour les autres. « Une France qui gagne », incarnée par « Des

premiers de cordée » dénués de complexions. De quoi cultiver quelques ambitions mais aussi bien des jalousies. Ces pionniers d'En marche suscitent les espoirs de leur camp. Ils cristallisent aussi les critiques de leurs adversaires, qui n'hésitent qu'une occasion pour leur faire mordre la poussière.

## Les « Ceausescu »

Zli passé le 7 mai 2017 à la Mabilay. Les toasts s'enchaînaient dans le siège de la « French tech », QG de la Macronie pour la sortie du second tour de la présidentielle. Arrivés ensemble avec un peu de retard, Carole Gandon et Florian Bachellier passent, chacun de leur côté, au milieu de la grosse centaine de sympathisants. Tapes dans le dos, bises, selfies. Il n'y a pas photo. Autrés des militants, le couple apparaît comme l'artisan de la victoire locale d'Emmanuel Macron. Les conversations filent autant que les verres se vidant. Le score réalisé par En marche et l'effondrement du PS dans la capitale bretonne animent les échanges.

« Bonjour M. le futur député », s'amuse un sympathisant en congratulant Florian Bachellier, rétif en congratulant d'Ile-et-Vilaine. Une heure après la victoire à la présidentielle, les investitures aux législatives sont déjà dans toutes les têtes. L'objectif est de transformer l'essai. Tout le monde le sait. Les places seront chères et l'arbitrage du couple incontournable pour intégrer le casino.

En lien avec Paris, il s'implique pour le parfait. En témoigne le soutien immédiat accordé par Florian Bachellier à Gaspard Gantzer, l'ancien chef de la communication du président Hollande, porte de Macron au sein de la fameuse promotion Voltaire à l'Ena. Le Parisien doit être parachuté dans la deuxième circonscription rennaise que les troupes LRM pensent réservées à Carole Gandon.

**PP NOUS ALLONS GAGNER LA VILLE DE RENNES**  
FLORIAN BACHELLIER, septembre 2017



au titre de l'accord passé entre Macron et Bayrou. Un choix peu goûté par le couple Gandon-Bachellier. Le duo ne peut contester la décision de la commission nationale d'investiture. Il laisse cependant allègrement fuiter dans la presse l'ire de certains militants, rebuts par de l'engagement à géométrie variable » (Le Télégramme, 17/05/2017).

Investi dans la huitième circonscription, Bachellier passe la main à sa compagne au poste de référent LRM35. A cette époque, le duo hérite du surnom « des Ceausescu ». En cause : leur capacité à « écraser toute tentative de contestation », narre un militant.

Le 18 juin 2017, Florian Bachellier est élu à l'Assemblée nationale après avoir écarté Emmanuel Couet. Dérangé par la candidate de la France insoumise – une inconnue, elle aussi –, le maire PS de Saint-Jacques, président de la Métropole, ne s'est même pas qualifié au second tour.

Dix jours plus tard, Florian Bachellier est élu par ses pairs premier questeur de l'Assemblée. C'est l'un des postes les plus convoités du palais Bourbon. L'ancien militant PS, dont les prétentions

d'investitures se sont toujours fait reprocher par une formation méfiante, tiennent sa revanche. A Rennes, les socialistes sont sidérés.

## Le couple irrite

Sollicité par la presse, dragué par la classe politique, invité dans les plus hauts lieux de la République... le couple découvre le pouvoir. Pendant que Carole s'attache à structurer la République en marche (LRM) en Ile-et-Vilaine, Florian bosse à l'Assemblée et écume les plateaux télé pour défendre bec et ongles les mesures gouvernementales. Sa belle gueule et son sens indéfinissable de la « punchline » font de lui un « bon client ». « Il a vite été repéré, témoigne un confère dans une chaîne d'info continue. Son 06 a commencé à circuler au sein des rédactions dès l'été 2017. »

A Rennes, leur expression tranchée avec l'habituel tonner. Humilité et pondération ne caractérisent pas leurs interventions. « Le mouvement politique le plus important de France a vocation à présenter des listes à toutes les élections à venir », annonce le nouveau député dans Le Moniteur de Rennes de septembre. Le 27 septembre, il confirme lors d'une

Urbanisme, connectés, bossus... Pour les uns, Carole Gandon et Florian Bachellier constituent un symbole de la Macronie triomphante. Une caricature pour les autres.

conférence de presse : « Nous allons gagner la ville de Rennes », assène-t-il. Sa sortie fait le buzz.

Le couple irrite passablement Nathalie Appéré. Le 29 septembre, la maire a invité le gratin de la presse locale à un petit-déjeuner. Officiellement, il s'agit de faire un point sur les grands sujets d'actualité de la Ville. Appéré en profite pour rader. « Rennes n'est pas un trophée qu'on accroche à un tableau de chasse électoral », balance-t-elle. « La ville mérite mieux que cela. Les élections municipales sont dans trois ans. Les Rennais attendent que les élus soient mobilisés sur leurs fonctions et leurs mandats. Peut-être d'ailleurs attendent-ils de même de leurs députés. »

« L'arrangement » du couple, dénoncé par son entourage, est plus fort que l'aveu. Cette dernière devrait reprendre la présidence de la Métropole après la victoire d'Emmanuel Couet aux législatives. La razza LRM a bouleversé ses plans. La suprématie socialiste est bousculée. Le PS rennaise découvre la concurrence. Annonce de la tenue d'une dizaine de réunions publiques, reprise en main de la com' municipale, tribunes dans l'As... La maire de Rennes se défend d'être en campagne électorale. Elle se met pourtant « en mode combat ».

## Trop haut trop tôt ?

A 34 ans, Carole Gandon est naturellement désignée comme sa future adversaire en 2020. Jamais élue, la jeune femme est aussi peu connue du grand public. Elle est pourtant rapidement repérée par les leaders d'opinion. Début septembre 2017, au comptoir d'un restaurant rennais, un homme lui glisse : « Alors, c'est vous la future maire de Rennes ? »

Gandon candidate ? L'interrogée assure que « non ». Elle a « beaucoup d'autres choses à faire ». La nouvelle patronne de →

## CAROLE GANDON

- Née le 7 juillet 1983 à Fort-de-France
- Mère bibliothécaire, père autodidacte et passionné de voile (organisation du 1<sup>er</sup> tour de France à la voile)
- 1999-2001. Bac littéraire au Lycée Richelieu de Ruillé-Malmaison
- 2002-2007. Sciences po Rennes
- 2004-2005. Université libre de Berlin
- 2006-2007. Master Affaires européennes à Cergy-Pontoise
- 2011. Voyages aux Antilles, en Chine, au Viet-Nam et au Laos
- 2012-2015. Responsable des affaires internationales à Resah, plate-forme d'achats hospitaliers
- 2015-2018. Responsable relations internationales et intelligence économique à l'IPT B-Com
- Octobre 2017. Référente de la République en marche en Ile-et-Vilaine





À Rennes, le charbonnement provoqué par leur ascension s'est senti. Le duo a été interviewé, dans un paysage qui fonctionnait en mode feutre depuis des années.

→ LRM multiplie les sorties sur le terrain, les tribunes dans la presse et les réseaux sociaux. Elle consulte aussi tous azimuts, de Rennes à Paris, en passant par les communes de la métropole. Elle a bâti son calendrier. Ce qui ne la dispense pas du risque de brûler les étapes (lire p. 38).

« Le timing joue contre elle », observe un proche de Nathalie Appéré, qui, depuis juin 2017, mise sur « le temps long ». Gandon, maître de Rennes ? Selon lui, la question s'est (im)posée prématurément. « Trop haut trop tôt », dirait Gilles Boyer, l'ex-proche conseiller de Juppé, douché par l'issue des primaires de la droite fin 2016.

« On a le sentiment qu'ils (Gandon et Bachelier) égalisent leur base électorale, juge un membre de LRM sévère. Elle est pourtant fragile. Les résultats de 2017 sont le fruit d'un effet de bulle. Dans ce contexte, on ne drague pas l'électorat en faisant des tweets. »

Le couple mise sur le désir de renouvellement des Rennais. La droite locale joue la même partition depuis... 1977, avec le succès que l'on sait. Pour LRM aussi, la route pourrait être longue.

Outre les luttes intestines dont le couple devra se départir (en particulier la concurrence de Laurence Maillart-Méhaugnerie), il faudra également gérer leur dépendance aux résultats d'Emmanuel Macron, ainsi que leur interdépendance politique. Le duo ne partage pas les mêmes objectifs. Lui, longue un poste au gouvernement, elle sur l'hôtel de ville. « Bachelier va continuer de défendre mordicus l'action de l'exécutif même si elle déplaît à l'électorat rennais, commente un observateur de la politique locale. Dans le même temps, Gandon devra adapter son discours, éventuellement prendre ses distances avec certaines mesures de Macron pour coller au local.

Le risque pour eux, c'est que le discours de l'annule les positions de l'autre. »

La conquête de la mairie de Rennes dépendra aussi de leur capacité à nouer des alliances. Là-dessus, le couple est attendu autour d'un par des élus éloignés des Ors de la république mais pas dénués d'expérience. Bertrand Plouvier a déjà prévenu dans *Le Mensuel* de juin. Le leader de la droite rennaise vendra chèrement sa peau en cas de discussions avec LRM, entre les deux tours. « Dans toute fusion, celui qui a la tête de liste, c'est celui qui est

**ON A LE SENTIMENT QU'ILS SONT COMME ÉBLOUIS PAR LEURS SUCCÈS**

UN ÉLU RENNAIS

## BÂTONS DANS LES ROUES ILS POURRAIENT LEUR BARRER LA ROUTE

Sur le chemin les menant peut-être à la victoire, Carole Gandon et Florian Bachelier trouveront des embûches. Dressées pour certains, comme souvent en politique, dans leurs propres rangs...



**NATHALIE APPÉRÉ**  
Et si les deux étoiles LRM n'étaient que filantes ? Et s'ils sous-estimaient l'ancrage de la socialiste à Rennes ? Fâchée de la droite socialiste aux législatives en 2017, l'édile s'est vite lancée en campagne pour 2020 et compte bien faire le plein des remparts du bastion socialiste.



**BERTRAND PLOUVIER**  
LR, il a entre ses mains l'une des machines politiques, mais une campagne trop à droite, style Wauquiez, il pourrait laisser certains des siens rejoindre Gandon et sa clique. Mais il pourrait aussi chasser sur les terres modérées des macronistes pour réclamer sa part de gâteau. Au moins aussi pressé que son groupe actuel d'opposition à la municipalité.



**PIERRE BRETEAU**  
Le maire de Saint-Germain-en-Laye n'a pas ses ambitions : faire basculer la métropole rennaise en 2020. A travers son groupe Rennes métropole en mouvement, maintenant (RM3), il pousse pour un projet politique de la droite et du centre supra-communal. Si la mayonnaise Breteau-Plouvier prend et que leurs listes arrivent devant celle des macronistes au soir du premier tour, il en sera fini avec l'émotion de Carole Gandon pour Rennes.



**« L'INCONNU »**  
S'agit-il d'être Gandon et Bachelier, ou de leur succéder, ils ont grand, trop vite. L'option d'une pépite parachutée par LRM n'est pas écartée par ceux qui mijotent les plans en vue des municipales. « Rennes sera très difficile à gagner, murmure un stratège parisien de la macronie, alors pourquoi pas jouer le tout pour le tout avec un inconnu au fort potentiel ? » Et tant pis si ça doit passer par Carole Gandon. Après l'épisode Maillart-Méhaugnerie aux législatives, ce ne sera pas une première.



**LAURENCE MAILLART-MÉHAUGNERIE**  
Certainement celle qui le craignent le plus. Si la députée de la 2<sup>e</sup> circonscription fut l'une des mieux élues aux législatives 2017, sa circo risque bien de disparaître avec le redécoupage de la réforme constitutionnelle. L'élue pense donc à l'après, et pourquoi pas la mairie de Rennes que son oncle par alliance (Pierre Méhaugnerie) a toujours rêvé secrètement d'aller conquérir. Libre dans sa parole, elle a déjà indiqué vouloir jouer un rôle dans les municipales.

Archives Le Mensuel / DR / Archives Le Télégramme / R. Tribouillard / L. Le Saix



# CAROLE GANDON DU RÊVE RENNAIS À LA RÉALITÉ

Rennes est dans son viseur. Ni Laurence Maillart-Méhaignerie ni son député de compagnon Florian Bachelier ne l'en empêcheront. Carole Gandon n'est pas encore candidate. Mais elle brûle déjà les étapes.

38 | Le Monde | 14/05/2015 | Supplément 2015



**D**e quoi Carole Gandon a-t-elle peur ? Certains esprits misogynes diraient de son conjoint, Florian Bachelier, dont elle ne saurait s'émanciper. Certes, il a structuré le mouvement En marche (LRM) dans le département, posant la première pierre de la conquête de Rennes en 2017 aux législatives, mais c'est elle qui détient désormais les clés de la macronie rennaise. Et elle seule. Ne lui parlez pas du couple — 60 ans, politique — qu'elle forme avec le premier questeur de l'Assemblée, elle voit rouge. Quand le ton monte entre les deux, loin des curieux, il la traîne d'un « Arrête de faire ta Ségol ». Ils ront pourtant rien du duo politique formé par l'ancien président et l'ex-candidate à la présidentielle de 2007.

Carole Gandon marche vers Rennes, indépendante, et ne partage guère l'ultra-libéralisme assumé de son partenaire sur bien des sujets sociétaux. Plutôt, ils seraient l'incarnation du « en même temps » théorisé par Emmanuel Macron : elle pour le bras gauche, lui à l'aile droite.

## Bloqueuse

Elle naît à Fort-de-France en juillet 1963. Ses parents se sont rencontrés un an plus tôt lors d'une traversée de l'Atlantique à la voile. Le paternel ? Un « voleux » autodidacte qui montera plus tard une école de voile à Pécamp, en Normandie, et organisera le premier tour de France à la voile. Il voyage, beaucoup. Sa mère aussi. Après la Martinique et la Guadeloupe, Carole souffle tout juste sa quatrième bougie que les Gandon s'installent en métropole, à Asnières puis Reuilly-Malmaison dans les Hauts-de-Seine. Après un court passage dans une boîte de communication, son aventurier de père crée une société avant de se retrouver au chômage à 50 ans. Le paradis antillais semble si loin et les difficultés si proches. Pour la jeune Gandon, c'est une gifle. « C'est là qu'elle a pris conscience des difficultés de trouver un job à cet âge-là, surtout quand on n'a pas le bon diplôme et le bon réseau », raconte une amie. L'été, la blondinette s'échappe

chez ses grands-parents maternels à Larmor-Plage où elle apprend la voile. Elle aussi.

En fac de Lettres modernes à Nanterre, celle qui souhaite devenir journaliste s'ennuie. « Carole, c'est une rêveuse plus qu'une aventurière. Elle flânait. Et la réalité la faisait souvent redescendre sur terre. Parfois violemment », analyse une amie.

## Casus belli

En 2002, la clique s'appelle Jean-Marie Le Pen. Elle frappe celle qui a toujours voté à gauche, comme ses parents. Une prise de conscience — encore une — pour l'étudiante qui décide de passer les concours de Sciences po. C'est à l'IEP de Rennes qu'elle jette son dévolu, non loin du lycée Saint-Vincent où son père a étudié et de la rue Edmond-Lallier, baptisée du nom de son arrière-grand-père paternel. Résistant. Surtout, elle se rapproche de son grand-père morbihannais. De cet ancien officier de la Marine qui a toujours voté à droite, y compris François Fillon en 2007, elle se sent particulièrement proche. Sans doute se forge alors le « ni de droite ni de gauche » macronien de Carole Gandon.

Dans la promo Aimé-Césaire, elle croise des élus d'aujourd'hui tels que Gervais Guiguen, conseiller municipal LR, ou le communiste Yannick Nadéan qui garde le souvenir d'une élève discrète : « Ce n'était pas une personnalité qui se démarquait. Dans toute promo, il y a des gens qui se dégageaient. Elle, non. » En 2006, alors que Villepin et Chirac sont emportés dans les manifestations anti-CPE, l'étudiante vote en faveur du blocage de l'école. Son engagement s'ancre un peu plus à gauche. « Elle trouvait très bien de se mobiliser dans les universités, mais elle incitait aussi les étudiants à s'engager plus durablement. » Elle réalise son coming-out lors d'une AG en affichant fièrement son adhésion au PS devant les étudiants assis dans l'amphithéâtre. La scène étonne. Détonne. Encore plus aujourd'hui alors qu'elle dénonce le mouvement étudiant dans les universités contre la loi ORE.

Les craintes de Carole Gandon sont allées. D'une d'entre elles porte un nom :

Laurence Maillart-Méhaignerie (LRM), députée LRM d'Ille-et-Vilaine. Depuis le couac des législatives dans la deuxième circonscription (lire p.34), les deux femmes ne se parlent quasiment plus. Ce n'est ni Gaspard Gantzer — polémique oblige — ni Carole Gandon — comme bien des marcheurs l'imaginaient — mais la centriste, soutenue par François Bayrou, qui y a été investie avant d'être élue.

Depuis, le cursus bell poline la pré-campagne des municipales pour LRM. Voilà des mois que Carole Gandon et son entourage soupçonnent la nièce par alliance du maire de Vitré de loger sur l'hôtel de ville. En cause, selon eux, la probable disparition de la deuxième circonscription rennaise après la réforme constitutionnelle. Un redécoupage qui assombrirait l'avenir de LRM. « Parce qu'elle est parlementaire, elle s'estime plus légitime pour mener la bataille. Parce qu'elle risque de ne plus être députée, elle cherche à se recycler. C'est de la vieille politique », s'empare un fidèle de Gandon. Officiellement, on jure qu'il n'y a pas de bisbilles entre deux dans mais les faits sont têtus. Ainsi, Carole Gandon a obtenu son premier « scalp » cet été. La victime s'appelle Antonin Bouchez, jeune militant de la première heure à la tête des « JAMES », le mouvement des « jeunes avec Macron ». « Un Etat dans l'Etat », selon un député LRM rennais qui les juge « incontrôlables ».

L'étudiant a récemment obtenu un contrat à durée déterminée auprès de Pierre Breteau. Le maire UDI de Saint-Grégoire, patron de l'opposition métropolitaine, ne cache pas en privé son ambition d'obtenir la présidence de la collectivité rennaise au nez et à la barbe de Gandon.

Autre faute impardonnable, s'il en fallait aux yeux de cette dernière : Antonin Bouchez est aussi un proche de LRM dont il a fait la campagne. Dans son équipe, on le considère comme « un espion » qu'il faut « couper au plus vite ». Les tensions étaient telles depuis janvier que les instances de LRM ont convoqué les intéressés à une médiation début →

**CAROLE,  
C'EST UNE  
RÊVEUSE PLUS  
QU'UNE  
AVENTURIÈRE**

UNE AMIE





Dans la promo  
Aimé-César de  
Carole Gandon  
à Sciences po  
Rennes, elle  
croule sous les  
d'aujourd'hui  
C'est que son  
municipal  
L.R. ou le  
communiste  
Yannick Nadeau  
qui garde le  
souvenir d'une  
siège discrète

## ON NE MÊME PAS UNE CAMPAGNE EN COMMENCANT PAR COUPER DES TÊTES ??

L'ENTOURAGE DE LA DÉPUTÉE LAURENCE  
MAILLART-MÉHAIGNERIE

→ juillet. « C'était violent. Carole a beaucoup chargé Antonin qui lui a reproché de ne pas faire assez confiance aux autres », résume un témoin de la scène. D'ici quelques semaines, le garçon devrait être exilé des JAMES et être remplacé par Antoine Esnault, un jeune soldat moins encombrant. Dans l'entourage de LMM, on ne digère pas cette « chasse aux sorcières » : « Le rassemblement n'est pas un vain mot. C'est une aptitude nécessaire à toute conquête politique. On ne mène pas une campagne en commençant par couper des têtes. »

Pis encore. Une interview de la députée Maillart-Méhaignerie a mis le feu aux poudres en interne. « Je pense avoir mon mot à dire, un rôle à jouer (aux municipales) », a-t-elle déclaré courant juillet dans Ouest-France. « C'est une attaque quasiment ad hominem. Elle n'a informé personne de cet entretien. Elle la joue en solo », fait-on savoir dans le clan Gandon qui ne digère pas la manœuvre. A Paris, on veut calmer le jeu. « Il va falloir clarifier leur relation. Soit, elles s'entendent, soit elles s'entrent en allant l'une contre l'autre ? Si rien n'est fait, on règlera le problème mais on aura perdu Rennes avant d'avoir combattu. »

### Cabinet secret

Si Carole Gandon craint les velléités de Maillart-Méhaignerie, c'est qu'elle a déjà écrit le calendrier de la campagne. Tout du moins les premières notes. En septembre, elle lancera avec ses équipes une

prise de guerre, c'est un totem, par filiation », admet l'un de ses conseillers. Si Emmanuel Couet « a pêché », dit-il l'entourage de la macroniste—de ne pas avoir appelé à voter pour Bachellier contre la France insoumise lors du second tour des législatives, un ralliement du président PS de la Métropole effaçait l'ardoise. Sur sa liste figurent également le PRG Honoré Pail ou le directeur de cabinet de... Nathalie Appéré, Manuel Contin. Elle en oublierait presque la maire de Rennes, solidement fixée dans une ville restée place forte du PS malgré les soubresauts hexagonaux. Il y a du Bruno Charvat, l'ex-leader de la droite rennaise (UDF), chez Carole Gandon. « La situation est similaire à celle de la droite en 2014, commente sans hésiter un collaborateur de la future candidate. Qui peut dire objectivement que Rennes est mal gérée aujourd'hui ? Personne. Soyons objectifs, ce sera très compliqué tant les oppositions actuelles à Appéré n'ont rien à dire. » Et d'abonder : « Carole veut faire de Rennes la ville des arts numériques. C'est bien, mais ça ne fait pas un projet municipal. Il faut qu'elle aille sur des sujets élitaires : la vie dans les quartiers, le communautarisme, la sécurité, la propriété... Elle doit faire des discours à la fois très fermes mais aussi très sociaux. Elle ne trouve pas son "en même temps" car elle n'ose pas. » La plus grande peur de Carole Gandon semble encore d'apparaître comme la candidate de la nouvelle droite rennaise. ●

phase de « diagnostic » à Rennes appelée « Connaître ma commune ». Il alimentera ensuite un projet qu'elle entend bien mener elle-même. « Elle en a rédigé les grandes lignes en janvier, seule », soupire de déception un macroniste breillien. Régulièrement, elle échange avec le secrétaire général du mouvement Christophe Castaner sur l'échec électoral — mais aussi sur le cas Méhaignerie », murmure un conseiller du ministre. Elle dispose même d'un cabinet de l'ombre élaboré par ses soins (si-contre) qui alimente d'infos et déjà le projet.

D.R.

## ENTOURAGE

# LE CABINET SECRET DE CAROLE GANDON

Depuis plusieurs mois, ils forment dans l'ombre le shadow cabinet de la patronne de LRM35 et la conseillère pour la future conquête de Rennes.

### PATRICK BOBE

Ancien directeur d'Entreprendre pour Rennes, c'est la voix paternelle de l'entourage de Carole Gandon. Diplômé de l'IGR-IAE Rennes, il la conseille notamment sur les questions socio-économiques rennaises.

### AURÉLIEN CARA

Jeune inspecteur des finances publiques et délégué CFDT, il allie Carole Gandon sur des sujets techniques et se charge des relations avec les syndicats.

### JEAN-FRANÇOIS FORTIN

Océaniste et ancien conseiller de Benoît de Carolo. « C'est quelqu'un de main, prêt à toutes les tâches à n'importe quelle heure de la journée. L'homme connaît bon nombre d'élus locaux. Un précieux avantage pour une jeune pousse de la politique comme Gandon. »

### XAVIER BOISVERT

Ancien militaire, envoyé notamment en Côte d'Ivoire, l'homme est depuis devenu directeur général des services de la ville de Rennes. Il conseille Carole Gandon sur la gouvernance métropolitaine.

### MÉLISSA PLAZA

C'est la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa qui a présenté cette ancienne footballeuse professionnelle à la référentielle LRM. Elle est la voix féministe du cabinet et alerte régulièrement sur ces questions.

### HERVÉ DENIS

Président de Bretagne éco-entreprise, ce patron est un spécialiste du développement pour le groupe breton Nass & wind, spécialiste des énergies renouvelables.

### SANDRINE CAROFF-URFER

Agrégée de Lettres modernes de l'université de Nantes et ancienne élève de Sciences Po à Rennes, elle se charge de lier des liens avec le monde associatif.

### PETER EVEN

C'est le conseiller communication de Carole Gandon. Petit main dans l'équipe de Bruno Charvat en 2014, l'homme de main a travaillé à Paris et Nantes, notamment auprès de députés de haut-rang.

D.R. / EPA Bretagne / L. Le Goux / M. Bertrand



PHILIPPE  
CREHANGE  
pcrehange@lefigaro.fr

**U**n « combatif et courageux, capable d'assumer ses choix », comme le voit l'un de ses amis avocats ? Ou « un intrigant, pas loyal et insupportable quand il est en négociation », tel que le décrit un ex-confère rennais ? Peu adepte de l'eau tiède, Florian Bachelier ne laisse pas indifférents ses interlocuteurs. Doté d'un talent oratoire certain et de l'art de « la punchline », dont il use pour tacler, par exemple, François Pinault en direct sur BFM TV quand le milliardaire s'attaque à Emmanuel Macron, ce gros bossueur a réussi à graver les plus hautes marches de la République en devenant député et premier questeur. Un poste de gestionnaire du personnel et du budget de l'Assemblée nationale qui lui réserve, en plus d'un appartement de fonction dans l'enceinte même du Palais Bourbon, une place privilégiée au cteur du pouvoir.

Mais sa « grande gueule » et son côté « beau gosse qui s'aime » agacent jusque dans les rangs des marcheurs. Sans parler de ses incessantes petites blagues, qui rappellent un cancre tête à claques du fond de la classe, qu'il n'ait pourtant pas. A l'aube de ses 40 ans, Florian Bachelier est tout cela à la fois. Une personnalité complexe qui lui vaut un bon réseau comme des initiés, en particulier dans le petit monde des avocats rennais, où se joue tous les jours le championnat des egos. « Dans la profession, il n'est pas politiquement correct. S'il a une idée, il va jusqu'au bout », atteste l'un de ses proches.

**Tenace**  
Avocat d'affaires pas forcément des plus brillants selon les témoins du barreau — « très moyen et très cher » estime l'un d'entre eux — l'homme est assurément tenace et a du talent. Il prête serment en 2005 puis rejoint deux ans plus tard Avoxa, le plus gros cabinet de la place. Lorsqu'il quitte la robe après sa victoire aux législatives en juin 2017, il en est le président. Plusieurs années de « patron » où il a dû gérer le départ de

plusieurs associés. Des divergences ont aussi émergé sur la stratégie à mener, Florian Bachelier poussant pour un modèle de franchises. Un fossé générationnel entre avocats s'est fait jour. Le suicide d'un collègue tout comme la maladie et le décès d'un ami proche l'ont également marqué. « Il a mis pas mal d'argent. Il a fallu qu'il s'impose et qu'il trouve sa place, résume un ex-associé. Avoxa, c'était comme une secte avec lui pour gourou. Il est dans ce même type de relation avec Macron aujourd'hui. »

Cette période lui permet aussi de faire la rencontre d'une certaine Carole Gandon, fin 2015, alors que celle-ci travaille chez B-Com, un institut de recherche dans les technologies ayant Avoxa pour conseil. Avec plus de 130 000 € nets en moyenne de rémunération annuelle, comme le fait apparaître sa déclaration à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique, le niveau de vie de Bachelier l'avocat interroge aujourd'hui sur son souci réel de « justice sociale ». Avec un tel passé, l'homme qui émarge aujourd'hui à 12 000 € mensuels en tant

**LA SÉDUCTION  
EST SON MOTEUR.  
MAIS C'EST AUSSI  
UN TYPE STRESSÉ  
ET ANXIEUX**  
UN ANCIEN ASSOCIÉ

que questeur reste une cible de choix de La France insoumise (LFI) locale. Pour contrer ce type d'attaque au niveau du portefeuille, Bachelier sort sa carte maîtresse : ses origines modestes. Un grand-père ouvrier à l'arsenal de Brest, un autre mécano sur les bateaux de pêche à Camaret-sur-Mer, le député de la 8<sup>e</sup> circonscription aime à offrir à qui veut l'entendre cette « story ». Enfant, il accompagnait sa grand-mère Albertine, dont il est très proche, sur le marché de Camaret, pour vendre les produits de la ferme familiale. C'est là encore qu'il a appris la voile, au club Léo Lagrange,

avant de devenir moniteur pendant une dizaine de saisons. Sans parler de ses petits boulots de serveur ou de barman en boîte de nuit. Bref la belle vie, loin de Thierville, d'où il est pourtant originaire. C'est un peu par défaut que ce cadet d'une fratrie de trois garçons est Lorrain de naissance. Son Brevet de père s'y est installé suite à son service militaire. Un CAP électromécanicien en poche, il n'a pas eu de mal à trouver du travail dans cette Ruhr française. Sa mère, assistante maternelle, a suivi. Et Florian est né. Un garçon qui vivra le traumatisme d'une ménagère à l'âge de 4 ans. L'expérience lui vaut d'entretenir très tôt un diable de rapport à la mort, confie un proche. Agnostique et apatriste, il a pourtant été baptisé par le curé de Camaret.

## « Bling-bling »

Loin de sa Bretagne chérie, Florian Bachelier aura au moins appris les rudiments du ski sur les monts Vosgiens. Et la dureté du travail d'ouvrier. Embauché dans l'usine sidérurgique Sollac, son père y perd un œil lors d'un accident professionnel. Bac scientifique en poche, Bachelier l'étudiant tente une année à l'École polytechnique de Sceaux. Pas dans son élément, il découvre le droit à Rennes. Puis entre à l'école d'avocat. Il obtient le diplôme, « mais au ratissage, c'est dit », persifle un ex-confère. Le soir et le week-end, l'étudiant boursier, comme il aime encore à le rappeler, se fait un peu d'argent de poche. En qualité de serveur ou de livreur, chez Speed rabbit pizza — mobylette n°4 —, ou encore comme agent d'accueil au cinéma Gaumont. Un décalage avec ce qu'il est devenu aujourd'hui, fait remarquer cet ancien « camarade » du PS rennais, qu'il a fréquenté. « Au regard de ses positions sur la loi Elan et la réduction des APL, qu'il n'a de cesse de défendre, il est assez cocasse de noter qu'il se dit "fils de la génération Mitterrand", boursier et bénéficiaire d'un logement social pendant ses études à Rennes et fruit d'un système... »

Des propos qui ne feront sans doute pas regretter à Florian Bachelier d'avoir quitté le PS rennais. Une fédération qui n'a jamais voulu le voir élu. Pro-DSK →

# FLORIAN BACHELIER L'ITINÉRAIRE D'UN PREMIER DE CORDÉE

Florian Bachelier est dans les petits papiers du pouvoir macronien. De quoi en faire un futur ministre. Son côté provocateur et « Monsieur petite blague » constitue autant un atout que son principal défaut.





Florian Bachelier cultive la séduction. Gros bossueur, il est cependant critique envers sa propension à s'aimer.

→ en 2006, il adhère à la section Rennes centre un an plus tôt. En janvier 2008, il se propose même comme candidat sur la liste de Daniel Delavaud. Une lettre de motivation adressée au premier secrétaire fédéral Frédéric Bourcier

**IL EST TRÈS GROS TRAVAILLEUR, TRÈS VOLONTAIRE ET TÊTU COMME UN BRETON !**

RICHARD FERRAND, patron du groupe LREM à l'Assemblée

l'atteste. Radié en 2011 faute d'être à jour de ses cotisations, il soutient Hollande au titre de la société civile en 2012. En 2014, rebelle. Il tâte le terrain pour intégrer la liste de Nathalie Appéré aux municipales. Là encore, il se fait jeter. « Il n'a jamais été retenu parce que son profil militant ne correspondait pas à ce que nous recherchions, balance un cacique du PS rennais. Sans parler de sa

propension à surjouer le côté perso, qui ne s'est jamais démentie depuis. » Son petit côté « bling-bling » ne desservait-il pas également Bachelier ? Son pouvoir d'achat lui permet de s'offrir une moto YZF 600 Thundercat, une Crossfire puis une Ford Mustang. Il prend aussi des cours d'aviation à Saint-Jacques, qu'il abandonne après deux crises d'angoisse en vol. Ces hobbies ne collent pas à l'image « populaire » que veulent se donner les socialistes. Quand bien même ces grosses cylindrées sont acquises d'occasion et que la conduite d'une voiture n'est pas vraiment une passion. L'intéressé apparaît plus attiré par l'esthétique des carrosseries.

#### « Boulevard 1<sup>er</sup> »

Il n'empêche, la tendance égo-centrique du personnage agace dans les rangs socialistes. En début de mandat, l'épisode de son « press book » à l'Assemblée nationale valide l'argument. Le député apparaît en photo à toutes les pages. Face au buzz suscité, il devient la risée de la presse parisienne, même si dans son entourage on assure qu'il n'a jamais donné son « bon à tirer » pour le document. Le mal est pourtant fait. Cette

séquence lui aurait fait rater de peu la marche d'un secrétariat d'État, croient savoir certains observateurs politiques. Son alias sur twitter – FBACHELIER – qu'il a depuis abandonné pour un plus sage F. BACHELIER ne conforterait-il pas son surnom de « Boulevard 1<sup>er</sup> » à Matignon ? Simple jeu, répondent ses intimes. Quant à son opération de la mâchoire, qu'il fit décaler en 2009 de 4 mm, elle tiendrait vraiment du confort et non d'un simple souci esthétique.

Florian Bachelier aime les petites blagues – un point commun avec François Hollande. Il manie en permanence le second degré. Au point, parfois, de lui porter préjudice, comme au début de ses années d'avocat. En représentant des jeunes à robe noire pendant quatre ans, il n'était pas d'accord avec certains points du règlement instituant les permanences le week-end pour les garde-à-vue, l'estimant injuste. Refusant d'assurer l'une d'entre elles, le représentant de l'ordre lui demande alors par texto un nom de confière pour le remplacer. Réponse de Bachelier : « Pascal Clément », le garde des Sceaux de l'époque. La provocation attire les foudres de l'ordre sur le jeune impertinent, qui se retrouve convoqué →

M. Bertrand

## RÉSEAU

# LE CARNET D'ADRESSES BIEN REMPLI DE BACHELIER

Le député n'a pas attendu d'être élu pour remplir son téléphone mobile. Mais depuis un an, ce sont ministres et diracs qui occupent particulièrement son répertoire.

### GÉRALD DARMANIN

Le député de l'Action et des comptes publics, qui force tête baissée, n'est pas sans rappeler le tempérament de Florian Bachelier, avec lequel il affiche une véritable proximité. Leur point commun : avoir quitté leur famille politique d'origine (LR pour Darmarin, PS pour Bachelier) pour rejoindre LREM.



### JEAN-MARIE GIRIER

Le premier questeur apprécié chez cet homme de l'ombre ses qualités de grand organisateur. En la matière, Jean-Marie Girier a un peu d'expérience. Ex-président de la région Bretagne, il a été élu à Lyon quand il était maire et président de métropole, il dirige aujourd'hui le cabinet du ministre de l'Intérieur. Parmi ses faits d'armes : avoir dirigé la campagne d'Emmanuel Macron en 2017.



### MARC ET SOPHIE FERRACCI

Il est économiste. Elle est juriste. Le cabinet d'Emmanuel Macron durant la campagne de 2017 et était déjà à ses côtés, à Bercy, quand il était ministre de l'Économie. Le couple Ferracci peut aujourd'hui se targuer d'être du premier cercle du chef de l'État... et de Florian Bachelier, qui ne tarit pas d'éloges sur les qualités de Sophie Ferracci. Une femme de l'ombre qui fut avocate d'affaires comme Bachelier, avant de plonger dans la politique.

### MUSTAPHA LAABID

Florian Bachelier aime les contrastes. Un ex-avocat d'affaires se consacrant désormais à la défense des quartiers populaires, voilà une image qui lui plaît. Il apprécie le côté « élection libre » de Laabid, député de la 1<sup>re</sup> circonscription d'Île-de-France, qui a ravi la place à la socialiste Marie-Anne Chapdelaine. Il est le premier à lui avoir apporté son soutien lors de sa campagne pour le vice pour abus de confiance.



### CLÉMENT BEAUNE

Le trentenaire est le Monsieur Europe d'Emmanuel Macron. L'énarque, qui n'a pourtant aucune formation dans le monde feutré de la diplomatie, était conseiller budgétaire au cabinet de Jean-Marie Le Maire et est devenu le conseiller européen du président de la République.



### RICHARD FERRAND

Il n'est pas resté longtemps avant la présidentielle. Un an comme l'autre se qualifiant d'amis. Tous deux amoureux des mots, ils aiment à échanger autour de leurs lectures. Sans parler de « père » en politique. Bachelier apprécie le côté patron de groupe du député du Finistère, très proche d'Emmanuel Macron.



### ET TOUS LES AUTRES

Florian Bachelier compte très peu d'amis fidèles mais s'appuie sur un carnet d'adresses monumental. Dans son environnement politique proche, gravitent ainsi Nicole Belloubet (photo), ministre de la Justice dont il apprécie la finesse et avec qui il a une grande proximité. Lors de la campagne de mai, il a pu compter sur les bras de quelques mois lors d'un déplacement à Rennes. On peut aussi citer la députée de Paris et avocate Laëtitia Avia, qui fit le déplacement avant l'été à Châteaubourg pour l'assemblée générale de LRM35, ou encore Gabriel Attali, député des Hauts-de-Seine. La jeune garde d'En marche.



LE MENSIUEL  
DE RENNES

20% D'ÉCONOMIE + DES AVANTAGES  
1 AN 11 NUMÉROS + NOS SUPPLÉMENTS  
ABONNEZ-VOUS !

PLUS RAPIDE ABONNEZ-VOUS SUR NOTRE SITE INTERNET  
WWW.LEMENSUEL.COM/BOUQUIN



42,90 €  
— AU LIEU DE —  
~~53,00 €~~

il parle livres et littérature. Les deux hommes partagent le sens de la formule et l'amour des mots. Qualité de « bébé Ferrand », Florian Bachellier ne serait pas dans une relation d'affidés ou de père-fils, selon cette source qui les connaît bien tous les deux. « Il n'est pas un homme de Ferrand. »

C'est en août 2016 qu'ils se rencontrent pour la deuxième fois, après un bref premier échange lors d'une soirée anniversaire du conseiller régional Pierre Karleskind. Florian Bachellier voit l'émergence d'un homme et sent le bon coup à jouer. Il demande à voir Richard Ferrand à sa permanence de Châteaulin. « Je me demandais pourquoi un avocat rennais venait me voir. On a sympathisé. Il m'a dit vouloir s'engager. Puis il s'est proposé pour être le référent départemental », se souvient Richard Ferrand. L'été finistérien « apprécie beaucoup les qualités humaines et intellectuelles » de Florian Bachellier. « On a une relation amicale, confiante et d'indépendance, assure-t-il. Des rapports cordiaux,

francs. Il est très gros travailleur, très volontaire et têtu comme un Breton ! » Ça n'empêche pas les deux hommes d'avoir des divergences, en particulier sur la communication outrancière de Florian Bachellier sur son action à la questure. Une habitude chez lui. Chez Avoca, « il a toujours euré pour une gestion rigoureuse des dépenses sauf les dépenses de com'. Une com' faite aussi pour promouvoir Florian », analyse un ex-associé. Un défaut qui pourrait lui coûter une place dans un gouvernement dans les prochaines années ? Richard Ferrand botte en touche. Mais pour ses amis, le Rennais a tout d'un futur ministre. « Aller au casse-pipe pour assumer une réforme impopulaire parce qu'on lui demande, s'il adhère au projet, Florian en est capable », se persuade l'un d'eux. « Et ça vie d'avocat est décourante derrière lui », assure un autre. ●

1. Extrait de la lettre de motivation de Florian Bachellier envoyée aux instances du PS35 pour faire acte de candidature à la tête du PS aux municipales, le 30 janvier 2008. Document en possession de l'auteur.

## IVRESSE PUBLIQUE QUAND BACHELIER SAISIT LA COUR DE CASSATION POUR UNE AMENDE DE 50 €

En cette nuit du 20 novembre 2010, c'est la fête au Delicatessen, la célèbre boîte rennaise. Comme tous les samedis soirs, au cœur du Rennes historique, la jeunesse locale enchaîne les verres et se déhanché sur les tubes du moment. Tel que le dernier hit de David Guetta Gettin' Over You.

Un ami qui se voit refuser l'entrée de la discothèque, le ton qui monte avec les videurs, la police appelée à la rescousse, et voilà Florian, le futur premier questeur de l'Assemblée, emboîné au poste et placé en cellule de dégrisement. Sept longues heures dans une odeur de vinasse aux côtés des fêtards et accros à la bite. Défendu par Fabian Lahaie, avocat rennais avec lequel il s'est lié d'amitié depuis leur passage chez Contin-Ruppin-Burot, Florian Bachellier clame son innocence. Non il n'a pas bu. Non il n'a pas violenté les videurs. Rien n'y fait, il écope une semaine plus tard d'une amende de 50 € pour ivresse publique et manifeste. Un événement sans grande importance qui aurait pu en rester là. Mais c'est bien mal connaître le trentenaire. Il porte plainte contre les videurs et engage un recours auprès de la Cour de

cassation, l'appel n'étant pas possible pour une amende. Deux ans plus tard, le 11 décembre 2012, treize magistrats se réunissent à Paris pour statuer sur le sort de l'avocat : doit-il être condamné à cette amende ? Faute de la présentation d'un certificat médical attestant ou non d'un état d'ébriété, les juges décident lors d'une audience publique, le 8 janvier 2013, de casser et d'annuler la décision de la juridiction de proximité de Rennes. Une nouvelle procédure est engagée, et le 23 septembre 2013, Florian Bachellier est relaxé.

Il n'en reste pourtant pas là. Il poursuit l'État pour dysfonctionnement de la justice. Le 23 janvier 2017, ce dernier est condamné à payer à l'avocat 4 000 € pour préjudice moral et 3 000 € pour frais de procédure. Quant à sa plainte contre les videurs, elle finit par se perdre dans les couloirs du Parquet... L'épisode en dit long sur le caractère entêté de Bachellier, qui résume souvent cette histoire par le titre du livre de Patrick Dilis : Je voulais juste rentrer chez moi. Reste un mystère : l'État de la République est-il retourné depuis au Delicatessen ? Une boîte installée dans une ancienne... prison médiévale.

Bulletin réservé aux nouveaux abonnés, offre valable 1 mois  
**JE SOUSCRIS**

☐ **abonnement de 42,90 € pour 1 an**  
(11 numéros + suppléments) en France métropolitaine

☐ Je préfère m'abonner pour 2 an au prix de 79,90 €  
(22 numéros + suppléments) en France métropolitaine

☐ Étranger et dom-tom - 1 an au prix de 54 €  
(11 numéros + suppléments)

### MES COORDONNÉES

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Email : \_\_\_\_\_

### JE RÉGLE

☐ Par chèque à l'ordre du Mensuel

☐ Par ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Master Card

Numéro \_\_\_\_\_ Expire fin \_\_\_\_\_

Cle de sécurité \_\_\_\_\_

Date et signature \_\_\_\_\_

### BULLETIN À RETOURNER À :

LE MENSIUEL DE RENNES - SERVICE ABONNEMENTS - 6-8 RUE HOCHÉ - BP 28 - 56001 VANNES CEDEX

Conformément à la loi n° 2004-63 du 11 février 2004 relative à l'égalité des territoires numériques, les personnes physiques à l'égard desquelles les données à caractère personnel et les données à caractère professionnel sont traitées, ont le droit de demander la suppression de ces données. Vous pouvez exercer ce droit en contactant le service abonnements au 02 97 47 84 74.

Besoin d'un renseignement ? Contactez-nous au : 02 97 47 84 74 ou via abonnements@lemensuel.com





# La situation matérielle du député

## Points-clés

Le libre exercice du mandat de parlementaire ne saurait être garanti par sa seule indépendance juridique. Facteur essentiel de la démocratisation des régimes politiques, l'indemnité parlementaire est destinée à compenser les frais inhérents à l'exercice du mandat. Elle permet à tout citoyen de pouvoir prétendre entrer au Parlement et garantit aux élus les moyens de se consacrer, en toute indépendance, aux fonctions dont ils sont investis.

Le principe de l'alignement de l'indemnité parlementaire sur la rémunération des hauts fonctionnaires a été retenu en France depuis 1938 ; ce mode d'indexation a été confirmé en 1958 (ordonnance portant loi organique n° 58-1210 du 13 décembre 1958).

## I. – L'INDEMNITÉ PARLEMENTAIRE

### 1. – LES DIFFÉRENTES COMPOSANTES DE L'INDEMNITÉ

L'indemnité comprend trois éléments : l'indemnité parlementaire de base, l'indemnité de résidence et l'indemnité de fonction.

L'indemnité parlementaire de base est fixée par référence au traitement des fonctionnaires occupant les emplois les plus élevés de l'État. Elle est égale à la moyenne du traitement le plus bas et du traitement le plus haut des fonctionnaires de la catégorie « hors échelle ».

En outre, les parlementaires reçoivent, par analogie avec le mode de rémunération des fonctionnaires, une indemnité de résidence. Celle-ci représente 3 % du montant brut mensuel de l'indemnité parlementaire de base.

À ces indemnités vient s'ajouter une indemnité de fonction égale au quart de leur montant.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, les indemnités mensuelles brutes sont les suivantes :

- indemnité de base : 5 931,95 € ;
- indemnité de résidence (3 %) : 177,96 € ;
- indemnité de fonction (25 % du total) : 1 527,48 €.

Soit *brut mensuel* : 7 637,39 €.



Par ailleurs, des indemnités spéciales, destinées à compenser des sujétions attachées à l'exercice de certaines fonctions, sont attribuées aux titulaires de différents postes.

Leur montant brut mensuel est le suivant :

- Président : 7 698,50 € ;
- Questeurs : 5 300,36 € ;
- Vice-présidents : 1 099,79 € ;
- Présidents de commission et rapporteurs généraux de la commission des finances et de la commission des affaires sociales : 931,76 € ;
- Président de la commission spéciale chargée d'apurer les comptes : 931,76 € ;
- Président de l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : 931,76 € ;
- Secrétaires du Bureau : 733,19 €.

Sur le plan fiscal, l'indemnité parlementaire de base majorée de l'indemnité de résidence et de l'indemnité de fonction, de même que les indemnités spéciales, sont imposées suivant les règles applicables aux traitements et salaires.

## **2. – LES RETENUES SUR INDEMNITÉS**

Il s'agit, pour l'essentiel, de prélèvements obligatoires liés aux assurances sociales.

Doivent être déduites du brut mensuel diverses retenues :

- cotisation au régime obligatoire de la Caisse de pensions de 828,66 € ;
- contribution sociale généralisée et contribution au remboursement de la dette sociale : 740,83 € ;
- cotisation au FAMDRE : 76,37 € ;
- contribution au titre de la transition professionnelle : 38,19 €.

Soit un montant *net mensuel* de 5 953,34 €.

## **3. – L'ÉCRÈTEMENT DES INDEMNITÉS LIÉES À L'EXERCICE D'UN MANDAT LOCAL**

S'agissant du cumul de l'indemnité parlementaire avec des indemnités allouées au titre d'autres mandats, le principe du plafonnement général des indemnités en cas de cumul des mandats a été introduit par la loi organique n° 92-175 du 25 février 1992. Le député titulaire de mandats ou fonctions électorales locales ne peut cumuler les indemnités

afférentes à ces mandats ou fonctions avec son indemnité parlementaire de base que dans la limite d'une fois et demie cette dernière. De telles indemnités sont actuellement ainsi plafonnées pour un député à 2 965,98 € par mois.

## **II. – LES MOYENS MATÉRIELS MIS À LA DISPOSITION DES DÉPUTÉS**

Des moyens individuels sont fournis aux parlementaires pour leur permettre d'exercer leur mandat, conformément à leurs propres besoins.

### **1. – LES FRAIS DE MANDAT ET DE SECRÉTARIAT**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, pour faire face aux diverses dépenses liées à l'exercice de leur mandat qui ne sont pas directement prises en charge ou remboursées par l'Assemblée, les députés bénéficient d'une avance de frais de mandat dont le montant est revalorisé comme les traitements de la fonction publique. Le montant mensuel de cette avance est de 5 950 €. Ce nouveau régime remplace l'indemnité représentative de frais de mandat, conformément aux dispositions de l'arrêté du Bureau n° 12/XV du 29 novembre 2017.

Les députés disposent en outre d'un crédit affecté à la rémunération de collaborateurs qui s'élève à 11 118 € par mois. Indépendamment des augmentations qui peuvent être décidées par le Collège des Questeurs, le crédit collaborateur est revalorisé comme les traitements de la fonction publique. Il donne la possibilité de recruter jusqu'à cinq collaborateurs, quel que soit leur temps de travail. Le député a la qualité d'employeur : il recrute, licencie, fixe les conditions de travail et le salaire de son personnel.

Sont imputées sur ce crédit les rémunérations brutes des collaborateurs, les charges patronales, sociales et fiscales, afférentes étant prises en charge directement par l'Assemblée nationale. Les députés peuvent également céder une partie de ce crédit à leur groupe politique.

Les reliquats inutilisés de crédit collaborateur sont reportés d'un mois sur l'autre jusqu'à la fin de la législature. Ils ne peuvent en aucun cas être reversés sur l'AFM.

### **2. – LES FACILITÉS DE CIRCULATION**

L'Assemblée nationale prend en charge les déplacements des députés sur le réseau métropolitain de la SNCF en 1<sup>ère</sup> classe ou en 2<sup>de</sup> classe. À cette fin, elle délivre une carte nominative de circulation aux députés qui prennent régulièrement le train pour venir de leur circonscription.

S'agissant des déplacements à Paris et dans la région parisienne, l'Assemblée dispose d'un parc d'une douzaine de voitures avec chauffeur que les députés peuvent utiliser, dans la mesure de leur disponibilité, pour leurs déplacements liés à leur mandat parlementaire et effectués à partir du Palais-Bourbon dans Paris et les communes

limitrophes ou à destination des aéroports. Ces véhicules sont également employés pour les réceptions des délégations étrangères ou les missions protocolaires.

En outre, les frais afférents aux déplacements effectués personnellement par les députés en taxi, en VTC, en autopartage ou en vélopartage, engagés en France ou à l'étranger dans l'exercice de leur mandat, sont remboursés sur présentation de justificatifs de dépenses, dans la limite du plafond de la dotation matérielle des députés (DMD) – *cf. infra*. S'ils en font la demande, l'Assemblée nationale fournit aux députés une carte nominative (Passe Navigo) leur donnant un accès illimité au réseau de transport parisien de la RATP et au réseau transilien de la SNCF, ou rembourse sur présentation des justificatifs de paiement les passes Navigo Liberté +.

S'agissant des déplacements aériens, l'Assemblée nationale prend en charge chaque année :

Pour les députés métropolitains :

- 80 passages entre Paris et la circonscription lorsqu'elle est desservie par une ligne aérienne régulière ;
- 12 passages pour toute destination hors circonscription, en France métropolitaine.

Pour les députés d'outre-mer :

- un crédit annuel égal, pour les députés des départements d'outre-mer, au coût de 26 passages en classe affaires entre Paris et la circonscription et, pour les députés d'outre-mer élus dans une collectivité du Pacifique, au coût de 16 passages en classe affaires entre Paris et la circonscription ;
- 8 passages pour toute destination en France métropolitaine.

Pour les députés représentant les Français établis hors de France :

- un crédit annuel égal, pour les députés des six circonscriptions européennes, au coût de 80 passages en classe premium ou en classe économique entre leur circonscription et Paris, et pour les députés des cinq circonscriptions extra-européennes, au coût de 30 passages en classe affaires entre leur circonscription et Paris ; sur cette enveloppe globale, 30 % au maximum peuvent être attribués aux déplacements et hébergement des collaborateurs dans la circonscription ou entre Paris et la circonscription ou du conjoint et des enfants mineurs entre Paris et le domicile en circonscription ;
- 8 passages pour toute destination en France métropolitaine.

### **3. – LES MOYENS DE BUREAUTIQUE ET DE COMMUNICATION**

Les députés bénéficient, par ailleurs, de certains appuis matériels destinés à faciliter l'exercice de leur mandat. Ils disposent notamment d'une dotation matérielle annuelle, la dotation matérielle des députés (DMD). Cette dotation n'est pas versée au parlementaire mais consiste en un crédit mis à disposition du député, les dépenses sont avancées par le député et sont ensuite remboursées après instruction par les services dans la limite du montant défini (*cf. infra*).

Cette enveloppe permet de prendre en charge les courses en taxi ou en VTC, ainsi que les dépenses de téléphonie, de courrier/portage et d'équipement informatique et téléphonique, ainsi que les dépenses d'impression de documents de communication parlementaire. La large palette des dépenses éligibles permet de prendre en compte les besoins de chaque député en fonction des caractéristiques de sa circonscription et de ses habitudes de travail.

Le montant annuel mis à disposition du député élu en métropole s'élève à 18 950 €. Les sommes non consommées sont reportables d'une année sur l'autre.

#### **a) Bureau**

Chaque député dispose d'un bureau individuel dans l'enceinte du Palais Bourbon ou ses annexes.

#### **b) Informatique**

Les députés bénéficient d'un équipement informatique pour eux-mêmes et un collaborateur. La DMD leur permet en outre d'équiper les autres collaborateurs et de s'équiper de matériels pour la circonscription.

#### **c) Facilités téléphoniques (à l'Assemblée, en mobilité et en circonscription)**

Les communications téléphoniques à partir des postes téléphoniques installés dans les bureaux des députés et de leurs collaborateurs sont prises en charge par l'Assemblée nationale.

La DMD permet en outre de prendre en charge les frais relatifs à cinq lignes mobiles (abonnements téléphoniques et abonnements tablette pour le député et ses collaborateurs) et aux installations de téléphonie fixe et internet dans la permanence de circonscription. Elle permet également d'acquérir des équipements de téléphonie ou de connexion wifi ou Internet.

#### **d) Affranchissement du courrier et impressions**

Les correspondances (courrier, portage, méls et SMS en nombre) de nature parlementaire, c'est-à-dire adressées par un député dans le cadre de l'accomplissement de son mandat, sont prises en charge dans le cadre de la DMD. Enfin, est aussi éligible à la DMD la dépense relative à l'impression d'un document de communication parlementaire.



Par ailleurs, les députés peuvent faire appel à l'atelier de reprographie du Palais Bourbon où ils disposent chacun, pour leurs besoins parlementaires, d'un droit de tirage maximal de 20 000 copies par an, dont 5 000 copies en couleur.

#### **4. – RESTAURATION ET HÉBERGEMENT**

Deux restaurants et une buvette sont à la disposition des députés, qui peuvent également prendre leurs repas dans les deux restaurants en libre-service, à la cafétéria ou à la buvette des journalistes. Sous certaines conditions, ils peuvent y recevoir des invités. Les prestations sont à la charge des députés.

Un peu moins de la moitié des députés disposent d'une possibilité de couchage dans leur bureau. Les autres députés, hormis ceux élus à Paris ou dans les départements de la petite couronne, peuvent accéder à l'une des 51 chambres de la Résidence de l'Assemblée nationale située dans l'immeuble Jacques Chaban-Delmas. Si celle-ci est complète quand l'Assemblée siège, ils peuvent bénéficier d'un remboursement partiel de leurs nuitées d'hôtel à Paris. Le prix de la nuitée, taxe de séjour incluse, est pris en compte dans la limite de 200 €.

De manière alternative, les députés louant un pied-à-terre à Paris ou dans une commune limitrophe peuvent bénéficier d'un remboursement de leur loyer, à hauteur de 1 200 € par mois, s'ils optent pour la dotation d'hébergement. Cette dotation s'adresse exclusivement aux députés ne disposant pas d'une solution d'hébergement en région parisienne. Il n'est pas possible d'en bénéficier lorsque le député est élu à Paris ou dans un département de la petite couronne, ou occupe un bureau chambre. En outre, le député ayant opté pour cette dotation ne peut plus bénéficier du séjour à la Résidence hôtelière de l'Assemblée nationale ou du remboursement des nuitées d'hôtel. Par ailleurs, le pied-à-terre ne doit pas être la résidence principale du député et le propriétaire ne doit être ni le député, ni son conjoint, ni un de ses ascendants ou un de ses descendants. Seuls les frais exposés pour le compte du député, à l'exclusion de toute autre personne, sont remboursables.

#### **5. – LES AUTRES PRESTATIONS**

##### **a) *Les prestations familiales***

Les députés peuvent percevoir à l'Assemblée nationale les prestations familiales légales, à l'exception du complément de libre choix du mode de garde et des allocations logement.

Une allocation de garde d'enfant leur est versée au titre des enfants de moins de trois ans. Son montant mensuel est de 323,76 €.

##### **b) *L'allocation d'assurance mutuelle de retour à l'emploi des députés***

Le régime de cette allocation, gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations, est aligné sur celui des travailleurs salariés.

Les députés non réélus y ont accès lorsque, à la recherche d'un emploi, ils n'ont pas atteint l'âge d'ouverture des droits à une pension de député ou ils ne réunissent pas le nombre de trimestres d'assurance retraite ou n'ont pas atteint l'âge qui donne droit à une retraite à taux plein dans un autre régime que la Caisse de pensions des députés et des anciens députés.

Une durée de cotisation d'au moins 6 mois est nécessaire pour ouvrir droit à l'allocation et la durée d'indemnisation ne peut pas être supérieure à 18 mois, 22,5 mois lorsque l'ancien député a plus de 53 ans et 27 mois lorsqu'il a 55 ans et plus.

La durée d'indemnisation peut être allongée :

- en cas d'augmentation sur un trimestre de 0,8 point ou plus de l'estimation du taux de chômage au sens du Bureau international du travail ;
- en cas d'atteinte, pour l'estimation de ce même taux, d'un niveau égal ou excédant 9 %.

Les durées d'indemnisation sont alors portées respectivement de 18 à 24 mois, de 22,5 à 30 mois et de 27 à 36 mois.

Son montant brut mensuel est égal à 57 % de l'indemnité parlementaire, soit 4 353,31 €. Pour les allocataires de moins de 57 ans, un abattement de 30 % est appliqué à compter du 7<sup>e</sup> mois. L'allocation est soumise à la CSG et à la CRDS. Elle est imposable.

Elle est financée par une contribution des députés en exercice, égale à 1 % de l'indemnité parlementaire de base augmentée de l'indemnité de résidence et de l'indemnité de fonction, soit 76,37 € par mois.

### **III. – LE RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE ET DE PENSION**

#### **1. – SÉCURITÉ SOCIALE**

Les députés sont obligatoirement affiliés au fonds de sécurité sociale de l'Assemblée nationale, régime spécial créé par le Bureau de l'Assemblée nationale en 1948 et géré par un comité de gestion composé des trois questeurs et d'un représentant de chacun des groupes politiques. Ce fonds fournit des prestations maladie et maternité en nature et attribue un capital (ou des allocations) en cas de décès.

Il est composé d'une assurance de base dispensant des prestations maladie et maternité en nature strictement identiques à celles du régime général des salariés et d'une assurance complémentaire facultative complétant les prestations de l'assurance de base.

## 2. – PENSIONS

La Caisse de pensions des députés, créée par une résolution de la Chambre des députés du 23 décembre 1904, est alimentée par une cotisation prélevée sur l'indemnité parlementaire et par une subvention inscrite au budget de l'Assemblée.

La réforme du régime de pension décidée par le Bureau le 8 novembre 2017 a conduit à supprimer le régime complémentaire facultatif, à réduire la base de cotisation et de liquidation de la pension et à aligner le régime des bonifications familiales sur celui de la fonction publique. Cette réforme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La base de cotisation et de liquidation de la pension d'un député est égale à son indemnité parlementaire, composée de l'indemnité parlementaire de base, de l'indemnité de résidence et de l'indemnité de fonction. Son montant brut est de 7 637,39 €.

Le taux de la cotisation sur cette base est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 de 10,85 %. La pension est calculée au prorata des annuités acquises, dans la limite d'un plafond fixé à 42,25 annuités (à compter de septembre 2023), ce plafond évoluant progressivement jusqu'à atteindre 43 annuités pour la génération née en 1965, conformément au droit commun.

L'âge d'ouverture des droits à une pension d'ancien député est de 62 ans et 3 mois (à compter de septembre 2023), augmentant de 3 mois par génération, dans les conditions de droit commun également, jusqu'à atteindre 64 ans pour la génération née en 1968.

*Janvier (3) 2024*





JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2022 • EMMANUEL MACRON

# Pour Macron, une soirée de victoire sans

# triomphe, marquée par le score historique de l'extrême droite et la crainte d'un troisième tour politique et social

Par Claire Gatinois et Olivier Faye

Publié le 25 avril 2022 à 05h41, modifié le 25 avril 2022 à 15h15

Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

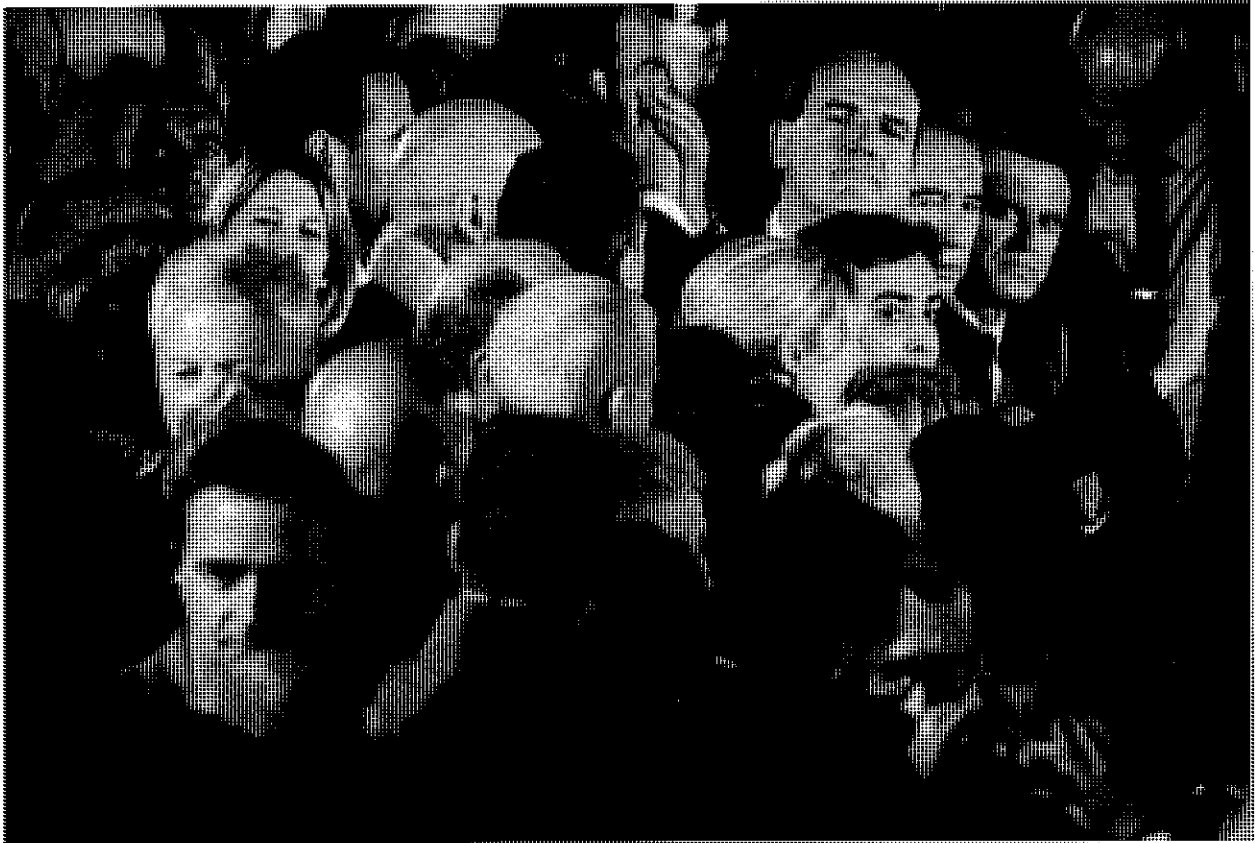
Offrir l'article

Lire plus tard

**RÉCIT | Réélu avec 58,54 % des voix, dimanche, le chef de l'Etat a assuré avoir entendu le message des Français, qu'ils aient voté pour lui par adhésion ou par défaut, qu'ils se soient abstenus ou qu'ils aient soutenu son adversaire. Les « années à venir, à coup sûr, ne seront pas tranquilles », a-t-il reconnu, au soir de sa nouvelle victoire à l'élection présidentielle.**

Il avait traversé seul la cour du Louvre, en 2017, dans une longue marche ponctuée d'un discours saluant sa propre « *audace* ». C'est accompagné de sa femme et entouré d'enfants qu'Emmanuel Macron a paru au Champ-de-Mars, dimanche 24 avril, au soir de sa nouvelle victoire à l'élection présidentielle. Pas de foule en liesse, cette fois ; juste des supporters soulagés et, en même temps, tétanisés.

Le chef de l'Etat l'a encore emporté dans son duel face à Marine Le Pen, mais l'heure est à une apparente humilité face à un résultat qui l'« oblige ». L'heureux réélu veut montrer qu'il aurait changé, au lendemain d'un quinquennat « *de transformations, d'heures heureuses et difficiles, de crises exceptionnelles aussi* ». Et d'une campagne sans enthousiasme, presque pour rien.



Jean Castex, François Bayrou et Manuel Valls, dans la foule rassemblée pour fêter la victoire d'Emmanuel Macron, au Champ-de-Mars, à Paris, le 24 avril 2022. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »

Son score (58,54 %), plus ténu qu'en 2017 – il avait obtenu 66,1 % des suffrages –, réduit ses marges de manœuvre. Certes, quelques proches

s'ébahissent de l'exploit de sa réélection, comme on le ferait d'une performance sportive. Il est le premier président sortant à l'emporter hors période de cohabitation sous la V<sup>e</sup> République depuis Charles de Gaulle, en 1965. « *J'ai la conviction que ses qualités personnelles et celles de son projet répondent aux exigences des défis de notre temps* », s'est félicité

le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, partageant sa « *profonde joie* » sur Twitter.

## Emmanuel Macron réélu président de la République

**Emmanuel Macron** LRM  Réélu

58,55 % 18 768 639 voix

**Marine Le Pen** RN

41,45 % 13 288 686 voix

[Voir les résultats en détail](#)

Taux d'abstention: 28,01%

Résultats officiels

Mais Emmanuel Macron sait qu'il doit jouer la partition de la gravité face aux « *années à venir* », qui, « *à coup sûr, ne seront pas tranquilles* ». « *La France est traversée par une crise forte* », a convenu le premier ministre, Jean Castex.

### « Ni Macron ni Le Pen »

Le taux d'abstention (28,01 %), d'abord, vient tutoyer un record établi de longue date, qui remonte au second tour de l'élection présidentielle de 1969 (31,1 %). Ce dernier opposait alors deux candidats de droite, Georges Pompidou et Alain Poher. « *Bonnet blanc et blanc bonnet* », dénonçait le communiste Jacques Duclos pour rejeter d'un même mouvement les deux prétendants à l'Elysée.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ



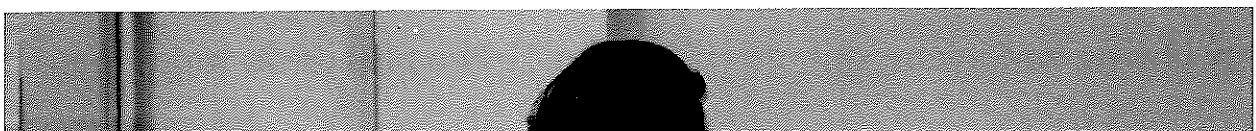
« *Ni Macron ni Le Pen* », ont assimilé, quant à eux, dimanche, une partie des électeurs, en écho au slogan lancé par certains étudiants durant l'entre-deux-tours. La réédition du duel entre le candidat de La République en marche (LRM) et la candidate du Rassemblement national (RN) a ébranlé comme jamais le front républicain contre l'extrême droite.

La fille de Jean-Marie Le Pen, qui avait obtenu 33,9 % des voix il y a cinq ans, dépasse pour la première fois la barre des 40 % des suffrages. Un constat d'échec pour Emmanuel Macron, qui assurait, au soir de sa précédente victoire, le 7 mai 2017, vouloir faire en sorte que les Français « *n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes* ». « *Ce soir, ce n'est pas la liesse. Il y a à la fois la joie d'avoir gagné et la gravité de voir que Marine Le Pen a progressé entre 2017 et 2022* », assume le ministre de l'économie, Bruno Le Maire.

**Lire aussi :**     Emmanuel Macron, de la « révolution » à la continuité

Alors, le président réélu promet une « *ère nouvelle* », qui « *ne sera pas la continuité du quinquennat qui s'achève* ». Il a, dit-il, entendu le message des Français, devenant le « *dépositaire des divisions qui se sont exprimées et des différences, en veillant chaque jour au respect de chacun* ». Qu'ils aient voté pour lui par adhésion ou par défaut ; qu'ils se soient abstenus ou aient soutenu son adversaire. Avec la nécessité particulière d'entendre le message adressé par la gauche. Selon un sondage Ipsos-Sopra Steria, 42 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon au premier tour se sont reportés sur le président sortant. Ils ne seraient que 17 % à avoir fait le choix de Marine Le Pen.

**Lire aussi :**     Election présidentielle 2022 : à Montfermeil, Macron l'emporte grâce au soutien massif des électeurs de gauche





Un bureau de vote à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), le 24 avril 2022. 41,12 % des électeurs avaient choisi Jean-Luc Mélenchon au premier tour, 60,85 % ont voté Emmanuel Macron au second. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

*« Nous devons rester humbles et modestes. Il y a ceux qui, comme moi, ont voté pour le meilleur, mais aussi d'autres qui ont voté contre le pire, nous ne devons pas l'oublier »,* souligne François Patriat, sénateur (LRM) de Côte-d'Or.

## Une France scindée en deux

Et maintenant ? Comment réunir une France scindée en deux sans se figer dans l'immobilisme d'un Jacques Chirac au lendemain de sa victoire face à Jean-Marie Le Pen en 2002 ? Comment faire « *advenir* » un projet qu'Emmanuel Macron veut à la fois « *humaniste* », « *républicain* », « *social* », « *écologique* », « *fondé sur le travail et la création* », et qui vise à promouvoir « *l'indépendance de notre pays* » tout en valorisant l'Europe ? Comment s'adresser à des départements d'outre-mer qui, comme aux Antilles ou en Guyane, ont offert à Marine Le Pen plus de 60 % de leurs suffrages ?

Pendant sa campagne, le président de la République a assuré ne pas croire à la théorie des cent jours, qui le verrait vivre un état de grâce à partir du 25 avril, sans rencontrer d'oppositions. Au sein du gouvernement, au contraire, certains ministres craignent la virulence d'un éventuel troisième tour social, qui verrait la gauche radicale gagner la rue contre le projet de report à 65 ans de l'âge légal de départ à la retraite. Dès dimanche soir, des manifestations antifascistes et anticapitalistes, marquées par des violences mais vite dispersées, tonnaient dans plusieurs villes françaises aux cris de « *Macron dégage !* ».



Plusieurs centaines de manifestants ont protesté contre la réélection d'Emmanuel Macron, place de la République, à Paris, le 24 avril 2022. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Une contestation sur laquelle compte s'appuyer le chef de file de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, en vue des élections législatives, les 12 et 19 juin, dans le but d'imposer une hypothétique cohabitation au locataire de l'Elysée. « *Entrez dans l'action, franchement* », a demandé le député des Bouches-du-Rhône à ses militants, dimanche

soir.

Dans la perspective de ce nouveau scrutin, Emmanuel Macron doit réunir son camp afin d'obtenir une majorité stable, alors qu'apparaissent les risques de division entre les différentes sensibilités qui composent sa base, d'Edouard Philippe aux partisans d'un tournant social et écologiste. Le scénario d'un parti unique, dessiné par M. Macron au soir du premier tour, semble déjà enterré face aux oppositions du maire du Havre, mais aussi du président du MoDem, François Bayrou.

**Lire aussi :** [Quiz : soyez incollable sur l'élection et la fonction présidentielles](#)

## « Même si on a gagné, on s'inquiète »

En attendant cette échéance, Emmanuel Macron va s'atteler à la composition d'un nouveau gouvernement. Jean Castex restera en poste au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> mai, en vue d'assurer « *une gestion des affaires courantes très réactive* », a-t-il prévenu. Un conseil des ministres est prévu mercredi avec l'équipe actuelle. Les noms des ministres Julien Denormandie et Elisabeth Borne circulent pour remplacer l'actuel chef du gouvernement, même si le président de la République, explique son entourage, pourrait promouvoir à la place un élu local afin d'incarner sa « *méthode nouvelle* » de gouvernement, fondée sur la concertation au plus près du terrain.



Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, lors de son vote au second tour de l'élection présidentielle, à Marseille, le 24 avril 2022. ARNOLD JEROCKI / DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Le locataire de l'Elysée a projeté de faire adopter « *dès cet été une loi exceptionnelle pour le pouvoir d'achat* ». Le dossier des retraites, lui, pourrait être lancé seulement à l'automne, afin de ne pas brusquer le corps social. M. Macron a promis d'entendre les partenaires sociaux, qui se sont sentis mis de côté durant son premier quinquennat.

**Lire aussi :**     [Quel programme pour Macron après sa réélection ?](#)

Malgré une campagne de second tour ratée, qui ne l'a pas vue engranger tous les reports de voix auxquels elle pouvait prétendre, Marine Le Pen a beau jeu, de son côté, de faire valoir à ses contempteurs qu'elle ne cesse de progresser de scrutin en scrutin, parlant même d'une « *victoire éclatante* ». « *Les idées que nous représentons arrivent à des sommets* », a-t-elle estimé, dimanche soir, semblant ignorer les critiques d'Eric Zemmour, son concurrent au sein de l'extrême droite. « *C'est la huitième fois que la défaite frappe le nom de Le Pen* », a cinglé l'ancien journaliste.

« *Je poursuivrai mon engagement pour la France et les Français* », a prévenu la députée du Pas-de-Calais. A 53 ans, cette dernière vient d'achever sa troisième campagne présidentielle. Son père, lui, en a cumulé cinq.

**Lire aussi :** Marine Le Pen, malgré une forte progression, signe le nouvel échec de sa stratégie à la présidentielle

Marine Le Pen s'apprête à prendre la parole après l'annonce de sa défaite, à Paris, le 24 avril 2022.  
AGNES DHERBEYS / MYOP POUR « LE MONDE »

La recomposition de la scène politique entre les trois pôles issus du premier tour – incarnés par Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon – peut désormais trouver une traduction concrète dans les mois à venir. Dans les faits, seul le chef de l'Etat ne pourra pas être à nouveau candidat en 2027, car il est limité à deux mandats par la Constitution.

La lutte pour sa succession est désormais ouverte au sein de son camp. Mais il sera aussi de sa responsabilité de parvenir à endiguer la poussée continue de l'extrême droite. Le bloc contestataire, entre le RN, LFI et l'abstention, n'a jamais été aussi fort. Au Champ-de-Mars, Aymen Zohry, étudiant à la Sorbonne et « marcheur » depuis 2016, s'interroge : « *Même si on a gagné, on s'inquiète : comment faire pour vaincre l'extrême droite en 2027 ? En marche ! existera-t-il encore après Macron ?* » « *Le coup passa*

*si près que le chapeau tomba »*, écrit Victor Hugo dans son poème *Après la bataille*. Gare à ce que la tête ne soit pas emportée, la prochaine fois.

**Lire aussi :** Emmanuel Macron, élu clairement mais sans élan, devra tenir compte de cette nouvelle donne politique

**Claire Gatinois  
Olivier Faye**



# Benjamin Morel: «Aux législatives, LREM va payer le recrutement de députés venus de nulle part»

Par Ronan Planchon

Publié le 26 avril 2022 à 12h24, mis à jour le 26 avril 2022 à 14h27



Elections législatives LREM Les Républicains La France Insoumise



«La gauche n'est pas majoritaire dans l'électorat mais LREM et ses alliés non plus. Les législatives accordent d'abord une prime à l'organisation d'un camp.» *François BOUCHON/Le Figaro*

**ENTRETIEN - Si elle part gagnante après la réélection d'Emmanuel Macron, la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale est épuisée par le précédent quinquennat et n'a pas su s'implanter localement, analyse l'universitaire.**

*Benjamin Morel est maître de conférences en Droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas.*

**LE FIGARO. - L'élection présidentielle vient à peine de désigner de vainqueur que les états-majors des partis planchent déjà sur le «troisième tour» : les législatives des 12 et 19 juin. La recomposition chez les oppositions de gauche et de droite, après leur bérézina à la présidentielle, devrait-elle à nouveau profiter à LREM ?**

**BENJAMIN MOREL. -** La République en Marche, ou quel que soit le nom que portera la majorité présidentielle lors de ces élections, part en effet plutôt gagnante. Ses avantages sont de trois natures dans ce scrutin.

D'abord, le mode de scrutin majoritaire à deux tours favorise fortement les partis centristes. Pour vous maintenir au second tour, vous avez besoin de 12,5% des inscrits au premier. C'est un chiffre difficile à atteindre, surtout en cas de forte abstention. Or, s'il n'y a pas des triangulaires et que le centre se retrouve face à la droite, la gauche vient en renfort au second tout, et vice versa... De là vient la surreprésentation des partis de centre gauche et de centre droit dans notre vie politique.

Ensuite, le scrutin favorise les partis en situation d'alliance dès le premier tour. Pour arriver au second, il faut en effet avoir la capacité d'unir son camp, sinon vous prenez le risque de vous faire doubler par deux concurrents. Or LREM a mis en place un système d'alliance structuré qui couvre l'ensemble de son espace électoral. Les pôles de droite (notamment RN et Reconquête!), et pour l'instant de gauche, apparaissent encore désunis. Il est donc probable qu'à ce stade la plupart des candidats LREM soient en capacité d'atteindre le second tour, et si c'est le cas, pour les raisons que l'on a données, de l'emporter.



**“Il n'est pas certain que LR parte tout à fait perdant dans cette élection. Il faut se garder de plaquer les résultats par circonscription de la présidentielle pour en tirer des conclusions pour les législatives.**

Benjamin Morel

Enfin, dans les législatives post-quinquennat, on assiste à une élection de confirmation de la présidentielle. Cela n'est pas dû à l'éternelle antienne des éditorialistes selon laquelle *«les Français sont cohérents et veulent donner une majorité au président élu»*. C'est simplement lié à un phénomène de participation différentielle. L'électorat d'opposition est groggy par sa défaite aux présidentielles et ne se mobilise pas, laissant l'électorat de la majorité dominer le jeu. Ce sera peut-être un peu moins vrai cette fois. Le temps entre les deux élections est important et l'on assiste à une volonté de revanche d'une partie des électeurs qui peut induire une remobilisation.

**Une «majorité de coalition» sur quelques points de programme, avec des députés de droite notamment, est-elle la seule solution pour LREM afin d'obtenir une majorité confortable ? À l'inverse, LR devra-t-il passer par là pour survivre ?**

Les députés LR peut-être ; LR en tant que tel, ce n'est pas évident. Si certains accords locaux peuvent permettre de sauver quelques sièges, un accord national impliquerait pour la droite de ne plus présenter de candidats dans la majorité des circonscriptions qui seraient campées par LREM, et de ne plus être présent que sans ses fiefs. Ce serait d'abord en rajouter aux difficultés financières, étant donné que le financement des partis pour les cinq années qui viennent est calculé sur la base du nombre de voix reçues aux législatives.

Par ailleurs, il n'est pas certain que LR parte tout à fait perdant dans cette élection. Il faut se garder de plaquer les résultats par circonscription de la présidentielle pour en tirer des conclusions pour les législatives. Les logiques de vote ne sont pas les mêmes. Cette élection va avoir une particularité. C'est la première fois depuis le début du quinquennat qu'un président est reconduit et demande la même chose pour sa majorité. La majorité de 2002 a été reconduite en 2007, mais avec un nouveau président de la République. Or, la majorité est non seulement épuisée par ces cinq années, mais elle n'a pas su s'implanter. Elle paie le recrutement il y a cinq ans de députés venus de nulle part, élus dans le souffle d'une présidentielle, mais qui devrait être moins fort cette fois-ci au regard des facteurs déjà vus et d'une réélection d'Emmanuel Macron en partie par défaut. Elle paie également la fin du cumul des mandats qui permettait à ses prédécesseurs de parier sur une notoriété et des appuis locaux. LR peut compter sur un personnel politique bien implanté qui, en cas de difficulté pour la majorité ou d'élection jugée peu lisible, a des arguments à faire valoir. On a vu combien ce point avait joué aux municipales, aux départementales et aux régionales. Si ces élections passent sous les radars et deviennent une addition de 577 petites élections, LR a tout pour tenir.

**Le Rassemblement national a été historiquement handicapé par le scrutin majoritaire à deux tours. Malgré ses 13,2 % des voix au premier tour des législatives de 2017, le parti n'avait obtenu que sept députés. Insuffisant pour disposer d'un groupe. Une alliance avec le parti d'Éric Zemmour, Reconquête!, pourrait-elle changer la donne ?**

Il y a là un dilemme compliqué pour le RN... On l'a dit, le mode de scrutin joue contre ce parti. Il favorise les partis centristes, mais défavorise les partis les plus polarisés qui dès lors qu'ils se retrouvent au second tour, sans alliance, doivent affronter l'ensemble du champ politique. Or en cas de division entre Reconquête et le RN, face à la majorité et à une gauche qui peut s'unir, la plupart des candidats de ce camp politique risquent de se voir écartés dès le premier tour. C'est d'autant plus vrai que si l'électorat



zemmourien pèse peu relativement aux légions lepénistes, c'est un électorat peu abstentionniste. C'est toute la difficulté du RN aux élections législatives. Son électorat se déplace aux présidentielles, mais pas après.

La participation différentielle pourrait rééquilibrer le rapport de force entre les partis dans le cadre de cette élection. Pour le RN, il serait donc tactiquement nécessaire de se rapprocher de Reconquête!, sauf que, stratégiquement c'est faire la courte échelle à un concurrent. L'appel d'Éric Zemmour pourrait être traduit par la phrase de Racine: *«J'embrasse mon ennemi, mais c'est pour mieux l'étouffer»*. En effet, aider Reconquête! dans cette élection, ce serait lui permettre d'avoir des députés, faciliter son financement à travers les dispositifs déjà décrits de financement des partis lors des législatives. Bref, ce serait lui permettre d'installer structurellement un parti rival cherchant explicitement à remplacer le RN dans la vie politique. Bref, l'alliance de la carpe et du lapin.

**“L'électorat de banlieue est très concentré géographiquement, ce qui fait que son abstention n'est pas si déterminante quand il s'agit de s'imposer dans une circonscription.**

Benjamin Morel

**De leur côté, les Insoumis entendent bâtir une coalition avec les communistes et les écologistes, en quête d'élus pour former un groupe. Quelles sont les conditions nécessaires pour qu'un grand pôle «social-écologiste» face son entrée à l'Assemblée ?**

Comme je l'ai dit, pour avoir une place au soleil lors des législatives, il y a trois conditions. Un réseau d'alliances vous permettant d'unifier votre espace politique ; un personnel politique implanté ; une capacité à trianguler au centre. A priori, LFI est mal doté sur les trois items sauf que, trois choses se

sont produites ces dernières semaines qui rebattent les cartes. La première est que, malgré ce que l'on avait pu en dire et ce que socialistes et écologistes avaient cru, l'électorat de gauche n'a massivement pas craint de voter pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour. Il n'y a donc pas une frontière infranchissable entre le centre gauche et LFI. Ensuite, EELV a vu non seulement ses velléités hégémoniques battues en brèche, mais est ruinée et a vu son aile écoréaliste-centriste fragilisée par l'échec de la campagne de Jadot. Enfin, le conseil national du PS, dont les élus sont très implantés, a voté pour ouvrir des négociations avec LFI. Ces trois données changent fondamentalement la donne.

La gauche n'est pas majoritaire dans l'électorat mais LREM et ses alliés non plus. Les législatives accordent d'abord une prime à l'organisation d'un camp. Or, si la gauche y parvient, elle devient la principale menace pour la majorité. C'est d'autant plus le cas que si l'électorat Mélenchoniste est fortement abstentionniste, il est aussi plus singulier que celui du RN. L'électorat de banlieue est très concentré géographiquement, ce qui fait que son abstention n'est pas si déterminante quand il s'agit de s'imposer dans une circonscription. Ensuite, l'électorat de centre-ville qui vote plus traditionnellement EELV ou PS pourrait se retrouver sur des candidatures communes. Restent les zones rurales où l'implantation du personnel politique socialiste peut faire la différence. Bref, unie dans l'élection, même minoritaire et divisée sur le fond, la gauche pourrait devenir redoutable.

---

**À VOIR AUSSI** - Législatives 2022: «La gauche elle doit se rassembler» et proposer une «une offre politique crédible», appelle François Hollande

La rédaction vous conseille

- **Benjamin Morel: «Nous vivons une nouvelle étape de la décomposition électorale de notre pays»**
- **Remaniement, législatives, majorité... Les secrets de «Macron 2»**



acer

JUSQU'À  
**30% DE REMISE**  
OFFRES DE PÂQUES

DÉCOUVRIR LES OFFRES

Windows 11

Une navie  
plus intel

Accueil > Elections > Législatives

## Législatives à Rennes. Florian Bachelier, candidat de la majorité présidentielle dans la 8e

Le député sortant La République en marche Florian Bachelier brigue un second mandat aux législatives, dans la huitième circonscription d'Ille-et-Vilaine, qui regroupe les quartiers à l'Ouest de Rennes et les 8 communes du canton du Rheu. Il met en avant un bilan et dégage quatre priorités pour l'avenir.





Florian Bachelier brigue un second mandat dans la huitième circonscription d'Ille-et-Vilaine, qui regroupe des quartiers à l'Ouest de Rennes et les communes du canton du Rheu (Chavagne, Cintré, L'Hermitage, Mordelles, Le Rheu, Vezin-le-Coquet, Saint-Gilles et Saint-Jacques-de-la-Lande). Il pose ici aux côtés de Valérie Cottureau, sa suppléante. | OUEST-FRANCE

Ouest-France Yann-Armel HUET.

Publié le 19/05/2022 à 18h01

Abonnez-vous

 Lire plus tard

 Partager

Newsletter Politique

Chaque samedi, la vie politique régionale et nationale décryptée par la rédaction Ouest-France.



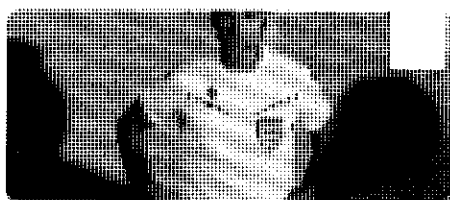


Macroniste de la première heure, élu député en 2017, Florian Bachelier brigue un second mandat, aux législatives, dans la huitième circonscription d'Ille-et-Vilaine, qui regroupe des quartiers à l'Ouest de Rennes et les communes du canton du Rheu (Chavagne, Cintré, L'Hermitage, Mordelles, Le Rheu, Vezin-le-Coquet, Saint-Gilles et Saint-Jacques-de-la-Lande).

PUBLICITÉ

**NO LAY'S NO GAME - Pas de Lay's, pas de match !**

Savourez votre match avec Thierry Henry, Alexia Putellas et un paquet de Lay's.



VS

Aston Villa

15.04.2025 22:00

PSG

Inspired by  coinvibe

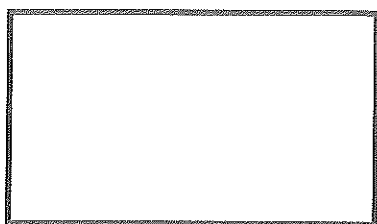
## Qui est-il ?

Avocat, âgé de 43 ans, père et beau-père de deux enfants, ex-socialiste et macroniste de la première heure, Florian Bachelier a été élu député La République en marche (LREM) en 2017 dans la huitième circonscription d'Ille-et-Vilaine.

Il est candidat, à nouveau avec l'étiquette de la majorité présidentielle, à sa réélection. Ce petit-fils d'ouvrier, d'agriculteur et de marin-pêcheur de Camaret-sur-Mer (Finistère), et fils d'enseignant en lycée professionnel et d'assistante maternelle, arrivé à Rennes en 1998, veut « **pouvoir continuer à servir les citoyens de Rennes, Saint-Jacques-de-la-Lande, Le Rheu, Mordelles, Vezin-le-Coquet, Saint-Gilles, L'Hermitage, Chavagne et Cintré** ».

Sa suppléante est Valérie Cottureau, créatrice et dirigeante d'Artefacto, une entreprise spécialisée dans les domaines de la réalité augmentée et de la réalité virtuelle installée à Betton. Végétarienne depuis l'âge de 14 ans, militante de la cause animale, engagée sur les questions écologiques, elle n'est pas encartée dans un parti.

PUBLICITÉ



**Ex.**

Vivez l'expérience FedEx

En savoir plus

Inspired by  Invibes

## Pourquoi se réengage-t-il ?

« Parce qu'on n'est pas au bout du chemin », répond-il. Florian Bachelier fait valoir le bilan d'Emmanuel Macron sur « l'emploi, l'école, l'augmentation du budget de la justice, le renforcement des moyens de la sécurité, l'Europe, l'écologie, la santé... Mais on a encore beaucoup de chantiers à parfaire et même à engager. »

Localement, le député sortant met à son crédit le contrat de sécurité intégré signé avec l'État, qu'il aurait aimé « étendre à d'autres communes que Rennes et Saint-Jacques », 10 000 nouveaux apprentis en Ille-et-Vilaine, l'hélicoptère du Samu qui tourne 24 sur 24, 167 millions d'euros investis pour la modernisation du CHU Pontchaillou, 204 instituteurs recrutés, 90 policiers et 97 personnels de justice supplémentaires...

### Ailleurs sur le web

Contenus sponsorisés par Taboola

**Mbappé ouvre les portes de sa villa de 11 M€. Jetez un œil**

[Voir plus](#)

Premier questeur de l'Assemblée nationale, Florian Bachelier défend aussi les réformes qu'il y a menées : « Exemplarité, économie d'argent public, modernisation... On a supprimé tout ce qui ressemblait à des privilèges. » Sera-t-il à nouveau candidat à la questure s'il était réélu ? « Étape après étape. Pour l'instant, je vise l'élection du 12 juin. »

## Quelles propositions défend-il ?

Florian Bachelier a défini quatre priorités : « **La protection des enfants avec un investissement massif dans les écoles ; la protection des familles, avec la mise en place d'un grand service public de soin et de l'accompagnement concernant le grand âge et les handicaps physique et mental ; la protection de la planète et des océans ; et la restauration d'un service national, à la fois militaire et civique, pour tous, sans exception, afin de donner un temps de sa vie pour retrouver le sens du devoir et de l'engagement.** »

Florian Bachelier défend aussi le projet d'allongement progressif de l'âge de départ à la retraite à 65 ans. « **Ceux qui proposent la retraite à 60 ans mentent... ou s'ils le font, ils provoqueront une baisse des pensions. Après, il y aura une discussion avec les partenaires.** »

[Législatives](#)[Rennes](#)[La République en marche](#)[Assemblée Nationale](#)[Le Rheu](#)[Chavagne](#)[Cintré](#)[Saint-Gildas](#) >

## Ailleurs sur le web

**Les garde-côtes interceptent un étrange bateau bleu. Ils jettent alors un coup d'œil à l'intérieur ! (5)**

[Ailleurs sur le web](#)

**La NASA capture des images inédites de Mars et inquiète les astronomes**

[La NASA capture des images inédites de Mars](#)

**Chaque voiture en est équipée mais très peu gens le savent**

[Chaque voiture en est équipée mais très peu gens le savent](#)

**Des baigneurs voient des objets étranges dans la mer. Ils pâlisent lorsqu'ils réalisent de quoi il s'agit**

[Des baigneurs voient des objets étranges dans la mer](#)

**Un grand-père sans abri vit dans cette mini-maison, attendez de voir l'intérieur !**

[Un grand-père sans abri vit dans cette mini-maison](#)

**Les garde-côtes interceptent un étrange bateau bleu. Ils jettent alors un coup d'œil à l'intérieur !**

[Les garde-côtes interceptent un étrange bateau bleu](#)

**25 tendances mode obsolètes que les femmes âgées portent encore**

[25 tendances mode obsolètes que les femmes âgées portent encore](#)



# Florian Bachelier

“

Parce que d'où je viens, un escalier ça se balaye toujours par le haut. Voilà ce que j'ai fait pendant 5 ans pour réorganiser radicalement notre Assemblée nationale.

Florian Bachelier  
Député d'Ille-et-Vilaine et  
Premier Questeur de l'Assemblée nationale

Votre  
député  
avec  
Emmanuel  
Macron



ELECTIONS LEGISLATIVES - 12 ET 19 JUIN 2022  
8<sup>ème</sup> CIRCONSCRIPTION D'ILLE-ET-VILAINE

SUPPLÉANTE Valérie Cottreau

## UNE ASSEMBLÉE NATIONALE MONTRANT L'EXEMPLE



**Abolition** du régime  
spécial de retraites des députés

**Abolition** du régime  
spécial de chômage des députés

**Réforme** de la fonction  
publique parlementaire  
et réorganisation des services

**Abolition** des avantages  
exorbitants de droit commun  
(train gratuit pour les anciens députés,  
forfaits obsèques, avantages financiers  
internes, etc.)

**Justification et contrôle**  
de chaque euro dépensé pour  
les frais de représentation

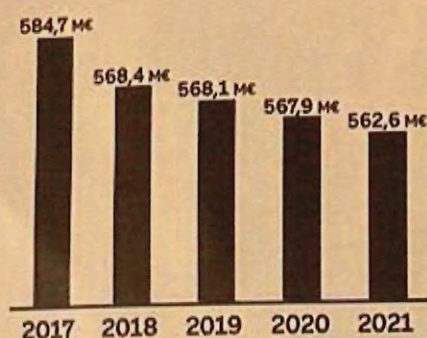
### C'est quoi un Questeur ?

Le Questeur, c'est le député choisi, par et parmi tous les députés, pour gérer et organiser l'Assemblée nationale, notamment budget, personnels, sécurité, investissements, modernisation et politique environnementale.





## UNE ASSEMBLÉE NATIONALE PLUS ÉCONOME



Un budget prévisionnel  
systématiquement  
à la baisse chaque année  
depuis 2017

■ Budget prévisionnel



**96,2 Millions €**  
d'économies d'argent public  
et des modernisations financées  
sans demander 1€ de plus aux Français

■ Dépenses réelles

## UNE ASSEMBLÉE NATIONALE MODERNISÉE ET OUVERTE

✓ **Mise en place d'une politique RSE :**

- Économies d'énergies et de chauffage
- Parc automobile électrique, vélos
- Zéro papier, tri des déchets
- Accès handicapés
- Plan carbone

✓ **Ouverture d'une crèche**

✓ **Transparence des données budgétaires**

✓ **Renforcement de la cybersécurité  
et déploiement numérique**

✓ **Mise en place d'une direction  
des ressources humaines**

✓ **Mise en place d'une direction  
des achats**

Découvrez toutes  
les actions mises en place  
à l'Assemblée nationale  
depuis 2017



ou contactez-nous  
pour les recevoir

☎ 07 49 31 00 28

✉ [florian.bachelier@avecvous.fr](mailto:florian.bachelier@avecvous.fr)

[www.florianbachelier2022.fr](http://www.florianbachelier2022.fr)



RENDRE LA VIE POLITIQUE PLUS PROCHÈRE DES FRANÇAIS





Rennes, le 06 septembre 2019

Chère Madame, Cher Monsieur,

Je me permets, en cette rentrée 2019, de vous adresser ce courrier en votre qualité de commerçant(e) rennais(e).

D'une part, pour vous remercier de ne jamais compter ni votre temps, ni vos efforts et ainsi permettre à Rennes de rester chaque jour une ville vivante.

D'autre part, pour vous redire que je suis et serai systématiquement à vos côtés dans le cadre de mon mandat de Député.

Tout au long de ces derniers mois, vous m'avez fait part, directement ou par la voix de vos représentants, de votre inquiétude et même de votre exaspération face aux trop nombreux débordements qui ont entaché la réputation de notre ville et altéré la tranquillité de vos activités. J'ai veillé à relayer votre voix auprès du Gouvernement et du Président de la République non seulement s'agissant de l'indispensable maintien de l'ordre public mais aussi des indemnisations rendues nécessaires.

Comme vous, je considère, au demeurant, qu'il n'est plus acceptable que les problèmes d'incivilités, de propreté, de sécurité, de trafic de stupéfiants et de violences se multiplient dans de trop nombreux quartiers de notre ville, sans trouver de solutions adaptées.

Je tenais donc à vous en rendre compte car ce sont les élus qui sont au service des citoyens et non l'inverse.

Je me permets, enfin et dans ce cadre, de vous communiquer le lien internet [florianbachelier.fr](http://florianbachelier.fr) qui synthétise le bilan de mon activité de Député et de Premier Questeur depuis deux ans.

Il y a tant à rebâtir ensemble. Vous pouvez compter sur moi comme je sais pouvoir compter sur vous. Soyez assuré(e) de ma totale disponibilité ainsi que de celle de mon équipe parlementaire.

Je vous prie de croire, Chère Madame, Cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Florian BACHELIER





PARIS BOURBON  
R UNIVERSITE  
11 09 19  
280 NO 063118  
A771 756310



Rennes, le 06 septembre 2019



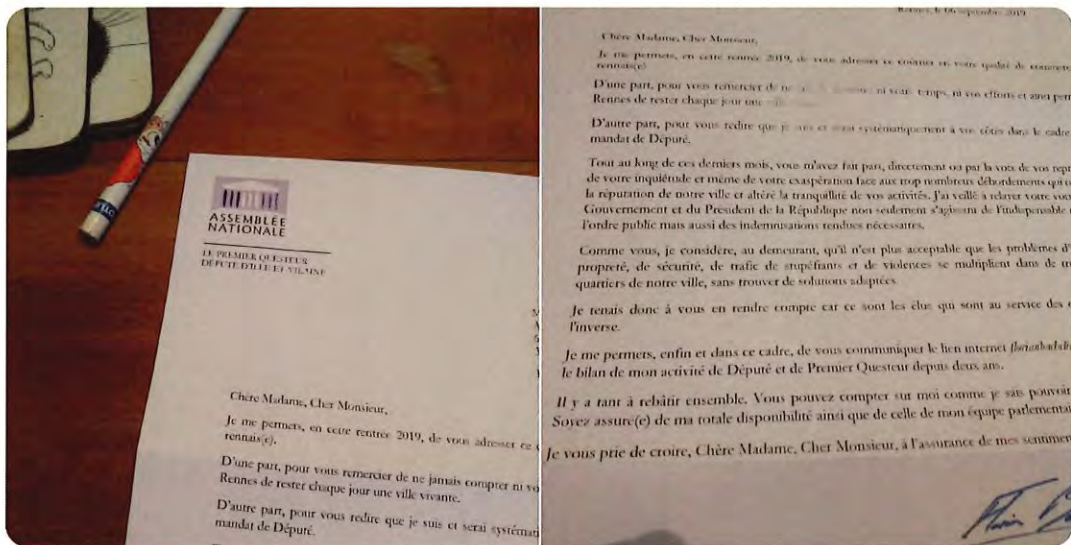
Thomas Geha

@ThomasGeha

Follow



Voilà comment on dépense l'argent public  
@F\_BACHELIER #gaspillage #vanité en  
allant sur le terrain du RN avec cette sacrée  
#insécurité ! Vous me dégoûtez.



11:29 AM - 12 Sep 2019

3 Likes



3







Accueil > Bretagne > Rennes

## Municipales à Rennes. Les commerçants, un électorat très convoité

Les élections municipales à Rennes vont aussi se jouer sur le thème du commerce en ville. Charles Compagnon, le président du Carré Rennais, est tenté par une candidature. Du côté de LREM, le député Florian Bachelier occupe le terrain, il vient d'adresser un courrier à l'ensemble des commerçants.



Florian Bachelier, le député En Marche, vient d'adresser un courrier aux commerçants, pour dire qu'il est à l'écoute de leurs préoccupations. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Ouest-France Olivier BERREZAI

Publié le 13/09/2019 à 14h59

Abonnez-vous

📅 Lire plus tard

➔ Partager

Newsletter Rennes



Les commerçants sont très convoités par les candidats aux municipales. Charles Compagnon, lui-même restaurateur, président du Carré Rennais (l'association des commerçants du centre-ville de Rennes), a dit à plusieurs reprises son souhait de s'engager en première ligne dans les élections. Il devrait annoncer très prochainement s'il prendra la tête d'une liste de la droite et du centre, ou d'une autre liste ouverte.

### « Je suis et je serai à vos côtés »

Dans le même temps, Florian Bachelier, député LREM et premier questeur de l'Assemblée nationale, vient d'adresser un courrier aux commerçants rennais, dans lequel il se dit à leur écoute. **« Je suis et je serai systématiquement à vos côtés dans le cadre de mon mandat de député, écrit-il. Tout au long de ces derniers mois, vous m'avez fait part de votre inquiétude et même de votre exaspération face aux trop nombreux débordements qui ont entaché la réputation de notre ville et altéré la tranquillité de vos activités. »**

**« Comme vous, je considère qu'il n'est plus acceptable que les problèmes d'incivilités, de propreté, de sécurité, de trafics de stupéfiants et de violences se multiplient dans de trop nombreux quartiers de notre ville, sans trouver de solutions adaptées »,** ajoute-t-il, en invitant à consulter son site internet.

### « Il essaie de se faire le porte-parole des commerçants »

À droite, pas de doute. Ce courrier est bien la preuve que Florian Bachelier et Carole Gandon (N.D.L.R. candidate LREM aux municipales et compagne de Florian Bachelier) craignent la candidature du président du Carré Rennais. **« Il essaie de se faire le porte-parole des commerçants pour tenter de court-circuiter Charles Compagnon »,** analyse un élu de l'opposition, persuadé que ce thème pèsera dans la balance au moment du scrutin.

Rennes      Municipales

**Retraité ? Nouveau : radiateur électrique 5 fois plus puissant et jusqu'à 45% d'économie**

**Classement des meilleures mutuelles de 2024**



# Rennes : la candidate LREM Carole Gandon lance sa campagne pour les municipales



Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Ignorer

s'inscrire

[copier le lien](#)

**Référente *En Marche* ! lors des présidentielles, Carole Gandon a été investie par le parti du Président Emmanuel Macron pour partir à l'assaut de la mairie de Rennes. Ce lundi elle lançait officiellement sa campagne dans les médias.**

### L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

Chaque jour, notre rédaction vous réserve le meilleur de l'info régionale. Une sélection rien que pour vous, pour rester en lien avec vos régions.

**s'inscrire**

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'essentiel du jour : notre sélection exclusive". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.  
[Notre politique de confidentialité](#)

Pour elle à Rennes la qualité de vie se dégrade : insécurité, propreté de la ville, commerce, engagement démocratique... il y a mieux à faire. Et pour ce qui est de la question du Modem Pierre Breteau concernant la présidence de la métropole, elle refuse d'en parler avant l'heure.

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Ignorer

**s'inscrire**



accueil



replay



menu



certaines personnes étaient en 2014 aux cotés de Bruno Chavana ou de Nathalie Appéré. Elle souligne que c'est une équipe « *solide avec de nouveaux visages et des talents variés* », comme le suggère la punchline de la campagne (ce ne sera pas forcément le nom de la liste) : « **Révéler Rennes** ».

La liste LREM sera dévoilée lors de la première réunion publique jeudi 12 septembre, mais la question majeure c'est : avec qui fera-t-elle alliance au second tour puisque LREM et les Écologistes étaient au coude à coude respectivement à 25 et 24% aux élections européennes ?

Pour l'instant elle élude la question des alliances : « *Ce qui va intéresser les rennais c'est l'avenir de leur ville, le projet qu'on va leur proposer et l'équipe qui va venir, avec son cœur et avec des expériences riches et variées. Je ne crois pas que la question des alliances et des appareils soit prépondérante.* »

## "Rennes ville pas assez verte"

Une chose est certaine, Carole Gandon n'épargne pas la mairie actuelle, taxant Rennes de **ville pas assez**. Pas assez innovante, pas assez participative, et pour commencer pas assez verte : mobilité, collecte des déchets, gestion de l'énergie...



Tous les jours, recevez l'actualité de votre ville par newsletter.

Ignorer

s'inscrire

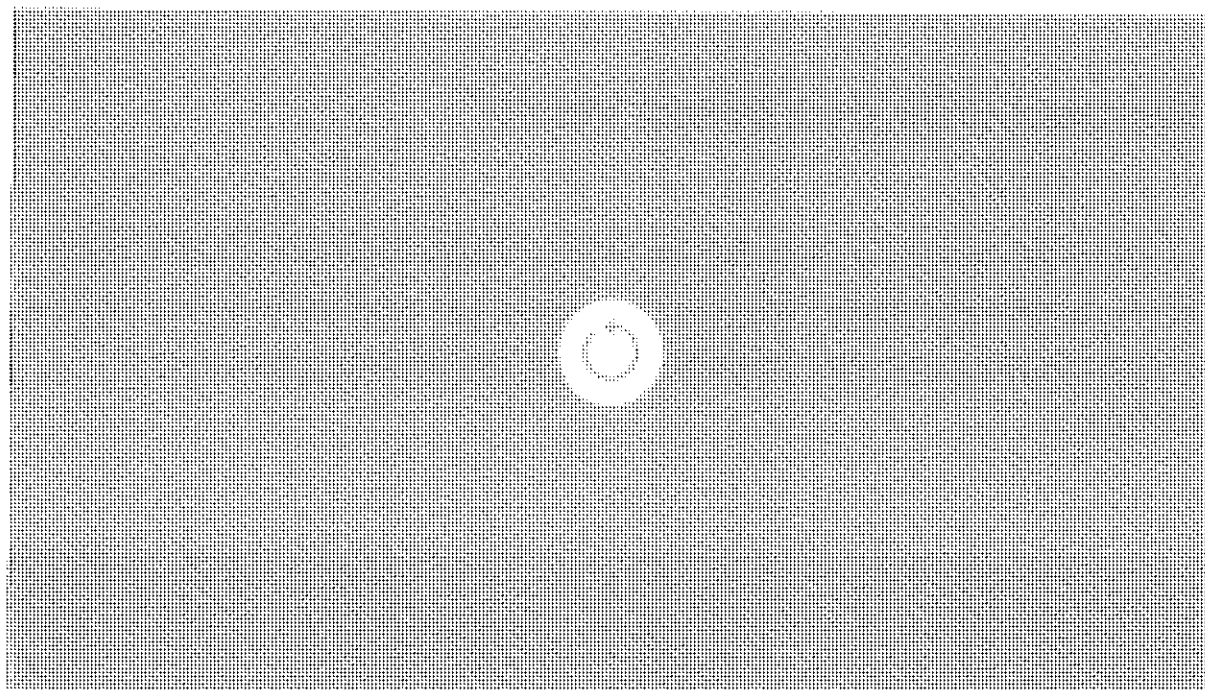




©France 3 Rennes

## Les commerçants abandonnés

Selon la candidate LREM d'autres aspects de la politique actuelle de la municipalité sont en souffrance : la question de l'urbanisme avec la construction de tours et des quartiers qui changent sans processus démocratique, l'insécurité et les incivilités qui se multiplient et les commerçants qui ne sont pas écoutés concernant la vitalité des rues commerçantes, des parkings, etc. Et c'est pour cela que la candidate fait cette conférence de presse dans un café rue Saint-Hélier.



©France 3 Rennes

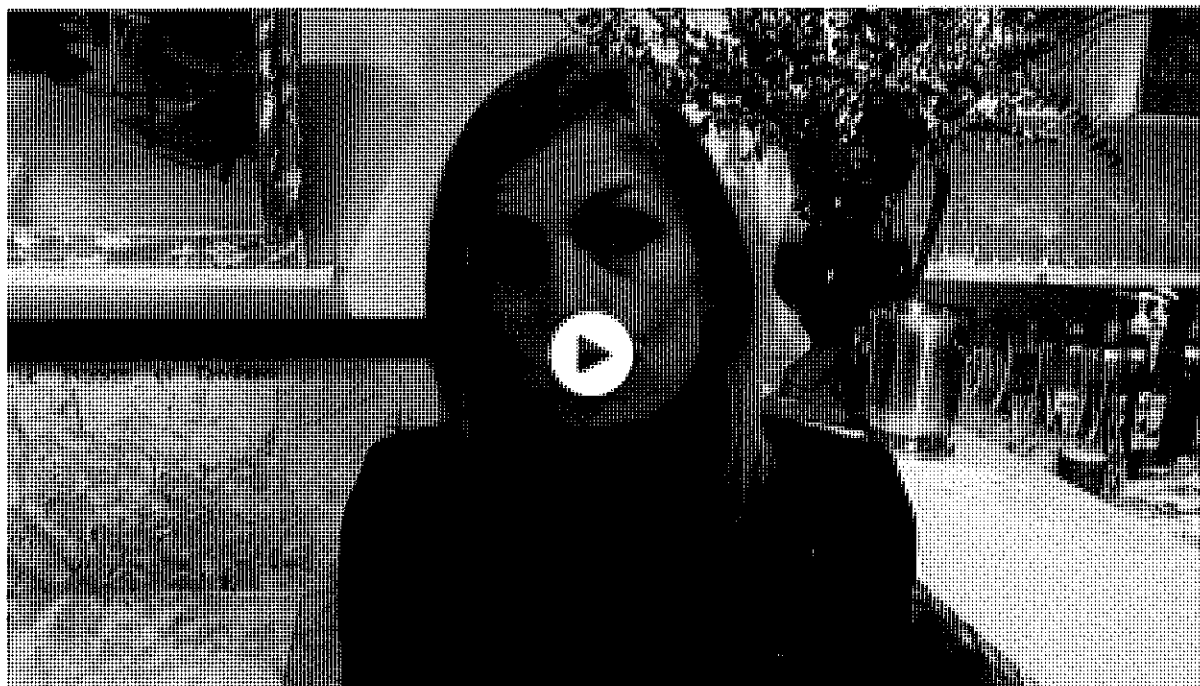
Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Ignorer

s'inscrire



À Pierre Breteau, le maire Modem de Saint-Grégoire, elle refuse sa proposition de ticket pour en quelque sorte décider à l'avance d'un partage des postes : à l'un la mairie, à l'autre la métropole. Carole Gandon ne voit pas les choses comme cela. Pour elle Pierre Breteau aura toute légitimité à postuler mais il faut respecter le processus démocratique et le travail du collectif des maires.



©France 3 Rennes

Une première réunion publique aura lieu au centre social Carrefour 18 ce jeudi 12 septembre à 19h30.

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Ignorer

s'inscrire





## Pour aller plus loin

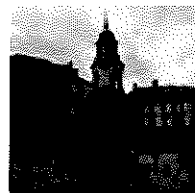
[Élections municipales 2026](#)[politique](#)[élections](#)[Rennes](#)[Ille-et-Vilaine](#)[Bretagne](#)[changer de région](#)

## À lire également

**Municipales à Rennes : Carole Gandon se lance dans la bataille**



**Rennes : les écologistes s'imaginent en tête du premier tour des municipales**



Je veux en savoir plus sur

• • • • •

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

[Ignorer](#)[s'inscrire](#)

# Autour de vous

## Bretagne

### Vos dernières actualités

**Les riverains opposés à la construction d'un lotissement privé à Trégastel déboutés par le tribunal administratif**

#Bretagne

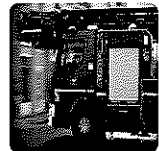
Le 05/03/2025



**Incendie sur un parking à Rennes. Sept véhicules détruits, pas de blessé**

#Bretagne

Le 05/03/2025



**Témoignages. "On n'a pas fait ça pour rien". Comment la transmission de la ferme des Le Dirach s'est écrite au fil des générations**

#Bretagne

Le 05/03/2025



## Toute l'information autour de chez vous

[Accueil](#) [Bretagne](#) [Ille-et-Vilaine](#) [Rennes](#)

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Ignorer

s'inscrire





## Tous les jours, recevez l'actualité régionale par newsletter : choisir une région

votre adresse e-mail

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail pour vous envoyer la newsletter régionale. Vous pouvez vous en désinscrire à tout moment via le lien en bas de ces newsletters. [Notre politique de confidentialité](#)

voir nos archives

plan du site

mentions légales

gérer mes traceurs

Droits de reproduction et de diffusion réservés ©2025 France TV

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Ignorer

s'inscrire





**le live**  
**direct tv**  
**direct radio**

---

Retrouvez aussi

La météo

Les jeux

---

Politique de confidentialité

CGU et mentions légales

Index

Qui sommes-nous ?

Nous contacter

Charte déontologique

Assistant vocal

Devenir annonceur

Recrutement

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Ignorer

s'inscrire

  
accueil

  
replay

  
menu



Pour les

**Christophe Pallez** ✓ · 3e

Ancien déontologue de l'Assemblée nationale, Référent déontologue d'élus locaux et des agents de l'ANSM

an.m

ANSM Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé  
Paris et périphérie · Coordonnées

222 relations

Message

+ Suivre

Plus

**Infos**

2024 Référent déontologue des agents de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM)

2023 Référent déontologue d'élus locaux (Etablissement public territorial Paris-Ouest-La Défense, communes de Montrouge, Courbevoie, Garches, La Garenne-Colombes, Levallois-Perret, Nanterre, Suresnes, Etablissement public territorial Plaine Commune, communes de L'île-Saint-Denis, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Villetaneuse)

2021-2022 Déontologue de l'Assemblée nationale

2014-2020 Secrétaire général de la Questure de l'Assemblée nationale

2013- 2014 Directeur général des services administratifs de l'Assemblée nationale

2010-2013 Directeur général des services législatifs de l'Assemblée nationale

2009-2010 Directeur du service de la séance de l'Assemblée nationale

2007-2008 Directeur du service de la bibliothèque de l'Assemblée nationale

2006-2007 Chef du secrétariat de la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire de l'Assemblée nationale

2002-2006 Secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

1996-2002 Chef du secrétariat de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale

1991-1996 Conseiller au secrétariat de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, chargé des questions concernant la sécurité intérieure et le droit de l'informatique

1985-1991 Administrateur au service de l'informatique de l'Assemblée nationale, chargé des applications documentaires

1978-1984 Administrateur au service de la séance de l'Assemblée nationale

## Activité

253 abonnés

Posts

Commentaires

Christophe Pallez a republié ceci · 10 mois



La dissolution de l'Assemblée nationale marque un tournant majeur dans la vie politique française

...voir plus

117

12 commentaires

Afficher tous les posts →

## Expérience

ansm

Référent déontologue des agents de l'ANSM

ANSM Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé · CDD

janv. 2024 - aujourd'hui · 1 an 4 mois



Déontologue

Assemblée nationale

oct. 2014 - janv. 2023 · 8 ans 4 mois

## Centres d'intérêt

Entreprises

Newsletters



Assemblée nationale

210 715 abonnés

✓ Suivi

ansm

ANSM Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé

147 761 abonnés

+ Suivre

Afficher toutes les entreprises →

Pub ...

Post a job for free with LinkedIn Jobs.



Lorène, find the people you want to interview

Post a free job

## Plus de profils pour vous



Jean-Eric Gicquel · 2e

Agrégé des Facultés de droit - Professeur d'Université de droit public- Université de Rennes 1

Se connecter



Leïla Maignan · 3e





Juriste pour la ville de Cherbourg-en-Cotentin

Message

Catherine Bolut · 3e

--

Message



Audrey de Montis · 2e

Maître de conférences chez Université de Rennes 1  
Faculté de droit et de science politique

Se connecter



abdoul fattayi ibrahim · 3e

Docteur en droit public à l'université de Niamey

Message

Tout afficher

### Explorer les profils Premium



Carla Dundon  · 2e

Avocat à la Cour / Associate Lawyer - IP chez Dentons

Se connecter



Pierre Longuet  · 2e

Elève-avocat - Restructuring

Se connecter



Julie Audoubert  · 2e

Avocate au barreau de Marseille - Responsabilité médicale et réparation  
du préjudice corporel

Se connecter



Bénédicte ONDINGA NGOUENGOUE  · 2e

Avocat au Barreau de Paris | Financement

Se connecter

### Personnes que vous pourriez connaître

D'après le secteur de Christophe



samuel Dauphin

Géologue expérimenté chez Cerema

Se connecter



Irlande Saurin

Agrégée de philosophie, Enseignante en lycée, Doctorante à l'Université  
Paris 1, Ancienne élève de l'ENS

Se connecter



Pascal Chevalier

Chef du Service Statistique Ministériel, ministère de la Justice

Se connecter



Audrey Lasselin

--

Se connecter



Inès Jennepin

Responsable accompagnement réduction et gestion des déchets des professionnels

Se connecter

Tout afficher

Vous aimerez peut-être

Pages pour vous

**Association des Avocats Pénalistes (ADAP)**

Organisations à but non lucratif

4 236 abonnés

51 relations suivent cette page

+ Suivre

**LOG AVOCATS**

Cabinets d'avocats

366 abonnés

5 relations suivent cette page

+ Suivre

Tout afficher



Infos

Politiques de la communauté professionnelle

Conditions générales et confidentialité

Sales Solutions

Centre de sécurité

Accessibilité

Carrières

Préférences Pubs

Mobile

Talent Solutions

Marketing Solutions

Publicité

Petites entreprises

Des questions ?  
Consultez notre assistance clientèle.

Gérez votre compte et votre confidentialité  
Accédez à vos préférences.

Transparence des recommandations  
En savoir plus sur le contenu recommandé.

Choisir une langue

Français (Français)



Pour les

**Bruno Vieillefosse** · 3e

Secrétaire général honoraire de l'Assemblée nationale

SciencesPo

Sciences Po

La Rochelle, Nouvelle-Aquitaine, France · Coordonnées

212 relations

Message

+ Suivre

Plus

**Infos**

Secrétaire général de la Questure de janvier 2021 jusqu'en mars 2022, en charge de la coordination des services administratifs (immobilier, budget, achats, marchés publics, protection sociale, gestion des collaborateurs de députés, sécurité, logistique et transports) et communs (RH, systèmes d'inform. ...voir plus

**Activité**

220 abonnés

Bruno Vieillefosse a commenté un post · 5 mois

Félicitations Charles ! Belle promotion ! Content pour toi &amp; frog

Afficher tous les commentaires →

**Expérience****Membre du conseil supérieur des chambres régionales des comptes**

Cour des Comptes

oct. 2021 - aujourd'hui · 3 ans 7 mois

Ville de Paris, Île-de-France, France

Fin du mandat en octobre 2024



**Assemblée nationale**

Fonctionnaire · 5 ans 7 mois

**Secrétaire général de la Questure**janv. 2021 - mars 2022 · 1 an 3 mois  
Paris, France**Directeur général des services administratifs**janv. 2018 - déc. 2020 · 3 ans  
Ville de Paris, Île-de-France, France**Directeur des systèmes d'information**sept. 2016 - déc. 2017 · 1 an 4 mois  
Ville de Paris, Île-de-France, France**Délégué pour le regroupement des états-majors et services centraux de la défense**Ministère de la défense  
oct. 2008 - févr. 2013 · 4 ans 5 mois  
Paris

Responsable du projet "Balard" - Définition du programme fonctionnel et technique (immobilier et informatique) - Lancement et gestion ...voir plus

**Assemblée nationale**

19 ans 8 mois

**Chef de la mission de supervision de la rénovation immobilière**sept. 2004 - sept. 2008 · 4 ans 1 mois  
Paris

Pilotage de la rénovation lourde des immeubles de l'Assemblée nationale rue de l'Université et rue Saint Dominique à Paris. Définition de ...voir plus

**Chef de la division de l'information multimédia**

déc. 1997 - sept. 2004 · 6 ans 10 mois

Création du site Internet de l'Assemblée nationale, des sites Intranet pour les députés et le personnel. Bases de données servant à la mise à jour

**Administrateur à la commission des finances**mai 1993 - nov. 1997 · 4 ans 7 mois  
Paris

Chargé du budget de la défense, des services du Premier ministre et de la Formation professionnelle

**Afficher les 4 expériences →****Conseiller technique**Cabinet du ministre de la Fonction publique et du Plan  
avr. 1986 - mai 1988 · 2 ans 2 mois  
Paris

En charge de la politique salariale de la Fonction publique, de la politique sociale et de la modernisation de l'administration.

**Afficher les 12 expériences →****Formation****Sciences Po**Diplômé en 1976, Section économique et financière - Spécialisation financière et fiscale  
1973 - 1977

Lycée Janson de Sailly  
Baccalauréat Série C  
1966 - 1973

## Compétences

### Political Science

1 recommandation de compétence

### Public Policy

1 recommandation de compétence

Afficher les 11 compétences →

## Centres d'intérêt

Entreprises Écoles



**Deloitte**  
18 473 997 abonnés

+ Suivre



**Assemblée nationale**  
210 718 abonnés

✓ Suivi

Afficher toutes les entreprises →

## Causes

Droits de l'homme • Politique

Pub ...

Post a job for free with LinkedIn Jobs.



Lorène, find the people you want to interview

Post a free job

## Plus de profils pour vous



**Veronique Hamayon** · 2e  
Procureure générale près la Cour des comptes

Se connecter



**Cherina Mezui** · 3e  
juriste de droit public

Message



**Camille d'Ollone** · 3e  
consultante indépendante

[Message](#)

**Astrid Waymel Vieillefosse** · 3e  
Dual Degree student - Sciences Po & Freie Universität

[Message](#)

**Galenne Alexandre** · 3e

[Message](#)[Tout afficher](#)

### Explorer les profils Premium



**Bénédicte ONDINGA NGUENGOUÉ** · 2e  
Avocat au Barreau de Paris | Financement

[Se connecter](#)

**Morgan Anfray** · 2e  
Counsel chez Cazals Manzo Pichot Saint Quentin

[Se connecter](#)

**Pierre Longuet** · 2e  
Elève-avocat - Restructuring

[Se connecter](#)

**Julie Audoubert** · 2e  
Avocate au barreau de Marseille - Responsabilité médicale et réparation du préjudice corporel

[Se connecter](#)

### Personnes que vous pourriez connaître



**samuel Dauphin**  
Géologue expérimenté chez Cerema

[Se connecter](#)

**Lydia Nemlin**  
Ingénieure d'études

[Se connecter](#)

**Margareth OKITOSOMBA**  
Chief Operating Officer chez Wiikko


[Se connecter](#)

**Soraya Guerrero Acosta**  
Dirección Centro Altos del Cabo - Fondacio Colombia

[Se connecter](#)


**Pierre GANDON-LEGER**  
Chirurgien-dentiste chez Chirurgie dentaire




 Se connecter


Tout afficher


**Vous aimerez peut-être**  
Pages pour vous



**Association des Avocats Pénalistes (ADAP)**  
Organisations à but non lucratif  
4 236 abonnés  
 51 relations suivent cette page  

+ Suivre



**LOG AVOCATS**  
Cabinets d'avocats  
366 abonnés  
 5 relations suivent cette page  

+ Suivre




Tout afficher



- Infos
- Politiques de la communauté professionnelle
- Conditions générales et confidentialité ▼
- Sales Solutions
- Centre de sécurité

- Accessibilité
- Carrières
- Préférences Pubs
- Mobile

- Talent Solutions
- Marketing Solutions
- Publicité
- Petites entreprises

-  **Des questions ?**  
Consultez notre assistance clientèle.
-  **Gérez votre compte et votre confidentialité**  
Accédez à vos préférences.
-  **Transparence des recommandations**  
En savoir plus sur le contenu recommandé.

Choisir une langue

Français (Français)



# Réunion du mercredi 8 décembre 2021

## Ordre du jour :

1. Adoption du procès-verbal de la réunion du mercredi 13 octobre 2021 ;
2. Apposition dans l'hémicycle d'une plaque en l'honneur d'Hubert Germain ;
3. Activités internationales : programme des missions et réceptions pour 2022 ;
4. Fixation, pour LCP-AN, de la période électorale pour les élections présidentielle et législatives ;
5. Point sur les incompatibilités ;
6. Bilan du fonctionnement de la cellule anti-harcèlements ;
7. Révision des arrêtés relatifs aux frais de mandat et à l'utilisation du crédit collaborateur ;
8. Suites de la réforme du cadre juridique des contractuels ;
9. Réforme de l'organisation de la direction de l'administration générale et de la sécurité ;
10. Nomination du Secrétaire général de la Questure et nominations subséquentes ;
11. Nominations de directeurs et de chefs de service.

### 1. Apposition dans l'hémicycle d'une plaque en l'honneur d'Hubert Germain

Le Bureau a décidé qu'une plaque commémorative serait apposée dans l'hémicycle en l'honneur d'Hubert Germain, qui fut député de Paris entre 1962 et 1973 et était le dernier des Compagnons de la Libération.

### 2. Activités internationales : programme des missions et réceptions pour 2022

Le Bureau a approuvé le programme des missions et réceptions des groupes d'amitié pour 2022, qui pourra être adapté compte tenu des circonstances particulières liées à la crise sanitaire et aux élections.

### 3. Fixation, pour LCP-AN, de la période électorale pour les élections présidentielle et législatives

Conformément à l'article 31 de l'Instruction générale du Bureau relatif aux programmes diffusés par LCP-AN en période électorale, le Bureau a décidé de demander à la chaîne d'appliquer le même dispositif que celui élaboré par le CSA pour les élections présidentielle et législatives de 2022.

#### **4. Point sur les incompatibilités**

Sur le rapport de Mme Annie Genevard, présidente de la délégation chargée de l'application du statut du député, le Bureau a décidé le classement de trois déclarations d'activités, initiales ou modificatives, qui ne soulèvent pas de difficultés au regard de la législation sur les incompatibilités parlementaires.

#### **5. Bilan du fonctionnement de la cellule anti-harcèlements**

Le Président a présenté le bilan de fonctionnement, pour les mois de février à octobre 2021, de la cellule anti-harcèlements mise en place en février 2020.

#### **6. Révision des arrêtés relatifs aux frais de mandat et à l'utilisation du crédit collaborateur**

Sur proposition des Questeurs, et après avis du Déontologue, le Bureau a modifié l'arrêté relatif aux frais de mandat des députés et les arrêtés relatifs à l'utilisation du crédit collaborateur.

#### **7. Suites de la réforme du cadre juridique des contractuels**

Sur proposition des Questeurs, le Bureau a étendu à l'ensemble des personnels contractuels de l'Assemblée nationale, à l'exception des membres du Cabinet du Président, les règles applicables au recrutement et aux conditions d'emploi des contractuels employés dans les services.

#### **8. Réforme de l'organisation de la direction de l'administration générale et de la sécurité**

Sur proposition des Questeurs, le Bureau a arrêté une nouvelle organisation de la direction de l'administration générale et de la sécurité.

#### **9. Nomination du Secrétaire général de la Questure et nominations subséquentes**

Le Bureau a nommé Mme Catherine Leroy, Secrétaire générale de la Questure, et Mme Marianne Brun, directrice générale des services administratifs, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

#### **10. Nominations de directeurs et de chefs de service**



Le Bureau a nommé M. Charles d'Arailh, directeur de la logistique parlementaire, Mme Véronique Grivel, directrice des achats et des finances, et, à compter du mois d'avril 2022, M. Olivier Connan, directeur de la communication et de la valorisation patrimoniale.

Le Bureau a nommé :

- M. Éric Arjona, M. Guillaume Bazin et Mme Nathalie Dournovo, chefs de service ;
- Mme Anne-Lise Stachurski Leroy, Mme Marie-Christine Vidal, Mme Pascale Mesnier et M. Philippe Brunier, chefs de service des comptes rendus.

*Présents ou excusés :*

*Présents :*

M. Richard Ferrand, Président ;

Mme Annie Genevard, MM. Hugues Renson, Sylvain Waserman et David Habib, Vice-Présidents ;

M. Florian Bachelier, Mme Laurianne Rossi et M. Éric Ciotti, Questeur ;

Mmes Annie Chapelier et Frédérique Dumas, M. Yannick Favennec-Bécot, Mmes Patricia Lemoine et Sophie Mette, MM. Pierre Morel-À-L'Huissier et Bertrand Sorre, Secrétaires.

*Excusés :*

Mme Laetitia Saint-Paul et M. Marc Le Fur, Vice-présidents, Mme Marie-George Buffet, MM. Alexis Corbière et Rémy Rebeyrotte, Secrétaires.

<https://www.sudouest.fr/elections/legislatives/a-l-assemblee-nationale-aussi-la-parole-des-collaborateurs-parlementaires-se-libere-11220933.php>

Sud Ouest (site web) - 933 Mots - 08 juin 2022

Souffrances au travail : à l'Assemblée nationale aussi, la parole des collaborateurs parlementaires se libère



« L'omerta est finie, et c'est tant mieux. » Au bout du fil, cette ancienne collaboratrice parlementaire d'une députée girondine porte un regard lucide sur le mandat qui s'achève. « La politique est souvent quelque chose de très beau. Mais il faut aussi identifier les brebis galeuses et en parler. » Entamée sous les contrecoups des emplois fictifs de l'affaire Fillon, la quinzième législature (2017-2022) s'achève avec un enchaînement de dénonciations des pratiques des députés à l'encontre de leurs assistants. Désormais, c'est aussi à l'aune de leur comportement...

« L'omerta est finie, et c'est tant mieux. » Au bout du fil, cette ancienne collaboratrice parlementaire d'une députée girondine porte un regard lucide sur le mandat qui s'achève. « La politique est souvent quelque chose de très beau. Mais il faut aussi identifier les brebis galeuses et en parler. » Entamée sous les contrecoups des emplois fictifs de l'affaire Fillon, la quinzième législature (2017-2022) s'achève avec un enchaînement de dénonciations des pratiques des députés à l'encontre de leurs assistants. Désormais, c'est aussi à l'aune de leur comportement d'employeurs que les parlementaires sont scrutés.

Sur le même sujet Accusations de harcèlement à l'Assemblée nationale : « Le pouvoir politique ne peut pas tout se permettre » Assistante parlementaire du député du Médoc Benoît Simian, Nathalie (1) dénonce un climat propice aux écarts de comportement à l'Assemblée nationale

Car chaque député est à lui seul une petite PME : l'Assemblée met à sa disposition une enveloppe mensuelle de 10 581 euros pour recruter des collaborateurs. Il a seul la main sur leur gestion. Longtemps, cette tâche protéiforme (du secrétariat en circonscription à de l'assistance législative pointue) a été peu contrôlée et laissée à l'appréciation du député. Ces dernières années, il a été admis, outre le fait que la rémunération devait recouvrir une activité réelle, que les tâches demandées ne pouvaient se confondre avec d'autres métiers comme baby-sitter ou majordome ! En outre, s'agissant d'un vrai métier, celui-ci doit s'articuler autour des canons élémentaires du droit du travail.

Une liste noire des députés ?

Selon les statistiques publiques, l'Assemblée nationale comme lieu de travail est encore loin d'être une sinécure : en cinq ans, les 577 élus-employeurs ont essuyé 700 démissions et plus de 700 ruptures conventionnelles. Sans parler d'un recours massif aux CDD (au moins 2 345). Certains députés ont atteint des taux de rotation dignes d'une start-up de livraison à domicile. D'après les données agrégées par le site Nosdeputes.fr, Laurence Maillart-Méhaignerie (LREM) a par exemple usé pas moins de 29 collaborateurs. Le questeur Florian Bachelier en a employé 28. Dans le Sud-Ouest, Dominique David (Gironde) en a vu passer 17. Sandra Marsaud (Charente) ou Alexandre Freschi (Lot-et-Garonne), 15. Ce turn-over s'explique parfois par la difficulté pour les jeunes députés à stabiliser leur

équipe en début de mandat où simplement par des opportunités de carrières librement saisies par les assistants. Mais il peut aussi révéler de véritables souffrances au travail.

« Beaucoup de ruptures conventionnelles masquent des situations de harcèlement », estime Astrid Ribardièrre pour l'UNSA-USCP. « Un tel volume de licenciements et de ruptures de contrats ne peut pas rester sans réponse. C'est à la fois autant de problèmes humains et un enjeu plus large de bon usage des deniers publics. »

Dans les boucles électroniques des discussions privées des collaborateurs, la liste des députés à éviter circule depuis le début de la législature. Et au moins une douzaine a fait l'objet de mises en cause judiciaires ou prud'homales. Citons Laetitia Avia, la députée de Paris toujours sous le coup d'une enquête préliminaire pour harcèlement moral, ou Sira Sylla condamnée en première instance. Et Benoît Simian visé pour une enquête pour harcèlement sexuel sur une collaboratrice.

Un « harcélomètre » pour repérer les excès

Comme sur les questions de transparence, les progrès se font à petit pas. Début 2020, l'Assemblée (1) a mis en place une cellule anti-harcèlement confiée à un cabinet indépendant. Pour prévenir les situations conflictuelles, l'association des collaborateurs progressistes distribue désormais à ses membres un « harcélomètre », outil d'auto-évaluation des dérives des députés-employeur. « On a aussi nommé une référente Écoute », précise Victoria Jolly, présidente de l'association. « Quand on ne va pas bien, il y a besoin d'une personne extérieure pour cadrer les choses. La cellule anti-harcèlement de l'Assemblée propose des séances de psy, un conseil juridique, un accompagnement... mais on constate qu'elle est peu saisie. »

Dix-sept collaborateurs l'ont tout de même contactée en 2021. Et neuf cas ont été transmis au déontologue. Mais celui-ci, dépourvu de pouvoir d'enquête, n'a effectué qu'un seul signalement au parquet... « Il faut zéro tolérance, mais aussi une volonté politique pour cela : les députés décident pour les députés, ils sont juge et partie. Le déontologue devrait avoir un moyen de sanction comme des retenues sur l'indemnité de l'élu », grince un ancien collaborateur parti au Sénat.

Lors de la signature de l'accord sur la portabilité des droits des collaborateurs parlementaires, en mars 2021. L'une des rares avancées revendiquées par les syndicats avec la questure. Assemblée nationale

À quelques jours de la fin des mandats de leurs employeurs (le 21 juin), les collaborateurs préparent leurs cartons. Certains ont pris des congés pour accompagner la campagne du patron. En cas de défaite, le licenciement sera automatique, un soulagement dans les cas conflictuels. En cas de victoire, les sortants pourront conserver leur ancienneté professionnelle, une avancée obtenue par les syndicats en mars 2021. Mais le plus dur reste à (re) faire avec des futurs élus qui ont rarement fait campagne pour un encadrement plus strict de leurs dépenses et de la gestion de leurs équipes.

(1) Sollicités, la présidence et le bureau de l'Assemblée nationale n'ont pas donné suite.



# Assemblée nationale, ton univers impitoyable

*"Le Canard" a dressé la liste des députés les plus "consommateurs" de collaborateurs. On y trouve des parlementaires tyranniques, versatiles ou insatiables.*

**L**E PALAIS-BOURBON est à la pointe de la modernité ! Les collaborateurs parlementaires y valsent aussi allègrement que dans une boîte dirigée par un requin du management. Lassitude ? Incompétence ? Tyrannie du député-employeur ? Au sein de l'hémicycle, toutes les nuances cohabitent.

« Le Canard » a pu le constater en établissant un palmarès des 20 députés les plus consommateurs de « petites mains ». En cinq ans, chacun d'eux a fait bosser entre 20 et 29 collaborateurs parlementaires – soit une rotation tous les deux ou trois mois ! Ces « saisonniers » disposent en général d'une solide formation (bac + 3 au minimum, avec études de droit ou de sciences politiques), et leurs horaires de travail (35 heures en théorie, bien souvent le double) sont éprouvants. D'autant que les tâches demandées – gestion de l'agenda et de la communication, réponse aux courriers, rédaction de discours et d'amendements – sont exigeantes et chronophages, pour un salaire compris, le plus souvent, entre 1 500 et 3 000 euros net.

Championne du hit-parade ? Laurence Maillart-Méhaignerie. L'élue bretonne (LRM) a usé 29 assistants. « L'un d'eux s'est vu signifier sa fin de contrat alors qu'il venait tout juste d'entamer sa période d'essai », se souvient une ex-collègue. Il s'est fait jeter



comme un malpropre. Son successeur a dû durer six mois... » En cas de réélection, la réputation rugueuse de l'élue bretonne pourrait lui coûter son poste de présidente de la commission du Développement durable. Elle n'a pas souhaité répondre au « Canard ».

Trois collègues LRM la talonnent : Florian Bachelier (Ille-et-Vilaine), le premier questeur du Palais-Bourbon, ainsi que Pascale Boyer (Hautes-Alpes) et Anissa Khedher (Rhône), tous trois en lice pour un second

mandat de député. « Un jour, j'étais la meilleure ; le lendemain, une moins que rien, témoigne l'une des 28 ex-assistantes parlementaires de Pascale Boyer. Dans ce cas, elle me confiait des tâches sans intérêt, qu'elle me faisait refaire plusieurs fois... » Un autre salarié de l'élue montagnarde, resté six mois, confirme : « Il m'a fallu recommencer cinq fois ma lettre de démission ! » Pascale Boyer en convient : 28, ce n'est pas rien. Mais elle explique : « Je suis très active, il y a un rythme à tenir. Je ne peux pas me plier au rythme de mes collaborateurs. »

## Infernal tourniquet

Anissa Khedher (LRM) totalise, pour sa part, 24 collaborateurs en cinq ans. Restée six mois à ses côtés, une jeune femme raconte : « Je lui ai servi à la fois de nounou, de prof, de chauffeur. Tout ça en étant flinguée en permanence. » « Chauffeur, oui, mais pas nounou ! » répond la députée. Qui ajoute que les contrats courts signés par ses soins se justifient par de nombreuses missions ponctuelles.

« Une importante rotation d'effectifs ne veut pas dire harcèlement ou

## Cellule anti-harcèlement

EN 2020, la cellule, créée un an plus tôt, a traité 39 dossiers ; 23 concernaient des collaborateurs ou collaboratrices de députés ou de groupes politiques, le reste du personnel administratif. En cause : du harcèlement moral (64 % des cas), un management dysfonctionnel (20 %), des conflits (8 %), des violences (5 %) et des discriminations (3 %).

En 2021, 24 personnes (dont 17 collaborateurs) ont contacté la cellule ; 12 signalements ont été déposés auprès du déontologue, dont 9 émanant de collaborateurs, « étant précisé que 5 de ces signalements concernaient » un seul et même élu. Parmi eux, « un cas présumé de harcèlement moral et d'agissement sexiste ou de harcèlement sexuel », souligne le déontologue dans son dernier rapport.

burn-out, précise un haut cadre de l'Assemblée. (...) Certains députés essaient beaucoup avant de trouver la perle rare. » Au point de se fabriquer un collier ? Il n'empêche : « Nous recevons beaucoup de témoignages de vexations ou d'humiliations quotidiennes », assure le Syndicat national des collaborateurs parlementaires FO (SNCP FO). En 2021, d'après l'Association des collaborateurs progressistes et républicains, 20 % des assistants parlementaires se disaient proches de craquer.

Par ailleurs, une étude annuelle réalisée par la questure de l'Assemblée montre que, du début de la législature, en 2017, jusqu'au 31 décembre 2021, 6 000 contrats d'assistant ont été conclus entre les 577 députés et leurs « collabs ». Dans le même temps, 4 000 ruptures de contrat (CDD ou CDI) ont été constatées ! Pour la seule année 2021, 501 arrêts de travail ont été accordés – l'équivalent de 13 060 jours non travaillés.

Vite, une loi pour lutter contre ce gaspillage de temps !

M. B., C. B. et D. H.

## Députés sur liste noire

**PREUVE DU MALAISE** : depuis 2017, une « liste noire » des députés de la majorité présidentielle – que « Le Canard » a consultée – circule sous le manteau à l'Assemblée. Députés caractériels, amateurs ou sous le coup de procédures aux prud'hommes s'y côtoient joyeusement. « À partir de 10 collaborateurs à temps plein par député sur une mandature, ça interroge », indique le SNCP FO.

Certains cas alarmants ont alerté le bureau de l'Assemblée. En 2019, celui-ci a créé une cellule « de prévention et d'accompagnement en matière de lutte contre toutes les formes de harcèlement », active depuis février 2020. Si une victime le demande, elle est autorisée à effectuer un signalement au déontologue de l'Assemblée, lequel peut saisir le bureau et, in fine, la justice.

« C'est mieux que rien mais totalement insuffisant, déplore le SNCP FO. Le problème vient aussi des groupes politiques, qui n'accompagnent pas leurs collaborateurs en souffrance au travail. Les députés eux-mêmes sont laissés à l'abandon et ne sont pas – ou très peu – formés au management. »

Ne leur reste plus qu'à saisir la cellule d'accompagnement...



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
DOTATIONS

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2022

## POUVOIRS PUBLICS



## NOTE EXPLICATIVE

---

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Elle correspond à une mission spécifique regroupant les crédits des pouvoirs publics, chacun d'entre eux faisant l'objet, en vertu de l'article 7 de la LOLF, d'une ou de plusieurs dotations.

Conformément aux dispositions de la LOLF, ce document développe le montant des crédits par dotation pour l'année en cours (LFI 2021) et l'année considérée (PLF 2022).

La loi organique ne prévoit pas de projet annuel de performances à l'appui de la présentation des dotations.

**Le présent document regroupe les éléments relatifs** aux dotations accordées à la présidence de la République, aux Assemblées parlementaires, au Conseil constitutionnel, et à la Cour de justice de la République.

Sauf indication contraire, les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.



## SOMMAIRE

---

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS	8
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	9
ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES	16
Assemblée nationale	18
Sénat	35
La Chaîne parlementaire	51
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	57
COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	58

MISSION

POUVOIRS PUBLICS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme ou de l'action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2021	Demandées pour 2022	Variation 2022 / 2021 en %	Ouverts en LFI pour 2021	Demandés pour 2022	Variation 2022 / 2021 en %
501 – Présidence de la République	105 300 000	105 300 000	0,00	105 300 000	105 300 000	0,00
01 – Présidence de la République	105 300 000	105 300 000	0,00	105 300 000	105 300 000	0,00
511 – Assemblée nationale	517 890 000	552 490 000	+6,68	517 890 000	552 490 000	+6,68
01 – Assemblée nationale	517 890 000	552 490 000	+6,68	517 890 000	552 490 000	+6,68
521 – Sénat	323 584 600	338 584 600	+4,64	323 584 600	338 584 600	+4,64
01 – Sénat	312 227 700	327 227 700	+4,80	312 227 700	327 227 700	+4,80
02 – Jardin du Luxembourg	11 356 900	11 356 900	0,00	11 356 900	11 356 900	0,00
03 – Musée du Luxembourg	0	0		0	0	
541 – La Chaîne parlementaire	34 289 162	34 289 162	0,00	34 289 162	34 289 162	0,00
01 – La Chaîne parlementaire - Assemblée nationale	16 641 162	16 641 162	0,00	16 641 162	16 641 162	0,00
02 – Public Sénat	17 648 000	17 648 000	0,00	17 648 000	17 648 000	0,00
542 – Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0		0	0	
01 – Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0		0	0	
531 – Conseil constitutionnel	12 019 229	15 963 000	+32,81	12 019 229	15 963 000	+32,81
01 – Conseil constitutionnel	12 019 229	15 963 000	+32,81	12 019 229	15 963 000	+32,81
532 – Haute Cour	0	0		0	0	
01 – Haute Cour	0	0		0	0	
533 – Cour de justice de la République	871 500	984 000	+12,91	871 500	984 000	+12,91
01 – Cour de justice de la République	871 500	984 000	+12,91	871 500	984 000	+12,91
<b>Total pour la mission</b>	<b>993 954 491</b>	<b>1 047 610 762</b>	<b>+5,40</b>	<b>993 954 491</b>	<b>1 047 610 762</b>	<b>+5,40</b>



## PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

L'article 115 de la loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 prévoit que la présidence de la République produit un document budgétaire destiné à l'information du Parlement.

### LA PRÉSENTATION BUDGÉTAIRE

Le cadre général n'a pas évolué au cours de l'année 2021. La présidence de la République applique donc depuis 2017 un règlement budgétaire et comptable, signé le 29 novembre 2016 et actualisé le 29 mars 2019, qui reprend les normes applicables à la gestion publique et notamment les dispositions du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Ce document fixe un cadre budgétaire et comptable formalisé tout en préservant le principe général d'autonomie financière des pouvoirs publics constitutionnels rappelé par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 25 juillet 2001.

La présentation du budget décline par conséquent les crédits sous la forme d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement. Cette présentation, qui s'appuie sur la destination de la dépense, s'articule autour de deux axes :

- l'action présidentielle, qui regroupe les crédits permettant d'assurer les fonctions de représentation, ainsi que les missions militaires et diplomatiques du chef de l'État (déplacements internationaux et nationaux, organisation des réceptions au palais de l'Élysée) ;
- l'administration de la présidence (ressources humaines et administration générale, gestion immobilière, moyens généraux, télécommunications et informatique, sécurité, action sociale).

Une nomenclature budgétaire et comptable, proche du plan comptable de l'État, est également en place.

### UNE GESTION BUDGÉTAIRE 2021 MAÎTRISÉE PERMETTANT LA POURSUITE DES PROJETS DE MODERNISATION OU CONCOURANT À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'exercice 2021 a été, pour partie seulement, à nouveau marqué par les effets de la crise sanitaire. Ainsi, dès le printemps, sur la base d'une sous-consommation des crédits de déplacement constatée au cours des premiers mois, des redéploiements ont été effectués au profit essentiellement des crédits d'investissement, permettant ainsi d'engager et de régler de nouveaux projets de modernisation d'ici à la fin de l'année 2021.

La mise en œuvre d'un plan de performance initié en 2020 se poursuit parallèlement à un renforcement du pilotage budgétaire, qui se traduit par un suivi plus fin et réactif de l'exécution.

Des leviers de performance ont été identifiés, dont certains figurent dans les lettres de notification des crédits adressées aux services en début d'année. Des résultats concrets ont d'ores et déjà été enregistrés au sein des quatre directions, tant en termes de renforcement du pilotage de certains postes à enjeux, de mutualisation des ressources et équipements, de rationalisation et d'anticipation de certaines dépenses, de négociation avec les prestataires dans le respect des règles de la commande publique.

La mise en œuvre de ces leviers devrait permettre un gain d'au moins 0,5 M€ en 2021. Certaines de ces économies sont reproductibles ; d'autres résultent de négociations au cas par cas, notamment dans le cadre de déplacements.

Des prélèvements sur trésorerie avaient été annoncés en LFI pour équilibrer les budgets successifs et financer l'important effort d'investissement étalé sur plusieurs exercices : ils étaient respectivement de 4 M€ en 2020, 2,5 M€ en



2021 et 1 M€ en 2022, soit un total de 7,5 M€ sur trois ans. Pour autant, en exécution, le solde budgétaire s'est établi à +0,1 M€ en 2019, +0,2 M€ en 2020 et devrait, à la date du présent document, être à l'équilibre fin 2021, soit un excédent cumulé de trésorerie d'au moins +0,3 M€.

Par ailleurs, plusieurs projets contribuant à la préservation de l'environnement et à la transition écologique ont été conduits en vue d'influer sur les comportements et des actions ont été déployées dans le cadre du fonctionnement quotidien de la présidence : développement de l'utilisation de la visioconférence, suppression des achats de plastique à usage unique, augmentation des achats de denrées alimentaires issues de l'agriculture biologique, renforcement du tri des déchets, augmentation de la flotte automobile hybride et électrique, développement des mobilités douces et renforcement de l'usage du vélo, mise en place de solutions favorables aux économies d'énergie...

Plusieurs études sont également engagées en ce sens afin de disposer des éléments indispensables aux arbitrages ultérieurs (géothermie, groupe électrogène à l'hydrogène...).

Ces projets aux impacts positifs, couplés à des actions de sensibilisation diverses (comme la tenue d'ateliers relatifs aux enjeux climatiques ou l'affichage régulier de messages liés aux économies d'énergie), permettent pour certains de générer des économies ; d'autres, prometteurs à moyen terme, impliqueront des dépenses à court terme, financées grâce aux marges de manœuvre dégagées en gestion.

## PRÉSENTATION DU BUDGET 2022

Les prévisions budgétaires 2022 s'appuient sur des hypothèses conjuguant un niveau soutenu d'activité et une gestion toujours rigoureuse des dépenses, dans un environnement sanitaire qui évolue favorablement et devrait conforter le retour à un fonctionnement normal, dans le prolongement du 2<sup>nd</sup> semestre de 2021.

Les objectifs qui sous-tendent l'exercice budgétaire 2022 sont les suivants :

- pour la deuxième année consécutive, des objectifs de performance ont été contresignés par les directeurs lors de la notification de leurs crédits en janvier 2021. A ce titre, les directions devront poursuivre et conforter les actions déjà engagées dans leur périmètre de compétence et rechercher de nouveaux leviers de performance pour 2022 ;
- les investissements doivent avoir pour contrepartie des gains à court ou moyen terme, qu'il s'agisse d'une réduction de certains coûts, d'économies de divers ordres ou d'une amélioration des conditions de travail ;
- en 2022 comme en 2021, une maîtrise stricte des enveloppes budgétaires est attendue de chaque direction.

Afin de financer certaines dépenses particulièrement techniques du schéma directeur immobilier et pour certaines exceptionnelles - comme par exemple les travaux de sûreté réalisés à l'Hôtel de Marigny pour la relocalisation de l'état-major particulier (EMP) ou la prévention des risques d'incendie notamment par une opération de purge des réseaux (courant fort et courant faible pour l'ensemble des sites de la présidence) entamée en 2021 et qui se poursuivra en 2022 et en 2023 - et dans la mesure où la gestion des exercices passés a permis d'éviter de solliciter les réserves (*cf. supra*), un prélèvement d'équilibre de 2,4 M€ est prévu pour 2022, qui se situe toutefois à un niveau très inférieur au montant prévisionnel cumulé annoncé en LFI 2020 (7,5 M€).

Les crédits nécessaires, dont le détail vous est présenté *infra*, ont été évalués à 109,180 M€ dont 1,480 M€ peuvent être financés sur les recettes propres de l'Élysée et 2,400 M€ par un prélèvement sur la trésorerie permettant ainsi de mener à bien les travaux d'aménagement de l'EMP à l'Hôtel de Marigny (1,8 M€) et la deuxième tranche de l'opération de purge des réseaux (0,6 M€). En mettant de côté ces deux opérations exceptionnelles dont la seconde concerne l'enveloppe fonctionnement, le budget 2022 serait à l'équilibre sans prélèvement sur les disponibilités.

Le montant de la dotation sollicitée dans le cadre de l'annexe au projet de loi de finances initiale pour 2022 s'établit à 105,300 M€. Il est stable par rapport aux montants sollicités en 2020 et en 2021, conformément aux engagements pris par la présidence de la République.



DÉPENSES	BUDGET 2021		BUDGET 2022		Part dans le budget	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>1-Personnel</b>	<b>71 090 000</b>	<b>71 090 000</b>	<b>71 150 000</b>	<b>71 150 000</b>	<b>65,66%</b>	<b>65,17%</b>
<b>2- Fonctionnement</b>	<b>15 401 000</b>	<b>15 303 000</b>	<b>15 974 500</b>	<b>15 985 000</b>	<b>14,74%</b>	<b>14,64%</b>
<b>Action présidentielle</b>	<b>2 437 000</b>	<b>2 437 000</b>	<b>2 582 500</b>	<b>2 582 500</b>	<b>2,38%</b>	<b>2,37%</b>
<i>Activité diplomatique</i>	<i>795 000</i>	<i>795 000</i>	<i>932 000</i>	<i>932 000</i>	<i>0,86%</i>	<i>0,85%</i>
<i>Action hors diplomatie en métropole et outre-mer</i>	<i>1 642 000</i>	<i>1 642 000</i>	<i>1 650 500</i>	<i>1 650 500</i>	<i>1,52%</i>	<i>1,51%</i>
<b>Administration de la présidence</b>	<b>12 964 000</b>	<b>12 866 000</b>	<b>13 392 000</b>	<b>13 402 500</b>	<b>12,36%</b>	<b>12,28%</b>
<i>Ressources humaines et administration générale</i>	<i>585 000</i>	<i>587 000</i>	<i>589 000</i>	<i>589 000</i>	<i>0,54%</i>	<i>0,54%</i>
<i>Moyens généraux</i>	<i>5 793 870</i>	<i>5 793 870</i>	<i>5 707 670</i>	<i>5 718 170</i>	<i>5,27%</i>	<i>5,24%</i>
<i>Gestion immobilière</i>	<i>2 040 000</i>	<i>1 940 000</i>	<i>2 440 000</i>	<i>2 440 000</i>	<i>2,25%</i>	<i>2,23%</i>
<i>Télécommunications, informatique et numérique</i>	<i>3 196 100</i>	<i>3 196 100</i>	<i>3 269 700</i>	<i>3 269 700</i>	<i>3,02%</i>	<i>2,99%</i>
<i>Sécurité</i>	<i>509 400</i>	<i>509 400</i>	<i>536 000</i>	<i>536 000</i>	<i>0,49%</i>	<i>0,49%</i>
<i>Action sociale</i>	<i>839 630</i>	<i>839 630</i>	<i>849 630</i>	<i>849 630</i>	<i>0,78%</i>	<i>0,78%</i>
<b>3- Déplacements présidentiels</b>	<b>15 400 000</b>	<b>15 400 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>15 000 000</b>	<b>13,84%</b>	<b>13,74%</b>
<i>déplacements diplomatiques</i>	<i>6 000 000</i>	<i>6 000 000</i>	<i>5 870 000</i>	<i>5 870 000</i>	<i>5,42%</i>	<i>5,38%</i>
<i>déplacements hors action diplomatique</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 130 000</i>	<i>2 130 000</i>	<i>1,97%</i>	<i>1,95%</i>
<i>avions ETEC</i>	<i>7 400 000</i>	<i>7 400 000</i>	<i>7 000 000</i>	<i>7 000 000</i>	<i>6,46%</i>	<i>6,41%</i>
<b>4- Investissement</b>	<b>8 960 000</b>	<b>7 390 000</b>	<b>6 237 000</b>	<b>7 045 000</b>	<b>5,76%</b>	<b>6,45%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>110 851 000</b>	<b>109 183 000</b>	<b>108 361 500</b>	<b>109 180 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

RECETTES	BUDGET 2021	BUDGET 2022
<b>Dotation loi de finances</b>	<b>105 300 000</b>	<b>105 300 000</b>
<b>Produits propres</b>	<b>1 383 000</b>	<b>1 480 000</b>
<i>recettes de la restauration</i>	<i>590 000</i>	<i>590 000</i>
<i>produits locatifs</i>	<i>198 000</i>	<i>198 000</i>
<i>participations des parents aux frais de la crèche</i>	<i>70 000</i>	<i>70 000</i>
<i>redevances, concessions</i>	<i>108 000</i>	<i>210 000</i>
<i>ventes de véhicules</i>	<i>37 000</i>	<i>32 000</i>
<i>autres produits</i>	<i>380 000</i>	<i>380 000</i>
<i>Sous-total recettes</i>	<i>106 683 000</i>	<i>106 780 000</i>
<b>Prélèvement sur les disponibilités</b>	<b>2 500 000</b>	<b>2 400 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>109 183 000</b>	<b>109 180 000</b>

## LES DÉPENSES

Les dépenses sont ventilées en quatre grandes catégories :

	AE	CP
(1) Personnel	65,66%	65,17%
(2) Fonctionnement	14,74%	14,64%
(3) Déplacements présidentiels	13,84%	13,74%
(4) Investissement	5,76%	6,45%



## LES DÉPENSES DE PERSONNEL (71 150 000 €)

Les dépenses de personnel représentent 65,17 % du budget 2022 (64,13 % en LFI 2021).

La présidence de la République a déterminé un plafond d'emplois maximum de 825 ETP. Il vise à répondre aux importantes missions exercées dans les nombreux domaines couverts par la présidence avec un haut niveau d'exigence en termes de qualité de service.

Les agents de la présidence sont essentiellement des fonctionnaires, civils ou militaires, mis à disposition par leurs administrations (78 %) contre remboursement ; les autres agents sont des contractuels recrutés directement, le plus souvent au titre de contrats à durée déterminée.

Les dépenses de personnel sont en légère hausse par rapport au PLF 2021. Cette évolution de 0,06 M€ par rapport à la LFI 2021 (71,09 M€) s'explique notamment par une prévision d'augmentation des allocations d'aide au retour à l'emploi en fin de mandat et la perspective de mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de la prise en charge partielle de la complémentaire santé des agents publics et de l'indemnité de télétravail. Cette hausse reste contenue en raison du pilotage de la masse salariale visant à la maîtrise des rémunérations et à la réduction des heures supplémentaires. Les effets de ces mesures, déjà perceptibles en 2020 et 2021, permettent de présenter l'enveloppe budgétaire des dépenses de personnel à 71,15 M€ en 2022.

Les prévisions pour 2022 sont basées sur la maîtrise des effectifs et l'application rigoureuse de la politique salariale de la présidence de la République. Le dialogue de gestion, porté par la direction des ressources et de la modernisation, comportera en particulier la poursuite des revues d'effectifs pour assurer la meilleure adéquation des missions aux besoins et identifier les marges de manœuvre à même de compenser, si nécessaire, l'effet mécanique de la progression du GVT.

## LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (15 974 500 € EN AE, 15 985 000 € EN CP)

Les dépenses de fonctionnement courant représentent 14,74 % du budget en AE et 14,64 % en CP (13,89 % en AE et 14,02 % en CP en LFI 2021).

Ces dépenses présentées par destination se répartissent essentiellement en deux catégories :

1) les dépenses rattachées à l'action présidentielle : réceptions organisées au palais de l'Élysée dans le cadre de l'activité diplomatique et nationale du Président de la République, ainsi que les secours attribués par le service ressources humaines et action sociale ;

2) les dépenses liées à l'administration de la présidence : fournitures, ameublement, frais postaux, abonnements, documentation, dépenses de fluides, entretien et conservation des bâtiments, impôts et taxes, frais de télécommunications, équipements et licences informatiques, sécurité des personnes et des biens, action sociale interne.

Les dépenses de fonctionnement enregistreront une hausse de 4,46% en CP entre 2021 et 2022 qui tient pour l'essentiel à une dépense exceptionnelle correspondant à la 2<sup>e</sup> tranche de l'opération de purge des réseaux évoquée précédemment pour 0,6 M€ (cette dépense a fait l'objet d'une provision en 2020).

Par ailleurs, comme dans les autres administrations (et plus largement les organisations, qu'elles soient publiques ou privées), on constate une augmentation tendancielle des dépenses de fonctionnement induite en particulier par l'évolution des outils numériques et qui se traduit notamment par une hausse des dépenses informatiques (accroissement du nombre des licences, opérations de maintenance préventive plus nombreuses et plus coûteuses, recours plus régulier aux services support des développeurs).

L'opération de purge des réseaux mise à part, la progression des dépenses de fonctionnement reste limitée à 0,54 % à la faveur d'actions pérennes de maîtrise portant sur plusieurs champs : rationalisation de certains postes de dépenses



(parc automobile, téléphonie...), renforcement de la mise en concurrence et extension de la couverture par des marchés, définition d'une stratégie achats, mise en œuvre des recommandations du contrôleur de gestion...

Ces mesures sont complétées par la poursuite de certains objectifs spécifiques du plan de performance :

- le suivi des dépenses de fonctionnement au sein des quatre directions ;
- les retours sur investissement et gains escomptés à travers la passation des marchés publics.

#### LES DÉPENSES DE DÉPLACEMENTS PRÉSIDENTIELS ET DE MISSIONS QUI S'Y RAPPORTENT (15 000 000 € EN AE, 15 000 000 € EN CP)

Les dépenses de déplacements présidentiels ainsi que les missions s'y rapportant représentent 13,84 % du budget en AE et 13,74 % en CP (13,89 % en AE et 14,10 % en CP en LFI 2021).

Les incertitudes liées à l'année électorale et la prise en compte de la présidence française de l'Union européenne au 1<sup>er</sup> semestre 2022 sous-tendent une légère diminution relative des crédits prévus à ce titre dans le cadre du PLF 2022 (-2,60% par rapport au niveau 2021 prévu initialement).

En effet, les crédits de déplacements sont à un niveau légèrement inférieur à celui initialement prévu en 2021 (-2,60 %). Même si plusieurs déplacements lointains importants sont planifiés en 2022, comme le G20 en Indonésie, certains sommets seront *a contrario* moins coûteux en termes de transport aérien à l'instar du G7 en Allemagne (comparable au G7 tenu au Royaume-Uni en 2021).

Les déplacements dans le cadre de sommets se caractérisent en effet par des tensions récurrentes sur l'offre d'hébergement en raison de la présence de nombreuses délégations importantes accueillies simultanément dans les villes concernées. Une meilleure anticipation des déplacements et des réservations, un encadrement des formats des missions préparatoires et des délégations, ainsi que le respect du processus d'organisation générale des déplacements concourent à un suivi plus fin et à une maîtrise effective des dépenses liées aux différents postes des déplacements (transport, hébergement, restauration...) par la direction des opérations. Au surplus, l'utilisation importante de la visioconférence lors de la crise sanitaire devrait contribuer à renforcer l'organisation à distance de certains rendez-vous internationaux notamment, donc à faire l'économie des déplacements associés, à la faveur d'une banalisation progressive de ces nouvelles pratiques en 2022.

Bien entendu, les crédits alloués aux déplacements présidentiels pourraient évoluer en cours d'exercice en fonction de l'agenda politique et diplomatique du chef de l'État.

#### LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (6 237 000 € EN AE, 7 045 000 € EN CP)

La dotation consacrée aux investissements s'établit à 6,237 M€ en AE et 7,045 M€ en CP (8,960 M€ en 2021 en AE et 7,390 M€ en CP) et fait suite à deux années consécutives (2020 et 2021) au cours desquelles le niveau d'investissement a été particulièrement élevé afin d'accompagner un plan de rattrapage, de renouvellement ou de remise en état.

Cet effort d'investissement portera en particulier sur la modernisation des infrastructures informatiques et numériques, la poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur immobilier (l'année 2022 marquera notamment la fin d'une opération importante concernant l'aménagement et la relocalisation de l'état-major particulier à l'Hôtel de Marigny pour 1,8 M€) et l'adaptation des équipements de sécurité aux évolutions de la menace.

Après le pic des exercices 2020 et 2021, le niveau de dépenses prévu pour 2022 devrait être maintenu à partir de 2023 pour s'inscrire dans une politique pluriannuelle d'investissements de nature à lisser le montant annuel de ces dépenses, garantir qu'il ne soit pas une variable d'ajustement et se prémunir contre toute accumulation de retard dans ce domaine.

Ces crédits représentent, en 2022, 5,76 % du budget total en AE contre 8,08 % du budget 2021.

La répartition de cette dotation est décrite *infra*.

## Pouvoirs publics

Mission

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

## LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, L'INFORMATIQUE, LE NUMÉRIQUE ET LES MOYENS AUDIOVISUELS DE COMMUNICATION (2,610 M€ EN AE, 2,610 M€ EN CP)

Afin de maintenir les capacités opérationnelles des systèmes d'information et de donner une traduction concrète à des nouveaux projets métiers, un certain nombre d'investissements seront indispensables en 2022, parmi lesquels :

Description succincte des projets ciblés	Montant des AE
Remplacement des serveurs de la zone basse	1 000 000
Couverture Indoor	350 000
Modernisation de la téléphonie mobile et fixe	200 000
Modernisation des postes de travail (NET10)	180 000
Gestion du parc informatique	120 000
Amélioration et maintenance applicative	110 000

## LA GESTION IMMOBILIÈRE (1,400 M€ EN AE, 2,153 M€ EN CP)

Dans le domaine de la gestion immobilière, la poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur se traduira en 2022 par la fin de l'opération de relogement de l'EMP à l'Hôtel de Marigny. Les autres projets les plus importants seront les suivants :

Description succincte des projets ciblés	Montant des AE
Mise aux normes SSI de l'Hôtel d'Evreux et d'emprises rue de l'Elysée	700 000
Fin des travaux pour la relocalisation de l'EMP à l'Hôtel de Marigny	400 000*
Remplacement d'armoires électriques au Palais de l'Alma	150 000

\* Pour mémoire, 3 M€ ont été prévus au budget initial en 2021 et 0,4 M€ en 2022 pour la relocalisation de l'EMP à l'Hôtel de Marigny. En 2022, le solde à payer (CP) sera de 1,8M€.

Pour rappel, afin de respecter la recommandation de la Cour des comptes de préserver et d'entretenir les différentes emprises présidentielles, il a été décidé d'allouer 1 M€ de crédits par an au soutien de ces actions jusqu'en 2022 inclus.

## LA SÉCURITÉ (1,050 M€ EN AE, 1,105 M€ EN CP)

Les crédits d'investissement affectés à la sécurité visent à adapter ou renforcer les moyens de protection mis à la disposition du personnel de la direction de la sécurité de la présidence de la République (DSPR) et à améliorer la sûreté des différentes infrastructures de la présidence.

Un dialogue étroit avec la direction des ressources et de la modernisation devrait également permettre de consolider certaines infrastructures indispensables à la sûreté des résidences présidentielles.

## LES RECETTES

Les crédits nécessaires à l'exécution du budget 2022 s'élèvent à 109,180 M€ en CP. Le financement se répartit entre :

- la dotation inscrite au budget général de l'État à hauteur de 105,300 M€ ;
- les recettes propres pour un montant total de 3,880 M€.



Enveloppe	Montant (en M€)
(d) Dotation LFI 2022	105,300
(e) Recettes PR	1,480
(f) Prélèvement sur trésorerie	2,400
<b>Total recettes PR 2021</b>	<b>109,180</b>

Les recettes propres sont issues :

- de produits divers évalués à 1,480 M€ pour 2022. Il s'agit principalement des recettes liées à la restauration (0,590 M€), du produit des redevances locatives (0,198 M€), de la redevance de la marque « Présidence de la République » (0,210 M€), qui progresse de façon significative, et des autres recettes liées au remboursement des participants aux voyages officiels et des frais avancés pour le compte de la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT), aux contributions des familles au service rendu par la crèche et aux cessions d'actifs par le service des domaines (0,482 M€).
- d'un prélèvement sur la trésorerie disponible pour un montant de 2,400 M€.

\*\*\*\*\*

Sans méconnaître les aléas susceptibles de caractériser une année électorale, les prévisions budgétaires 2022 s'appuient sur un scénario combinant un niveau soutenu d'activité, la poursuite d'une gestion rigoureuse des dépenses, articulée à la mise en œuvre d'un plan de performance, tout en veillant à préserver un niveau d'investissement significatif.

**Le montant de la dotation demandée pour le fonctionnement des services de la présidence de la République est stable à 105,300 M€.**

## ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES

L'article 7 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires dispose que « *les crédits nécessaires au fonctionnement des assemblées parlementaires font l'objet de propositions préparées par les questeurs de chaque Assemblée et arrêtées par une commission commune composée des questeurs des deux assemblées. Cette commission délibère sous la présidence d'un président de chambre à la Cour des comptes désigné par le premier président de cette juridiction. Deux magistrats de la Cour des comptes désignés par la même autorité assistent à la commission ; ils ont voix consultative dans ses délibérations*<sup>[1]</sup> ».

Les questeurs de l'Assemblée nationale et du Sénat, réunis le 21 juillet 2021 en Commission commune, sous la présidence de M. Christian Babusiaux, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, ont arrêté les crédits nécessaires au fonctionnement des Assemblées et des chaînes parlementaires à inscrire dans le projet de loi de finances pour 2022.

Les crédits des Assemblées parlementaires sont répartis au sein de la mission « Pouvoirs publics » en trois dotations, au sens de l'article 7 de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances :

- dotation « Assemblée nationale » ;
- dotation « Sénat », comportant trois actions (action n° 1 : Sénat, action n° 2 : Jardin du Luxembourg et action n° 3 : Musée du Luxembourg) ;
- dotation « La Chaîne Parlementaire », comportant deux actions (LCP-AN et Public Sénat).

La Commission a disposé des comptes des deux Assemblées parlementaires portant sur l'exercice 2020, qui ont fait l'objet d'un audit de la Cour des comptes en vue de leur certification, conformément à la convention signée le 23 juillet 2013 par le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale, d'une part, et par le Premier président de la Cour, d'autre part. Ces audits ont conduit à une certification sans réserves des comptes 2020 des deux Assemblées.

**Le budget de l'Assemblée nationale** comprend l'ensemble des ressources et des charges résultant de son activité, mais n'inclut pas certains éléments financiers ou calculés (amortissements, etc.) qui figurent dans les états comptables. Il intègre notamment les contributions (part patronale des cotisations) et subventions versées à la Caisse de pensions des anciens députés, à la Caisse de retraites du personnel, au Fonds de sécurité sociale des députés et au Fonds de sécurité sociale du personnel, qui font l'objet de comptabilités annexes.

**Le budget du Sénat** comprend également l'ensemble des ressources et des charges résultant de son activité. Ses relations avec ses régimes de protection sociale n'y sont individualisées qu'au titre des contributions (la part patronale des cotisations) qu'il leur verse. La gestion de ces régimes – la Caisse de retraite des anciens sénateurs (CRAS), la Caisse de retraite des personnels du Sénat (CRPS), la Caisse de sécurité sociale des sénateurs (CSSS) et la Caisse de sécurité sociale du personnel du Sénat (CSSPS) – fait l'objet de comptabilités annexes.

Le budget du Sénat s'inscrit dans un cadre pluriannuel triennal, l'Assemblée nationale, pour sa part, réfléchit à l'établissement d'un tel cadre, sachant qu'a déjà été mise en place une programmation pluriannuelle des investissements.

Les produits d'exploitation dans la nomenclature budgétaire des Assemblées sont appelés « recettes budgétaires propres » à l'Assemblée nationale et « produits budgétaires divers » au Sénat. Les budgets des Assemblées ne comprennent pas, en ressources, les prévisions de produits financiers résultant du placement de la trésorerie et des disponibilités. Le montant de ces produits figure, en revanche, dans leurs comptes de résultat, soumis à certification et publiés.

Les nomenclatures budgétaires (contenu des différentes lignes de compte) peuvent différer de celles utilisées dans la comptabilité budgétaire de l'État et ne pas être identiques entre les deux Assemblées. Les dépenses sont présentées principalement par nature (achats, personnel...) et non par destination (les actions qu'elles permettent de mettre en



œuvre). Les chiffres des emplois correspondent à des effectifs physiques, les Assemblées ne suivant pas leurs effectifs en équivalents temps plein (ETP) ou en en équivalents temps plein travaillés (ETPT) contrairement aux autres programmes compris dans le budget de l'État.

S'agissant des **dotations destinées aux deux chaînes télévisuelles**, La Chaîne parlementaire-Assemblée nationale (LCP-AN) et Public Sénat, en application de l'article 45-2 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, *« chaque société de programme conclut annuellement avec l'Assemblée dont elle relève une convention précisant les modalités d'exécution de sa mission, ainsi que le montant de la participation financière dont elle est dotée par cette Assemblée »*.

Dans les faits, les crédits destinés aux deux chaînes font aujourd'hui l'objet, en loi de finances, d'une dotation distincte de celles affectées à chaque Assemblée. Les dotations au titre des chaînes sont cependant bien versées par l'État à chacune des Assemblées. Leur reversement aux chaînes est ensuite inscrit en charges dans les comptes des Assemblées.

Il convient de tenir compte du cycle électoral pour apprécier l'évolution des dépenses des deux Assemblées. À cet égard, 2022 est une année électorale pour l'Assemblée nationale.

Une autre particularité de 2022 serait l'engagement, par chacune des Assemblées, de programmes d'investissement particulièrement importants.

[1] Au titre du budget 2022, les deux magistrats désignés sont M. Hervé Boullanger, conseiller maître et M. Jérôme Véronneau, conseiller référendaire.



## ASSEMBLÉE NATIONALE

Le budget de l'Assemblée nationale pour 2022 prévoit globalement un total de dépenses de **608 728 138 €**, en hausse de **8,2 %** par rapport au budget 2021.

Les ressources budgétaires finançant les dépenses de l'Assemblée nationale proviennent, pour l'essentiel, de la dotation de l'État intitulée « Assemblée nationale » et, à titre marginal, des recettes budgétaires propres de cette Assemblée.

## LES EXERCICES ANTÉRIEURS

## L'EXÉCUTION 2020

Pour 2020, dernier exercice pour lequel l'exécution budgétaire est connue, les **dépenses** de l'Assemblée nationale ont connu une baisse de 6,3 M€ par rapport à l'exécution 2019 (540,6 M€ contre 546,9 M€), soit une diminution de 1,2 %. Les **dépenses de fonctionnement** se sont élevées à 521,7 M€ contre 524 M€ en 2019 (- 0,4 %). En retrait par rapport à 2017 (- 26,4 M€), elles demeurent cependant à un niveau supérieur à ceux observés antérieurement, alors même que la dotation de l'État est restée inchangée depuis 2012. Les **dépenses d'investissement** ont diminué de manière sensible, passant de 22,9 M€ en 2019 à 18,9 M€ en 2020 (- 17,4 %). Globalement ces baisses traduisent essentiellement l'impact de la crise sanitaire sur l'exécution des chantiers immobiliers conduits par l'Assemblée nationale et, dans une moindre mesure, sur les dépenses de fonctionnement.

Au total, la crise sanitaire a engendré 3,2 M€ de surplus de dépenses et 15,3 M€ de moindres dépenses, soit une exécution des dépenses minorée de 12,1 M€, selon l'analyse effectuée par l'Assemblée nationale. Sur ce total, 7,8 M€ soit 51 % correspondent cependant à des investissements immobiliers reportés en 2021. Déduction faite de ces reports, la baisse des dépenses a donc été, selon ces calculs, de 4,3 M€.

Les **recettes budgétaires propres**, par nature irrégulières<sup>[1]</sup>, se sont élevées à 2 M€ en retrait de 4,2 M€ par rapport à 2019 (- 68 %), ce qui constitue un point bas sur la période récente.

Le **taux de consommation des crédits inscrits au budget initial** s'est établi à 95,1 % (soit des dépenses finales inférieures de 27,8 M€ à la prévision). Le taux de consommation des crédits de fonctionnement a été de 97,4 %, celui des crédits d'investissements de 57,8 %, en raison de retards dans la réalisation de grandes opérations immobilières, du fait de la crise sanitaire. Pour l'ensemble du budget, le niveau de consommation des crédits est inférieur à ceux de 2019 (96,9 %) et de 2017 (98,5 %) mais cependant globalement en ligne avec les taux observés depuis 2012.

Pour financer le solde de ses dépenses budgétaires non couvertes par la dotation de l'État et ses ressources budgétaires propres, l'Assemblée nationale a effectué un prélèvement sur ses disponibilités<sup>[2]</sup> à hauteur de 20,7 M€, contre 22,8 M€ en 2019 (- 2,1 M€). La baisse des dépenses de fonctionnement et d'investissement, plus marquée que celle des ressources budgétaires propres, par nature très fluctuante, explique la diminution du prélèvement opéré. Pour autant, le prélèvement constaté en 2020 est parmi les plus élevés observés depuis 10 ans, hors année électorale<sup>[3]</sup>.

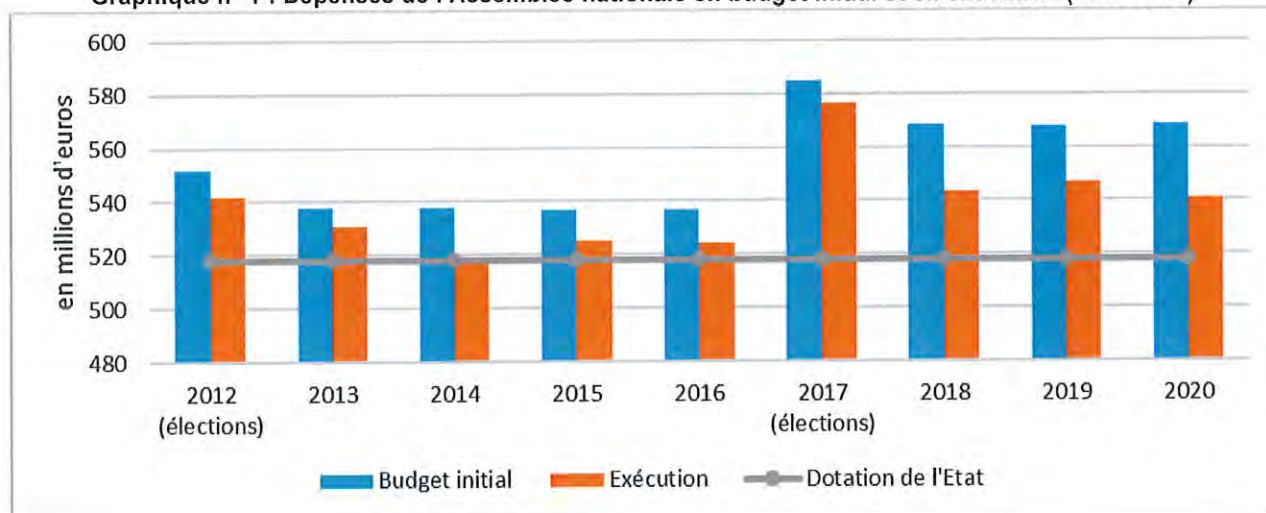
Le résultat comptable montre que, dans le même temps les produits financiers résultant de la trésorerie et du placement des disponibilités se sont élevés à 0,71 M€, réduisant à due concurrence la diminution de la trésorerie et des disponibilités.

[1] S'élevant à 6,14 M€ en 2012, elles étaient tombées à 4,8 M€ en 2015 puis ont connu un pic à 8,70 M€ en 2017.

[2] De fait, les comptes de l'Assemblée nationale sont *in fine* à l'équilibre, alors que ses dépenses budgétaires sont nettement supérieures à ses recettes budgétaires.

[3] Les années d'élections législatives engendrent un pic de dépenses lié au renouvellement des députés.

Graphique n° 1 : Dépenses de l'Assemblée nationale en budget initial et en exécution (2012-2020)



Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

## LE BUDGET POUR 2021

Le **budget pour 2021** était en baisse de 1 % par rapport au budget initial pour 2020 (562,6 M€ contre 568,4 M€).

Les **dépenses de fonctionnement** diminuaient de 0,5 % par rapport au budget initial pour 2020 (532,8 M€ contre 535,7 M€), essentiellement en raison de la contraction des charges parlementaires (- 1,2 %), principal poste de dépenses de l'Assemblée nationale.

Les **dépenses d'investissement** étaient marquées par la poursuite de l'effort d'investissement entamé en 2017, s'établissant cependant à un niveau inférieur à celui du budget initial pour 2020 (29,9 M€ contre 32,7 M€). Parmi les opérations notables, 12,8 M€ étaient prévus pour financer la poursuite de la rénovation de l'hôtel de Broglie, 7 M€ pour financer la réparation de l'hôtel de Lassay et 1,8 M€ pour financer la couverture de l'hémicycle et de la salle des conférences<sup>[4]</sup>.

Les **recettes budgétaires propres** étaient attendues à 1,8 M€, en hausse de 0,4 M€ (+ 29,6 %) par rapport au budget pour 2020, étant rappelé que les ressources budgétaires propres effectivement constatées ont été supérieures à la prévision tant en 2020 (+ 2 M€) qu'en 2019 (+ 2,9 M€).

Dès lors, les **ressources budgétaires** de l'Assemblée nationale (dotation de l'État et ressources budgétaires propres) étaient, dans la prévision, insuffisantes pour couvrir la totalité des dépenses budgétaires, ce qui impliquerait un prélèvement sur les disponibilités à hauteur de 42,9 M€ dans l'hypothèse où l'ensemble des crédits seraient consommés, soit un étiage en baisse par rapport aux prélèvements prévus dans les budgets pour 2020 et 2019 (respectivement 49,1 M€ et 47,1 M€). Il est cependant précisé que les prélèvements effectués en 2020 et 2019 (respectivement 20,7 M€ et 22,8 M€) ont été sensiblement inférieurs à ces montants prévisionnels (28,4 M€ en 2020 après 24,3 M€ en 2019).

La **crise sanitaire** a engendré, au 30 juin 2021, des dépenses nouvelles à hauteur de 0,41 M€ correspondant à des dépenses d'ordre sanitaire ainsi qu'au déploiement des outils de télétravail et de visio-conférences pour les commissions et les services. Pour ce qui est des économies éventuelles, l'Assemblée nationale considère qu'une estimation ne pourra intervenir qu'en fin d'année, certains décalages de dépenses intervenus au premier semestre risquant d'être rattrapés au cours du second.

[4] Ces deux opérations auraient dû être réalisées en quasi-totalité en 2020.



## LE PROJET DE BUDGET POUR 2022

Le budget de l'Assemblée nationale pour 2022 prévoit un **total de dépenses de 608,7 M€**, soit un montant supérieur de 8,2 % à celui du budget initial pour 2021.

Alors que le budget pour 2021 s'inscrivait en baisse tant pour les **dépenses de fonctionnement** (- 0,55 %) que pour celles d'**investissement** (- 8,63 %), malgré le report, en 2021, d'opérations dont l'avancement a été perturbé par la crise sanitaire en 2020, le budget pour 2022, marque une inflexion notable, tant en fonctionnement (+ 6,5 %), du fait des dépenses liées au renouvellement de l'Assemblée nationale en juin 2022 (notamment les indemnités de licenciement des collaborateurs de députés non réélus), qu'en investissement.

**Tableau n° 1 : Estimation des surcoûts en fonctionnement liés au renouvellement de l'Assemblée nationale en 2022 (avec l'hypothèse d'un renouvellement des députés de 50 %)**

Objet	Montant
Crédit supplémentaire de fin de mandat (licenciement de collaborateurs, y compris des groupes)	20 280 000
Charges sociales et fiscales liées au licenciement de collaborateurs	5 008 764
Dotation matérielle des députés (nouveaux équipements informatiques)	1 700 000
Subvention au FAMDRE (allocation d'aide au retour à l'emploi des députés)	1 579 311
Supplément de crédit collaborateur (primes exceptionnelles et cessions aux groupes)	1 556 573
Subvention d'équilibre à la caisse de retraite des députés (nouveaux pensionnés)	1 404 670
Formation et accompagnement professionnel des députés et anciens députés	640 000
Comptoir du numérique	600 000
Indemnités de préavis et de licenciement des contractuels du cabinet du Président	330 000
Indemnités de préavis et de licenciement de contractuels	185 000
Remboursements assurance maladie (moindres reversements d'indemnités journalières)	176 000
Indemnités compensatrices de congés payés et primes exceptionnelles des contractuels du cabinet du Président	160 000
Frais d'hébergement en Île-de-France	150 000
Insignes et équipements officiels (mallettes)	148 000
Papeterie (non personnalisée)	125 000
Équipement bureautique des groupes	120 000
Subvention à l'AGRA	100 000
Fournitures de bureau	60 000
Petit matériel informatique (fils, casques, etc.)	50 000
Petit équipement de la DAIP (fournitures, petit mobilier)	35 000
Fournitures et supports informatiques	30 000
Personnels intérimaires divers	25 000
Autres (divers)	92 000
<b>Total</b>	<b>34 555 318</b>

Source : Assemblée nationale

L'hypothèse d'un taux de renouvellement de 50 % qui fonde la construction du projet de budget 2022, est conventionnelle. Le pourcentage de députés réélus a été de 25 % en 2017 mais de 60 % en 2002, 65 % en 2007 et 60 % en 2012, le taux de renouvellement (proportion de députés non-réélus) ayant donc été de 38 % pour la moyenne des trois élections précédant celle de 2017. De 1958 à 2017, en moyenne, 48,6 % des députés ont été renouvelés d'une législature sur l'autre.

Les investissements seraient en hausse de 37,9 %, en partie à cause de l'impact de la crise sanitaire sur l'avancement d'opérations immobilières poursuivies par l'Assemblée mais aussi du fait de l'utilisation de la période de l'interlégislature pour réaliser certains travaux, au premier rang desquels la rénovation de l'hémicycle et de l'hôtel de Lassay. Cette conjonction porte le montant des dépenses d'investissement à un niveau inédit.



Le tableau ci-après donne les principaux postes du budget et leur évolution depuis 2020.

Tableau n° 2 : Budget 2022 de l'Assemblée nationale (synthèse)

		Budget 2020	Réalisé 2020	Taux exécution	Budget 2021	Budget 2022	Var. budget 2022/2021	
							Δ absolu	Δ %
A - SECTION DE FONCTIONNEMENT								
	Total de la section	535 693 806	521 724 316	97,4%	532 761 616	567 544 638	34 783 022	6,53%
60	Achats de biens et fournitures	7 218 500	6 286 648	87,1%	7 090 000	7 398 000	308 000	4,34%
61+62	Services extérieurs	33 206 800	30 850 933	92,9%	34 110 000	34 382 000	272 000	0,80%
63	Impôts et taxes	4 204 000	4 358 598	103,7%	4 218 300	4 588 000	369 700	8,76%
64	Charges de personnel, dont	172 900 500	173 261 330	100,2%	172 895 000	176 999 775	4 104 775	2,37%
	Charges de rémunération	114 592 000	116 718 163	101,9%	112 461 000	115 369 600	2 908 600	2,59%
	Charges sociales et diverses	58 308 500	56 543 168	97,0%	60 434 000	61 630 175	1 196 175	1,98%
65	Charges parlementaires, dont	317 539 006	306 919 092	96,7%	313 843 316	343 061 863	29 218 547	9,31%
	Indemnités parlementaires	51 041 687	50 758 300	99,4%	51 014 520	51 000 520	-14 000	-0,03%
	Charges sociales	71 572 206	70 206 683	98,1%	69 432 706	72 490 905	3 058 199	4,40%
	Secrétariat parlementaire	169 250 203	170 492 406	100,7%	167 495 190	193 204 988	25 709 798	15,35%
	Voyages et déplacements	6 349 000	4 017 839	63,3%	7 222 500	6 713 500	-509 000	-7,05%
	Charges de représentation	5 955 410	1 772 407	29,8%	6 870 400	5 735 950	-1 134 450	-16,51%
	Autres charges	13 370 500	9 671 458	72,3%	11 808 000	13 916 000	2 108 000	17,85%
67-69	Charges exceptionnelles et imprévues	625 000	47 714	7,6%	605 000	1 115 000	510 000	84,30%
B - SECTION D'INVESTISSEMENT		32 682 500	18 893 476	57,8%	29 861 500	41 183 500	11 322 000	37,92%
	Investissements immobiliers	24 813 500	12 189 170	49,1%	21 773 500	28 155 500	6 382 000	29,31%
	Investissements informatiques	6 845 000	6 528 213	95,4%	7 615 000	12 440 000	4 825 000	63,36%
	Autres investissements	1 024 000	176 094	17,2%	473 000	588 000	115 000	24,31%
C - DÉPENSES BUDGÉTAIRES TOTALES (A+B)		568 376 306	540 617 793	95,1%	562 623 116	608 728 138	46 105 022	8,19 %
D - RECETTES BUDGÉTAIRES PROPRES		1 416 000	2 040 219	144,1%	1 835 500	4 949 000	3 113 500	169,63 %
E - DOTATION DE L'ÉTAT		517 890 000	517 890 000	100,0%	517 890 000	552 490 000	34 600 000	6,7 %
F - SOLDE BUDGÉTAIRE (D+E-C)		-49 070 306	-20 687 574	42,2%	-42 897 616	-51 289 138	-8 391 522	19,6 %

Source : Assemblée nationale

Les **dépenses de fonctionnement** seraient très supérieures à celles de l'exécution de 2020 (+ 8,8 %), de même que les dépenses d'investissement (+ 118 %). Hors dépenses exceptionnelles liées au renouvellement des députés, elles augmenteraient de 11,3 M€ soit 2 %.

Malgré des **ressources budgétaires propres** s'élevant à **4,95 M€**, en hausse de 3,11 M€ (+ 170 %), le résultat budgétaire serait, si la dotation était maintenue inchangée, un déficit de 85,9 M€, sous les hypothèses de dépenses retenues.

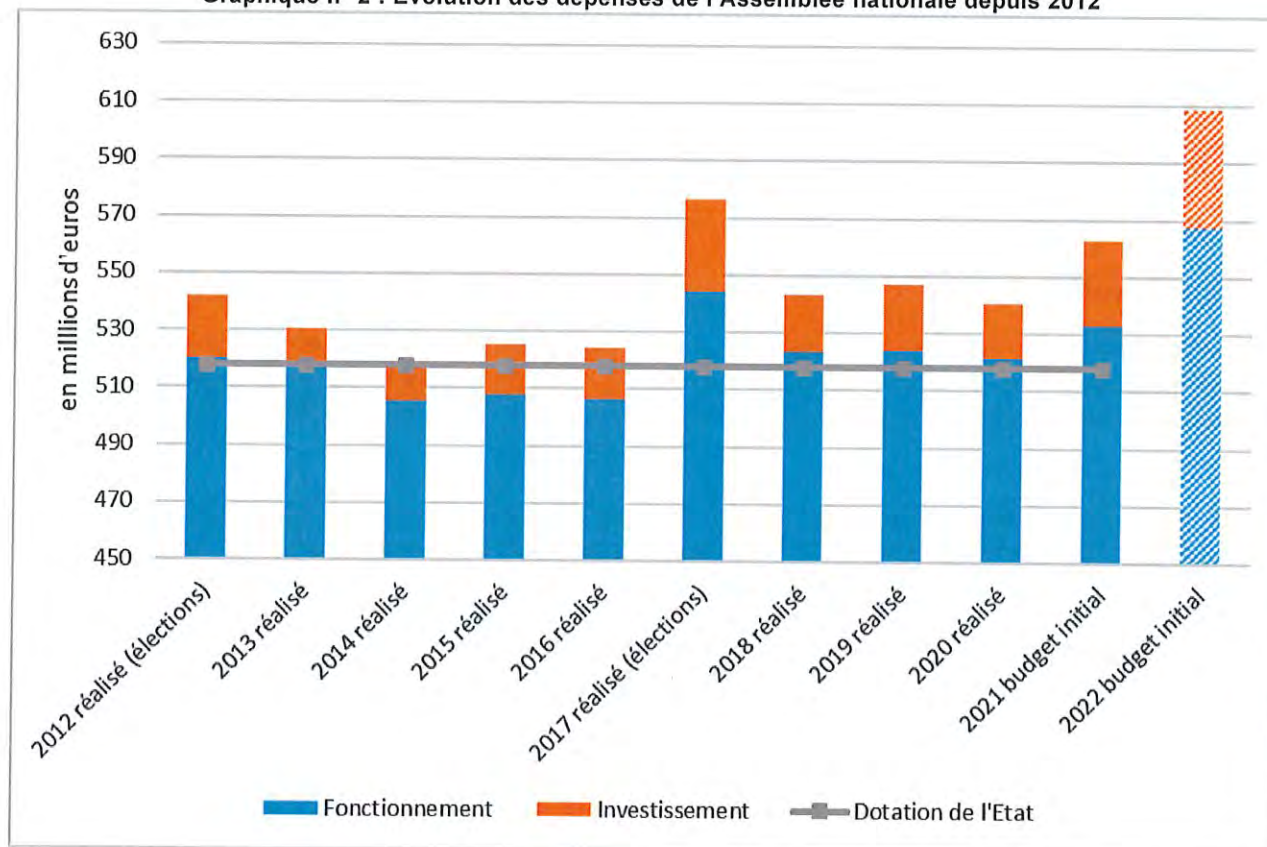
L'Assemblée nationale réfléchit à l'établissement d'une programmation budgétaire pluriannuelle, qui n'existe pas encore. Le tableau et le graphique ci-après présentent l'évolution pluriannuelle des dépenses depuis 2012.

Tableau n° 3 : Dépenses budgétaires de 2012 à 2022

(En M€)	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Total
2012 réalisé	520,1	21,6	541,7
2013 réalisé	518,3	12,3	530,6
2014 réalisé	505,3	14,1	519,4
2015 réalisé	508,0	17,2	525,2
2016 réalisé	506,2	18,0	524,3
2017 réalisé	544,1	32,2	576,3
2018 réalisé	523,2	19,9	543,1
2019 réalisé	524,0	22,9	546,9
2020 réalisé	521,7	18,9	540,6
2021 budget initial	532,7	29,9	562,6
2022 budget initial (hors renouvellement)	532,9	36,1	569,1
2022 budget initial (y compris renouvellement)	567,5	41,2	608,7

Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

Graphique n° 2 : Évolution des dépenses de l'Assemblée nationale depuis 2012



Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat



## LES DÉPENSES

### LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT <sup>[5]</sup>

Les **dépenses de fonctionnement** pour 2022 sont prévues en hausse de 6,5 % par rapport au budget pour 2021 et de 8,8 % par rapport au budget exécuté de 2020, mais quasi-stables hors dépenses liées au renouvellement des députés. Avec 60,4 % du total, les charges parlementaires sont les principales dépenses de fonctionnement. Les charges de personnel, avec 31,2 %, sont l'autre grand poste de dépenses, le solde, soit 8,4 % du total, étant composé de dépenses de fonctionnement diverses.

#### L'impact du télétravail sur les dépenses de l'Assemblée nationale

La crise sanitaire a engendré, à l'Assemblée nationale comme ailleurs, un accroissement massif du télétravail. Pour y faire face l'Assemblée consacrera jusqu'en 2021 1,15 M€ (0,39 M€ en 2020, 0,45 M€ en 2021 et 0,21 M€ en 2022) en dépenses d'équipements et de licences informatiques pour permettre le travail à distance et la tenue de visioconférences. Dans le même temps, la réorganisation du travail parlementaire durant la crise sanitaire a généré une moindre consommation de la dotation matérielle des députés de 0,69 M€ en 2020, ainsi qu'une baisse de la consommation des fluides (-0,39 M€), des frais de maintenance des bâtiments (-0,3 M€), des dépenses de transport du personnel (- 0,23 M€), des petits achats courants (- 0,18 M€) et des coûts liés aux accidents du travail (- 0,03 M€).

En revanche, à court terme, l'Assemblée nationale identifie trois raisons pour lesquelles le développement du télétravail n'est pas susceptible d'avoir des conséquences de plus grande ampleur :

- la nature particulière de l'activité parlementaire qui ne se prête pas à sa dématérialisation complète<sup>[6]</sup> ;
- le télétravail n'apporte aucun gain d'espace pour ce qui concerne les députés et leurs collaborateurs ;
- une part significative des personnels ne peut télétravailler (séance, secrétariat des commissions, huissiers, sécurité, restauration, immobilier, etc.) et pour ceux le pouvant, un minimum de présence de trois jours par semaine pour répondre aux demandes des parlementaires freine les possibilités de mutualisation des espaces de travail.

À moyen ou long terme, le recours au télétravail combiné à la numérisation intégrale des archives, des dossiers et des processus pourrait créer une dynamique favorable à la mutualisation de certains locaux.

[5] Il est précisé que l'analyse des dépenses se situe au niveau des comptes dits à « 3 chiffres », ce qui dans le plan comptable correspond au système dit de base.

[6] Cf. la décision du Conseil constitutionnel n° 2021-814 DC du 1<sup>er</sup> avril 2021 censurant la résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale en ce qui concerne l'organisation des travaux parlementaires en période de crise.

### Les charges parlementaires

Les crédits pour **charges parlementaires** sont prévus à **343,06 M€**, en hausse de 9,3 % (+ 29,22 M€) par rapport au budget pour 2021 (+ 11,8 % par rapport au réalisé 2020). Ces crédits se décomposent comme suit.

**1- Les contributions de l'Assemblée aux frais de secrétariat parlementaire**, pour un montant de **193,20 M€**, soit 56,3 % du total. Elles sont en forte hausse par rapport au budget pour 2021 (+ 15,35 %). Ce poste regroupe :

- les frais de secrétariat des députés (124 M€), qui agrègent l'ensemble des dépenses de rémunération des collaborateurs parlementaires<sup>[7]</sup>, ainsi que les charges afférentes (cotisations sociales, frais de formation, etc.), en hausse de 6,8 M€ (+ 5,8 %) ;



- l'avance pour frais de mandat<sup>[8]</sup> (37,2 M€), reconduite à l'identique par rapport à 2021 ;
- le crédit supplémentaire de fin de mandat (20,3 M€) en hausse 19,6 M€ (+ 3020 %) ;
- les contributions aux frais de secrétariat des groupes politiques<sup>[9]</sup> (11,7 M€), en baisse de 0,7 M€ ( 5,8 %).

La hausse des frais de secrétariat des députés comprend celle des dépenses liées au « crédit collaborateur » qui progresseraient de 1,54 M€ pour atteindre 76,8 M€ (hors charges sociales). Ce montant est fondé sur deux hypothèses principales : d'une part, à l'instar de l'exercice 2017, l'enveloppe annuelle du « crédit collaborateur » ne serait consommée en 2022 qu'à hauteur de 95 % de son maximum théorique, du fait de la reconstitution progressive des équipes de collaborateurs lors de la nouvelle législature ; d'autre part, les reliquats du « crédit collaborateur » cumulés depuis les exercices précédents, qui pourraient s'élever à 10,3 M€ fin 2021, seraient consommés en fin de législature à hauteur d'environ 35 %, selon l'hypothèse budgétaire retenue. Toute consommation du crédit collaborateur supérieure à l'hypothèse de 35 % retenue aggraverait le déficit prévisionnel de l'Assemblée nationale.

La majoration de 19,6 M€ du crédit supplémentaire de fin de mandat vise à couvrir la prise en charge des licenciements de collaborateurs en fin de mandat des députés, sur la base du taux de renouvellement de l'Assemblée fixé par convention à 50 %. Ce montant financera les salaires versés pendant la procédure de licenciement, l'indemnité compensatrice de congés payés, l'indemnité de licenciement, l'indemnité destinée à compenser la précarité afférente à la rupture contractuelle pour fin de mandat, l'indemnité de préavis et le 13<sup>e</sup> mois afférent au préavis. S'y ajoutent les charges sociales afférentes prises en charge par l'Assemblée à hauteur de 5 M€ (ce montant étant apparié aux frais de secrétariat des députés). Ces montants sont d'autant plus élevés que le crédit collaborateur est passé de 9 618 € à 10 581 € par mois (+ 10 %) en 2018 et que l'ancienneté des collaborateurs s'est accrue.

Les frais de secrétariat des groupes diminueraient légèrement en raison de l'hypothèse retenue d'un nombre de groupes inchangé par rapport à aujourd'hui - soit neuf groupes, alors que les crédits pour 2021 prenaient en compte dix groupes<sup>[10]</sup>.

[7] Au 1<sup>er</sup> juin 2021, les députés employaient un total de 2 172 collaborateurs, contre 2045 au 31 décembre 2019.

[8] L'avance de frais de mandat a remplacé, depuis 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'indemnité représentative de frais de mandat.

[9] L'effectif moyen des collaborateurs affectés aux groupes politiques était de 140 en 2020 (contre 126 en 2019).

[10] Du fait de la création en mai 2020 du groupe « Écologie, Démocratie et Solidarité » (dissous en octobre 2020).

## 2- Les charges sociales liées aux pensions et aux prestations maladie dont bénéficient les députés, pour un montant de 72,49 M€, soit 21,1 % du total.

Ce poste, qui correspond pour l'essentiel aux versements à la Caisse de pensions des anciens députés, est prévu en hausse (+ 3,06 M€<sup>[11]</sup>, + 4,4 %) en raison principalement des entrées en pension de députés non réélus à l'issue des élections de 2022 : compte tenu de l'hypothèse, retenue par convention, d'un renouvellement de 50 % de l'Assemblée nationale, la moitié des députés en âge de bénéficier d'une pension a été prise en compte dans les prévisions d'effectifs (soit 73 pensionnés supplémentaires).

Le taux de la cotisation obligatoire en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (10,85 % contre 10,58 % auparavant) étant reconduit en 2022, en l'absence d'une hausse prévisible de la valeur du point d'indice de la fonction publique, les recettes issues des cotisations demeureront stables. Il en résulte une augmentation de la subvention de l'Assemblée destinée à assurer l'équilibre de la Caisse de pensions des anciens députés : les crédits pour 2022 s'établiraient à 65,99 M€, contre 64,37 M€ en 2021 - le renouvellement de l'Assemblée expliquant l'essentiel (+ 1,4 M€) de cette hausse.

Ce ressaut de dépenses caractérise chaque renouvellement et début de mandature (ces charges sont passées de 62,6 M€ en 2011 à 64,4 M€ en 2012 puis 65,8 M€ en 2013 ; elles sont passées de 61,6 M€ en 2016 à 67,5 M€ en 2017 puis 73,1 M€ en 2018), celles-ci refluant dans la seconde partie de la législature. Pour autant, en 2021, en comparaison avec 2016<sup>[12]</sup>, ces charges sont supérieures de près de 7 M€, illustrant leur accroissement structurel. Toute chose égale par ailleurs, la question se poserait, à terme, d'une hausse du taux de la cotisation obligatoire.

[11] Dont 1,4 M€ liés aux nouveaux pensionnés, montant financé par la dotation exceptionnelle, étant rappelé que cette dépense nouvelle présente par ailleurs un caractère pérenne.

[12] Qui correspondait à la 5<sup>ème</sup> année de la précédente mandature, tout comme 2021 pour l'actuelle.



### 3- Les indemnités parlementaires des 577 députés pour un montant de 51 M€, soit 14,9 % du total.

Il s'agit des dépenses au titre de l'indemnité parlementaire de base, de l'indemnité de fonction, de l'indemnité de résidence, des prestations familiales et du supplément familial. Ce poste est stable par rapport au budget pour 2021 (- 0,03 %).

#### L'indemnité des membres du Parlement

L'ordonnance portant loi organique n° 58-1210 du 13 décembre 1958 relative à l'indemnité des membres du Parlement distingue trois éléments constitutifs de cette indemnité :

- l'indemnité parlementaire de base, équivalente à la moyenne du traitement le plus bas (lettre A) et du traitement le plus haut (lettre G) des fonctionnaires classés dans la catégorie hors échelle (Conseillers d'État, Préfets, Directeurs d'administration centrale) ;
- l'indemnité de résidence, également accordée à tous les agents de la fonction publique, qui représente 3 % du montant mensuel brut de l'indemnité parlementaire de base ;
- l'indemnité de fonction, égale à 25 % des deux précédentes.

### 4- Les charges parlementaires diverses pour un montant de 26,37 M€, soit 7,7 % du total. Ces charges regroupent :

- les voyages et déplacements des députés et des collaborateurs, pour 6,71 M€ ( 7,1 % par rapport au budget pour 2021) ;
- les charges de représentation *lato sensu* pour 5,74 M€ ( 16,5 % par rapport au budget pour 2021) ;
- les « autres charges »<sup>[13]</sup> pour 13,92 M€ (+ 17,85 % par rapport au budget pour 2021).

La contraction des charges de voyages et déplacements des députés et des collaborateurs tient compte de l'interlégislature qui diminue mécaniquement les déplacements.

La baisse des charges de représentation (qui comprennent désormais la quote-part revenant à l'Assemblée du fonctionnement de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques<sup>[14]</sup>, les dépenses liées aux missions d'information, aux commissions d'enquête et aux missions diverses ainsi que les frais d'étude et d'expertise des organes de l'Assemblée), est essentiellement liée à la suspension des travaux parlementaires dans les semaines précédant les élections législatives de juin 2022. En conséquence, les crédits des commissions et des délégations parlementaires ont subi une refaction de 35 % par rapport aux crédits de 2021, à l'exception des dotations aux présidents de ces organes qui demeurent inchangées. En particulier :

- les crédits dédiés aux activités internationales des organes de l'Assemblée diminueraient de 1,36 M€, pour s'établir à 2,5 M€<sup>[15]</sup> ;
- les crédits de mission et réception des commissions permanentes passeraient, en revanche, de 1,39 M€ en 2021 à 1,95 M€ en 2022, au titre du financement du volet parlementaire de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE) au premier semestre 2022<sup>[16]</sup>.

Enfin, la hausse de 2,11 M€ de budget à budget sur le poste « autres charges », provient essentiellement de la hausse des crédits alloués à la dotation matérielle des députés (DMD) du fait du renouvellement de l'Assemblée ainsi qu'à la formation et à l'accompagnement professionnel des députés.

La DMD, dont le plafond annuel par député est passé de 18 950 € à 21 700 € (+ 15 %) en 2021, qui inclut désormais l'ancien crédit d'équipement téléphonique et informatique (CETI<sup>[17]</sup>), s'élèverait à 9,26 M€ en 2022 contre 8,19 M€ en 2021. Ce montant est fondé sur le niveau moyen des consommations observées entre 2018 et 2020, auxquelles sont ajoutés, d'une part, le coût de l'extension de la DMD aux frais de mise sous pli et d'impression<sup>[18]</sup> (0,3 M€) et, d'autre part, les dépenses résultant de deux tendances inverses :



- au premier semestre 2022, la consommation de la DMD devrait être restreinte, en raison de la législation relative au financement des campagnes électorales et d'un moindre recours à des achats d'équipement informatique et téléphonique en fin de législature ;
- au second semestre 2022, de fortes dépenses d'équipement des députés de la nouvelle législature sont en revanche attendues, entraînant une surconsommation estimée (sur la base du précédent de 2017) à 1,7 M€.

Ce montant devrait être suffisant à condition que les députés n'utilisent pas l'intégralité de leur droit individuel à consommer les crédits non utilisés en 2018, 2019 et 2020, soit 13,5 M€ de crédits cumulés, ce qui est l'hypothèse centrale. Un encadrement des droits individuels pendant l'interlégislature permettrait de sécuriser la programmation budgétaire de la consommation prévisionnelle de la DMD.

### Le contrôle des demandes de remboursement des frais de mandat des députés

Les services de l'Assemblée examinent les demandes de remboursement signées déposées par les députés, à partir de la facture, en principe l'original, transmise par ces derniers. La facture doit notamment être datée et comporter le numéro SIRET du créancier. Si le nom de la personne inscrite sur la facture est différent de celui du député, ce dernier doit certifier que l'achat a été fait en son nom.

Les services vérifient l'éligibilité de la dépense, c'est-à-dire la conformité de celle-ci aux règles régissant le type de dépense considérée. Un cas litigieux peut conduire à un examen par le Collège des Questeurs. Dans le cas d'enveloppes contraintes, comme la DMD, les services vérifient également que le crédit en question peut couvrir la dépense.

Le remboursement donne lieu à l'émission d'un mandat, qui fait l'objet de vérifications par les services jusqu'à la signature par le Questeur délégué. La somme ordonnancée par le Questeur délégué vient ensuite abonder le compte bancaire sur lequel est versée l'avance de frais de mandat (AFM) du député concerné.

Les crédits consacrés à la formation et à l'accompagnement professionnel des députés s'élèvent à 0,77 M€, en augmentation de 0,6 M€ par rapport à 2021, en raison de la récente décision<sup>[19]</sup> d'étudier la mise en œuvre de mesures de reconversion professionnelle d'anciens députés, mobilisables dès l'inscription au Fonds d'assurance mutuelle différentielle d'aide au retour à l'emploi des députés (FAMDRE) sur la base d'une hypothèse de 100 anciens députés allocataires<sup>[20]</sup>. Cette nouvelle dépense serait répartie sur les exercices 2022 (0,6 M€ sont prévus à ce titre) et 2023.

[13] Les « autres charges » se composent pour l'essentiel de la dotation matérielle des députés (qui finance leurs frais de courrier, de téléphone et de taxi, ainsi que, depuis 2021, leurs frais d'équipement téléphonique et informatique) et de la prise en charge de leurs frais d'hébergement (qui passeraient de 2,19 M€ à 2,35 M€), dans un cadre où la dotation individuelle d'hébergement des députés est passée de 900 € à 1 200 € par mois (+ 33 %) en 2019.

[14] L'OPECST ne dispose pas d'une autonomie budgétaire. Les personnels travaillant pour l'Office font partie des effectifs de leurs assemblées respectives dont le coût est donc inclus dans les charges de personnel de chacune des assemblées. Son budget finance des études, des déplacements, des auditions publiques et la participation à des colloques. Il est géré par l'assemblée qui assure, alternativement tous les trois ans, la présidence, l'autre assemblée lui remboursant en fin d'exercice la moitié des sommes dépensées. Depuis l'automne 2020, la présidence est assurée par l'Assemblée nationale. Elle règle donc les dépenses de l'Office, la moitié des crédits consommés en 2021 devant être remboursée par le Sénat à l'Assemblée nationale au début de l'année 2022.

[15] Ces crédits avaient connu une hausse de 1 M€, en 2021, pour financer la tenue, prévue le 18 janvier 2021, d'une réunion conjointe de l'Assemblée nationale et du Bundestag à Versailles, dans le même format que la célébration du 40<sup>ème</sup> anniversaire du traité de l'Élysée intervenue en 2003. Cette réunion ne s'est finalement pas tenue en raison de la crise sanitaire.

[16] Hors cette dépense spécifique, les crédits seraient réduits de plus de 420 000 €.

[17] Dont le plafond individuel est passé, en 2020, de 15 500 € à 17 050 € (+ 10%) pour les députés nouvellement élus en 2017 et de 13 000 € à 14 300 € pour les autres députés. Il s'agit d'une enveloppe de crédits consommable sur les 5 ans de la législature, qui permet l'achat de matériel (ordinateurs, téléphones portables, tablettes etc.), la création de sites internet, ainsi que les prestations associées (formations, hébergement, maintenance) pour les députés et leurs collaborateurs. Cette revalorisation faisait suite à celle précitée du crédit collaborateur, passé de 9 618 € à 10 581 € par mois (+ 10 %) en 2018 et à celle de la dotation d'hébergement, passée de 900 € à 1 200 € par mois (+ 33 %) en 2019.

[18] Arrêté du Bureau n° 109/XV du 20 janvier 2021.

[19] Décision de Questure n° 2021-12-09 du 20 mai 2021.

[20] En 2017, 107 anciens députés étaient allocataires du FAMDRE.



## Les charges de personnel

En l'absence de certitude sur le contenu et l'ampleur de la réforme de la fonction publique parlementaire, **les charges de personnel** sont en hausse à **177 M€** (contre 172,9 M€ dans le budget pour 2021).

La **rémunération des personnels statutaires**, c'est-à-dire des fonctionnaires de l'Assemblée nationale, représente la principale composante des charges de personnel, avec **93,98 M€** (53,1 % du total). Elle est en hausse de 1,32 M€ (+ 1,4 %) par rapport au budget pour 2021, malgré la stabilité attendue du point d'indice et la poursuite du mouvement de réduction des effectifs statutaires (leur nombre passerait de 921 au 31 décembre 2021 à 880 au 31 décembre 2022, soit - 4,5 %) en raison d'un glissement vieillissement technicité (GVT) particulièrement dynamique.

En effet malgré une prévision de 55 départs en retraite en 2022, non-remplacés ou remplacés par des agents contractuels ou de jeunes fonctionnaires, le nombre de points à rémunérer est évalué à 605 779 points pour l'année 2022, soit + 2,54 % par rapport à l'estimation retenue dans le budget pour 2021 (590 773 points). Cette hausse du nombre de points a un effet analogue sur les indemnités de fonction et de sujétion.

Cette évolution à la hausse est cependant à nuancer, dans la mesure où, lors de l'élaboration du budget pour 2021, le nombre de départs à la retraite en 2021 avait été surestimé (55 départs sont désormais prévus, au lieu de 65 initialement). Par rapport à l'exécution 2020 (99,67 M€), les crédits pour 2022 s'inscrivent en baisse de 5,71 %.

Dans le même temps, **le coût des personnels contractuels hors présidence**, à hauteur de **16,72 M€**, est lui aussi en hausse (+ 1,03 M€, soit + 6,5 %). Leur nombre passerait en effet de 280<sup>[21]</sup> au 31 décembre 2021 à 312 au 31 décembre 2022, soit + 11,4 %, du fait mentionné ci-avant du remplacement par des agents contractuels de certains fonctionnaires partant à la retraite, mais aussi d'éventuelles créations de poste correspondant à des besoins nouveaux en compétences spécialisées (en matière de systèmes d'information, de pilotage de travaux immobiliers, de gestion financière et comptable, etc.).

Compte tenu de la baisse de l'effectif des fonctionnaires (- 41) et de la hausse de celui des agents contractuels (+ 39), le total des effectifs hors présidence est attendu en baisse de 2 agents en 2022, après une baisse de 74 personnes depuis le début de l'année 2017. Il convient cependant de tenir compte de la mise à disposition de gardes républicains supplémentaires (cf. *infra*), en partie compensée par une réduction de l'effectif des personnes concourant à la sécurité, qui conduirait à une hausse des effectifs travaillant dans les locaux de l'Assemblée nationale en 2022.

Le **coût total des agents contractuels de la présidence** est évalué à **4,5 M€**<sup>[22]</sup> pour un effectif de 55 agents<sup>[23]</sup>. Cette enveloppe de crédits couvre les salaires (rémunérations brutes et cotisations employeur) des membres du cabinet de la présidence (15 agents), des secrétaires (17 agents) et des employés attachés au fonctionnement logistique de la présidence (23 agents).

**Tableau n° 4 : Personnel employé à l'Assemblée nationale**

En effectif physique au 31/12	2017	2018	2019	2020	2021 (est.)	2022 (prév.)
Collaborateurs parlementaires*	2 027	2 125	2 171	2 121	2 130	2 100
Agents contractuels (présidence et services)	155	183	239	268	304	336
Fonctionnaires	1 105	1 057	1 012	958	921	880
Total	3 287	3 365	3 422	3 347	3 355	3 316

Source : Assemblée nationale

*\*Note de lecture : un très grand nombre (40 %) de collaborateurs travaillent à temps partiel dont 24 % à 50 % ou moins de 50 % et certains travaillent pour 2 députés. Par conséquent, l'agrégation des effectifs physiques des personnels et des collaborateurs doit être interprétée avec prudence*

**Les charges sociales et diverses** auxquelles se rattachent la subvention et les contributions de l'Assemblée au fonds de sécurité sociale des personnels et à la Caisse de retraites des personnels, diverses prestations directes (allocation décès, arrérages de pension des retraités de l'Union française, etc.), ainsi que les charges de recrutement et de



formation professionnelle du personnel, s'établiraient à **61,63 M€**, en hausse de 2 % par rapport à la prévision pour 2021 (60,43 M€).

La principale dépense concernée est la contribution de l'Assemblée nationale à la Caisse de retraites des personnels (50,09 M€). Les projections effectuées sur les charges de cette caisse font apparaître un nouvel alourdissement de ses dépenses à l'horizon 2022, à hauteur de 55,96 M€ contre 55,30 M€ estimés pour 2021 (+ 1,2 %). Cette évolution intègre :

- d'une part, une indexation des retraites sur l'inflation (0,8 %) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- d'autre part, l'évolution prévisionnelle à la hausse des effectifs de la Caisse : ceux-ci sont ainsi passés de 1 208 bénéficiaires en 2017 à 1 316 en 2020 et sont estimés à 1 347 en 2021 et 1 385 en 2022. Ce mouvement devrait se poursuivre dans les prochaines années.

Le taux du prélèvement sur les traitements en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (10,85 % contre 10,31 % auparavant) étant reconduit en 2022, seule l'augmentation du nombre de points à rémunérer a contribué à augmenter les recettes hors subventions, lesquelles s'établiraient à 17,43 M€ en 2022 (contre 17,3 M€ en 2021<sup>[24]</sup>).

Cependant, du fait de dépenses plus dynamiques que les recettes hors subvention, la subvention versée par l'Assemblée nationale pour équilibrer les comptes de la Caisse devrait augmenter de 3,9 % par rapport aux crédits ouverts en 2020, s'établissant à 37,96 M€ en 2021 (contre 36,55 M€ prévus pour l'année en cours).

La **charge budgétaire totale de la Caisse de retraites du personnel** pour l'Assemblée nationale, qui agrège la contribution et la subvention, peut être estimée à **50,09 M€** en 2022, contre 49,46 M€ prévu en 2021 (+ 1,3 %) et 46,87 M€ réalisé en 2020 (+ 6,9 %). Cette hausse continue de la charge budgétaire afférente aux retraites des personnels est appelée à se poursuivre, compte tenu de la structure d'âge du personnel statutaire de l'Assemblée. Toute chose égale par ailleurs, la question se poserait, à terme, d'une hausse du taux de la cotisation obligatoire.

Au total, les **charges de retraites des députés et du personnel**, qui sont passées de 107,6 M€ en 2012 à 115,6 M€ en 2020 (dernier exercice clos) et sont prévues à **116,1 M€** pour 2022, poursuivent leur dynamique de hausse.

Dans le même temps, la contribution de l'Assemblée nationale au fonds de sécurité sociale du personnel (assurances de base et complémentaire) augmente de 5,8 % (3,46 M€ en 2022 contre 3,27 M€ en 2021 et 3,45 M€ réalisé en 2020). Cette contribution, qui représente l'équivalent de la « cotisation employeur », est assise sur le traitement de base des personnels statutaires en activité (au taux de 9,7 %). Elle suit par conséquent une évolution analogue à celle des cotisations reçues. La hausse de cette contribution en 2022 résulte donc mécaniquement de l'accroissement du nombre de points d'indice à rémunérer.

[21] Exprimés en effectifs physiques.

[22] Dont 0,46 M€ liés au versement de primes spécifiques (indemnités de fin de contrat, indemnités de préavis, indemnités compensatrices de congés payés, primes à la discrétion du Président) engendrés par le changement de législature.

[23] Idem *supra*.

[24] Tout en restant inférieures aux niveaux connus antérieurement au début de législature : 18,5 M€ en 2018, 17,8 M€ en 2019 et 17,6 M€ en 2020.

### Les autres dépenses de fonctionnement

Les **autres dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **47,48 M€** en 2022 contre 46,02 M€ dans le budget pour 2021 (et 41,5 M€ réalisés en 2020), soit une progression de 3,2 %.

Le principal poste concerné est celui des **services extérieurs** qui augmente de 0,8 % (**34,38 M€** en 2022 contre 34,11 M€ dans le budget pour 2021). Cinq postes de dépenses regroupent plus des quatre cinquièmes des crédits consacrés aux services extérieurs :

- les dépenses immobilières : 16,55 M€, soit 48,1 % ;
- les dépenses extérieures informatiques : 6,84 M€, soit 19,9 % ;
- le personnel intérimaire et mis à disposition : 3,08 M€, soit 9 % ;



- les dépenses de communication : 1,73 M€, soit 5 % ;
- les subventions et indemnités de repas : 0,99 M€, soit 2,9 %.

Les charges de prestations extérieures liées à la gestion immobilière de l'Assemblée nationale sont estimées à 16,55 M€ en 2021 contre 17,33 M€ en 2021 (- 4,47 %). Les dépenses d'entretien et réparation des installations générales<sup>[25]</sup> (- 4,83 %) qui représentent habituellement près des trois quarts des dépenses immobilières, ainsi que les frais d'entretien de diverses installations (- 9,76 %), expliquent la plus large part de la baisse des charges constatées sur les dépenses immobilières. En particulier, les locations et charges immobilières diminueraient de 0,3 M€ (soit - 8,63 %), compte tenu notamment du projet de déménager en grande banlieue ou en province une partie des réserves qui se trouvent aujourd'hui dans les deux entrepôts de la porte d'Aubervilliers et dont les baux arrivent à expiration en décembre 2021.

Les dépenses extérieures informatiques connaissent une progression sensible en 2022 atteignant 6,83 M€ contre 5,92 M€ en 2021 (+ 15,5 %). Cette progression est imputable aux frais de maintenance informatique, qui passeraient de 4,72 M€ en 2021 à 5,33 M€ en 2022. En particulier, le futur « Comptoir du numérique », destiné à assister les députés et leurs collaborateurs dans l'utilisation de leurs équipements informatiques, devrait coûter environ 0,6 M€ en 2022.

Les charges liées au recours à l'intérim et au remboursement des frais de mise à disposition de personnel augmenteront très fortement (+ 94 %) par rapport à l'exercice en cours (3,07 M€ en 2022 contre 1,58 M€ en 2021). Cette hausse s'explique, à hauteur de 1,49 M€, par le déploiement en 2022<sup>[26]</sup>, d'un contingent supplémentaire de gardes républicains, conformément à la décision du Président de l'Assemblée nationale et du collège des Questeurs d'obtenir la mise à disposition, à compter de la fin de l'année 2021, d'une trentaine de gardes républicains chargés d'assurer les fonctions de sécurité dans les halls des réceptions des bâtiments de l'Assemblée dans un objectif de renforcement de la sécurité de l'institution<sup>[27]</sup>. Cette dépense nouvelle doit normalement entraîner des économies sur les effectifs de gardiens-surveillants et d'agents à partir de 2022 et dans les années suivantes<sup>[28]</sup>.

Les dépenses de communication<sup>[29]</sup> de l'Assemblée nationale s'établiraient à 1,73 M€ en 2022, contre 2,18 M€ en 2021, soit une baisse de 20,5 %. Cette contraction des dépenses de communication, conséquence de la période de suspension des travaux législatifs, concerne notamment la production d'images télévisuelles (- 0,25 M€) et les actions pédagogiques et d'information (- 0,19 M€) en l'absence notamment de tenue du Parlement des enfants comme il est de coutume les années électorales.

Les subventions et indemnités repas devraient baisser de 15 % en 2021 pour s'établir à 0,99 M€, contre 1,17 M€ en 2021. Malgré cette baisse globale, l'Association de gestion des restaurants de l'Assemblée nationale (AGRAN) devrait probablement demander un doublement de sa subvention annuelle (0,2 M€ au lieu de 0,1 M€) en raison de la moindre fréquentation des restaurants, voire de la fermeture de certains d'entre eux, pendant l'interlégislature.

Les **achats de biens et fournitures**, qui s'élèvent à **7,4 M€**, sont en hausse (+ 4,3 %), en raison d'une progression de 0,1 M€ des achats de fournitures de bureau (papeterie, fournitures et supports informatiques, imprimés administratifs, etc.) et de 0,14 M€ des produits d'entretien, en raison du maintien d'un niveau minimal d'équipements d'hygiène et de protection au-delà de la crise sanitaire actuelle.

Les **impôts et taxes**<sup>[30]</sup>, d'un montant de 4,59 M€ sont aussi en hausse (+ 8,8 %). Enfin, la **provision pour dépenses imprévues** voit son montant presque doubler (1,1 M€), après avoir été fortement augmentée dans le budget pour 2020, car les aléas susceptibles d'affecter l'exécution budgétaire sont plus élevés en année de renouvellement.

[25] Ces dépenses sont régies par des marchés comprenant des clauses d'indexation automatique sur des indices de prix professionnels (index BT, coût horaire du travail, indices de prix de production industrielle, etc.).

[26] 2 M€ en année pleine à compter de 2023.

[27] La persistance de la menace terroriste mais aussi le risque d'un envahissement de l'Assemblée nationale, ou, plus simplement, d'intrusion d'un petit nombre de personnes déterminées, ont conduit son Président à souhaiter un renforcement de la protection des réceptions des différents bâtiments par le déploiement d'effectifs supplémentaires de la Garde républicaine, en lieu et place des gardiens-surveillants ou des agents.

[28] En 2022, les besoins en agents contractuels ont été revus à la baisse à hauteur de 4 postes. À terme ce sont 7 équivalents temps plein (ETP) de gardiens-surveillants et 7 ETP d'agents affectés à des fonctions de surveillance qui devraient être supprimés.



[29] Ces dépenses regroupent les crédits relatifs à la gestion du site internet, l'organisation d'expositions, la production et la diffusion des images télévisées, l'édition de brochures et l'organisation de manifestations diverses.

[30] Il s'agit principalement du versement transport dû au syndicat des transports d'Ile-de-France (3,06 M€, + 3 %) et des impôts locaux (1,1 M€, + 26,7 %).

## LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les **dépenses d'investissement** passent de 29,86 M€ dans le budget pour 2021 à **41,18 M€** dans le budget pour 2022 (+ 37,9 %), alors que le réalisé 2020 s'est établi à 18,9 M€. Cette forte hausse résulte, d'une part, de la programmation de certaines grandes opérations immobilières difficilement réalisables en dehors de la période de l'interlégislature ou reportées à la suite de la pandémie (en raison de la crise sanitaire, le réalisé 2020 a été très inférieur au niveau des crédits programmés (- 13,8 M€) et il en sera de même pour 2021), d'autre part, d'importants projets d'investissement informatique, dont certains liés au renouvellement de l'Assemblée nationale en 2022. Ce niveau inédit des dépenses d'investissement et partant leur concentration sur 2022 posera le défi de leur réalisation effective dans l'année, en particulier en matière d'immobilier.

Les **investissements immobiliers** conduits par la direction des affaires immobilières et du patrimoine s'établiraient à **28,15 M€**, dont 19,6 M€ consacrés à des opérations patrimoniales (contre 6,7 M€ en 2020), en hausse de 29,3 % par rapport au budget 2021 qui était de 21,77 M€.

Comme le montre le tableau ci-après, le budget 2022 comprend des travaux immobiliers qui auraient dû être réalisés et payés en 2020 (conformément à la programmation pluriannuelle des travaux immobiliers<sup>[31]</sup>) et qui ont été reportés en 2021 puis en 2022 en raison de la crise sanitaire. C'est notamment le cas de deux opérations importantes :

- la réfection de l'hôtel de Lassay (4,88 M€) initialement prévue en 2020 et 2021 mais reportée sur l'exercice 2022<sup>[32]</sup> ;
- la poursuite en 2022 des travaux de rénovation de l'ensemble immobilier de Broglie<sup>[33]</sup>, à hauteur de 8,74 M€ dont 1,7 M€ au titre du glissement des dépenses vers 2022 en lien avec la crise sanitaire.

Par ailleurs, parmi les opérations à mener en 2022, certaines ne pouvant être réalisées que pendant l'interlégislature, les principales opérations immobilières inscrites dans le projet de budget d'investissement et prévues dans la programmation pluriannuelle des travaux immobiliers (PPTI) sont :

- la rénovation de l'hémicycle (3,06 M€) ;
- la restauration des couvertures de la galerie des tapisseries et de la salle des fêtes (2,12 M€) ;
- l'aménagement de la zone Fragonard-Passeron (1,73 M€) ;
- la rénovation et l'éclairage de la colonnade façade Nord (1,33 M€) ;
- la restauration du clos et du couvert du Petit hôtel et du pavillon Molé (0,38 M€) ;
- la rénovation de la détection incendie au Palais Bourbon et au 101 de la rue de l'Université (0,35 M€) ;
- la rénovation de la salle de la commission du développement durable (0,27 M€).

Les crédits d'immobilier pour des opérations « non identifiées » (travaux urgents, travaux complémentaires non prévus à des travaux en cours, travaux dont la réalisation sans délai serait demandée par les autorités politiques) baissent légèrement pour s'établir à 0,9 M€, contre 1 M€ en 2021 et 1,5 M€ lors des exercices 2019 et 2020.

[31] Ces outils de pilotage pluriannuel des investissements immobiliers constituent des acquis de gestion, qui pourraient être étendus à d'autres types de dépenses.

[32] Il s'agit principalement de travaux de chauffage, de climatisation, de plomberie et de câblage.

[33] Cette opération de rénovation, la plus importante en montant sur la mandature, présente désormais un coût total prévisionnel de 23,39 M€, contre une estimation initiale, fin 2017, de 21,58 M€, soit une hausse de 8,3 %. La mise en service de cet immeuble acquis auprès de l'État, en 2016, pour 63 M€ présentera un coût total de l'ordre de 87 M€ pour l'Assemblée nationale. De par son ampleur, cette opération contribue à rigidifier le budget d'investissement de l'Assemblée nationale.

Tableau n° 5 : Programmation pluriannuelle des travaux immobiliers actualisée

(Arrondis en M€)	2020			2021			2022	
	PPTI Juin 2018	PPTI Mars 2019	Réalisé 2020	PPTI Juin 2020	PPTI Janvier 2021	Estimation consommation 2021	PPTI Janvier 2021	Budget 2022
Opérations identifiées	16,1	22,6	9,34	20,8	20,7	24,5	32	25,68
Investissements hors opérations identifiées	1,5	1,5	2,85	-	-	1	-	0,9
« Réserve programmatique » à affecter	0,4	0,7	-	1	1	-	1	1,557
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>24,8</b>	<b>12,19</b>	<b>21,8</b>	<b>21,7</b>	<b>25,5<sup>[34]</sup></b>	<b>33</b>	<b>28,15</b>

Source : Assemblée nationale. PPTI : Programmation pluriannuelle des travaux immobiliers

[34] Pour 2021, l'écart de 3,8 M€ entre les dépenses prévisionnelles et celles programmées résulte notamment d'opérations dont le solde du paiement initialement prévu en 2020 a été reporté en 2021 (0,9 M€), d'opérations nouvelles non prévues dans le PPTI (1 M€), de l'absence de prise en compte, pour les opérations de 2022, des avances sur travaux à verser (3,7 M€), de la conclusion attendue d'un précontentieux relatif à l'opération d'embarquement (0,5 M€). Pour 2022, certaines des dépenses engagées au second semestre 2021 ne seront payées qu'en 2022, mais cet effet sera limité, la quasi-totalité des crédits d'investissement immobilier ayant été engagée dès le 1<sup>er</sup> semestre 2021. Il n'existe pas de mécanisme de reports partiels des crédits d'investissement immobilier d'une année sur l'autre.

Les investissements relatifs aux systèmes d'information passent de 7,61 M€ dans le budget pour 2021 à **12,44 M€** en 2022, soit une hausse de 63,4 %.

Le renouvellement de l'Assemblée nationale en 2022 entraînerait en effet des acquisitions de matériels informatiques (3,21 M€) pour équiper les députés de la XVI<sup>e</sup> législature d'ordinateurs portables et de tablettes, ainsi que l'achat des logiciels et licences nécessaires (1,23 M€).

Sans lien direct avec le renouvellement de 2022, les principales opérations prévues, qui peuvent combiner des dépenses de logiciels et de matériels, sont :

- la mise en œuvre de l'hypervision des systèmes de sécurité (2,01 M€) ;
- le renouvellement des équipements de réseau (1,7 M€) ;
- plusieurs développements et évolutions dans le progiciel de gestion intégrée SAP et assimilés (0,65 M€) ;
- la création d'une nouvelle salle informatique (0,5 M€).

Tous projets confondus, les dépenses prévisionnelles de logiciels s'établiraient à 4,4 M€ contre 2,84 M€ en 2021 (+ 54,5 %). D'autre part, les acquisitions de matériels informatiques, du fait du renouvellement de l'Assemblée, progresseraient de manière très sensible (+ 70,3 %), passant de 4,65 M€ en 2021 à 7,92 M€ en 2022, dans l'hypothèse retenue par l'Assemblée d'un renouvellement de 50 %, proche du taux moyen des quatre dernières législatures.

Les autres investissements, qui représentaient 0,47 M€ dans le budget 2021, passent à 0,59 M€ dans le budget 2022 (+ 25,5 %). Cette enveloppe budgétaire financera notamment le remplacement de certains matériels de cuisine vieillissants (0,13 M€). Elle comprend, en outre, une provision pour dépenses imprévues et non affectées portée à 0,4 M€ contre 0,2 M€ en 2020 pour faire face à d'éventuels achats imprévus.



## LES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

Outre la **dotation de l'État**, l'Assemblée nationale peut compter sur quelques **recettes budgétaires propres**. Ces dernières, bien que de faible montant, sont attendues en forte hausse sur la prévision en 2022. Elles passeraient en effet de 1,8 M€ à **4,9 M€**, soit + 169 %.

Ces ressources propres sont très hétérogènes. En 2022, l'essentiel de cette hausse tient au remboursement attendu des avances de frais de mandats non consommées à l'issue de la XV<sup>e</sup> législature, pour un montant estimé à 3,4 M€. Celui-ci a été calculé sur la base d'un remboursement de 5 938 € par député, correspondant à la moyenne entre, d'une part, la moyenne des remboursements effectués en 2020 par 47 députés sortants et, d'autre part, la moyenne des remboursements des 404 anciens députés qui ont reversé, à la fin de la XIV<sup>e</sup> législature en 2017, 3,76 M€ représentant leur solde d'indemnité représentative de frais de mandat (soit une moyenne de 6 524 € par député sortant).

Malgré cette augmentation, les recettes budgétaires propres demeureraient très en retrait par rapport aux recettes effectives des exercices 2018 (7,6 M€) et 2019 (6,2 M€).

## LE SOLDE BUDGÉTAIRE

Le solde budgétaire prévu pour 2022 est attendu à **- 51,3 M€**, en nette dégradation par rapport à la prévision pour 2021 (- 42,9 M€).

Il convient de rappeler que la définition du solde budgétaire utilisée par l'Assemblée nationale est sensiblement différente de celle de résultat comptable. D'une part, le solde budgétaire agrège aux dépenses de fonctionnement tous les investissements de l'exercice, qui en comptabilité générale ne figurent que pour les amortissements constatés. D'autre part, le solde budgétaire ne tient pas compte de divers produits et charges (notamment les amortissements) qui figurent dans le résultat comptable<sup>[35]</sup>. Ainsi, le solde budgétaire de 2020 (- 20,7 M€) diffère du résultat comptable pour ce même exercice (- 14,6 M€) et il est très probable qu'il en sera de même en 2021 et 2022, respectivement de l'ordre de - 24 M€ et - 21,1 M€<sup>[36]</sup>.

Il existe aussi des différences significatives entre le solde budgétaire prévu et le solde budgétaire constaté. Ainsi le solde effectif pour 2020 s'est établi à - 20,7 M€ pour un solde anticipé à - 42,9 M€, soit une amélioration de 22,9 M€ due principalement à une surévaluation des charges parlementaires et des dépenses d'investissement<sup>[37]</sup>. Une telle surestimation a été fréquente dans la période récente et n'est pas à écarter pour le budget prévu pour 2021<sup>[38]</sup>.

**Tableau n° 6 : passage des données budgétaires au résultat comptable (2017-2020)**

Arrondis en M€	Comptes 2017	Comptes 2018	Comptes 2019	Comptes 2020
<b>Total des produits figurant au budget (A)</b>	<b>526,6</b>	<b>525,5</b>	<b>524,1</b>	<b>519,7</b>
Dotation de l'État	517,9	517,9	517,9	517,9
Recettes budgétaires propres	8,7	7,6	6,2	1,8
<b>Total des charges figurant au budget (B)</b>	<b>576,3</b>	<b>543,2</b>	<b>546,9</b>	<b>540,6</b>
Section de fonctionnement	544,1	523,3	524	521,7
Section d'investissement	32,2	19,9	22,9	18,9
<b>Solde budgétaire (C=A-B)</b>	<b>- 49,7</b>	<b>- 17,7</b>	<b>- 22,8</b>	<b>- 20,7</b>
Investissements à déduire (D)	32,2	19,9	22,9	18,9
Produits extrabudgétaires (E)	20,6	19,9	19,8	19,9
Charges extrabudgétaires (F)	30,0	30,3	30	32,7
<b>Résultat comptable (C+D+E-F)</b>	<b>- 26,9</b>	<b>- 8,1</b>	<b>- 10,1</b>	<b>- 14,6</b>

Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat



Il est par ailleurs rappelé que la valeur nette des disponibilités de l'Assemblée nationale au sens comptable, au 31 décembre 2020, était de 5,5 M€ (contre 0,5 M€ au 31 décembre 2019)<sup>[39]</sup>. En outre, l'Assemblée disposait également à cette date de valeurs mobilières de placement d'une valeur de 4,2 M€ (contre 21,1 M€, fin 2019) et de titres placés dans un fonds commun de placement, inscrit au bilan pour sa valeur historique (104,60 M€), mais dont la valeur liquidative était de **285,9 M€** au 31 décembre 2020 (contre 283,2 M€ au 31 décembre 2019). Même si l'évolution de ces actifs au 31 décembre 2022 - actifs inégalement mobilisables - est difficile à prévoir<sup>[40]</sup>, ils permettront de financer les besoins de trésorerie liés au déficit comptable et aux investissements.

**Tableau n° 7 : Valeur liquidative de titres immobilisés détenus par l'Assemblée nationale (au 31/12)**

En M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (mai)
Titres immobilisés	281,2	310,8	319,5	262,3	270,3	261,1	283,2	285,9	290,2

Source : rapport de certification des comptes de l'Assemblée nationale

Depuis la fin de la précédente législature, les réserves ont augmenté de près de 28 M€ soit 10,6 %.

L'Assemblée nationale est engagée dans une réflexion sur la manière de faciliter la compréhension du passage du solde budgétaire (le prélèvement sur disponibilités) au résultat comptable. La mise en place d'une comptabilité d'analyse des coûts compléterait le dispositif d'amélioration du suivi des dépenses.

[35] Comme précisé dans le règlement des comptes 2019 établi par le collège des Questeurs, les produits non budgétaires comprennent notamment, outre la dotation reçue de l'État pour financer LCP-AN (16,64 M€, comme en 2019), la valeur des logiciels produits en interne (1,52 M€ contre 1,69 M€ en 2019), les intérêts des prêts consentis aux députés et au personnel (0,21 M€ contre 0,40 M€ en 2019) et les revenus des valeurs mobilières de placement (0,71 M€ contre 0,94 M€ en 2019). Les charges non budgétaires comprennent notamment, outre la dotation versée à LCP-AN (16,64 M€, comme en 2019), les dotations aux amortissements, provisions et dépréciations (16,20 M€ contre 13,90 M€ en 2019).

[36] En utilisant le résultat budgétaire et les investissements prévisionnels de 2021 (respectivement - 42,9 M€ et 29,9 M€) et 2022 (respectivement - 51,3 M€ et 41,2), ainsi que le niveau moyen entre 2017 et 2020 des produits (20 M€) et des charges (31 M€) extrabudgétaires.

[37] Phénomène renforcé en 2020 et 2021, du fait de la crise sanitaire.

[38] Elle est en partie liée à des enveloppes de crédits dont il est parfois difficile d'anticiper la consommation, car liées à l'activité parlementaire (missions et réception, transports, crédits informatiques...).

[39] La dotation de l'État étant versée en début d'année, le faible montant des disponibilités au 31 décembre ne porte pas à conséquence, quant à la capacité de l'Assemblée à faire face à ses dépenses de début d'année.

[40] Sa valeur liquidative au 20 mai 2021 était de 290,24 M€.

## CONCLUSION

La Commission avait relevé, en 2020 et 2021, que l'Assemblée nationale avait engagé une rationalisation de ses charges de fonctionnement<sup>[41]</sup> qui avaient de ce fait amorcé une baisse. Le budget pour 2022 traduit une inflexion marquée, résultant de la conjonction des dépenses finançant le renouvellement de l'Assemblée et d'un cumul exceptionnel d'investissements en matière d'immobilier et d'informatique. S'y ajoute le poids budgétaire structurellement croissant des charges de retraite des députés et du personnel<sup>[42]</sup>.

Les prévisions contenues dans le budget pour 2022 s'agissant des dépenses de fonctionnement et d'investissement, d'une part, des ressources budgétaires propres, d'autre part, ont conduit l'Assemblée nationale à anticiper un prélèvement de 51,3 M€ sur ses réserves et à demander une hausse de la contribution de l'État à ses dépenses de 34,6 M€, sous la forme d'une dotation complémentaire exceptionnelle, à verser au 1<sup>er</sup> juillet 2022. Cette dotation complémentaire exceptionnelle serait ajustable à la baisse si le taux de renouvellement des députés était significativement inférieur à l'hypothèse retenue (50 %).

Le pourcentage de députés réélus a été de 25 % en 2017 mais de 60 % en 2002, 65 % en 2007 et 60 % en 2012, le taux de renouvellement ayant donc été de 38 % pour la moyenne des trois élections précédant celle de 2017. De 1958 à 2017, en moyenne, 48,6 % des députés ont été renouvelés d'une législature sur l'autre.

La demande d'une dotation complémentaire exceptionnelle s'inscrit dans un contexte où le projet de budget pour 2022 de l'Assemblée se caractérise par trois incertitudes : le taux de renouvellement effectif, l'évolution de la situation sanitaire et un programme d'investissement particulièrement ambitieux (41,2 M€), dont le taux de réalisation effectif est par nature soumis à des aléas, comme l'ont été les programmes des années antérieures.

Le choix du Bureau de demander une dotation complémentaire exceptionnelle offre à l'Assemblée nationale la garantie de pouvoir mener les investissements prévus par son programme pour le 1<sup>er</sup> semestre et de faire face à la totalité de ses échéances budgétaires en 2022. La date du 1<sup>er</sup> juillet 2022 permettra au Bureau de prendre, le moment venu, les décisions appropriées.

L'exercice 2022 montre que les dépenses de l'Assemblée nationale gagneraient à s'inscrire dans un cadre permettant une réflexion pluriannuelle tenant compte de la nécessité de maintenir un niveau prudentiel adapté de réserves.

[41] À moyen terme, l'Assemblée nationale identifie deux pistes principales d'économies : l'optimisation de sa fonction achat et la substitution de personnels contractuels à certains personnels statutaires.

[42] Alors que les charges de retraite des députés et des personnels représentaient 19,7 % des dépenses de l'Assemblée nationale en 2012, ce ratio était de 22,2 % en 2020. Si elles n'en constituent que 20,5 % dans le budget initial pour 2022, il faut tenir compte de l'écart usuel entre la prévision et l'exécution, qui minore leur poids réel et surtout des dépenses ponctuelles liées au renouvellement ; retraité de ces dépenses spécifiques, ce ratio serait de 22 %. Ce poids accru est un enjeu de premier ordre pour l'Assemblée nationale car, contrairement au Sénat où les caisses de retraite ne sont pas dans le périmètre budgétaire et sont adossées à des réserves, les charges de retraite font partie intégrante de son budget.



## SÉNAT

Le budget du Sénat pour 2022 prévoit globalement un total de dépenses de **362 152 828 €**, en **hausse de 3,45 %** par rapport au budget 2021. Cette évolution résulte d'une quasi-stabilité des crédits de fonctionnement (+0,03 %) et d'une forte augmentation des crédits d'investissement (+57,21 %). Les ressources budgétaires finançant les dépenses du Sénat proviennent, pour l'essentiel, de la dotation de l'État intitulée « Sénat » et, à titre marginal, des produits budgétaires propres à cette Assemblée.

## LES EXERCICES ANTÉRIEURS

## L'EXÉCUTION 2020

Pour 2020, dernier exercice pour lequel les résultats sont connus, l'ensemble de l'exécution (Sénat, Jardin, Musée) a été marqué par une baisse des dépenses de 0,27 % (332,7 M€ contre 333,6 M€), soit une réduction de 0,90 M€ par rapport à l'exécution 2019.

**Le budget « exécuté »**

L'exécution traduit la consommation réelle des crédits sur la dernière année connue. Le projet de budget d'une année « n+1 » est présenté à l'été de l'année « n ». À ce moment, seule est connue l'exécution « n-1 ».

Cette baisse des dépenses, alors que le budget 2020 prévoyait une augmentation de 1,60 %<sup>[1]</sup>, s'explique essentiellement par la crise sanitaire. Bien que l'impact de celle-ci sur les dépenses ne puisse être évalué avec précision, on peut estimer, à titre d'ordre de grandeur, qu'elle a conduit à des majorations brutes de dépenses d'environ 3 M€<sup>[2]</sup> et à des minorations brutes de 12 M€<sup>[3]</sup>, d'où une minoration nette d'environ 9 M€.

La continuité du service a été maintenue grâce à une modification sensible de l'organisation du travail. L'essor de la visioconférence et l'organisation de réunions associant la présence des sénateurs et leur participation à distance ont modifié le travail des commissions et des délégations, ainsi que du personnel. De nombreuses auditions ont été organisées librement sur la semaine en dehors des créneaux classiques.

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 318,2 M€, en hausse de 0,95 % (+3 M€) par rapport à l'exécution 2019. L'augmentation constatée en 2020 s'explique notamment par le coût périodique du renouvellement du Sénat, qui s'effectue par moitié tous les trois ans et constitue une dépense exceptionnelle estimée à 4,5 M€. La tendance générale observée depuis 2012, année de la décision prise par le Sénat de réduire de 1,3 % la dotation versée par l'État, est cependant à la baisse (en 2011, les crédits consommés s'établissaient à 333,17 M€). Entre 2008 et 2020, les dépenses de fonctionnement ont ainsi diminué de 1 % en euros courants et de 12 % en euros constants.

Les dépenses d'investissement s'inscrivent dans un cycle exceptionnel de travaux qui avait commencé pendant l'exercice 2017 par une forte progression (24,4 M€, contre 7,9 M€ en 2016). Ce cycle de dépenses a connu une décrue depuis, avec des dépenses de 19,6 M€ en 2018, 18,4 M€ en 2019 et 14,4 M€ en 2020. La baisse significative observée en 2020 s'explique essentiellement par la crise sanitaire qui a retardé ou obligé à reporter certains chantiers.

Les principaux chantiers de 2020 se sont partagés entre construction pour 7,1 M€ (-31,81 %) et installations techniques pour 3,9 M€ (-21,65 %). Ils ont concerné essentiellement l'immeuble de bureaux des sénateurs des 26-36 rue de Vaugirard (5,3 M€ en 2020, contre 10,2 M€ en 2019), le précâblage des réseaux téléphoniques et Ethernet (2018-2021), le système de contrôle d'accès et la future mise en place de régies audiovisuelles devant permettre la captation des travaux dans les neuf salles de commission et délégation.



## Évolution des dépenses constatées du Sénat

(en M€)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Investissement	4,2	5,7	11,2	17,0	7,9	24,4	19,6	18,4	14,4
Fonctionnement	326,4	321,7	320,8	316,4	317,0	320,7	308,2	315,2	318,2
<b>Total des dépenses</b>	<b>330,6</b>	<b>327,4</b>	<b>332,1</b>	<b>333,4</b>	<b>324,9</b>	<b>345,1</b>	<b>327,8</b>	<b>333,6</b>	<b>332,7</b>

Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

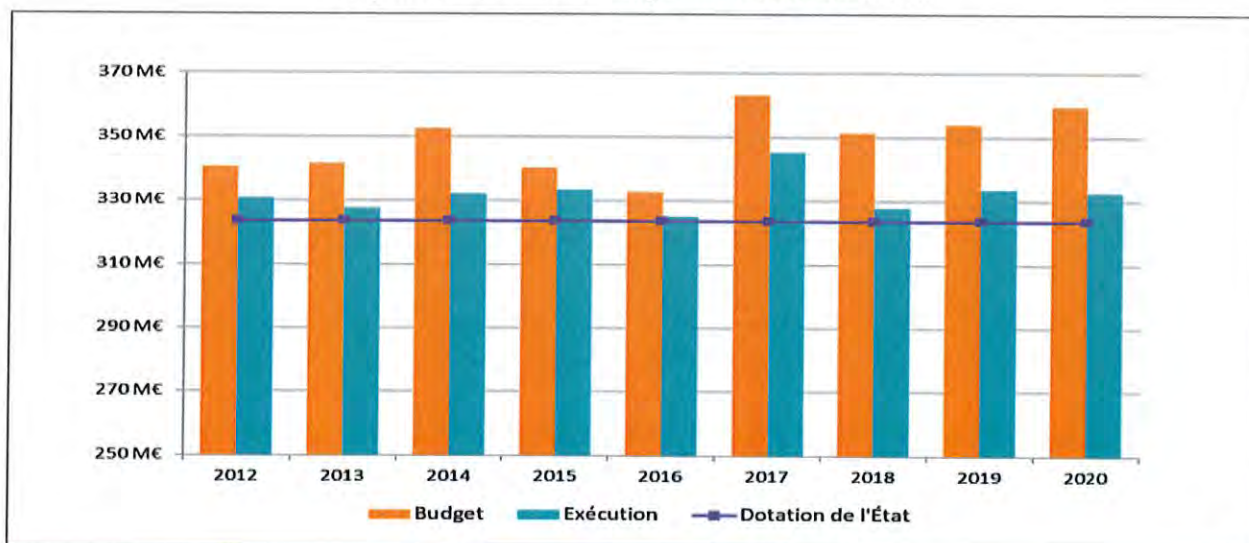
L'écart entre budget et exécution est de 7,52 % en 2020 (27,1 M€ de sous-exécution par rapport au budget réparti<sup>[4]</sup>). Cette moindre consommation des crédits budgétés est plus importante qu'en 2019 (- 5,7 %), 2018 (- 6,6 %) et 2017 (- 5,1 %). La sous-exécution marquée observée depuis 2017 tient notamment aux décalages d'exécution du programme complexe de travaux d'investissement. Cet effet a été amplifié en 2020 par l'impact de la crise sanitaire. Les crédits d'investissement du budget réparti 2020 étaient de 27,6 M€, pour une exécution de 14,4 M€, ce qui correspond à un écart de 13,2 M€. Sur cet écart, 6 M€, soit près de la moitié, sont directement imputables à la crise sanitaire.

Les ressources : la dotation de l'État couvre 97,27 % des dépenses totales du Sénat en 2020, contre 97,01 % en 2019, 98,7 % en 2018, 93,8 % en 2017, et 99,5 % en 2016. Elle finance l'intégralité de ses dépenses de fonctionnement et 37,14 % (45,6 % en 2019) de ses dépenses d'investissement.

Pour financer le solde des dépenses non couvertes par la dotation de l'État, soit 9,08 M€, le Sénat a utilisé la totalité de ses produits budgétaires, qui s'élèvent à 7,7 M€ (-1,27 M€ par rapport à 2019). Hors reversement de l'excédent des caisses de Sécurité sociale (2,1 M€ contre 1,75 M€ en 2019)<sup>[5]</sup>, les produits (5,6 M€) sont en ligne avec la prévision (5,5 M€), malgré la crise sanitaire.

Pour compléter le financement, un prélèvement sur les disponibilités a été effectué à hauteur de 1,36 M€. Il a été en partie compensé par les produits financiers recensés dans le compte de résultat sur l'exercice 2020 (654 612 €)<sup>[6]</sup>.

## Dépenses du Sénat en budget initial et en exécution



Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

[1] Par rapport au budget réparti 2019 hors reports d'opérations pluriannuelles.

[2] Achat de masques, de gel hydroalcoolique, de parois en plexiglass, de tests de dépistage, d'équipements informatiques pour le télétravail...

[3] Correspondant en quasi-totalité à des dépenses d'investissement ou de transport.

[4] Hors reports d'opérations pluriannuelles.



[5] Qui n'est jamais budgété, au vu de son caractère essentiellement aléatoire.

[6] Les produits financiers issus des intérêts des placements ne figurent pas dans les ressources budgétaires mais apparaissent en revanche dans le résultat comptable publié par le Sénat.

## LE BUDGET RÉPARTI 2021 ET SON ÉVOLUTION PAR RAPPORT AU BUDGET RÉPARTI 2020

L'ensemble du budget réparti 2021<sup>[7]</sup> est de 350,1 M€ (contre un budget réparti de 359,7 M€ en 2020) soit une diminution de 2,68 % (-9,6 M€). Cette diminution résulte essentiellement d'une prévision d'investissements en forte baisse.

### Le « budget réparti »

Le budget réparti représente les crédits de la LFI effectivement répartis entre les directions, conformément à l'article 3 du règlement budgétaire et comptable du Sénat, auquel s'ajoute le report des crédits des opérations pluriannuelles non utilisées lors de l'exercice précédent. Il se distingue du « budget initial » qui représente le projet de répartition de crédits proposé au vote du Parlement et du « budget exécuté » qui traduit la consommation réelle des crédits. Par exemple, pour l'année 2020, le budget initial était de 359,72 M€, le budget réparti de 365,54 M€ après reports des opérations pluriannuelles et le budget exécuté de 332,7 M€.

De budget réparti à budget réparti, les dépenses de fonctionnement diminuent de 0,90 % (-2,99 M€) par rapport à l'exercice 2020 (329,13 M€ contre 332,12 M€), du fait en particulier de l'absence de renouvellement sénatorial (- 4,5 M€).

Les dépenses d'investissement sont en forte baisse, de 6,66 M€ (-24,13 %) même si les investissements prévus demeurent élevés (20,94 M€). L'exercice 2021 comprend principalement la poursuite de la restructuration de l'immeuble des 26-36 rue de Vaugirard pour 10,40 M€ (le coût total de l'opération s'élevant à 52 M€ avec les dépenses d'études). Les autres opérations ne sont pas aussi significatives. Au titre des projets nouveaux, est prévue la première annuité de la rénovation des grilles du Jardin pour 0,93 M€ (le coût total de l'opération étant estimé à 8,4 M€).

Les ressources comprennent la dotation de l'État, les produits attendus et un prélèvement sur disponibilités. La dotation de l'État, stable depuis une baisse à l'initiative du Sénat de 1,3 % en 2012, couvre 92,43 % des dépenses prévisionnelles du budget réparti, contre 89,96 % en 2020. Les produits attendus sont de 5,36 M€, proches de ceux du budget réparti 2020 (5,47 M€).

Du fait de dépenses en baisse de budget réparti à budget réparti, le prélèvement sur disponibilités prévu serait en diminution (21,13 M€ inscrits en 2021, alors qu'en 2020 30,66 M€ étaient inscrits et 1,36 M€ ont finalement été exécutés). Le niveau définitif de ce prélèvement dépend du montant des produits et du résultat de l'exécution des dépenses.

Si les dépenses de fonctionnement prévues sont totalement exécutées, la dotation n'en couvrirait plus la totalité mais seulement 98,32 %, et devrait être complétée par une partie des produits budgétaires. Le programme d'investissements serait financé pour partie par le reste des produits budgétaires et pour le solde par le prélèvement sur disponibilités.

La crise sanitaire, déjà prise en compte lors de l'élaboration du budget 2021, ne devrait susciter qu'un écart limité par rapport au budget réparti.

[7] Hors reports d'opérations pluriannuelles. Le concept de budget réparti n'est pas utilisé par l'Assemblée nationale.



## Pouvoirs publics

Mission

SÉNAT

## LE PROJET DE BUDGET POUR 2022

## SITUATION GLOBALE

Le total des dépenses exposées dans le projet de budget 2022 (362,15 M€) est en hausse de 3,45 %. L'action n° 1 (Sénat) représente 96,46 % des dépenses de la mission, l'action n° 2 (Jardin du Luxembourg) en constitue 3,49 % et l'action n° 3 (Musée du Luxembourg) 0,05 %.

**Les crédits d'investissement** augmentent de 57,21 %, à 32,92 M€, atteignant un niveau particulièrement élevé. Il s'agit de saisir l'opportunité de la diminution de l'activité du Sénat au cours des campagnes électorales, de mars à juin 2022, pour réaliser plusieurs opérations importantes, détaillées ci-après.

En contrepartie de ces dépenses d'investissement élevées, **les charges de fonctionnement** (329,23 M€) sont quasiment stables (+ 0,03 %).

## Crédits et exécution du budget du Sénat (ensemble des trois actions) 2020-2022

	Budget 2020	Exécuté 2020	Taux d'exécution	Budget 2021	Budget 2022	Variation 2022/2021	
						en valeur	en %
<b>Charges de fonctionnement</b>	332 118 066	318 217 362	95,81%	329 129 241	329 232 937	103 696	0,03%
60 Achats de biens et fournitures	5 435 000	4 637 428	85,33%	5 573 000	5 395 000	-178 000	-3,19%
61 et 62 Services extérieurs	33 808 782	25 085 659	74,20%	35 104 775	35 988 927	884 152	2,52%
63 Impôts et taxes	1 692 300	1 671 484	98,77%	1 731 100	1 717 200	-13 900	-0,80%
64 Rémunérations et charges sociales	179 411 200	180 128 635	100,40%	180 429 800	178 856 830	-1 572 970	-0,87%
Dont indemnités des Sénateurs	31 760 200	31 598 996	99,49%	32 066 700	31 727 500	-339 200	-1,06%
65 Autres charges de gestion courante	111 179 984	105 290 053	94,70%	104 958 891	106 870 480	1 911 589	1,82%
Dont aides à l'exercice du mandat parlementaire	108 678 080	103 001 978	94,78%	102 552 987	104 464 480	1 911 493	1,86%
Dont diverses autres charges de gestion courante	2 501 904	2 288 075	91,45%	2 405 904	2 406 000	96	0,00%
67 Charges exceptionnelles	590 800	1 404 103	237,66%	1 331 675	404 500	-927 175	-69,62%
Dépenses d'investissement	27 599 732	14 449 757	52,35%	20 940 010	32 919 891	11 979 881	57,21%
<b>Total des dépenses des deux sections</b>	359 717 798	332 667 118	92,48%	350 069 251	362 152 828	12 083 577	3,45%
Produits	5 470 974	7 721 737	141,14%	5 358 959	5 770 432	411 473	7,68%
Prélèvement sur les disponibilités	30 662 224	1 360 781	4,44%	21 125 692	17 797 796	-3 327 896	-15,75%
Dotation du budget de l'Etat	323 584 600	323 584 600	100,00%	323 584 600	338 584 600	15 000 000	4,64%

NB : les colonnes « Budget 2020 » et « Budget 2021 » correspondent au budget réparti hors reports d'opérations pluriannuelles.

Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

## Dépenses inscrites aux budgets 2021 et 2022 pour les trois actions

(En M€)	Sénat		Jardin		Musée		Sénat+jardin+musée	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
<b>Dépenses</b>								
Investissement	19,07	31,42	1,81	1,43	0,07	0,07	20,94	32,92
Fonctionnement	317,89	317,92	11,14	11,22	0,10	0,10	329,13	329,23
<b>Total des dépenses</b>	336,95	349,34	12,95	12,65	0,17	0,17	350,07	362,15

Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

**Les ressources** sont constituées en premier lieu de la dotation de l'État (cf. *infra*). Elles comportent également des produits budgétaires divers et un prélèvement sur les disponibilités.

Les produits budgétaires divers sont inscrits pour 5,77 M€ en 2022, ce qui représente une augmentation de 7,68 %. Le principal produit budgétaire est constitué par les redevances annuelles de gestion versées au Sénat par les caisses autonomes de sécurité sociale et de retraite du Sénat (2,77 M€). Pour 2022, le montant global des redevances est inscrit pour 3,30 M€, ce qui représente une quasi-stabilité (+ 0,11 %).



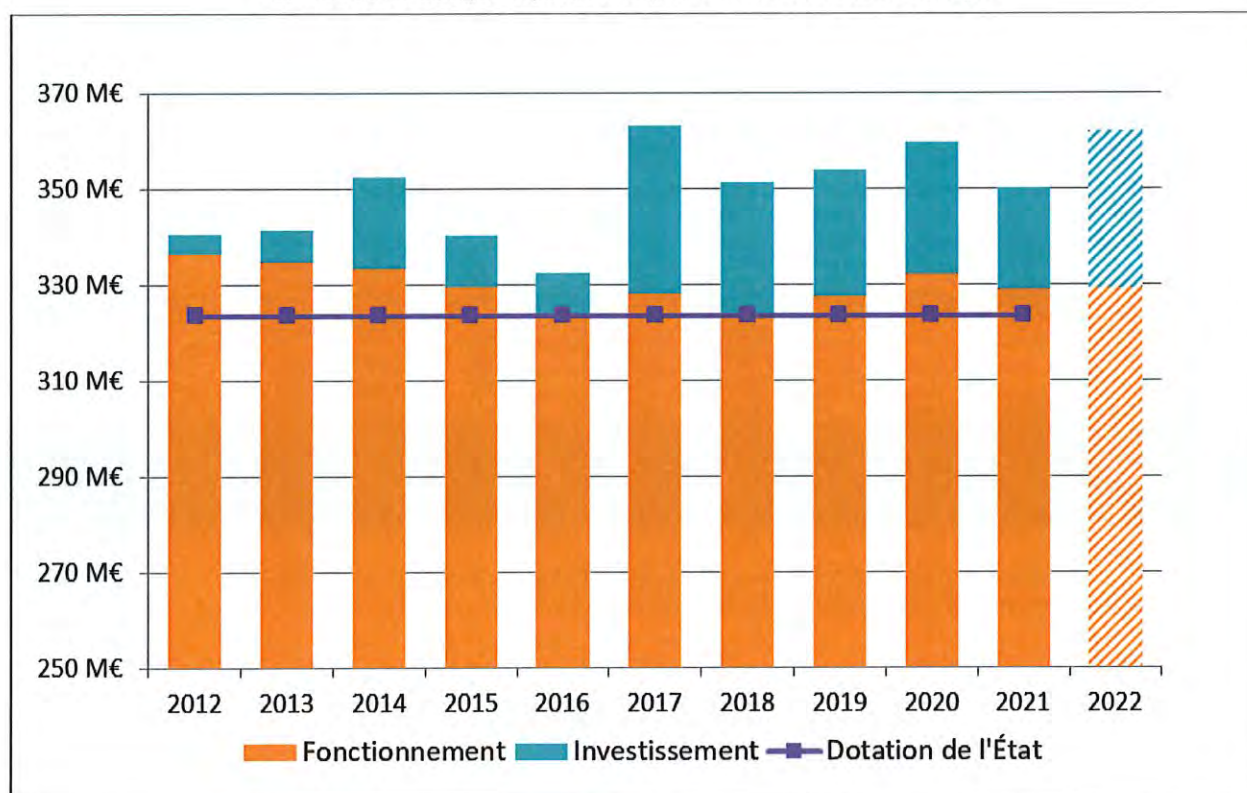
Les dépenses de fonctionnement (329,2 M€) dépasseraient la dotation de l'État (323,58 M€) telle qu'elle avait été fixée les années précédentes. Ce niveau de dotation et les produits (5,77 M€ selon la prévision) couvriraient les charges de fonctionnement mais les dépenses d'investissement seraient à couvrir par le prélèvement sur disponibilités et une majoration de la dotation de l'État.

#### Les ressources inscrites aux budgets 2021 et 2022 pour les trois actions

(En M€)	Sénat		Jardin		Musée		Sénat+jardin+musée	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Produits	4,62	4,97	0,64	0,65	0,10	0,15	5,36	5,77
Prélèvements sur disponibilités	20,10	17,13	0,96	0,64	0,07	0,02	21,13	17,80
Dotation de l'État	312,23	327,23	11,36	11,36	0,00	0,00	323,58	338,58
Total des ressources	336,95	349,34	12,95	12,65	0,17	0,17	350,07	362,15

Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

#### Évolution du budget depuis 2012 (ensemble des trois actions)<sup>[8]</sup>



Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

[8] Dans le graphique, les budgets 2012 à 2021 sont les budgets répartis, le budget 2022 est le budget initial.

## Pouvoirs publics

Mission

SÉNAT

## SÉNAT (ACTION N° 1)

## Crédits et exécution du budget de l'action « Sénat », 2020-2022

	Budget 2020	Exécuté 2020	Taux d'exécution	Budget 2021	Budget 2022	Variation 2022/2021	
						en valeur	en %
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>320 672 236</b>	<b>307 779 104</b>	<b>95,98%</b>	<b>317 886 641</b>	<b>317 916 637</b>	<b>29 996</b>	<b>0,01%</b>
60 Achats de biens et fournitures	4 711 600	4 119 447	87,43%	4 845 600	4 740 600	-105 000	-2,17%
61 et 62 Services extérieurs	32 451 352	24 153 126	74,43%	33 766 875	34 561 027	794 152	2,35%
63 Impôts et taxes	1 602 300	1 587 294	99,06%	1 641 100	1 627 200	-13 900	-0,85%
64 Rémunérations et charges sociales	170 136 200	171 225 081	100,64%	171 342 500	169 712 830	-1 629 670	-0,95%
Dont indemnités des Sénateurs	31 760 200	31 598 996	99,49%	32 066 700	31 727 500	-339 200	-1,06%
Dont charges de sécurité sociale, de prévoyance, de pension et accessoires de pension des Sénateurs	14 541 800	14 248 705	97,98%	14 911 500	14 736 530	-174 970	-1,17%
Dont rémunération des personnels titulaire, stagiaire, contractuel et temporaire	98 447 400	100 150 179	101,73%	98 826 100	97 575 000	-1 251 100	-1,27%
Dont charges sociales, de prévoyance, de pension et accessoires de pension des personnels	23 379 700	23 267 124	99,52%	23 608 400	23 742 800	134 400	0,57%
Dont autres charges des personnels et autres charges sociales	2 007 100	1 960 077	97,66%	1 929 800	1 931 000	1 200	0,06%
65 Autres charges de gestion courante	111 179 984	105 290 053	94,70%	104 958 891	106 870 480	1 911 589	1,82%
Dont aides à l'exercice du mandat parlementaire	108 678 080	103 001 978	94,78%	102 552 987	104 464 480	1 911 493	1,86%
Dont diverses autres charges de gestion courante	2 501 904	2 288 075	91,45%	2 405 904	2 406 000	96	0,00%
67 Charges exceptionnelles	590 800	1 404 103	237,66%	1 331 675	404 500	-927 175	-69,62%
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>25 682 732</b>	<b>13 148 923</b>	<b>51,20%</b>	<b>19 065 010</b>	<b>31 419 891</b>	<b>12 354 881</b>	<b>64,80%</b>
Dont logiciels	2 045 000	590 950	28,90%	2 345 000	2 435 000	90 000	3,84%
Dont constructions	14 599 200	6 194 059	42,43%	11 479 000	21 199 391	9 720 391	84,68%
Dont installations	4 762 532	3 893 814	81,76%	2 773 500	2 042 500	-731 000	-26,36%
Dont autres immobilisations corporelles	4 276 000	2 470 101	57,77%	2 467 510	5 743 000	3 275 490	132,74%
<b>Total des dépenses des deux sections</b>	<b>346 354 968</b>	<b>320 928 027</b>	<b>92,66%</b>	<b>336 951 651</b>	<b>349 336 528</b>	<b>12 384 877</b>	<b>3,68%</b>
<b>Produits</b>	<b>4 866 974</b>	<b>7 285 801</b>	<b>149,70%</b>	<b>4 622 459</b>	<b>4 973 932</b>	<b>351 473</b>	<b>7,60%</b>
<b>Prélèvement sur les disponibilités</b>	<b>29 260 294</b>	<b>1 414 526</b>	<b>4,83%</b>	<b>20 101 492</b>	<b>17 134 896</b>	<b>-2 966 596</b>	<b>-14,76%</b>
<b>Dotation du budget de l'Etat</b>	<b>312 227 700</b>	<b>312 227 700</b>	<b>100,00%</b>	<b>312 227 700</b>	<b>327 227 700</b>	<b>15 000 000</b>	<b>4,80%</b>

NB : les colonnes « Budget 2020 » et « Budget 2021 » correspondent au budget hors reports d'opérations pluriannuelles.

Source : Sénat, Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

## 1. Les dépenses

## 1.1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement du budget 2022 sont prévues à 317 916 637 €, soit une quasi stabilité par rapport à l'exercice 2021 (+ 0,01 %).

Les deux principaux postes de la section de fonctionnement sont les dépenses en faveur des sénateurs et les dépenses de personnel.

## 1.1.1. Les charges parlementaires

Outre les indemnités versées aux sénateurs, ces dépenses au titre des 348 sénateurs comprennent les charges de sécurité sociale et de retraite et les aides à l'exercice du mandat parlementaire. Globalement, les crédits liés au mandat parlementaire augmentent de 0,9 %.



## Dépenses liées au mandat parlementaire

En M€	Budget exécuté 2019	Budget exécuté 2020	Budget réparti 2021	Projet de budget 2022
Indemnités versées aux sénateurs	31,6	31,6	32,1	31,7
Charges de sécurité sociale, de prévoyance, de retraite et les accessoires de pensions	14,3	14,2	14,9	14,7
Aides à l'exercice du mandat parlementaire	101,1	103,0	102,6	104,5
Total	147,1	148,8	149,5	150,9

Source : Sénat, Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

- Les indemnités des sénateurs

Ce poste des indemnités demeure parfaitement stable dans ses composantes principales du fait de la stabilité du point d'indice et de l'absence de mesure indiciaire<sup>[9]</sup>. Il diminue de 1,06 % en raison d'une baisse du montant des allocations de retour à l'emploi au profit de sénateurs non réélus en 2020. En effet, la dépense afférente à cette indemnité dégressive atteint cycliquement son point le plus haut l'année pleine suivant le renouvellement : évaluée à 545 K€ en 2021, elle passerait à 150 K€ en 2022.

[9] Le mode de calcul des indemnités des parlementaires est décrit dans la partie Assemblée nationale.

- Les charges de sécurité sociale, de prévoyance, de retraite et les accessoires de pensions pour les sénateurs

Ce poste diminue de 1,17 %, selon une évolution parallèle à celle du poste « Indemnités ». Les caisses de régime autonome de sécurité sociale gèrent des régimes de base et complémentaires de retraite et d'assurance « maladie-maternité-décès » et prestations associées pour les sénateurs et le personnel. Dans le budget du Sénat, les caisses figurent uniquement au titre de la part employeur des cotisations versées (lignes 644, 645, 646, 647) et des accessoires de pension (649)<sup>[10]</sup>.

[10] Pour mémoire, les régimes de retraites du Sénat, qui se caractérisent par un système mixte entre répartition et capitalisation, équilibrent leurs charges à court, moyen et long termes sans solliciter de subvention de la part de l'État. Les actifs financiers qui viennent en couverture des engagements de retraite et avantages similaires sont par nature distincts des disponibilités telles que décrites précédemment.

- Les aides à l'exercice du mandat parlementaire

Ce poste (104,5 M€) est en hausse de 1,86 % par rapport au budget réparti 2021 (102,6 M€). Les principales dépenses sont la dotation versée à l'association pour la gestion des assistants de sénateurs (AGAS), les avances pour frais de mandat (AFM) des sénateurs, qui couvrent les frais en relation directe avec l'exercice du mandat, et les subventions aux groupes politiques, qui représentent respectivement, en 2022, 61,8 %, 26,7 % et 11,5 % de l'ensemble.

- L'AGAS

Le nombre moyen de collaborateurs rémunérés par l'AGAS est estimé à 897 en 2021 et 900 en 2022. L'augmentation des crédits provient du cycle électoral, les dépenses tendant à atteindre leur plus bas niveau l'année suivant le renouvellement (2021 pour celui de septembre 2020), puis à augmenter les deux années suivantes, pour atteindre leur maximum l'année du renouvellement.

L'AGAS assure, pour le compte du Sénat, la gestion administrative, salariale et sociale des collaborateurs. Chaque sénateur dispose, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2018, d'une enveloppe mensuelle de 8 402,85 € bruts qui permet de rémunérer un maximum de cinq salariés, au minimum à mi-temps. La dotation à l'AGAS est affectée chaque année par l'augmentation du complément salarial d'ancienneté dévolu aux collaborateurs.



**Collaborateurs des sénateurs (moyenne annuelle, en personnel physique)**

2019	2020	2021	2022
882	875	897	900

Source : Sénat, Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

- L'avance pour frais de mandat

Le montant inscrit au titre de l'avance pour frais de mandat au compte 658310 « Frais de mandat des sénateurs » pour 2022, soit **23 551 680 €**, est en baisse de 1,5 M€ par rapport au budget initial pour 2021 et de 0,5 M€ par rapport au budget réparti pour 2021, afin de se rapprocher de la consommation habituellement constatée.

Le compte 658311 « Frais d'hébergement des sénateurs » est quant à lui doté de 3 672 000 €, contre 2 772 800 € dans le budget réparti pour 2021. Cette augmentation constitue un retour à la normale, la crise sanitaire ayant fortement réduit ces dépenses.

**Le contrôle de l'avance pour frais de mandat**

L'avance pour frais de mandat s'est substituée, à compter du 1er janvier 2018, à l'Indemnité représentative de frais de mandat.

Pour justifier de l'usage des avances, un sénateur doit enregistrer sur une application informatique les justificatifs des dépenses qu'il a acquittées.

Le contrôle des dépenses imputées sur ces avances est exercé, conformément à la loi, par le Comité de déontologie parlementaire, assisté du tiers de confiance désigné par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.

Le Comité intervient *a posteriori*, permettant ainsi d'avoir une vue globale des dépenses. Il apprécie :

- l'éligibilité des dépenses engagées au regard du référentiel de frais de mandat arrêté par le Bureau ;
- l'exactitude des justificatifs fournis ;
- le lien avec l'exercice du mandat ;
- le caractère raisonnable de la dépense.

Le principe fondamental est que toute dépense doit être justifiée.

La méthodologie suivie par le Comité est précisée par le référentiel de contrôle élaboré par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et approuvé par le Comité de déontologie. Elle est communiquée à la mission de certification des comptes du Sénat conduite par la Cour des comptes.

Tout sénateur, même s'il a quitté ses fonctions en cours d'année, est contrôlé, soit de manière approfondie, soit de manière « transversale » (par échantillonnage). Au cours de son mandat, tout sénateur est contrôlé au moins une fois de manière approfondie.

Le contrôle s'effectue en deux temps : les experts-comptables examinent les justificatifs, posent éventuellement des questions aux sénateurs concernés pour avoir les précisions utiles et signalent au Comité de déontologie les dépenses pour lesquelles ils n'ont pas obtenu d'éclaircissements ou pour lesquelles les éléments produits ne leur ont pas paru complets.

Le Comité de déontologie interroge alors les sénateurs sur ces dépenses restant en suspens et statue en fonction des nouveaux éléments communiqués. Si la dépense ne paraît toujours pas conforme à la réglementation, le Comité en sollicite le remboursement.

En application de l'article 99 ter du Règlement du Sénat, ces procédures peuvent aboutir à une sanction disciplinaire, prononcée par le Bureau du Sénat sur proposition de son Président, en cas de manquement grave par un sénateur aux principes déontologiques, comme le principe de probité ou d'intégrité.



- La subvention aux groupes politiques

Les crédits prévus pour la subvention aux groupes politiques du Sénat (12,00 M€) sont en légère augmentation par rapport à l'exécution 2020 (11,73 M€) et au budget réparti 2021 (11,67 M€). Toutefois, ce montant est par nature conventionnel du fait de l'impossibilité de prévoir le nombre des groupes en 2022. L'hypothèse retenue pour le présent budget est de 9 groupes<sup>[11]</sup>.

[11] En juillet 2021, les groupes employaient 109 collaborateurs.

### 1.1.2. Les dépenses de personnel

#### • Rémunérations

Les effectifs des personnels payés par le Sénat seraient de **1 114** fin **2022**, dont **977** emplois budgétaires et **137** contractuels (**73** CDI et **64** CDD). Ils seraient de 1 122 fin 2021.

Le total des dépenses de rémunération atteindrait **97,56 M€** (87,74 M€ pour les titulaires et stagiaires et 9,84 M€ pour les contractuels), contre 98,83 M€ dans le budget réparti 2021 (-1,27 %). Sous l'effet du renouvellement des effectifs, la tendance à la baisse globale de la masse indiciaire<sup>[12]</sup> se poursuit, avec une diminution de **0,52 %** dans le budget **2022** (contre -0,80 % dans le budget 2021). La construction du budget n'intègre aucune évolution de la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Agents et contractuels employés par le Sénat (fin d'année)			
2019	2020	2021	2022
1 108	1 105	1 122	1 114

Source : Sénat, Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

[12] Le Sénat utilise la somme des points rémunérés sur l'exercice (masse indiciaire) pour calculer les traitements et indemnités, et les charges qui s'y rapportent.

#### • Charges de sécurité sociale et de prévoyance

Les charges sociales relatives aux fonctionnaires diminueraient de 1,54 % et celles relatives au personnel contractuel augmenteraient de 8,32 %, du fait notamment des évolutions respectives de ces deux catégories de personnel.

#### • Les autres charges de fonctionnement

Elles figurent pour leur plus grande partie sous deux rubriques « travaux et services extérieurs » (compte 61) et « autres travaux et services extérieurs » (compte 62), qui regroupent des dépenses hétérogènes. Ainsi, le compte 61 comprend, d'une part, les dépenses principalement consacrées à l'immobilier (locations, services, charges locatives et de copropriété) et, d'autre part, des dépenses de « sous-traitance générale » utilisées notamment pour les prestations de services audiovisuels de captation et de retransmission des travaux parlementaires.

Dans le budget prévisionnel pour 2022, le total des comptes 61 et 62 atteint 34 561 027 €, contre 33 766 875 € dans le budget réparti pour 2021, soit une augmentation de 794 152 € (+ 2,35 %). Les principaux comptes en montant sont le compte 625 « Déplacements, missions et réceptions » (9,53 M€, soit 27,6 % du total), le compte 615 « Entretien, réparations, restauration » (7,69 M€, soit 22,3 % du total) et le compte 622 « Rémunération d'intermédiaires et honoraires » (4,93 M€, soit 14,3 % du total).

L'augmentation prévue en 2022 résulte essentiellement de celle des crédits du compte 625, en augmentation de 1 109 525 € (+ 13,17 %). Ce compte regroupe à la fois les frais de transport des sénateurs entre Paris et leur circonscription, les déplacements, l'accueil de délégations étrangères, le remboursement de frais des personnes auditionnées et certains frais de transport des personnels. Cette augmentation s'explique principalement par le financement des opérations prévues dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne.

### • Les achats

Le budget des achats pour 2022 (compte 60) est en baisse de 2,17 % à 4,74 M€. Les variations de ce compte sont imputables principalement au coût des fluides, des fournitures, des carburants, de l'entretien des véhicules et des dépenses d'impression liées à la séance.

#### **1.1.3. Les dépenses d'investissement**

La plus grande partie des dépenses d'investissement provient des opérations sur les bâtiments et de la mise à niveau des installations et équipements techniques. Elles sont réparties entre dépenses annuelles et opérations pluriannuelles.

Depuis 2017, le Sénat conduit des opérations d'investissement de grande ampleur destinées principalement à la rénovation et à la modernisation de ses bâtiments et installations, ainsi qu'à l'adaptation des locaux aux exigences du travail parlementaire et à leur mise aux normes. De ce fait, beaucoup des opérations inscrites pour le budget 2022 sont des opérations décidées antérieurement.

Les investissements projetés en 2022, de 31,4 M€ pour le Sénat (et de 32,9 M€ pour les trois entités), atteindraient un niveau élevé bien qu'inférieur à celui de 2017 (35 M€). En exécution, les dépenses d'investissement 2017 ont été de 24,4 M€.

Il s'agit en effet de saisir l'opportunité de la diminution de l'activité du Sénat au cours de la période des campagnes électorales, de mars à juin 2022, pour réaliser plusieurs opérations importantes.

On peut en particulier mentionner<sup>[13]</sup> :

- la rénovation de la salle Clemenceau, pour un montant estimatif de 7,7 M€ ;
- la rénovation des bureaux des sénateurs et de leurs collaborateurs situés dans le bâtiment J au 20 rue de Tournon, pour un montant estimatif de 3,5 M€ ;
- la restauration des façades et couvertures des pavillons Est du Palais du Luxembourg, pour un montant estimatif de 3,1 M€ ;
- la refonte du site internet du Sénat, pour un coût estimé à 1 M€.

Parmi les opérations pluriannuelles, on peut notamment mentionner :

- la restructuration des immeubles des 26 et 36 rue de Vaugirard, dont le coût total est estimé aujourd'hui à 52,3 M€, dont 50 M€ à la charge du Sénat et 2,3 M€ à la charge de la Ville de Paris. L'opération devrait se terminer en 2023 avec le démontage des bâtiments modulaires installés dans la cour d'honneur. Les crédits demandés pour 2022 s'élèvent à 8,9 M€ ;
- l'équipement en moyens permanents de captation audiovisuelle des neuf salles de commissions et délégations, pour un coût global estimé à 3,26 M€, dont 0,63 M€ en 2022.

[13] Les montants indiqués ici comprennent, outre les dépenses d'investissement, les honoraires.

## **2. Les ressources**

Les produits divers sont marqués par des prévisions budgétaires traditionnellement conservatoires pour tenir compte du caractère non reproductible de produits exceptionnels enregistrés certaines années. Ainsi, les prévisions pour 2022 reflètent des estimations proches des exécutions précédemment constatées, hors éléments exceptionnels. Pour 2022, un montant de 4,97 M€ est inscrit, contre 4,62 M€ pour 2021. Les redevances annuelles de gestion versées par les caisses autonomes de Sécurité sociale et des retraites du Sénat demeurent la principale source de produits (2 767 600 €), ainsi que, dans une moindre mesure, la redevance d'affectation versée par Public Sénat (430 000 €) et le loyer et les charges des locaux occupés par La Poste rue de Tournon (220 000 €).



## Ressources du Sénat (action n° 1)

Ressources pour missions institutionnelles (en €)	2019	2020	2021	2022
Dotation de l'État	312 227 700	312 227 700	312 227 700	327 227 700
Produits divers	4 885 224	4 866 974	4 622 459	4 973 932
Prélèvement sur disponibilités	25 031 394	29 248 524	20 101 492	17 134 896
Ressources totales	342 144 318	346 343 198	336 951 651	349 336 528

Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat à partir des données du Sénat

Le montant annuel de la dotation de l'État de 2012 à 2021, de 327,23 M€, et les produits, ne couvrant que les dépenses de fonctionnement, il est prévu que le financement de l'investissement élevé de 2022 soit financé par une hausse de la dotation de l'État de **15 M€** et un prélèvement sur les disponibilités de **17,13 M€**.

## JARDIN DU LUXEMBOURG (ACTION N° 2)

Le Jardin du Luxembourg fait partie du domaine immobilier géré par le Sénat ouvert au public.

## Crédits et exécution du budget de l'action « Jardin du Luxembourg 2020-2022

	Budget 2020	Exécuté 2020	Taux d'exécution	Budget 2021	Budget 2022	Variation 2022/2021	
						en valeur	en %
Charges de fonctionnement	11 428 130	10 435 941	91,32%	11 144 400	11 218 100	73 700	0,66%
60 Achats de biens et fournitures	723 400	517 981	71,60%	727 400	654 400	-73 000	-10,04%
61 et 62 Services extérieurs	1 339 730	930 217	69,43%	1 239 700	1 329 700	90 000	7,26%
63 Impôts et taxes	90 000	84 190	93,54%	90 000	90 000	0	0,00%
64 Rémunérations et charges sociales	9 275 000	8 903 554	96,00%	9 087 300	9 144 000	56 700	0,62%
Dont rémunération des personnels titulaire, stagiaire, contractuel et temporaire	7 338 900	7 078 217	96,45%	7 194 200	7 266 000	71 800	1,00%
Dont charges sociales, de prévoyance, de pension et accessoires de pension des personnels	1 791 700	1 741 423	97,19%	1 760 800	1 753 000	-7 800	-0,44%
Dont autres charges des personnels et autres charges sociales	144 400	83 913	58,11%	132 300	125 000	-7 300	-5,52%
65 Autres charges de gestion courante	0	0	NS	0	0	0	NS
Dépenses d'investissement	1 767 000	1 205 358	68,21%	1 805 000	1 430 000	-375 000	-20,78%
Dont constructions	1 300 000	841 937	64,76%	1 470 000	1 195 000	-275 000	-18,71%
Dont installations	75 000	48 149	64,20%	265 000	185 000	-80 000	-30,19%
Dont autres immobilisations corporelles	392 000	315 272	80,43%	70 000	50 000	-20 000	-28,57%
Total des dépenses des deux sections	13 195 130	11 641 299	88,22%	12 949 400	12 648 100	-301 300	-2,33%
Produits	422 000	343 201	81,33%	636 500	646 500	10 000	1,57%
Prélèvement sur les disponibilités	1 416 230	-58 802	-4,15%	956 000	644 700	-311 300	-32,56%
Dotation du budget de l'Etat	11 356 900	11 356 900	100,00%	11 356 900	11 356 900	0	0,00%

NB : les colonnes « Budget 2020 » et « Budget 2021 » correspondent au budget réparti hors reports d'opérations pluriannuelles.

Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

Le budget **2022** est fixé à **12 648 100 €**, en baisse de **2,33 %** par rapport au budget réparti pour 2021 (12 949 400 €). Cette baisse est imputable à celle des dépenses d'investissement, qui passeraient de 1,8 M€ à 1,4 M€. Les dépenses de fonctionnement sont en légère hausse (0,66 %).

## 1. Les dépenses

S'agissant des **investissements**, la restauration de la Fontaine Médicis et l'opération d'abattage et de replantation d'arbres doivent se terminer en 2021. En conséquence, le budget d'investissement diminue de **20,78 %** pour s'établir à **1 430 000 €**, avec la poursuite des travaux de restauration des grilles et des murets du Jardin du Luxembourg.



Les dépenses de **fonctionnement** s'établissent à **11 218 100 €**, en hausse de **0,66 %** par rapport au réparti pour 2021 (11 144 400 €). Les effectifs sont stables, avec 107 emplois budgétaires fin 2021 comme fin 2022, et les dépenses de rémunération augmentent de 1 %. Les services extérieurs sont en hausse de **7,26 % (+ 90 000 €)**. Le compte 615 « entretien, réparations, restauration » est en augmentation de **14,57 % (+ 85 000 €)** et doit notamment financer des travaux d'entretien et de réparation des biens immobiliers portant sur des réfections de sols, de pavillon et de serres. Le compte 605 « achats de matériel, équipements et travaux - télécoms » est en baisse de 60 000 €.

## 2. Les ressources

Le montant des produits attendus est en progression de **1,57 % (+ 10 000 €)** par rapport à **2021**, pour s'établir à **646 500 €**. Il comprend les produits des prises de vue dans le Jardin, les redevances versées par les exploitants titulaires de concessions dans le Jardin du Luxembourg, ainsi que des recettes attendues au titre des défilés à l'Orangerie Férou et des expositions photographiques sur les grilles du Jardin. Le solde est couvert par un prélèvement sur disponibilités.

### MUSÉE DU LUXEMBOURG (ACTION N° 3)

#### Crédits et exécution du budget de l'action « Musée du Luxembourg » 2020-2022

	Budget 2020	Exécuté 2020	Taux d'exécution	Budget 2021	Budget 2022	Variation 2022/2021	
						en valeur	en %
Charges de fonctionnement	17 700	2 316	13,09%	98 200	98 200	0	0,00%
60 Achats de biens et fournitures	0	0	NS	0	0	0	NS
61 et 62 Services extérieurs	17 700	2 316	13,09%	98 200	98 200	0	0,00%
Dépenses d'investissement	150 000	95 476	63,65%	70 000	70 000	0	0,00%
Dont constructions	0	95 476	NS	70 000	70 000	0	0,00%
Dont installations	150 000		0,00%	0	0	0	NS
Total des dépenses des deux sections	167 700	97 792	58,31%	168 200	168 200	0	0,00%
Produits	182 000	92 735	50,95%	100 000	150 000	50 000	50,00%
Prélèvement sur les disponibilités	-14 300	5 057	-35,36%	68 200	18 200	-50 000	-73,31%
Dotation du budget de l'Etat	0	0	NS	0	0	0	NS

Source : Sénat, présentation Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

NB : les colonnes « Budget 2020 » et « Budget 2021 » correspondent au budget réparti hors reports d'opérations pluriannuelles

## 1. Les dépenses

La prévision de dépenses d'investissement engagées par le Sénat est pour **2022** de **70 000 €**, soit un montant identique à celui inscrit pour 2021. Ce budget est destiné à financer des travaux de rénovations selon le programme qui sera transmis par la Réunion des Musées nationaux.

Les dépenses de fonctionnement sont de **98 200 €** dans le budget **2022**, soit là encore un montant identique à celui inscrit pour 2021. Il s'agit, pour 80 000 €, de financer des études préalables à la rénovation de la structure haute et du groupe froid du musée, initialement prévues au cours de l'exercice précédent. Le solde des dépenses est principalement consacré aux travaux de gros et petit entretien et de maintenance du système de sécurité incendie qui incombent au Sénat en application de la convention signée avec la Réunion des musées nationaux (RMN).

## 2. Les ressources

Depuis 2010, la gestion du musée du Luxembourg a été confiée à la RMN dans le cadre d'une délégation de service public, la convention actuellement en vigueur couvrant la période 2020-2026.

Cette délégation prévoit une redevance d'exploitation dont la partie fixe est de 150 000 €, une partie variable additionnelle assise sur le chiffre d'affaires pouvant être acquittée en cas de dépassement du seuil prévu dans la convention liant le Sénat à la RMN.



Sauf exception (gros travaux incombant au propriétaire, crise sanitaire...), le budget du musée du Luxembourg est structurellement excédentaire pour le Sénat. Cet excédent s'est élevé à 118 612 € en exécution 2019. En 2020, alors que le budget réparti prévoyait pour le Sénat un excédent de 14 300 €, un déficit de 5 057 € a été enregistré. En effet, la crise sanitaire a provoqué un effondrement des dépenses, mais encore plus des recettes, la redevance due au titre du dernier trimestre 2020 ayant dû faire l'objet d'une remise gracieuse. Le budget réparti 2021 prévoit un prélèvement sur les disponibilités du Sénat de 68 200 €, qui serait encore de 18 200 € en 2022.

## LE SOLDE : ÉVOLUTION DE LA DOTATION ET PRÉLÈVEMENT SUR DISPONIBILITÉS

De 2012 à 2021, le montant de la dotation versée par l'État au Sénat pour l'ensemble des trois budgets (Sénat, Jardin et Musée) est demeuré constant à 323,6 M€, après une baisse volontaire de 4,1 M€ (soit 1,3 %) par rapport au montant annuel de la période 2008-2011.

Le budget initial 2020 prévoyait un prélèvement sur disponibilités de 29 248 524 €. En raison notamment des décalages dans l'exécution des investissements résultant de la crise sanitaire, le montant du prélèvement a été limité à 1 414 526 €. Les dépenses d'investissement, qui concernent principalement des opérations pluriannuelles, n'ont été cependant que reportées dans le temps. Du fait du niveau élevé de l'investissement programmé, et de la majoration de 15 M€ de la dotation de l'État, le prélèvement prévu pour **2022** est inscrit pour **17 134 896 €**.

Les immobilisations financières mobilisables du Sénat (réserve spéciale d'intervention, ou RSI), sur lesquelles sont financés les prélèvements sur disponibilités exécutés, représentaient 133,2 M€ à la fin de l'exercice 2020, poursuivant leur légère augmentation de moyen terme (128,5 M€ en 2015, 130,1 M€ en 2016, 124,6 M€ en 2017, 133 M€ en 2018 et 2019).

**En vue de faire face aux dépenses d'investissement de 2022 et de préparer les conditions budgétaires de la progression des investissements dans les années à venir, le Sénat a prévu une hausse de la dotation de 15 M€ en 2022, la portant ainsi à 338,6 M€.** Cette majoration abonderait en totalité le budget de l'entité « Sénat » et se justifie par le niveau d'investissements particulièrement élevé en 2022, de 32,9 M€ pour les trois entités, contre une exécution moyenne de 12 M€ depuis 2005.

Le Sénat ne pourra financer sur ses seules disponibilités ce nouveau cycle d'investissement patrimonial : les projections montrent en effet que les réserves dont il dispose pourraient s'épuiser à l'horizon 2025.

Cette perspective justifie que **la dotation de l'État** versée au Sénat au titre de sa mission institutionnelle soit fixée pour 2022 à 327,2 M€. Compte tenu d'un prélèvement sur les disponibilités prévu à 17,1 M€ et de produits divers de 5,0 M€, les crédits dont disposera le Sénat pour ses missions institutionnelles s'élèveront ainsi en 2022 à 349,3 M€ (contre 337,0 M€ inscrits au budget initial 2021).

## LE RÉSULTAT BUDGÉTAIRE

Le résultat budgétaire global des trois entités prévu pour 2022 est un déficit, qui nécessite, compte tenu de la majoration de 15 M€ de la dotation, un prélèvement sur disponibilités de 17,80 M€ (contre 21,13 M€ selon le budget réparti pour 2021).

### 1. Résultat budgétaire et résultat comptable

Il convient de rappeler que la définition du résultat budgétaire utilisée par le Sénat est sensiblement différente de celle de résultat comptable. D'une part, le résultat budgétaire agrège aux dépenses de fonctionnement tous les investissements de l'exercice, qui en comptabilité générale ne figurent que pour les amortissements constatés. D'autre part, le résultat comptable tient compte de divers produits et charges (notamment les amortissements) qui ne figurent pas dans le résultat budgétaire. Enfin, il ne peut être rapproché du résultat budgétaire que les données relatives aux



comptes du Sénat pour son entité institutionnelle, à l'exclusion des comptabilités annexes constituées des régimes sociaux.

Ainsi, le résultat budgétaire réalisé de 2020 (- 1,4 M€), sur lequel l'impact des investissements était très important (près de 20 M€ par exercice, 15 M€ en 2022 du fait de la crise sanitaire), était différent du résultat comptable pour ce même exercice (+ 7,27 M€) et par construction, il est très probable qu'il en sera de même en 2021 et 2022.

#### Passage des données budgétaires au résultat comptable (2018-2020)

Arrondis en M€	Comptes 2018	Comptes 2019	Comptes 2020
<b>Total des produits figurant au budget (A)</b>	<b>331 257 930</b>	<b>332 576 360</b>	<b>331 306 337</b>
Dotation de l'État	323 584 600	323 584 600	323 584 600
Recettes budgétaires propres	7 673 330	8 991 760	7 721 737
<b>Total des charges figurant au budget (B)</b>	<b>327 806 599</b>	<b>333 568 735</b>	<b>332 667 119</b>
Section de fonctionnement	308 207 338	315 216 762	318 217 362
Section d'investissement	19 599 261	18 351 973	14 449 757
<b>Résultat budgétaire (C=A-B)</b>	<b>3 451 331</b>	<b>-992 375</b>	<b>-1 360 781</b>
Investissements à déduire (D)	19 599 261	18 351 973	14 449 757
Produits extrabudgétaires (E)	991 546	2 144 839	2 264 195
Charges extrabudgétaires (F)	9 153 821	9 630 989	8 081 805
<b>Résultat comptable (C+D+E-F)</b>	<b>14 888 317</b>	<b>9 873 448</b>	<b>7 271 365</b>

Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

## 2. Résultat budgétaire prévu et résultat budgétaire constaté

Il existe des différences significatives entre le résultat budgétaire prévu et le résultat budgétaire constaté. Ainsi le résultat effectif pour 2018 a été un excédent et pour 2019 et 2020 un faible déficit mais il a pour contrepartie d'importants reports d'opérations pluriannuelles (11,26 M€ en 2018, 8,07 M€ en 2019, 5,8 M€ en 2020) pour des raisons opérationnelles, reports qui viennent s'ajouter aux dépenses des années suivantes.

## 3. Prélèvement sur disponibilités prévu et prélèvement sur disponibilités constaté

Les disponibilités du Sénat sont inscrites à l'actif du bilan du Sénat « stricto sensu » sous forme d'immobilisations financières et sont rassemblées dans un compte qui porte le nom de Réserve spéciale d'intervention (RSI). Ces disponibilités sont destinées à financer les dépenses d'investissement à cinq ans du Sénat qui ne sont pas couvertes par la dotation annuelle de l'État et les recettes budgétaires propres. Elles permettent en tant que de besoin d'assurer l'équilibre emploi-ressources du budget annuel pour sa section d'investissement.

Le prélèvement sur disponibilités peut différer entre son montant inscrit au budget et son montant constaté en exécution compte tenu des conditions d'exécution dudit budget (reports dans l'exécution des investissements, économies réalisées sur le budget de fonctionnement).

#### Prélèvement sur disponibilités inscrit et exécuté 2016-2020

Prélèvement sur disponibilité	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Budget initial</b>	<b>3 407 410 €</b>	<b>29 299 464 €</b>	<b>22 239 064 €</b>	<b>24 975 594 €</b>	<b>30 662 224 €</b>
<b>Exécuté</b>	<b>-4 860 558 €</b>	<b>8 450 764 €</b>	<b>-3 451 331 €</b>	<b>992 375 €</b>	<b>1 360 781 €</b>

Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat

Comme indiqué précédemment, la valeur nette des disponibilités du Sénat en valeur de marché s'élève à 133,2 M€ fin 2020. Le Sénat ne dispose pas d'autres disponibilités. À la clôture 2020, en valeur comptable, les actifs mobilisables s'élèvent à 136,31 M€ (immobilisations financières nettes ou RSI, créances diverses et autres disponibilités) desquels il faut déduire les dettes à court terme (notamment factures non parvenues à la clôture) pour 24,54 M€.



## LES PERSPECTIVES PLURIANNUELLES

Les prochaines années se caractériseront par une forte tension pour le budget du Sénat. Si les dépenses de fonctionnement resteront maîtrisées – le ressaut prévu pour 2023 résultant du seul renouvellement sénatorial –, se profile en effet désormais la nécessité de lourds travaux d'entretien du Palais et de ses dépendances en tant que palais national.

D'importantes opérations sont ainsi envisagées à partir de 2024 : rénovation de bâtiments, des façades et couvertures du Palais... Ces travaux, qui restent à décider mais qui sont indispensables pour assurer l'entretien d'un patrimoine historique exceptionnel, pourraient susciter des dépenses annuelles d'investissements supérieures à 25 M€ (contre 22,03 M€ en moyenne pour les prévisions budgétaires des huit années 2014 à 2021).

### Budget du Sénat, jardin et musée trajectoire 2023-2024

Dépenses	2022	2023	2024
Investissement	32,9 M€	14,8M€	32,0M€
Fonctionnement	329,2 M€	333,7M€	330,0M€
<b>Total des dépenses</b>	<b>362,1 M€</b>	<b>348,5M€</b>	<b>362,0M€</b>

Ressources	2022	2023	2024
Produits budgétaires	5,7 M€	5,8M€	5,8M€
Dotation de l'État et prélèvement sur les disponibilités	356,3 M€	342,7M€	356,2M€
<b>Total des ressources budgétaires</b>	<b>362,1 M€</b>	<b>348,5M€</b>	<b>362,0M€</b>

## CONCLUSION

Les prévisions contenues dans le budget pour 2022 s'agissant des dépenses de fonctionnement et d'investissement, notamment pour réaliser plusieurs opérations de travaux significatives d'une part, des ressources budgétaires propres, d'autre part, justifient une majoration de 15 M€ de la dotation de l'État qui serait ainsi portée, en 2022, à 338 584 600 €, soit une hausse de 4,64 %.

Toutefois, la capacité de l'institution à entretenir son patrimoine dans sa dimension historique et patrimoniale continuera à constituer une charge particulière.

L'exercice de projection pluriannuelle repose sur la poursuite du programme d'investissement nécessaire à l'entretien du Palais grâce aux disponibilités du Sénat. Ces disponibilités, évaluées à 133 M€, se réduiront à partir de 2021, compte tenu du financement des charges d'investissement, qui s'établiront de manière durable à un niveau très élevé par rapport à la moyenne des exercices précédents, sous l'effet conjugué des reports liés à la gestion de la crise du Covid et de la nécessité d'assurer l'entretien du patrimoine.

Le caractère impératif des travaux à entreprendre au cours d'une année 2022, où il convient de saisir l'opportunité de la diminution de l'activité du Sénat pendant les campagnes électorales, de mars à juin, donnera une nouvelle impulsion à ces investissements, dont le rythme d'exécution sera accéléré par rapport aux années précédentes, sous l'effet des mesures prises pour améliorer la programmation immobilière et les conditions de suivi des travaux. La tendance constatée depuis une décennie d'un programme d'investissement budgété qui n'est réalisé qu'aux deux tiers permettant un faible prélèvement sur disponibilités et donc une stabilité des réserves ne devrait donc pas perdurer dans les prochaines années.

Comme le rapport de la commission commune de l'an passé l'indiquait, l'établissement d'une analyse budgétaire fonctionnelle sous la forme d'une action spécifique permettant d'identifier les travaux relevant de la mission d'entretien

**Pouvoirs publics**

Mission

SÉNAT

patrimonial confié au Sénat par la Nation permettrait de mieux appréhender les besoins de financement nouveaux suscités par cet entretien. Pour les années à venir, l'évolution de la dotation pourrait être évaluée en fonction du double impératif d'entretien du Palais du Luxembourg et de la nécessité de maintenir les disponibilités à un niveau prudentiel adapté.



## LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE

Comme indiqué au début du présent rapport, en application de l'article 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, « *chaque société de programme conclut annuellement avec l'assemblée dont elle relève une convention précisant les modalités d'exécution de sa mission, ainsi que le montant de la participation financière dont elle est dotée par cette assemblée* ».

Les budgets des deux chaînes (LCP-AN et Public Sénat) demeurent distincts. Il n'existe pas, à ce jour, de mutualisation de certains équipements ou personnels. Cela s'explique notamment par des contraintes géographiques (besoin de conserver un plateau et des moyens de captation audiovisuelle dans chaque Assemblée) et par la nécessité de préserver l'indépendance éditoriale de chaque société de programme. Toutefois, les deux sociétés de programme partagent le même canal de diffusion sur le réseau de télévision numérique terrestre (TNT), dans le cadre de la parité de temps d'antenne prévue par la loi et selon des modalités fixées par un accord entre les deux Assemblées. Par ailleurs, elles coproduisent certaines émissions et la couverture de grands événements politiques et parlementaires (notamment des soirées électorales). Elles peuvent en outre réaliser en commun des appels d'offres, par exemple pour la régie de diffusion ou dans le cadre du multiplex de diffusion sur la TNT, ou encore passer en commun des contrats d'achat d'images (pools...).

Public Sénat a signé en janvier 2019 un contrat d'objectifs et de moyens pour les années 2019 à 2021 avec le Sénat. Le contrat d'objectifs et de moyens 2022-2024 devrait être conclu fin 2021. Un contrat de même nature a été signé en 2020 entre LCP-AN et l'Assemblée nationale. Compte tenu du changement de nomenclature budgétaire de LCP-AN à compter du budget 2019<sup>[1]</sup>, la mesure de l'évolution de certains postes sur longue période est difficile.

[1] Cette nomenclature est celle adoptée par toutes les chaînes de télévision.

## ACTION N° 1 : LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE - ASSEMBLÉE NATIONALE

Les relations entre l'Assemblée nationale et la société de programme « La Chaîne parlementaire - Assemblée nationale » (LCP-AN) sont organisées par un contrat d'objectifs et de moyens (COM). Le COM signé en 2020 couvre la période 2019-2021. Plus élaboré que les contrats précédents, celui-ci comprend, outre des axes thématiques sur la visibilité du travail parlementaire, le contenu des programmes et la définition des moyens, un plan d'affaires pluriannuel<sup>[2]</sup>. Les travaux préparatoires à la signature du prochain COM ont été lancés courant 2021.

Le projet de budget établi pour 2022, a été adopté par le conseil d'administration de LCP-AN le 23 juin 2021. Lors de sa réunion du 30 juin 2021, le Bureau de l'Assemblée nationale a fixé, pour le onzième exercice consécutif, la dotation à 16 641 162 €.

Selon les informations communiquées par la société, les dépenses à financer en 2022 sont évaluées, au total, à 17,52 M€, en hausse (+ 0,5 M€, soit + 2,9 %) par rapport au budget rectifié de 2021. Il convient de rappeler que 2022 sera une année atypique sur le plan des contenus en raison des élections présidentielles et plus particulièrement législatives.

Après un exercice attendu en déficit en 2021 (- 0,27 M€), le résultat de l'exercice 2022 est attendu fortement négatif (- 0,81 M€), les reports des résultats positifs antérieurs comblant ce déficit. Cette prévision, qui conduit LCP-AN à utiliser entièrement « son report à nouveau »<sup>[3]</sup> en 2021, pose d'ores et déjà la question des modalités de la restauration de ses équilibres financiers. En effet, dans un contexte de stabilité des recettes, toute nouvelle dépense de fonctionnement ou d'investissement, en l'absence de la recherche de synergies avec Public Sénat, ne peut reposer que sur une contraction d'un autre poste de dépense.

Les dépenses de LCP-AN se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-après<sup>[4]</sup>.



## Budget 2021 de La Chaîne parlementaire – Assemblée nationale

	Réalisé 2020	Budget 2021 révisé	Budget 2022	Variation budget 2022/ budget 2021	
				Δ absolu	Δ %
<b>I - DEPENSES D'EXPLOITATION (A+B+C)</b>	<b>15 524 703</b>	<b>15 653 966</b>	<b>15 962 221</b>	<b>308 255</b>	<b>1,97%</b>
<b>A - COÛT ANTENNE (4)</b>	<b>12 608 772</b>	<b>13 379 718</b>	<b>13 690 221</b>	<b>310 503</b>	<b>2,32%</b>
a) Coût de grille :	8 261 780	8 850 300	9 120 147	269 847	
Masse salariale	4 916 529	5 338 300	5 415 000	76 700	
Frais de grille	2 683 645	2 809 000	2 942 147	133 147	
Achat programmes et Coproductions	661 606	703 000	763 000	60 000	
b) Coût et support Tech/informatique	4 346 992	4 529 418	4 570 074	40 656	0,90%
Coût Technique	1 133 353	1 259 418	1 270 074	10 656	
Coût Diffusion	3 213 638	3 270 000	3 300 000	30 000	
<b>B - FRAIS GENERAUX</b>	<b>2 568 503</b>	<b>2 274 248</b>	<b>2 272 000</b>	<b>-2 248</b>	<b>-0,10%</b>
dont Loyers et Charges	509 267	515 000	515 000	0	
dont Impôts et Taxes	705 586	497 248	495 000	-2 248	
<b>C - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>347 428</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>II - DEPENSES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>III - DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>982 957</b>	<b>1 370 192</b>	<b>1 558 960</b>	<b>188 768</b>	<b>13,78%</b>
<b>IV - DEPENSES TOTALES (I+II+III)</b>	<b>16 507 660</b>	<b>17 024 158</b>	<b>17 521 181</b>	<b>497 023</b>	<b>2,92%</b>
<b>V - RESSOURCES PROPRES</b>	<b>234 246</b>	<b>105 333</b>	<b>72 000</b>	<b>-33 333</b>	<b>-31,65%</b>
<b>VI - DOTATION DE L'ETAT</b>	<b>16 641 162</b>	<b>16 641 162</b>	<b>16 641 162</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>VII - RESULTAT EXERCICE (V+VI-IV)</b>	<b>367 748</b>	<b>-277 663</b>	<b>-808 019</b>	<b>-530 356</b>	<b>191,01%</b>
<b>VIII - REPORT A NOUVEAU</b>	<b>717 934</b>	<b>1 085 682</b>	<b>808 019</b>		
<b>IX - RESULTAT NET (VII+VIII)</b>	<b>1 085 682</b>	<b>808 019</b>	<b>0</b>		

Source : Assemblée nationale

Les **dépenses d'exploitation** s'élèvent à 15,96 M€ en 2022, contre 15,65 M€ prévues au budget révisé 2020 (+ 0,31 M€, soit + 2 %).

Les coûts liés à l'antenne (13,69 M€) portent la totalité de cette hausse (+ 0,31 M€, + 2,3 %). Dans le détail, les coûts liés à la grille hors masse salariale passent de 3,51 M€ prévus en 2021 à 3,7 M€ en 2022, du fait de la poursuite du plan de développement des contenus propres de la chaîne (production interne, achats et coproductions<sup>(5)</sup>). S'y ajoutent une légère hausse de la masse salariale (+ 0,08 M€, + 1,4 %) et des coûts de diffusion par rapport au budget révisé 2021 (+ 0,04 M€, + 0,9 %). Les frais généraux, pour leur part, sont stables par rapport au budget 2021 révisé à 2,27 M€ et en recul par rapport à l'exercice 2020, marqué par des achats et travaux liés à la Covid-19 pour assurer la sécurité de ses salariés.

Les **dépenses d'investissement** (1,56 M€ en 2022, en progression de 0,19 M€, soit + 13,8 % par rapport au budget révisé 2021, + 58,6 % par rapport au réalisé 2020). Cette hausse s'inscrit dans le cadre du plan d'investissement de la chaîne dans ses outils de production, étalé sur 2021 et 2022. En 2022, il s'agira notamment pour LCP-AN de pourvoir au remplacement du support technique d'une partie du matériel de post-production (montage et habillage) et d'adapter les moyens pour produire de nouveaux contenus. Le coût global de cette évolution est estimé à 0,8 M€.

Les **ressources propres** de la chaîne, déjà très limitées, diminuent entre le budget révisé 2021 et 2022 et se situeraient à 0,07 M€. Pour augmenter ses ressources propres, la chaîne a retenu trois options : la rémunération de campagnes d'intérêt général, le parrainage d'antenne et les refacturations d'émissions communes avec Public Sénat. En tout état de cause, le surcroît de recettes propres demeurerait limité.

[2] Il ne contient pas d'objectif d'audience, contrairement à ce qui a été introduit dans le COM de Public Sénat, mais des indicateurs relatifs à la présence de LCP-AN sur Internet et les réseaux sociaux, ainsi qu'à l'évolution de sa part de diffusion des programmes sur le « non linéaire » (replays et vidéos à la demande), en ligne avec sa nouvelle stratégie visant à devenir un media global présent sur l'ensemble des supports de diffusion.

[3] Le report à nouveau correspond à la fraction des bénéfices qui n'est ni distribuée sous forme de dividendes, ni affectée en réserves légales ou facultatives.

[4] Depuis 2020, à la différence des exercices antérieurs, le budget de LCP-AN est présenté selon une nomenclature nouvelle proche de celle d'une comptabilité d'entreprise.

[5] La chaîne est ainsi passée de 12 coproductions engagées en 2017 à 40 en 2021.

## ACTION N° 2 : LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE – PUBLIC SÉNAT

Depuis 2012, le Sénat et Public Sénat ont décidé de conclure, en plus des conventions annuelles prévues par l'article 45-2 précité de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, des contrats d'objectifs et de moyens (COM) triennaux, dont les conventions sont, dans le domaine des moyens matériels et financiers, la déclinaison annuelle. Le COM actuellement en vigueur, qui couvre la période 2019-2021, comprend dix objectifs<sup>[6]</sup>, évalués par quinze indicateurs, ainsi qu'une programmation triennale de la dotation (stable depuis 2015). Le prochain COM, en cours de négociation, doit être conclu fin 2021.

Le Président-directeur général de Public Sénat est auditionné annuellement par le Bureau du Sénat. Il est par ailleurs régulièrement entendu, de manière formelle ou informelle, par la Délégation du Bureau chargée de la communication et de Public Sénat.

Public Sénat transmet chaque année au Conseil de Questure ses comptes annuels et rapport de gestion arrêtés par le Conseil d'administration et certifiés par ses commissaires aux comptes. Ces documents sont également soumis à la Commission chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne du Sénat, par laquelle le Président-directeur général de Public Sénat est auditionné chaque année.

Public Sénat transmet également au Président du Sénat ses comptes annuels et rapport de gestion arrêtés par le Conseil d'administration ainsi que les rapports de ses commissaires aux comptes, en vue de leur approbation par le Bureau du Sénat réuni en assemblée générale de l'actionnaire unique de la société Public Sénat.

En ce qui concerne le budget pour 2022, la dotation à Public Sénat demeure stable et s'établit à **17 648 000 €**, dont 17 118 000 € pour l'exploitation et 530 000 € pour l'investissement.

Il convient de noter que ce projet d'allocation des dépenses pourrait être amendé, à l'issue des discussions sur le contrat d'objectifs et de moyens entre Public Sénat et le Sénat pour la période 2022-2024.

Le projet de budget total de Public Sénat diminue légèrement (-1,99 %), pour atteindre 18 248 000 €. Les ressources, outre la dotation qui représente 97 % du montant total, proviendraient de produits d'exploitation (parrainages et coproductions), pour 600 000 €.

Le budget d'exploitation de Public Sénat s'élève à 17 718 000 €, en augmentation de 0,93 % par rapport à 2021, et se construit selon les éléments suivants :

- le coût de grille, pour 11 002 240 € (+ 0,39 %) : il s'agit de la principale dépense d'exploitation (62 % du total), qui comprend notamment les dépenses de personnel ;
- les coûts de diffusion, pour un montant de 3,30 M€, en hausse de 0,09 % par rapport à 2021, en raison d'une augmentation des frais de diffusion TNT ;
- les frais généraux (coûts opérationnels et charges de structure) pour 2 557 760 €, qui intègrent notamment les loyers et charges des locaux ;
- les impôts et taxes pour 805 000 € ;
- 50 000 € d'amortissements.



Le budget d'investissement s'établit à 530 000 € (intégralement financés par la subvention), en diminution de 50,14 %, à la suite de l'effort d'investissement consenti en 2021 pour la refonte de la régie d'exploitation, pour un montant de 532 898 €, et couvre notamment :

- le renouvellement du matériel technique, du matériel informatique et des logiciels ;
- la modernisation du site internet.

[6] « Valoriser le travail du Sénat et des sénateurs, dans le respect du pluralisme politique » ; « accentuer la représentation de la diversité des territoires » ; « consacrer du temps au débat et aux programmes de décryptage » ; « assurer la transformation de Public Sénat en média à 360°, accessible sur tous les canaux et pour tous les publics » ; « développer les synergies éditoriales avec LCP-AN » ; « favoriser les mutualisations techniques et la mise en commun de moyens » ; « assurer la visibilité et la notoriété de Public Sénat » ; « mettre en place un plan d'actions RSE » ; « accompagner les salariés dans leur développement professionnel » ; « respecter la stabilité budgétaire en recherchant des leviers de développement propres ».

## ENSEMBLE DES BUDGETS DU PARLEMENT

Le tableau suivant récapitule les crédits demandés pour 2022 par l'Assemblée nationale et le Sénat, soit des dotations de l'État inchangées par rapport à celles de l'exercice 2021 pour « La Chaîne parlementaire », et en augmentation pour l'Assemblée nationale et le Sénat, par des majorations de dotations de respectivement 34,6 M€ et 15 M€.

## Les crédits demandés pour 2022 par l'Assemblée nationale et le Sénat

(en €)	Dotation 2018	Dotation 2019	Dotation 2020	Dotation 2021	Dotation 2022	Variation 2021/2022	
						en valeur absolue	en %
<b>Dotation « Assemblée nationale »</b>	<b>517 890 000</b>	<b>517 890 000</b>	<b>517 890 000</b>	<b>517 890 000</b>	<b>552 490 000</b>	<b>+34 600 000</b>	<b>+6,7 %</b>
Dotation	517 890 000	517 890 000	517 890 000	517 890 000	517 890 000	0	0,0 %
Dotation complémentaire exceptionnelle*	-	-	-	-	34 600 000	+34 600 000	-
<b>Dotation « Sénat »</b>	<b>323 584 600</b>	<b>323 584 600</b>	<b>323 584 600</b>	<b>323 584 600</b>	<b>338 584 600</b>	<b>+ 15 000 000</b>	<b>4,6 %</b>
Action « Sénat »	311 627 700	312 227 700	312 227 700	312 227 700	327 227 700	+ 15 000 000	4,8 %
Action « Jardin du Luxembourg »	11 956 900	11 356 900	11 356 900	11 356 900	11 356 900	0	0,0 %
Action « Musée du Luxembourg »	0	0	0	0	0	0	-
<b>Dotation « La Chaîne parlementaire »</b>	<b>34 687 162</b>	<b>34 289 162</b>	<b>34 289 162</b>	<b>34 289 162</b>	<b>34 289 162</b>	<b>0</b>	<b>0,0 %</b>
Action « LCP-AN »	16 641 162	16 641 162	16 641 162	16 641 162	16 641 162	0	0,0 %
Action « Public Sénat »	18 046 000	17 648 000	17 648 000	17 648 000	17 648 000	0	0,0 %

Source : Commission commune des crédits de l'Assemblée nationale et du Sénat \* Dotation versée au 1<sup>er</sup> juillet 2022, ajustable à la baisse.



Le Président de la Commission

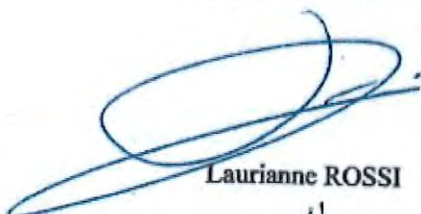


Christian BABUSIAUX

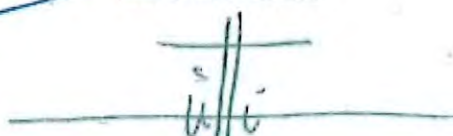
Les Questeurs de l'Assemblée nationale

Les Questeurs du Sénat

Florian BACHELIER



Laurianne ROSSI



Éric CIOTTI



Philippe BAS



Jean-Pierre SUEUR



Vincent CAPO-CANELLAS

## CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La dotation budgétaire à prévoir au titre de l'année 2022 dans le projet de loi de finances s'élève à 15 963 000 €, dont 2 500 000 € au titre de l'élection présidentielle et des élections législatives.

Une dépense exceptionnelle évaluée à 0,9 M€ est à inclure aux fins de déploiement d'ici la fin de l'année 2022 d'un portail de référence de la QPC.

### RÉPARTITION DU BUDGET PRÉVISIONNEL 2022 ENTRE LES CINQ ACTIONS

Action	Membres	Personnel	Fonctionnement	Investissement	Total
01-Contrôle des normes	1 791 140	4 044 618	498 000	1 044 492	7 378 250
02-Elections		1 500 000	500 000	500 000	2 500 000
03-Relations extérieures	366 860	832 445	415 414		1 614 719
04-Entretien, travaux		328 761	377 850	562 000	1 268 611
05-Frais généraux		1 839 871	533 270	828 279	3 201 420
<b>Total</b>	<b>2 158 000</b>	<b>8 545 695</b>	<b>2 324 534</b>	<b>2 934 771</b>	<b>15 963 000</b>

### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le budget consacré aux membres est en diminution. Il prend en compte le fait que plus aucun membre de droit ne siège au Conseil constitutionnel.

Les dépenses de personnel augmentent dans la mesure requise par la professionnalisation du secrétariat général et l'augmentation de son effectif liée au déploiement de nouveaux projets, tels que le déploiement d'un portail de référence de la QPC.

Les dépenses de fonctionnement courant progresseront dans la même mesure.

### DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le programme d'investissement pour l'année 2022 s'ordonne autour, d'une part, de la poursuite du plan d'économie d'énergie et de développement durable et, d'autre part, de la nécessaire refonte des outils numériques de gestion des décisions du Conseil et du déploiement du portail de la QPC.

### DÉPENSES RELATIVES AUX ÉLECTIONS

Le budget prévoit les dépenses pour l'élection présidentielle sur le modèle de celui mobilisé il y a cinq ans et en tenant compte des charges nouvelles qui pèsent sur le Conseil constitutionnel. Il représente un budget d'un montant de 2,5 M€.



## COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE

Les prévisions budgétaires pour l'année 2022 sont supérieures aux sommes allouées pour l'exercice 2021.

La somme demandée est **984 000 €** soit une augmentation de **12,9 %** par rapport à la dotation 2021, hors prise en compte du solde 2021.

Dotation demandée (en €)	PLF 2021	PLF 2022
Loyer	486 000	493 000
Indemnités magistrats et cotisations	135 000	135 000
Autres dépenses de fonctionnement	125 000	135 000
Frais de justice	64 000	159 000
Frais de tenue d'un ou plusieurs procès	61 500	62 000
Conservation solde 2020	94 426*	
<b>TOTAL</b>	<b>965 926</b>	<b>984 000</b>

\*affectés aux frais de justice

## LOYER

La somme allouée au budget 2020 s'élevait à 485 500 € : 476 000 € pour le loyer et 9 500 € de charges remboursées au propriétaire.

La dépense pour l'année 2021 sera légèrement supérieure à la dépense 2020 compte tenu de l'augmentation indiciaire et de frais relatif au système de climatisation mais ne devrait pas être supérieure à 493 000 €.

Depuis 2013, date de négociation du montant du loyer et de la signature d'un nouveau bail qui court jusqu'en mars 2022, le montant du loyer hors charges reste légèrement inférieur à 482 000 € alors qu'avant cette date il était supérieur à 520 000 euros.

La somme de 493 000 € demandée pour l'année 2022 est donc légèrement supérieure à celles demandées les années précédentes.

## INDEMNITÉS DES MAGISTRATS ET COTISATIONS

La somme de 135 000 € demandée représente les prévisions permettant de couvrir l'ensemble des indemnités dues aux magistrats, et des cotisations payées, hors membres de la formation de jugement.

La somme demandée est identique à celle allouée pour l'exercice 2022.

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

La somme de 135 000 € est demandée pour l'exercice 2022, le nombre de fonctionnaires et de magistrats présents de façon permanente à la Cour a doublé, passant de 5 à 10 personnes.

La gardienne qui assure également l'entretien des locaux part à la retraite fin 2021. Le nettoyage sera assuré par une entreprise extérieure.

En septembre 2021 un audit de sûreté va être réalisé par les services de la Préfecture de police de Paris, à la suite duquel des travaux de sécurisation du site pourraient être envisagés. Si la somme affectée aux frais de justice n'est pas utilisée entièrement elle pourrait être réservée à cet aménagement courant 2022.

## FRAIS DE JUSTICE

Le solde de la dotation de 2020 soit 94 426 € a été conservé en 2021.

Cette somme a été affectée aux frais de justice ce qui a porté le montant de ce poste à 158 426 €.

Pour 2022 la somme de 159 000 € est demandée compte tenu de l'activité de commission d'instruction et de la commission des requêtes.

Depuis fin juillet 2021 la commission des requêtes a été saisie de plus de 15 500 plaintes émanant de particuliers contre le premier ministre et des ministres en exercice.

Quatre dossiers sont en cours à la commission d'instruction dont un vient d'être réglé.

## FRAIS DE TENUE D'UN OU PLUSIEURS PROCÈS

La formation de jugement va se réunir soit au mois de décembre 2021 soit en janvier 2022 pour le procès d'un ancien secrétaire d'État.

Il reste 3 dossiers en cours d'instruction mettant en cause des ministres en exercice et d'anciens ministres.

Une somme de 62 000 € est demandée.

## Observations complémentaires

L'exécution budgétaire pour le premier semestre 2021 s'est effectuée conformément aux prévisions budgétaires et aux sommes allouées.

La Cour de justice de la République occupe des locaux, propriété du groupe GMF/COVEA.

Le bail doit être renouvelé en mars 2022. L'éventuel déménagement de la Cour dans les locaux du palais de justice de la Cité ne pourra avoir lieu avant 2025 car le procès des attentats de 2015 s'y tiendra de septembre 2021 à fin 2023 voire 2024.

Des travaux d'aménagement devront être envisagés avant que ces locaux puissent accueillir la CJR.

Le contrat de bail prévoit la possibilité de dénoncer la location à tout moment en respectant un préavis de 6 mois. Dans l'hypothèse du déménagement ou de la suppression de la Cour de justice de République, ce délai devra être respecté.

Ce délai de six mois permettra, le cas échéant, de procéder à toutes les formalités d'ordre technique afférentes à ce déménagement ou à cette suppression :

- Transfert des dossiers dans les nouveaux locaux ;
- Remise du mobilier hors propriété de la Cour au Mobilier National et au Centre National d'Art Contemporain ;
- Renégociation ou résiliation des contrats :
  - de maintenance technique et informatique ;
  - de liaison et maintenance sécurité ;
  - des matériels bureautiques ;
  - des abonnements à la documentation ;
  - restitution du mobilier au Mobilier National et au centre national d'art contemporain ;
- Remise aux services des domaines du mobilier, propriété de la Cour de justice de la République ;
- Remise aux services des domaines des véhicules propriété de la Cour de justice de la République.



**De:** Laurianne Rossi  
**Envoyé:** jeudi 16 novembre 2017 19:11  
**À:** Florian Bachelier  
**Cc:** Thierry Solère; Eric Fallourd; Christophe Pallez; Dominique Astruc  
**Objet:** Prestataire Crèche AN  
**Pièces jointes:** 0390 - FB - MAUBERT Thomas.pdf



**Importance:** Haute

Cher Florian,

Tu as souhaité ajouter, tardivement hier soir, un point à l'ordre du jour de notre réunion de Questure de ce jeudi 16/11, relatif au lancement d'une étude de besoin pour la réalisation d'une crèche à l'Assemblée Nationale.

Estimant que les 4 structures sélectionnées et consultées par le Secrétariat Général (*ABC Puériculture ; Les Petits Chaperons Rouges ; SmartCités ; Espelia*) n'étaient pas suffisamment représentatives du marché délégataire du secteur, j'ai demandé à surseoir à cette décision et à ce que 3 autres acteurs soient consultés (*Maison Bleue ; Babilou et Crèches de France*).

J'ai été contactée, à l'issue de notre réunion de Questure, par la direction de *Crèches de France* m'informant avoir reçu un courrier de ta part daté du 15/11 (ci-joint), stipulant que « *le prestataire chargé de la mise en œuvre du projet a déjà été sélectionné* ». Information surprenante puisque ce sujet et cette décision n'avaient encore jamais été abordés par les Questeurs.

**Cette correspondance me semble porter atteinte aux règles de collégialité qui président aux décisions de Questure de cette Assemblée - tout particulièrement en matière d'attribution de marchés - et de nature à semer le doute sur l'éthique et la transparence du collège des Questeurs.**

Dans l'attente d'explications,  
Bien à toi,

**Laurianne ROSSI**

*Questeure de l'Assemblée Nationale*

*Députée des Hauts-de-Seine (11<sup>ème</sup> circonscription)*

*Membre de la Commission du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire*

Tél. : 01.40.63.68.01 - Courriel : [laurianne.rossi@assemblee-nationale.fr](mailto:laurianne.rossi@assemblee-nationale.fr)





Message écrit par la suppléante de Maël Tournade à la responsable des investitures LR le 20 mai 2022



Je vous contacte au sujet de la candidature de Maël Tournade sur la 8ème circonscription. Il m'a proposé d'être sa suppléante et va, normalement, déposer les documents à la Préfecture cet après-midi. Je viens d'avoir un appel de Florian Bachelier et je ne sais quoi penser. Il parle d'un accord que les LR (Jacob, Ciotti et Fillon sont cités) auraient passé pour ne pas qu'il y ait de candidat contre lui. Par conséquent, je devrais retirer ma candidature, ou éventuellement partir sur une autre circonscription, pour éviter de faire gagner la Fl... Pourriez-vous me rappeler pour quelques minutes, s'il vous plaît ?

Lu le 20/05/2022

ven. 20 mai à 12:44














iMessage



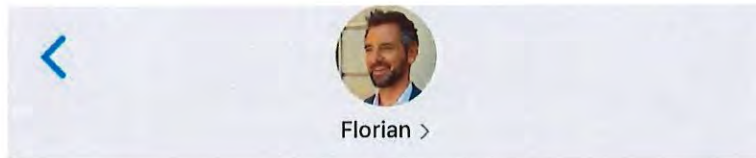
Relevé d'appel de la suppléante de Maël Tournade, en date du 20 mai 2022

Est grisé le nom de la responsable des investitures

	<b>Maël Tournade (3)</b> téléphone	20/05/2022	
	 téléphone	20/05/2022	
	<b>Maël Tournade</b> téléphone	20/05/2022	
	 téléphone	20/05/2022	
	<b>Maël Tournade</b> téléphone	20/05/2022	
	<b>Florian Bachelier (2)</b> portable	20/05/2022	
	<b>Florian Bachelier (2)</b> portable	20/05/2022	



Réponse faite par la suppléante de M. Tournade à Florian Bachelier, le 20 mai 2022



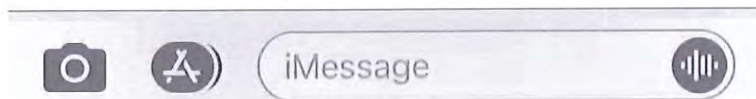
iMessage  
ven. 20 mai à 14:22

Monsieur,  
Je reviens vers vous après avoir échangé avec [redacted] pour vous confirmer le maintien de la candidature de Maël Tournade sur la 8ème circonscription. Il a été investi par le parti et la Fédération est à ses côtés. Je resterai sa suppléante comme cela avait été convenu.  
Je vous souhaite de faire une belle campagne.  
À bientôt,

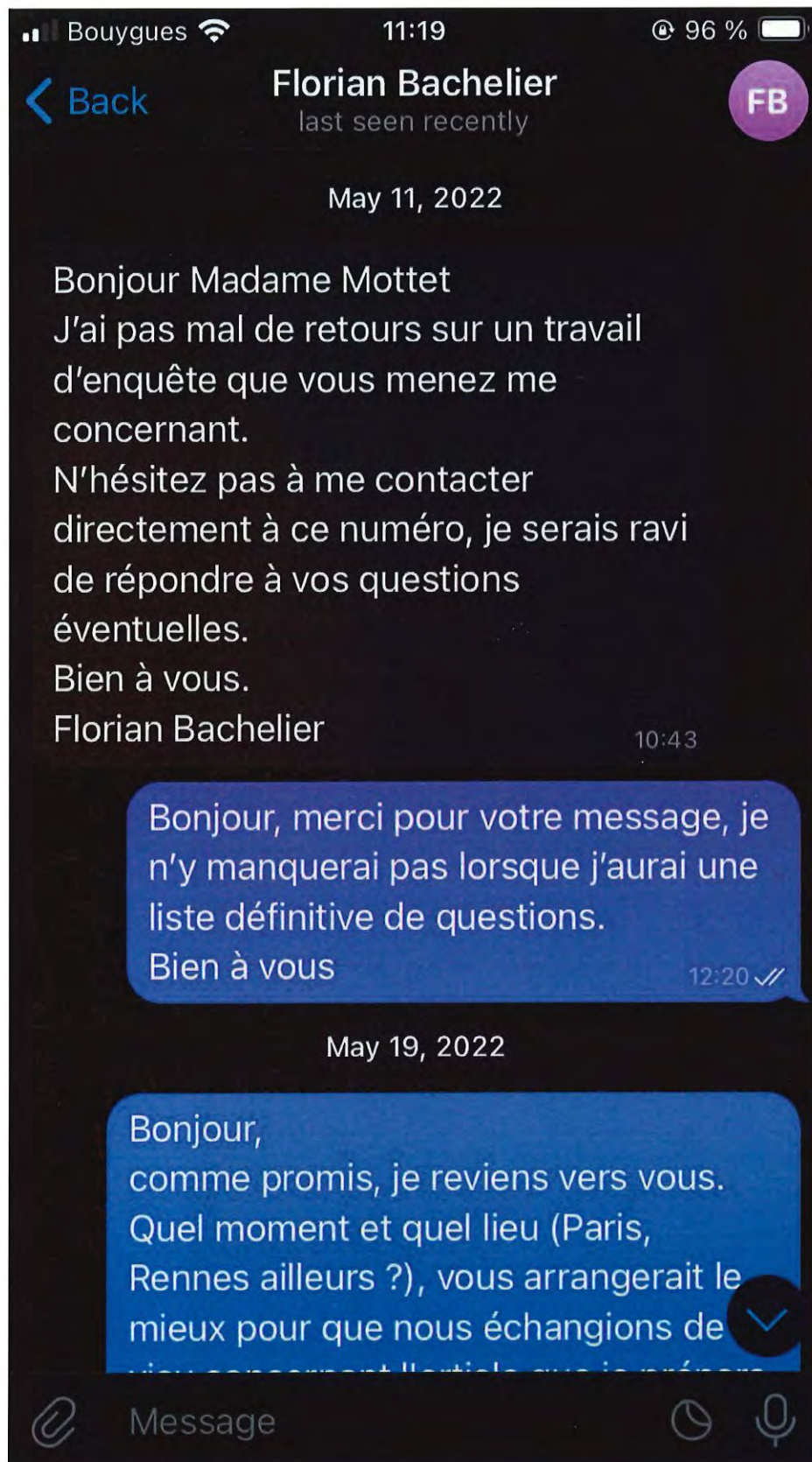
Distribué

ven. 20 mai à 18:20

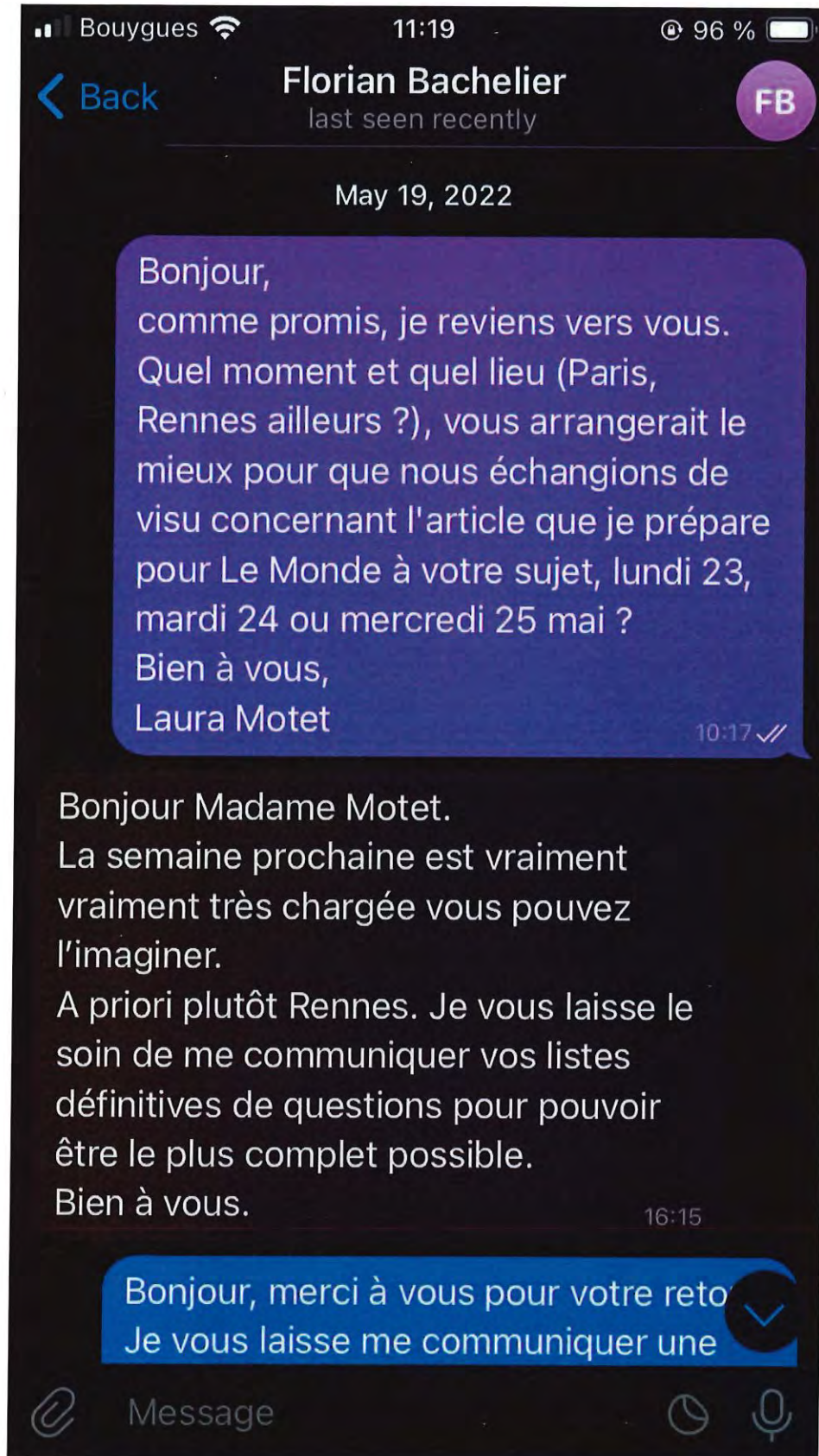
Merci. Courage à vous 2.

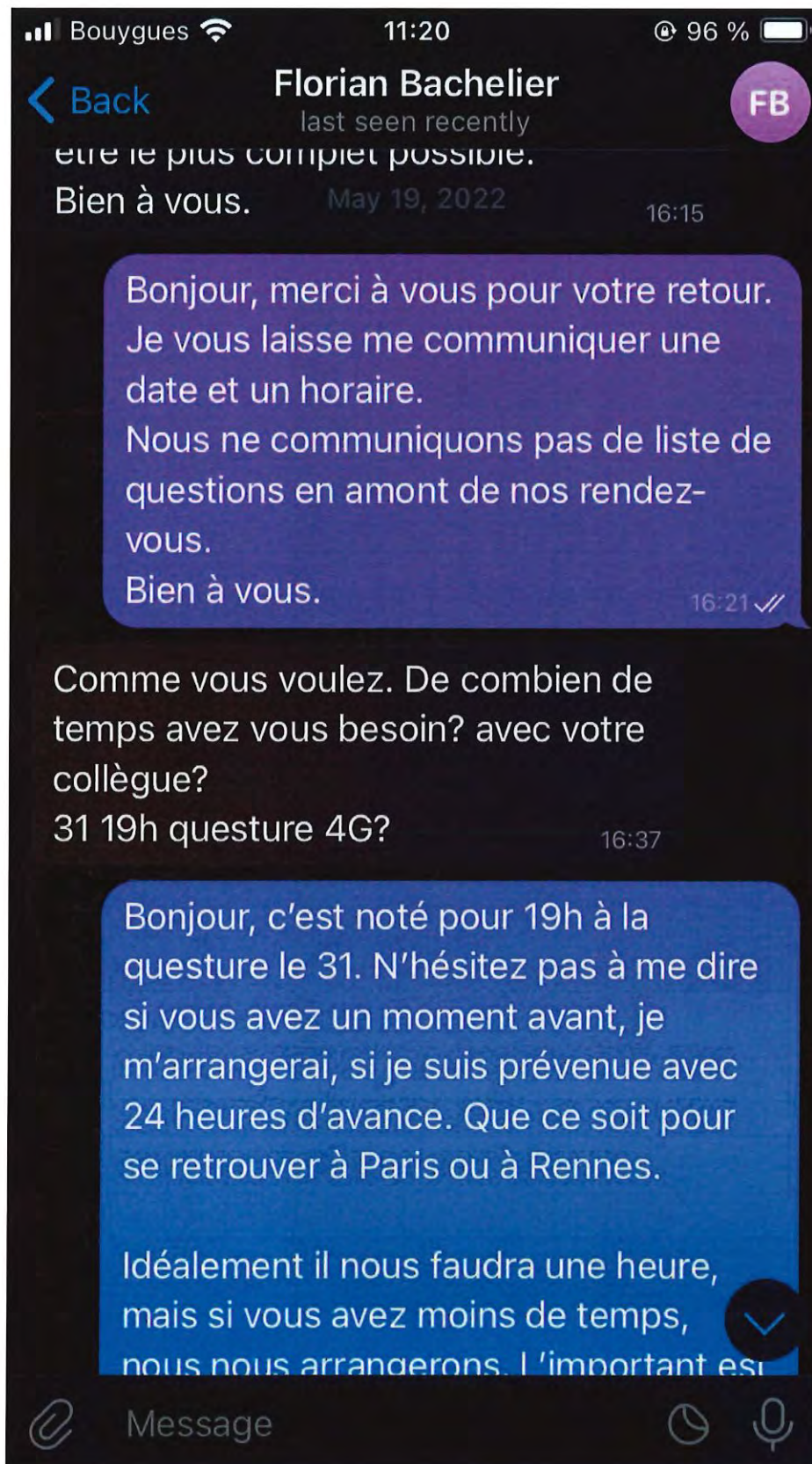


1

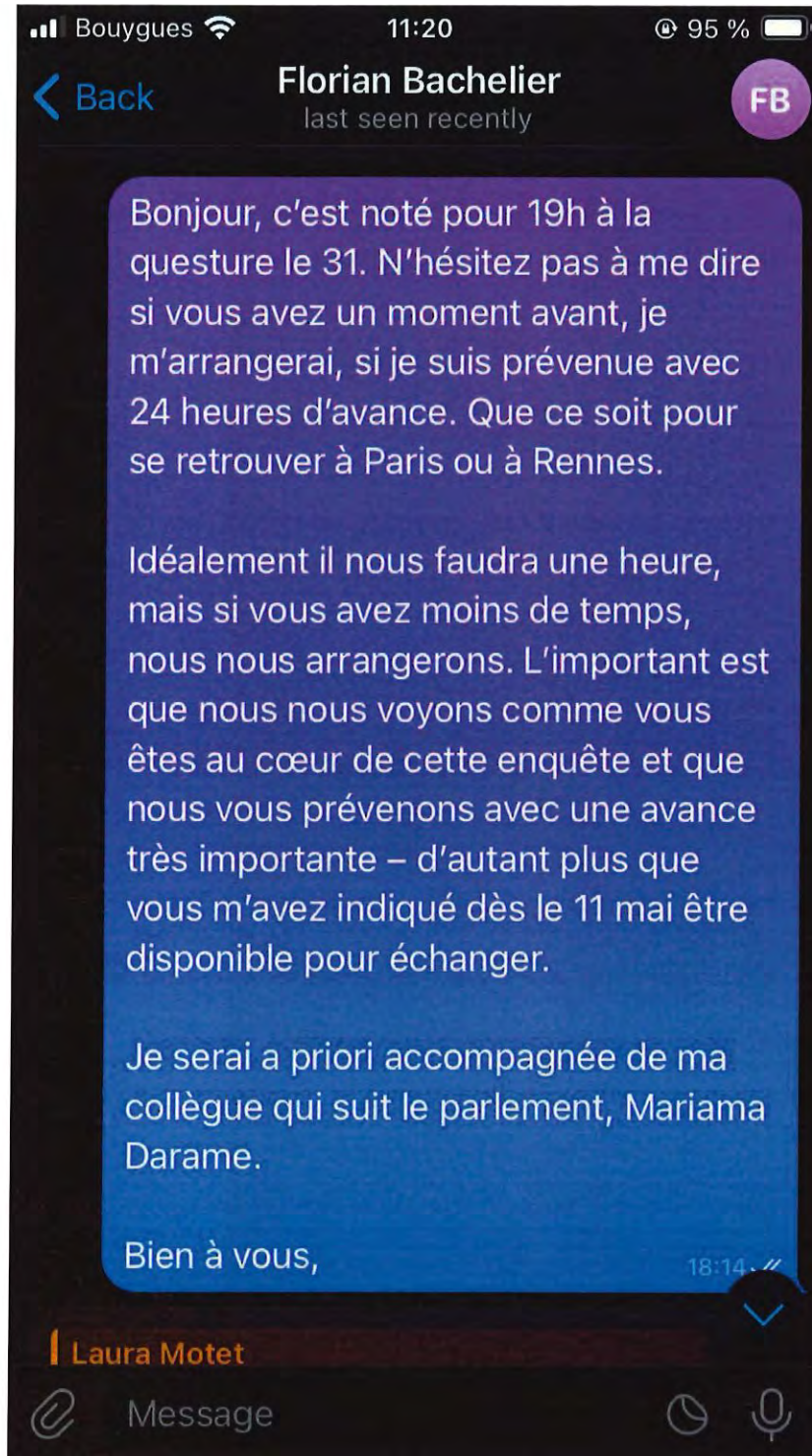


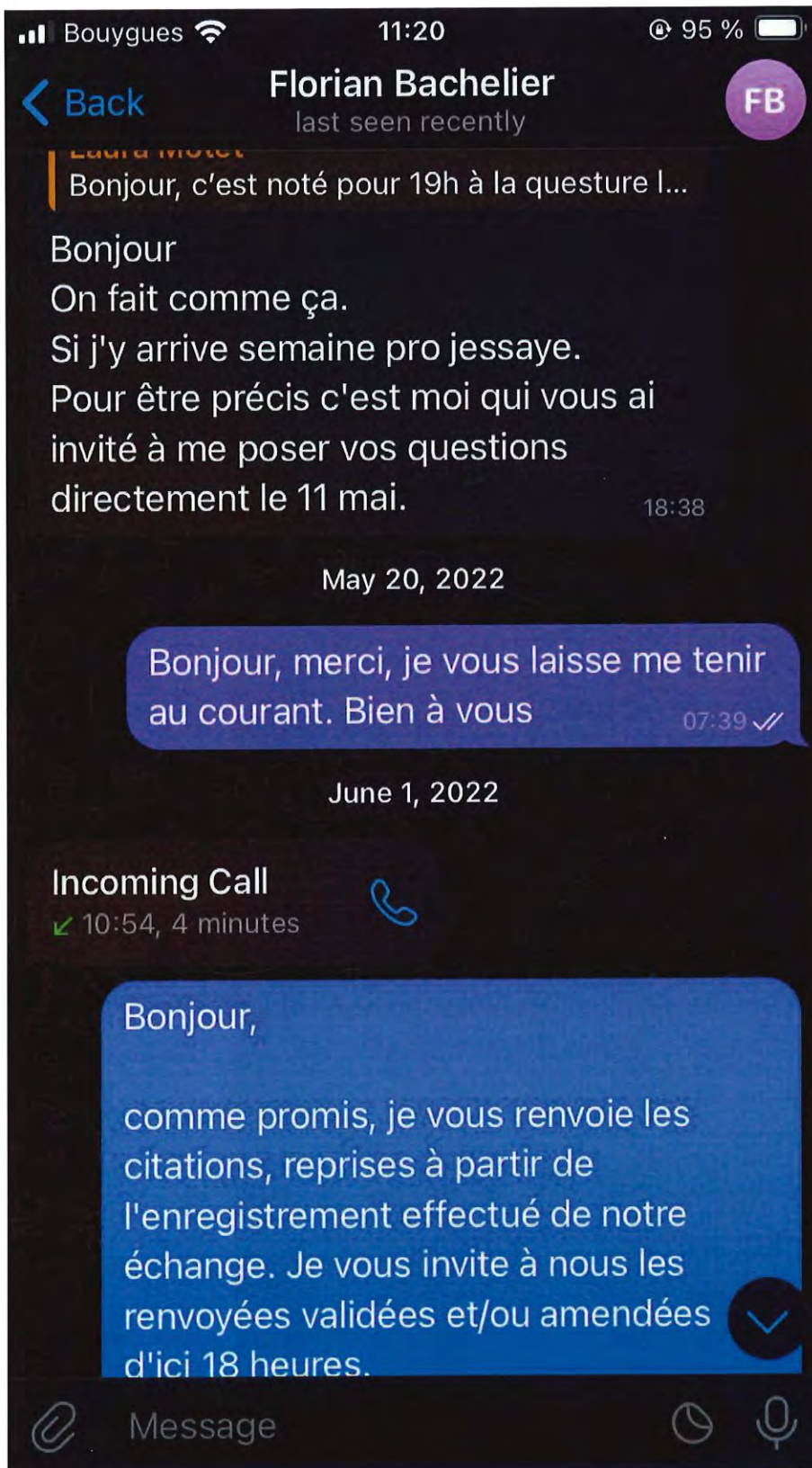




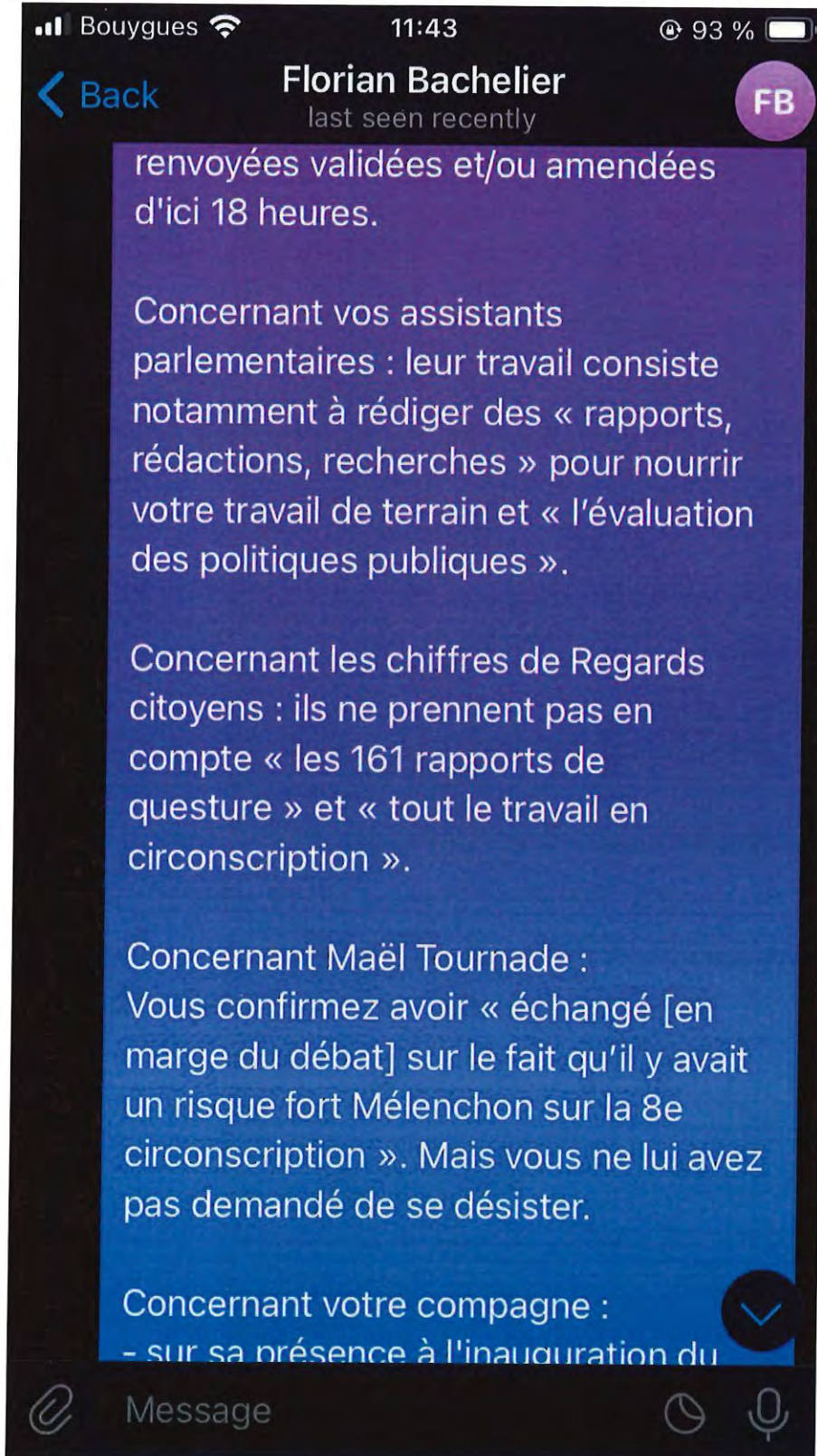


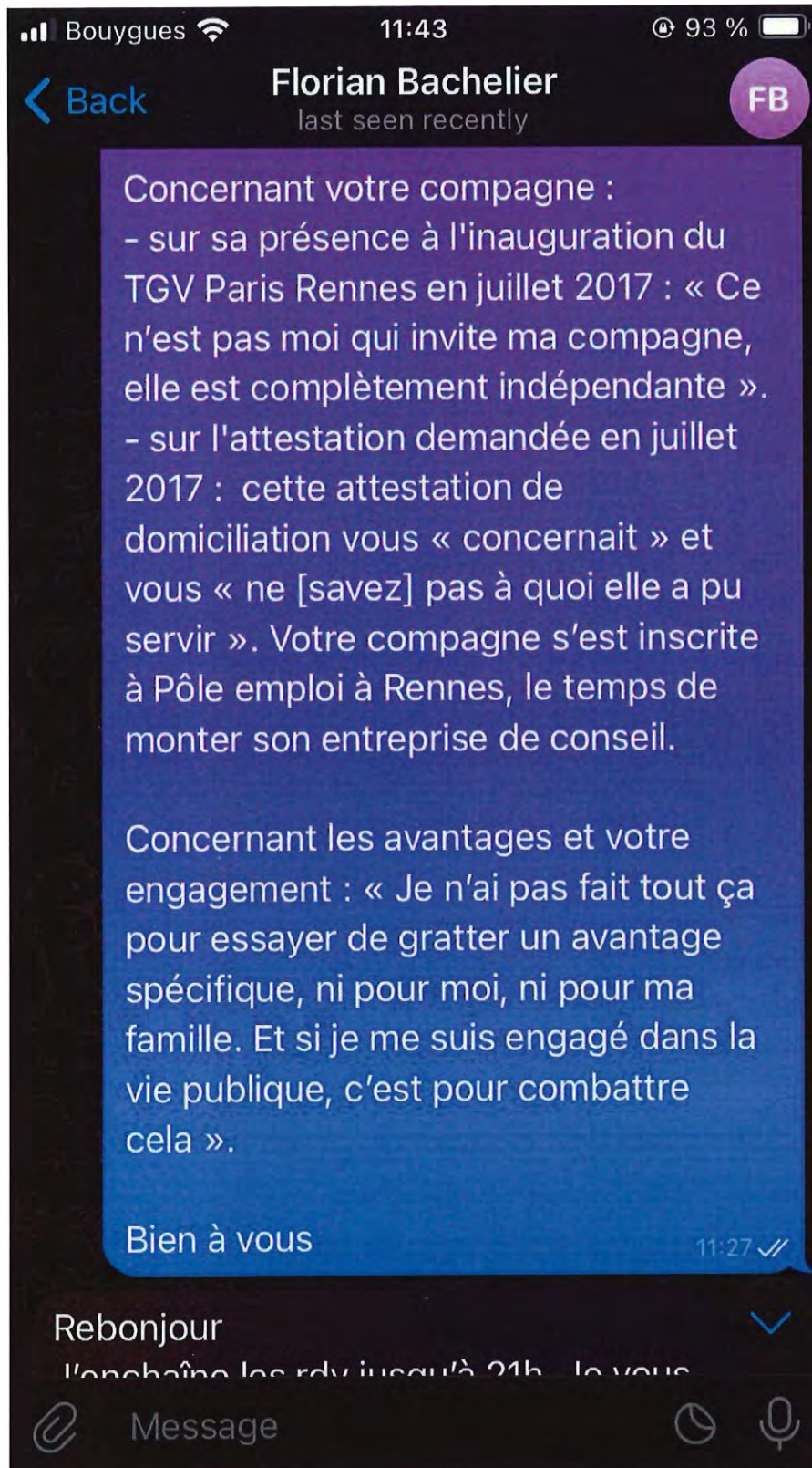




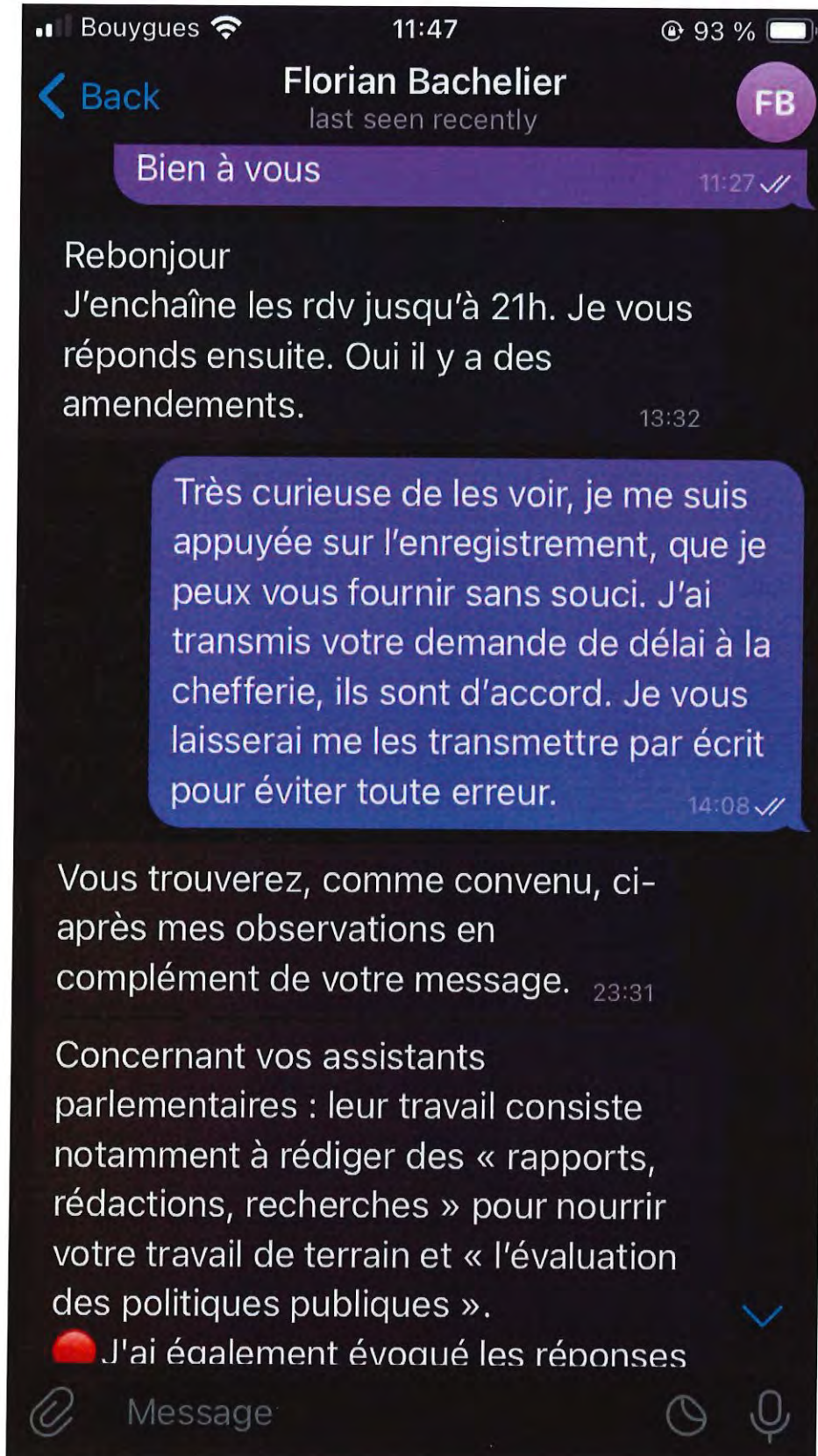


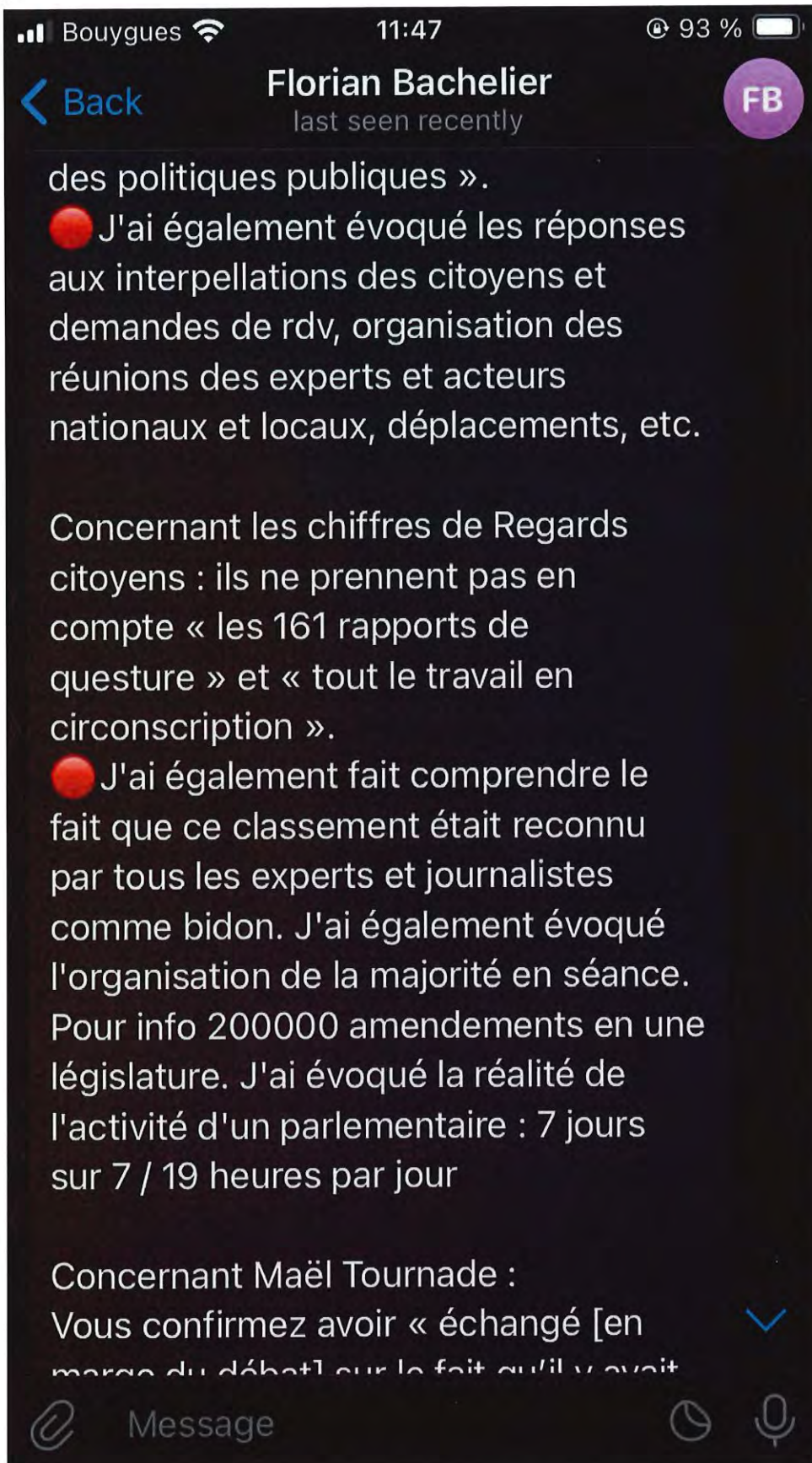




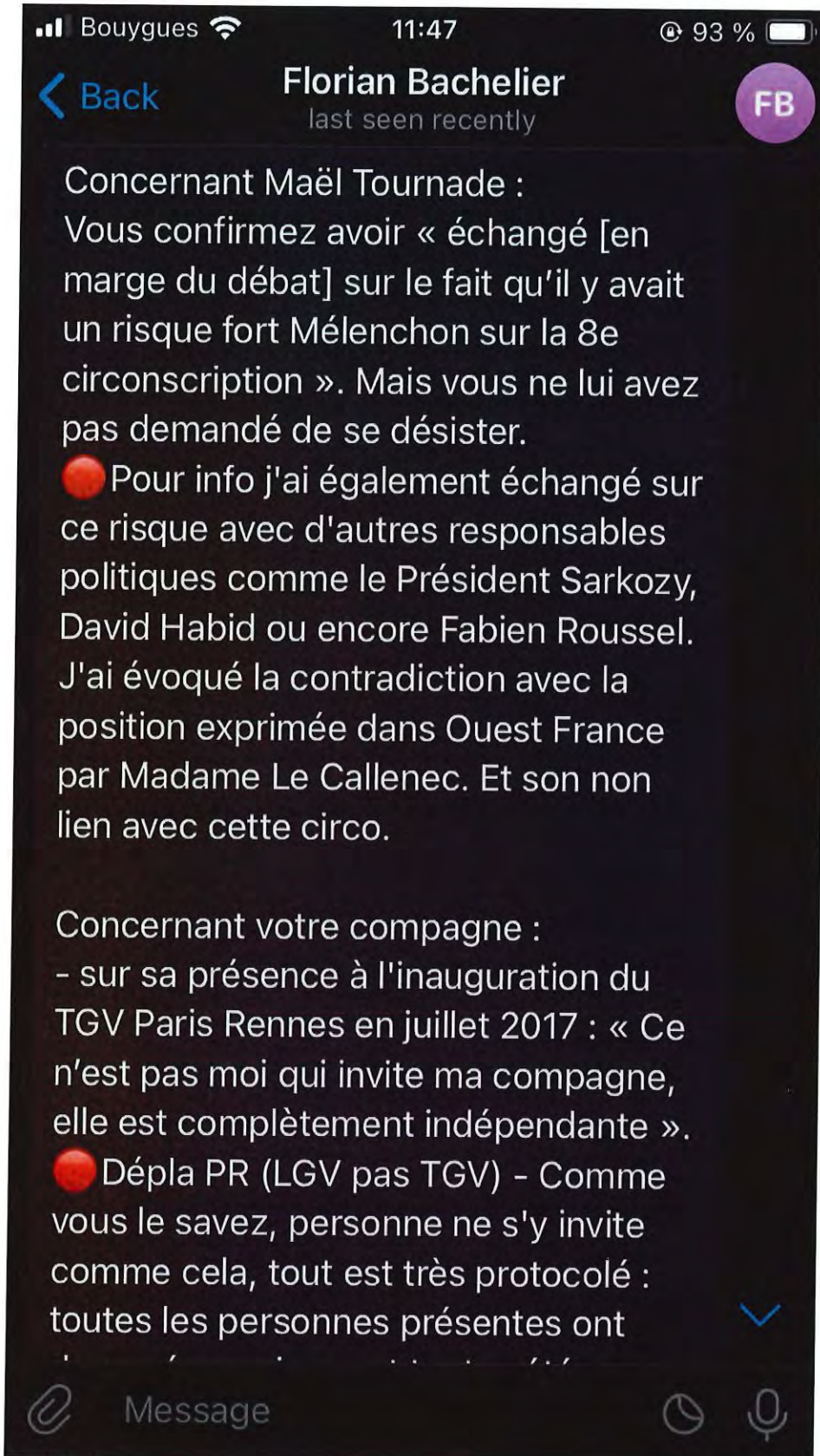


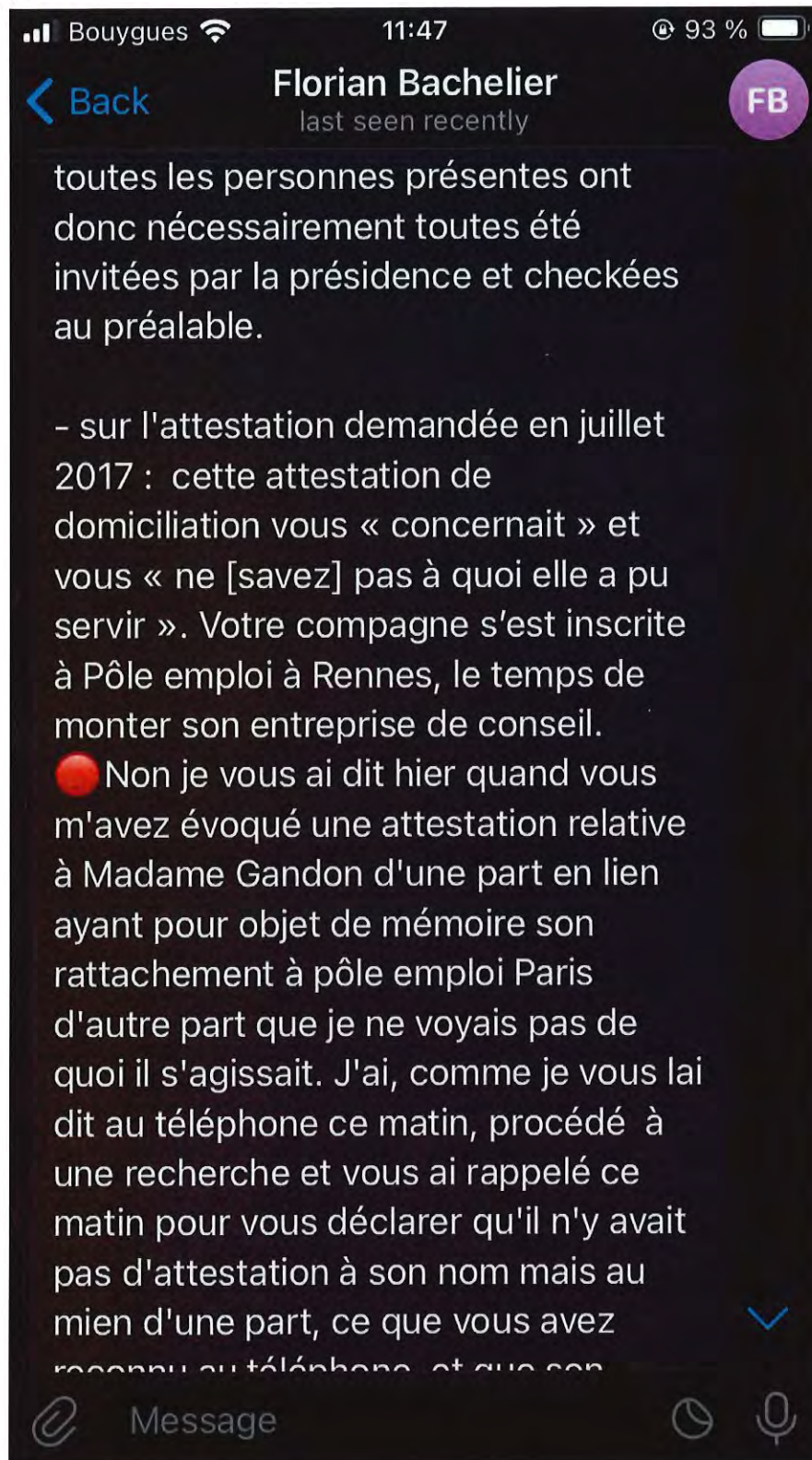




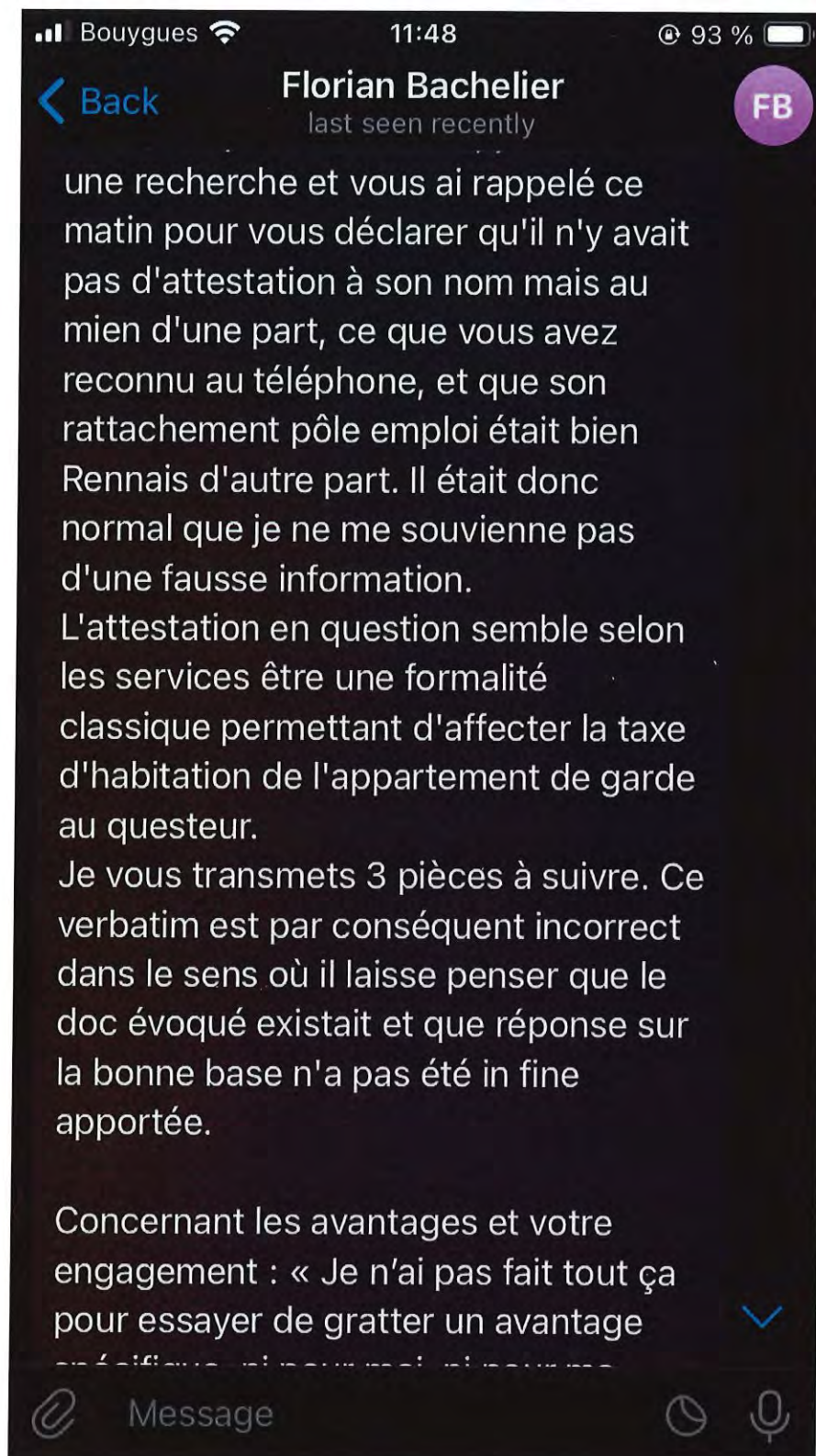


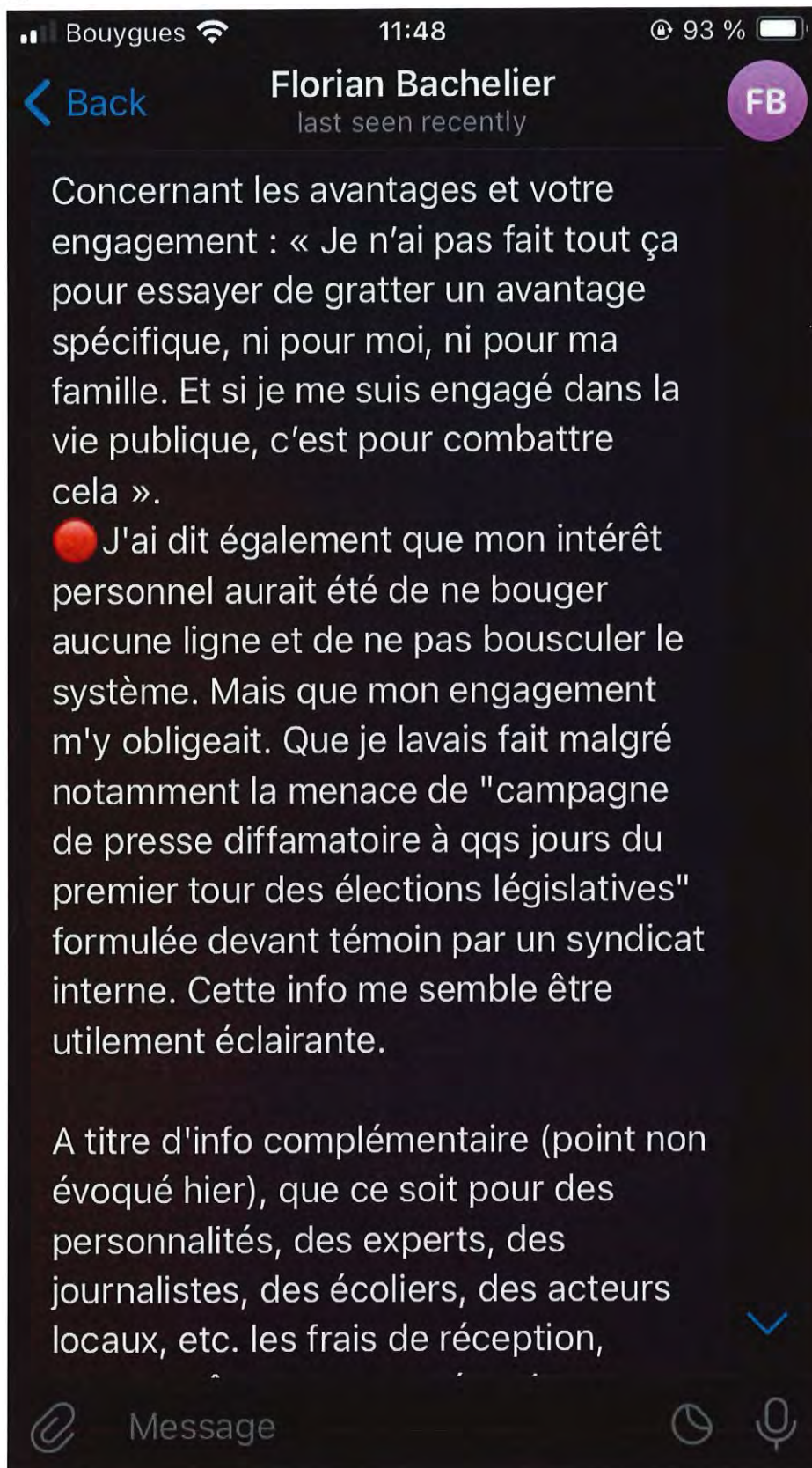






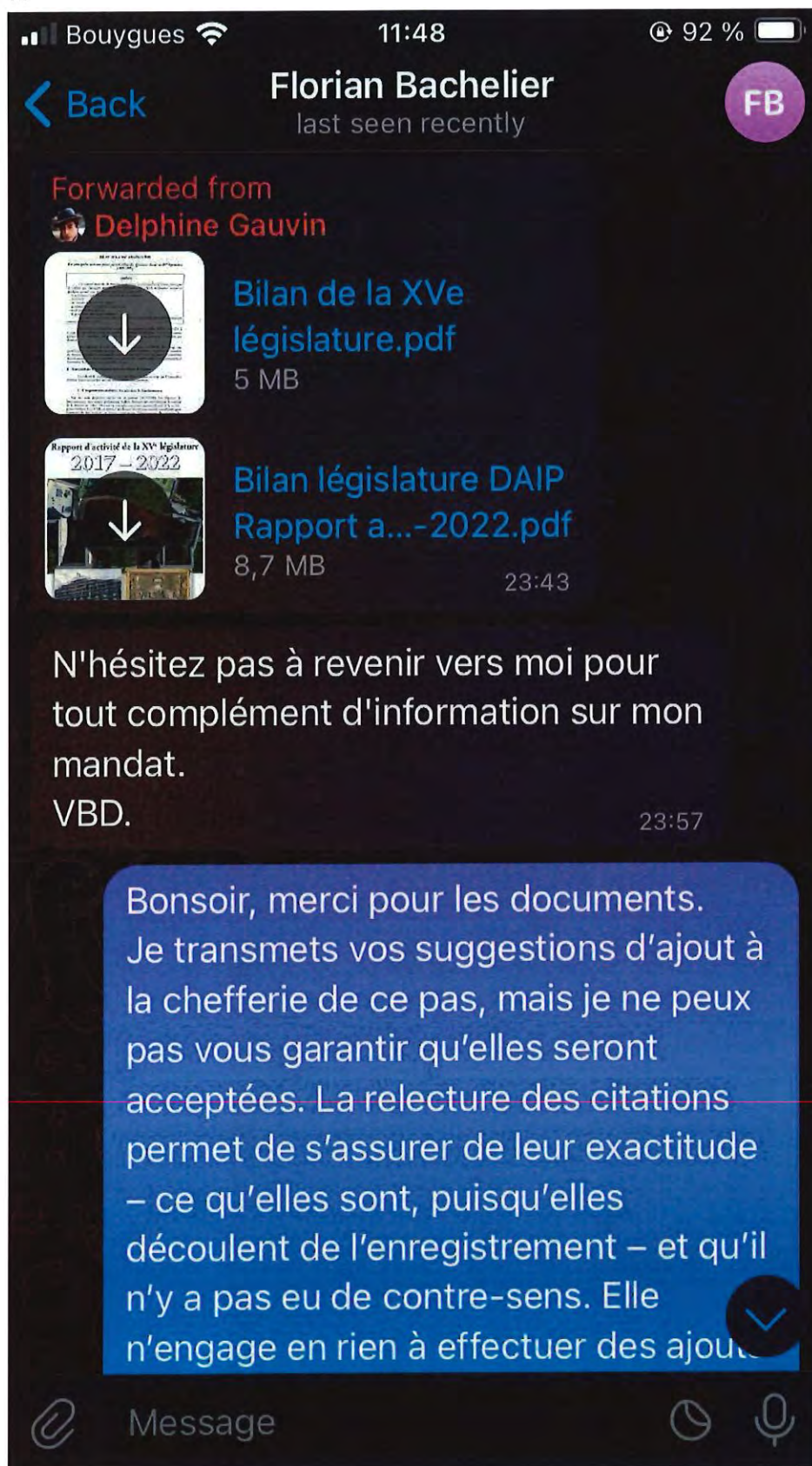




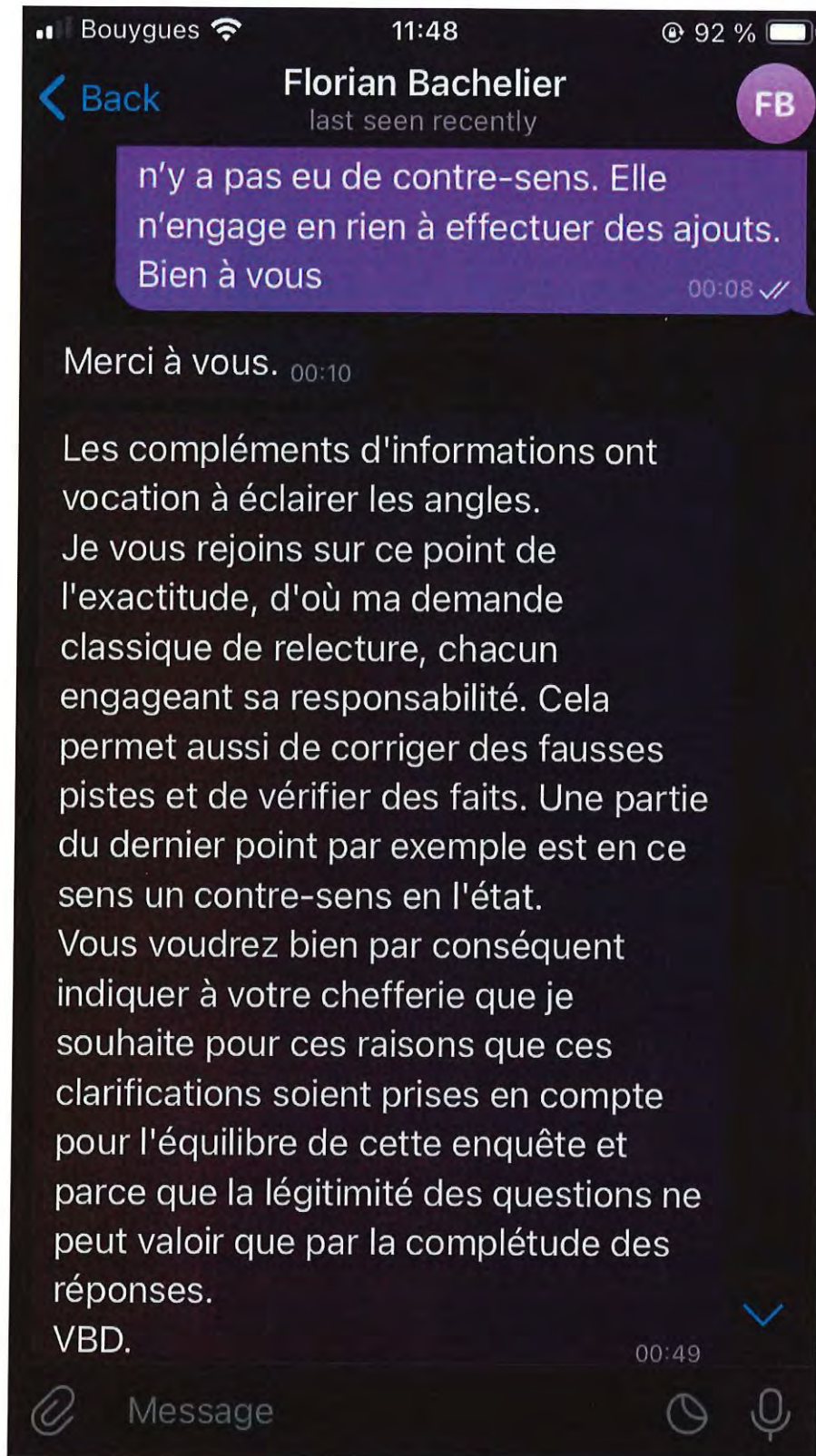


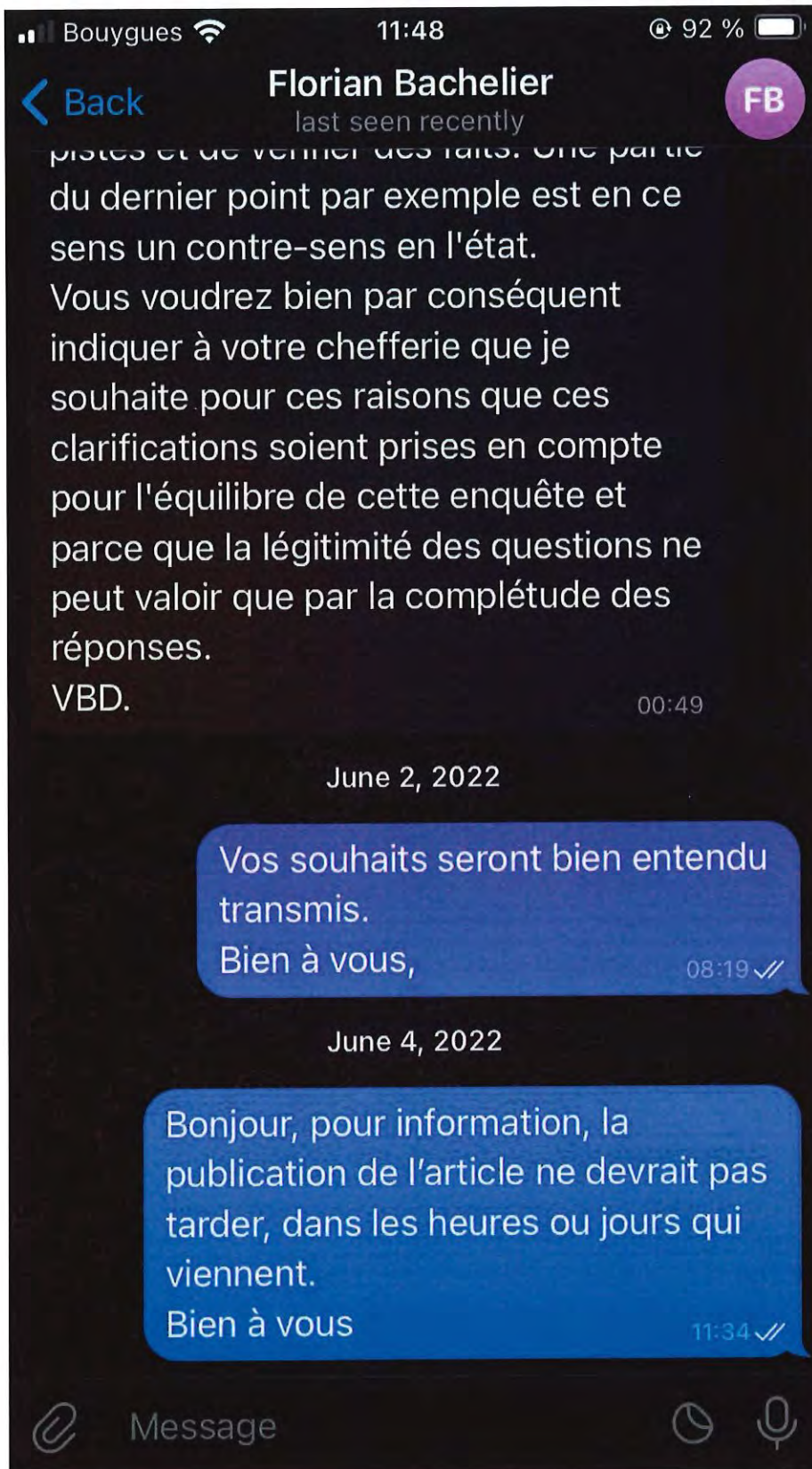






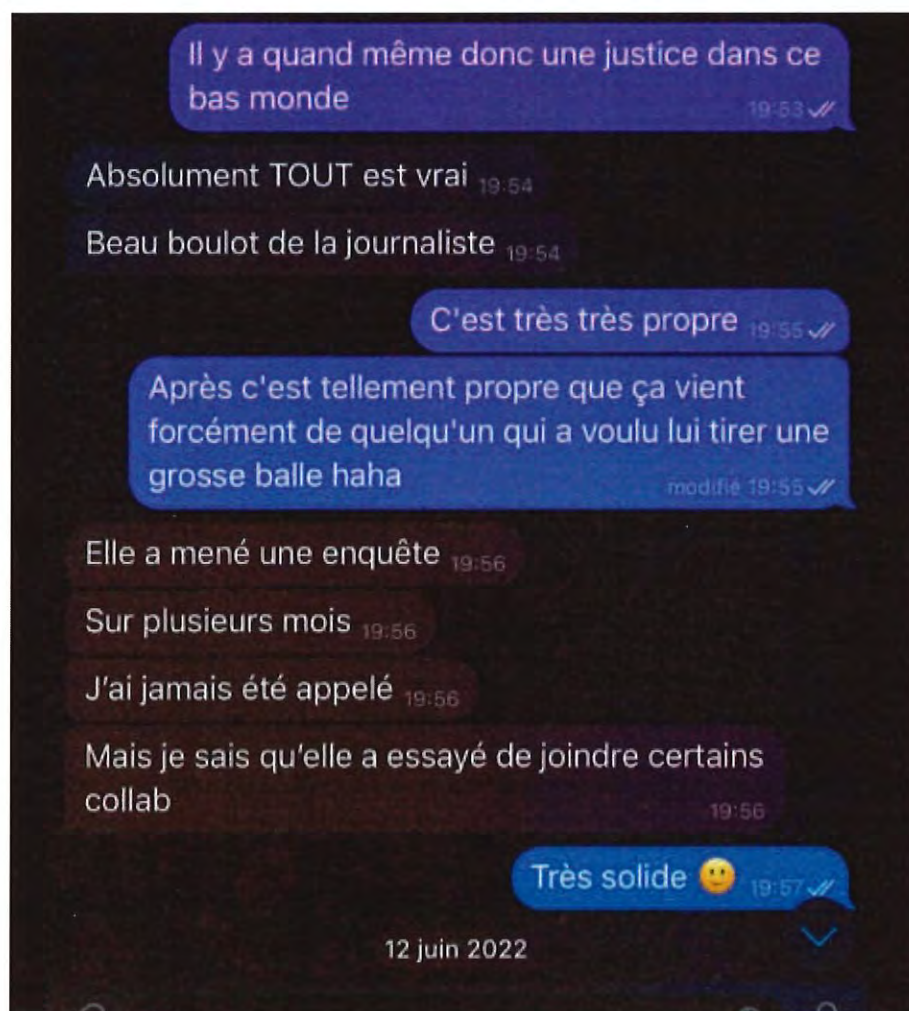








Echange entre deux collaborateurs de M. Bachelier après la sortie de l'article du Monde



## Messages reçus après la publication





June 4, 2022

COMMENT LEUR NUMÉRO DE PORTABLE AURA-ILS CHANGÉ ?

## Macron promet un changement de méthode

Le chef de l'Etat s'est engagé à changer de méthode pour la prochaine fois. Il a promis de ne plus se fier à la parole d'un seul homme, mais de consulter les citoyens et les élus.

### 13-NOVEMBRE LA TITANESQUE TÂCHE D'INDEMNISATION DES VICTIMES

Quelques heures après le attentat de la gare de Paris, les pouvoirs publics ont commencé à prendre en compte les besoins des victimes.

### Les constellations de satellites, enjeu commercial et géopolitique

Les constellations de satellites sont devenues un enjeu commercial et géopolitique majeur.

### Allemagne 100 milliards d'euros pour l'armée

Le gouvernement allemand a annoncé un plan de 100 milliards d'euros pour renforcer l'armée.

### Salon L'UE face aux infrastructures chinoises

Le salon de l'Union européenne a abordé les défis posés par les infrastructures chinoises.

### Carrot Records de chaleur en mai, un été à risque

Les prévisions météorologiques indiquent un été chaud et sec, ce qui pourrait augmenter les risques d'incendie.

### Jamel Debbouze s'il suffit d'un prof qui se prend par la main

Le comédien Jamel Debbouze a réagi à une accusation de harcèlement sexuel.

### Commerce Le déficit français est-il si préoccupant ?

Les experts analysent l'impact du déficit commercial sur l'économie française.



Exposition de chaussures de différentes marques et modèles.

Merci, je l'ai lu en version numérique. C'est très clair et un énorme travail d'enquête. Je découvre des éléments que je ne connaissais pas et qui ne m'étonnent pas ! Merci pour votre travail et pour la discrétion que vous avez su préserver.

22:34

Avec plaisir, merci beaucoup à vous pour votre confiance !

23:09 ✓



Message





Voilà la Une. Le journal est disponible dès maintenant à Paris. A partir de ce soir ou demain ailleurs. La version web sera publiée demain midi

16:18 ✓✓

Merci beaucoup ! J'ai eu communication de votre article et de celui de Benjamin Keltz. Bravo pour votre travail d'investigation. Bien que connaissant les pratiques de Florian Bachelier, vos révélations m'en apprennent encore sur ce « sujet inspirant »... Je ne

Bonne journée à vous.

16:22



Bonjour, merci à vous pour votre temps. Et encore, il nous restait



VOUS 4 juin 2022 SSIEZ

16:22 ✓



Bonjour,  
Merci beaucoup et bravo pour ce  
que vous faites.  
Bien à vous

16:33

Avec plaisir ! Merci à vous pour  
votre temps

16:36 ✓

**MERCREDI 13 AVRIL 2022****08h56** ● **PARIS MONT 1 ET 2**  
TGV INOUI 8047 - 2<sup>e</sup> CLASSE

1h29

Voiture **7** Place **42**  
Duo Côte À Côte**10h25** ● **RENNES****Dossier voyage : QWWPAV**Nom : **MOTET**Prénom : **Laura**Voyageur : **Adulte**

Référence client : 0029090160230572606

N° e-billet : 555866496

Prix : 43,00 EUR



Acheté via l'agence EGENCIA

**PRÊTS ? EMBARQUEZ !**Je télécharge mon billet sur l'Assistant SNCF  
ou je l'imprime

Je pense à étiqueter mes bagages, c'est obligatoire

Je me présente à l'Accueil Embarquement et je scanne mon billet  
directement sur le lecteur de la porte ou auprès d'un agentJe monte dans le train au **plus tard 2 min** avant le départ. Passé ce délai,  
l'accès au train me sera **interdit**Je prends **ma pièce** d'identité (originale et valide) et ma carte de réduction ou  
abonnement en cas de **contrôle** à quai et/ou à bord**BON À SAVOIR****Comment utiliser votre billet ?**

Votre billet est nominatif, personnel, incessible, valable uniquement sur le train, la date, la classe et le parcours désignés. À télécharger sur l'appli SNCF ou à imprimer chez vous ou en gare.

**Un contre-temps ? Besoin de modifier votre billet ?**

&gt; TGV INOUI 8047

SECONDE - JR11

Billet échangeable (ajustement au tarif en vigueur) et remboursable uniquement avant départ : 15 € de frais dès 2 jours avant départ. Dès 30 min avant départ, billet échangeable 2 fois max (même jour, même trajet) et non remboursable après 1 échange.

Plus d'infos sur la modification de votre billet dans votre agence de voyage agréée SNCF, ou en gare, en boutique, par téléphone au 36 35 (service gratuit + prix d'un appel local).

**Quelle garantie en cas de retard ?**

Vous bénéficiez de la Garantie G30 sur TGV INOUI et INTERCITÉS.

Plus d'infos sur [g30.sncf.com](https://g30.sncf.com) ou sur l'appli SNCF.

**NOS PRIX NE BOUGENT PAS. VOUS SI.**

**AVEC LA CARTE AVANTAGE :**

**59€ MAX\***  
TRAJETS < 3H00

IL Y AURA TOUJOURS UN **!nOUI** SUR LEQUEL COMPTER

TGV **!nOUI**

\* Offre réservée aux titulaires de la carte Avantage, et un accompagnateur de plus de 12 ans pour les titulaires de la carte Avantage Adulte. Prix en vigueur au 01/01/2022. Garantie d'un prix plafonné par trajet en fonction du temps de parcours. 59 € TTC : prix maximal garanti d'un billet pour un trajet de moins de 3h, en France en seconde classe sur un trajet sans correspondance. Prix fixe jusqu'au départ du train. ROSA PARIS



Sélectionnez le réseau **\_SNCF\_WIFI\_INOUI** et identifiez-vous.  
Découvrez le Portail TGV INOUI et ses services à l'adresse <https://wifi.sncf>







**MERCREDI 13 AVRIL 2022**

**17h35** ● **RENNES**  
TGV INOUI 8730 - 2<sup>e</sup> CLASSE

1h31

Voiture **17** Place **87**  
Duo Côte À Côte Haut



**19h06** ● **PARIS MONT 1 ET 2**

**Dossier voyage : QWWPAV**

Nom : **MOTET**

Prénom : **Laura**

Voyageur : Adulte

Référence client : 0029090160230572606

N° e-billet : 555866500

Prix : 51,00 EUR

Acheté via l'agence EGENCIA



**PRÊTS ? EMBARQUEZ !**

☐

Je télécharge mon billet sur l'Assistant SNCF ou je l'imprime


☐

Je pense à étiqueter mes bagages, c'est obligatoire

☐

Je me présente à l'Accueil Embarquement et je scanne mon billet directement sur le lecteur de la porte ou auprès d'un agent

☐

Je monte dans le train au plus tard 2 min avant le départ. Passé ce délai, l'accès au train me sera interdit

☐

Je prends ma pièce d'identité (originale et valide) et ma carte de réduction ou abonnement en cas de contrôle à quai et/ou à bord

## BON À SAVOIR

### Comment utiliser votre billet ?

Votre billet est nominatif, personnel, incessible, valable uniquement sur le train, la date, la classe et le parcours désignés. À télécharger sur l'appli SNCF ou à imprimer chez vous ou en gare.

### Un contre-temps ? Besoin de modifier votre billet ?

> TGV INOUI 8730

SECONDE - JR11

Billet échangeable (ajustement au tarif en vigueur) et remboursable uniquement avant départ : 15 € de frais dès 2 jours avant départ. Dès 30 min avant départ, billet échangeable 2 fois max (même jour, même trajet) et non remboursable après 1 échange.

Plus d'infos sur la modification de votre billet dans votre agence de voyage agréée SNCF, ou en gare, en boutique, par téléphone au 36 35 (service gratuit + prix d'un appel local).

### Quelle garantie en cas de retard ?

Vous bénéficiez de la Garantie G30 sur TGV INOUI et INTERCITÉS.

Plus d'infos sur g30.sncf.com ou sur l'appli SNCF.

**ALLEZ AU BUREAU EN BUREAU**

LA CARTE LIRE 399€/AN

RE P A R A I R E P R O P R I É T A I R E D U G R O U P E I N T E R N A T I O N A L D E S A G E N C I A S S N C F

**inOUI**



A bord, restez connecté !

Sélectionnez le réseau **\_SNCF\_WIFI\_INOUI** et identifiez-vous.

Découvrez le Portail TGV INOUI et ses services à l'adresse <https://wifi.sncf>

## Collaborateurs de Florian Bachelier

N°	Nom	Date de début approximative (documenté à partir de)	Date de fin approximative (documentée)
1	Abdelghaffar Arrab	février 2021	-
2	Amélie Bouillé	janvier 2022	avril 2022
3	Chloé Cesneut	mars 2021	-
4	Nicolas Casellato	avril 2021	-
5	Rune-Laure Dupont d'Apremont	janvier 2019	-
6	Thomas Fleury	oct. 2021	-
7	Arthur Gourio	mars 2022	-
8	Abel Hermel	2017	2017
9	Alban Claude	juin 2019	dec 2019
10	Alice Ribes	2018	2018
11	Anne-Audrey Yvon	janvier 2018	juillet 2018
12	Antoine Baudouin	sept. 2019	mars 2020
13	Aurélien Taquillain	sept. 2020	2021
14	Caroline Vieville	mai 2020	2020
15	Fiona Garfagnini	sept. 2020	2020
16	Hugo Roche-Poggi	décembre 2018	mars 2019
17	Isabelle Pinson	décembre 2021	4 jan 2022
18	Jean-François Hardy	août 2017	déc. 2017
19	Kevin Teixeira Pontes	janvier 2019	février 2020
20	Marie-Odile Lhomme	2018	2018
21	Mickaël Alessandri	janvier 2021	février 2021
22	Paul Marsauche	2017	2018
23	Pierre-Alexandre Houver	août 2017	déc. 2021
24	Pierre-Louis Tanzer	février 2020	oct. 2020
25	Redouane Ouraou	janvier 2018	juillet 2020
26	Robin Fréret	2018	2018
27	Sébastien Garnault	2017	2017
28	Vincent Derriennic	sept. 2018	déc. 2018



## Collaborateurs d'Eric Ciotti

N°	Nom	Date de début approximative (documenté à partir de)	Date de fin approximative (documentée)
1	Théo Mariani	sept. 2020	janvier 2022
2	Frédéric Langenfeld	dec 2019	-
3	Cidji Lembriquet	juil. 2021	nov. 2021
4	Loïc Grenard	fev 2021	avril 2021
5	Benjamin Millo	oct. 2021	
6	Frédéric Langenfeld	oct 2017 puis oct 2018 puis dec 2019	
7	Jérémy Collado	dec 2017	mars 2020
8	Cécile Farrugia	juil. 2017	-
9	Carine Ros	juil. 2017	-
10	Camille Stoclin-Mille	juil. 2017	-
11	Frédéric Viot	juin 2019	
12	Alexia Chapuis	oct. 2017	dec 2018
13	Antoine Petit de Chemellier	avril 2018	

## Collaborateurs de Lauriane Rossi

N°	Nom	Date de début approximative (documenté à partir de)	Date de fin approximative (documentée)
1	Bohra Ben Achour	dec 2020	-
2	Marina Benigni	jan 2020	-
3	Robin Gastaldi	dec 2020	-
4	Abel Hermel	février 2018	-
5	Tiphaine Lemoine	sept. 2021	
6	Alain Mathioudakis	oct. 2018	juillet 2020
7	Marie Laure Ripoll	juin 2019	fev 2020
8	Elodie Jessu	fev 2020	octobre 2020
9	Alexandre Fernandez	2017	jan 2021
10	Nadia Desbois	2017	2017

11	Marine Gossa	2017	mai 2019
12	Fanny Morisset	février 2018	sept. 2018



**De:**

**Envoyé:**

**À:**

**Objet:**

Florian Bachelier

mercredi 19 juillet 2017 15:31

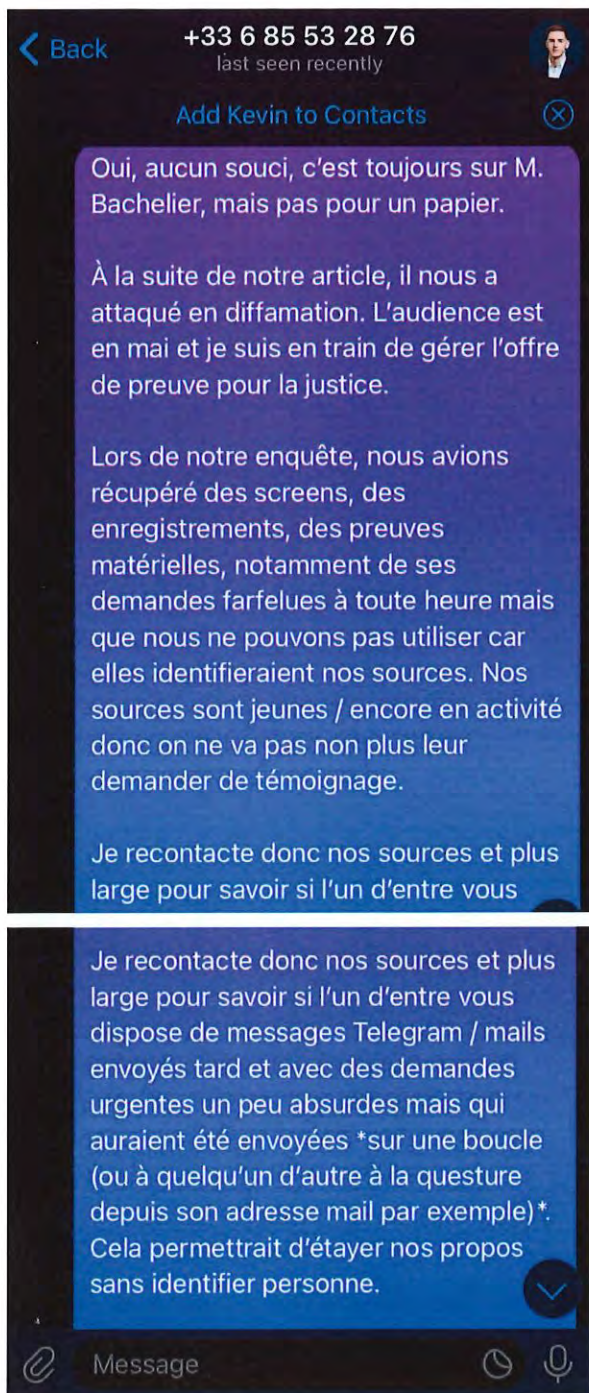
Christophe Pallez

Rebonjour - avez vous ou avancer sur l'attestation de ma compagne? Le cas échéant pourriez vous me la mailer? Merci

Florian BACHELIER











ou les partager. En savoir plus  
20 mai 2022



Bonjour Mme Gauvin,

je suis vraiment désolée de  
revenir vers vous, mais ce détail  
de votre nom sur ce  
communiqué de presse de M.  
Bachelier me chiffonne et je ne  
voudrais pas commettre d'erreur.

Je ne vous opportunerai pas plus  
longtemps, mais si jamais vous  
souhaitez échanger sur ce dont  
vous avez été témoin, n'hésitez  
pas, c'est anonyme et anonymisé  
(pas d'usage d'anecdotes qui  
vous identifierait indirectement).

Bonne fin de semaine,

Laura Motet

[motet@lemonde.fr](mailto:motet@lemonde.fr)

12:09 ✓✓









**Florian Bachelier**

**De:** Florian Bachelier  
**Envoyé:** mercredi 1 novembre 2017 15:47  
**À:** Colin Carlus  
**Objet:** Re: Candidature aux fonctions de chef de cabinet



Bonjour

Je prends note de votre message.

L'objet du rendez-vous de cet après-midi était justement d'échanger sur les contours de la mission de chef de cabinet, mission pour laquelle vous avez postulé.

J'ai mandaté non pas ma compagne comme vous l'indiquez mais la référente du Mouvement en Ile-et-Vilaine (avec qui les 6 députés LREM collaborent) pour me donner son avis sur votre profil tout comme j'ai demandé au SGA du groupe de le faire.

Votre observation me surprend quelque peu mais je serais ravi d'échanger à l'occasion avec vous sur le sujet des modalités d'un recrutement tout comme sur les impératifs d'agenda de composition d'équipe.

Mon expérience d'employeur me permet de prendre des décisions non pas avec empressement mais avec rapidité. La réalité étant que c'est le salarié qui prend la majeure partie du risque (d'erreur) via la période d'essai, mon expérience là encore me fait préférer l'efficacité et la franchise à la tergiversation. Raison pour laquelle je vous ai posé toutes les données sur la table (le retour sur votre « déloyauté », l'arrêt maladie et la situation actuelle de l'équipe).

Je vous remercie pour vos bons vœux et vous souhaite également le meilleur pour la suite de vos projets.

Cordialement

Florian Bachelier

---

**De :** Colin Carlus <colincarlus@live.fr>  
**Date :** mercredi 1 novembre 2017 à 14:13  
**À :** Florian Bachelier <Florian.Bachelier@assemblee-nationale.fr>  
**Objet :** Re: Candidature aux fonctions de chef de cabinet

Monsieur le Premier Questeur,

La nuit portant conseil, j'ai décidé de ne pas donner suite à votre proposition de collaboration ni à notre ultime proposition de rendez-vous ce soir.

J'ai en effet constaté que les contours du poste proposé n'étaient pas vraiment en adéquation avec celui pour lequel j'ai présenté ma candidature.

De plus, l'entretien passé avec votre compagne m'a particulièrement questionné, tout comme la rupture de votre collaboration avec l'un de vos assistants annoncée hier.

Enfin, j'ai quelque difficulté à admettre votre empressement à recruter quelqu'un que vous ne connaissez que peu et alors que la confiance ne semble pas clairement établie.

Je vous remercie néanmoins d'avoir pris le temps de ce processus, bien qu'il m'ait surpris à certains égards.

Je vous souhaite une bonne continuation et la pleine réussite de votre mandat au service de l'intérêt général.

Bien à vous,  
CC

Envoyé de mon iPhone

Le 31 oct. 2017 à 19:40, Florian Bachelier <[Florian.Bachelier@assemblee-nationale.fr](mailto:Florian.Bachelier@assemblee-nationale.fr)> a écrit :

Bonsoir Colin  
Peux tu aller sur telegram?  
06 456 46 356

Florian BACHELIER

Le 20 oct. 2017 à 14:11, Colin Carlus <[colincarlus@live.fr](mailto:colincarlus@live.fr)> a écrit :

Monsieur le Questeur,

J'ai l'honneur de vous adresser ma candidature aux fonctions de chef de cabinet.

Actuellement en poste au cabinet du secrétaire général du ministère de la justice, j'ai auparavant exercé la mission de collaborateur parlementaire à l'Assemblée nationale pendant près de trois ans.

Jeune juriste en droit public, je souhaite revenir à la sphère politique. Adhérent d'En Marche ! depuis la fin 2016, j'ai pensé que mon profil pourrait vous intéresser.

Vous remerciant par avance de l'attention prêtée à ma démarche,

Je vous prie, Monsieur le Questeur, de bien vouloir recevoir l'assurance de ma haute considération.

Colin CARLUS



2	mardi	3	mercredi	4
		Anniversaire de Audrey D	Annive	
Réunion e-Colbert avec	Réunion d'équipe	Réunion de la Commission défense : Audition, à huis clos, de M. Emmanuel Chiva, directeur de l'agence de Réunion du groupe de travail c Salle Lamartine	Pn résol déclarant nécessité bifurcation éco et solidaire. plafonne pn femme	
Déjeuner avec Eric Zemmour 4 G	Com Rem défe ID de réunio	Réunion du Bureau du Groupe Salle Colbert		
Questions au Gouvernement		CMP ou nle lect. Pt dispositions liées crise sanitaire, à d'autres mesures d'urgence et au retrait du Royaume-Uni	Suite odj matin	
Pt accord France-Inde prévention consommation illicite et réduction trafic illicite de stupéfiants (2433, 2738). Débat sur demande mission d'info sur impact, gestion et		Camelia Jordana		
Pn don de congés payés sous forme de chèquesvacances		Suite odj aprem	Suite odj	

Déjeuner avec Clément Leonarduzzi (Elysée).

[illegible]



Jeudi 25 juin 2020

Diner Maxence Barré (Elysée)

25 juin 2020

Paris, Ville de Paris

Aujourd'hui 32°C / 20°C

Demain 32°C / 22°C

vendredi 29°C / 19°C

Rechercher Florian Ratheller - Calendrier (Ctrl+B)

JEUDI

25

Anniversaire de Jean-Hugues Ratenon

08

09 Réunion de Quersure Fin resol. (art. 34-1 de la Constitution) permanence des soins au sortir de la crise sanitaire. Fin d'urgence sanitaire provisoire ON

10

11

12

13

14

15 Suite odj matin

16

17

18

19

20 Chauffeur réservé: Bas de la questure Diner à l'invitation de Maxence Barré Dîner - entrée par le 55, rue du Faubourg Saint-Honoré

21 Suite odj après midi

22

Mardi 21 juillet 2020

Option déjeuner avec des conseillers de l'Elysée

21 juillet 2020	
	MARDI
	21
	Anniversaire de Eric Diard
08	
09	
10	
11	
12	Option dej fort Guemas brp
13	
14	
15	Questions au Gouvernement
16	
17	Pt prorogation de pls chapitres du code de la sécurité intérieure
18	Réunion de la commission défense : Examen, ouvert à la presse, des conclusions de salle de la commission n° 4123 – 33, rue Saint-Dominique, 1er étage
19	
20	
21	suite odj après midi
22	



**RETRANSCRIPTION LIBRE DE L'ENTRETIEN ENTRE LAURA MOTET ET  
MARIAMA DARAME AVEC FLORIAN BACHELIER LE 31 MAI 2022**

**Laura Motet** [00:00:00] Et voilà, impeccable. Comme ça, on entendra bien. Parfait. Donc maintenant qu'on a posé les conditions, on peut peut-être être commencer.

**Florian Bachelier** [00:00:09] Juste une question, si vous le permettez, vous le sortez quand votre le papier ?

**Laura Motet** [00:00:14] On sort, ça on le sait pas. Ca dépend de la place, comme c'est un gros papier, ça dépend de l'actualité.

**Mariama Darame** [00:00:19] Ça dépend toujours de l'actualité et comme il y en a tout le temps, et qu'il y a une hiérarchie, on est jamais très sûrs de quand ça passe.

**Laura Motet** [00:00:25] Mais on vous tiens au courant quand c'est sorti.

**Florian Bachelier** [00:00:28] Et c'est avant ou après les législatives ?

**Laura Motet** [00:00:30] Avant les législatives, parce que ça fait quinze jours à peu près qu'on essaie de trouver une date. Donc nous, le plus tôt possible, nous intéressait. Mais c'est très bien déjà qu'on arrive à se voir.

**Florian Bachelier** [00:00:42] [00:00:42] Mais la commande, c'est avant les législatives ? [0.7s]

**Laura Motet et Mariama Darame** [00:00:44] [00:00:44] Il n'y a pas de commande. [0.5s]

**Laura Motet** [00:00:46] L'intérêt, c'est quand même de faire un bilan de ce que vous avez fait.

**Mariama Darame** [00:00:50] Et la fin de la législature de toute façon arrive le 21 juin donc, et avant, enfin on est après l'élection législative. Donc on fait le bilan. [00:00:59] Sachant que, Monsieur Keltz vous a déjà suivi en circo il me semble, donc il me semble que vous l'avez vu la semaine dernière. [6.6s]

**Florian Bachelier** [00:01:06] [00:01:06] Ouais, j'ai déjeuné avec lui. [0.1s]

[00:01:08] Donc voilà. En fait, on voulait commencer par revenir sur le bilan à la questure, sur comment vous voyez les cinq années qui se sont écoulées, notamment sur le domaine des réformes qui ont été engagées. Et voilà enfin comment vous voyez les cinq années. Comment vous décririez en fait le bilan de ces cinq années à la questure des réformes qui avaient été engagées sous de Rugy après sous Monsieur Ferrand? Est ce que ça signifie aussi voilà pour la transformation de l'institution.

**Florian Bachelier** [00:01:40] Eh bien on a fait la dernière réunion questure de la législature cet après-midi, 54 dossiers. on a mis 3 heures et si ça vous intéresse, je peux vous le communiquer d'ailleurs, on a fait une rétrospective du bilan de la questure sur l'ensemble des cinq années. C'est 161 réunions au total et environ 1 000 dossiers instruits. Donc ça concerne évidemment. Donc, c'est le rôle des questeurs, évidemment, c'est sur le budget, c'est sur les ressources humaines, sur la sécurité, sur le patrimoine, sur un certain nombre d'autorisations. Ça, c'est la compétence du collège des questeur. Si



je vous rappelle, on en avait déjà parlé Mme Darame, mais en gros il y a trois autorités, pour faire simple, qui peuvent édicter des arrêtés, donc prendre des décisions. Il y a le président tout seul, il y a le collège des testeurs, qui fonctionnent en majorité deux sur trois. Et puis vous avez le bureau de l'Assemblée nationale où là c'est le président plus collège des questeurs plus vice président plus secrétaire. Donc tous les groupes politiques là sont réunis. Et sur la grosse matière qui est le budget, les finances. Systématiquement, on a [M. Bachelier s'interrompt car Laura Motet se mouche] Le pollen ?

**Laura Motet** [00:02:57] Euh non.

**Florian Bachelier** [00:02:57] Pas du tout ?

**Laura Motet** [00:02:57] Pas du tout.

**Florian Bachelier** [00:03:00] On a. Du coup, le rôle des questeurs, c'est d'arrêter un projet de budget qu'on présente, qu'on propose au bureau de l'Assemblée nationale qui le vote. Et après on a la charge de l'exécution de ce budget et on est contrôlé par, bah, évidemment par bureau, mais on est contrôlé aussi par la commission des crédits. Alors c'est les trois questeurs de l'Assemblée, plus les trois questeurs du Sénat plus un magistrat de la Cour des comptes. Et puis on a aussi une commission spécifique au sein de l'Assemblée nationale qui est présidée par madame Dalloz, une députée de l'opposition LR du Jura, donc, qui donne quitus. On a reçu le dernier quitus, le cinquième quitus, là, il y a une dizaine de jours à peu près. Voilà. Et le choix qu'on a fait aussi, je sais que vous êtes sensible à la transparence, c'est de systématiquement publier les rapports côté réunions de questure. En tout cas la prise de décision.

**Mariama Darame** [00:04:03] Et pour entrer un peu dans le détail sur les réformes qui ont été menées, sur les économies, notamment, sur... voilà, c'était notre objectif. Faire en sorte de rationaliser à la fois les dépenses, de moderniser l'Assemblée et de faire en sorte que la "gabegie" financière qui avait pu être observée lors des précédents mandats soit de nouveau... euh, enfin ...C'est ce qu'on entend. Après la démocratie a toujours un prix, mais en tout cas, vous, c'était un peu le discours que vous portiez dès le début du mandat.

**Florian Bachelier** [00:04:33] J'ai jamais parlé de "gabegie".

**Mariama Darame** [00:04:34] Oui, vous n'avez jamais parlé de "gabegie". C'est mon mot à moi, mais je veux dire à la manière dont certaines dépenses pouvaient paraître superflues par rapport au...

**Florian Bachelier** [00:04:40] En fait, on...

**Mariama Darame** [00:04:41] ... besoin exprimé.

**Florian Bachelier** [00:04:42] En fait, on a essayé de rationaliser les choses, notamment en mettant en place une direction des achats, une direction des ressources humaines. [00:04:50] Et puis systématiquement, sur les cinq années, on a eu une volonté politique de diminuer le montant du budget prévisionnel. [7.3s] Et systématiquement, on a eu un écart positif. [00:05:03] Euh, d'économie ou de moindre dépense d'argent public entre les prévisionnels qui étaient pourtant à la baisse et les budgets, [7.6s] ce qu'on appelle les budgets réalisés, c'est à dire les dépenses réellement exécutées. Donc ça, on a tenu notre ligne. Et puis en ne demandant pas, alors un combat quotidien, jamais 1 € de plus aux Français, c'est à dire de rester sur l'idée que... moi je ne voulais pas augmenter la dotation



de l'Etat parce que la dotation de l'Etat, c'est.... cest de l'argent du contribuable. Et je suis un peu obsessionnel là dessus. Et donc systématiquement, on a financé une partie des investissements sur les réserves, qui sont de l'ordre de 300 millions d'euros. Quand je dis pas de "gabegie", c'est... Ce que je veux dire par là, c'est que... il y a eug... il faut penser bien, il faut le dire, même quand ça vient pas de nous, et peut être surtout quand ça vient pas de nous, il y a trois prédécesseurs, trois présidents de l'Assemblée nationale qui ont rendu une partie de leurs réserves, qui faisait partie des réserves de l'Assemblée nationale, et le président Seguin, le président Emmanuelli et le président Fabius, si je ne dis pas de bêtises. Alors que le Sénat a gardé 2 milliards d'euros de réserves dans ses caisses.

**Mariama Daramé** [00:06:27] Et peut être oui... j'avais aussi une question sur...

**Florian Bachelier** [00:06:31] Et après, pardon, sur la réforme, Mme Daramé...

**Mariama Daramé** [00:06:32] Allez-y.

**Florian Bachelier** [00:06:32] C'était en gros ce qu'on voulait faire, c'était aligner sur le droit commun. Donc on a supprimé le régime spécial de retraite des députés, on a aligné sur le droit commun régime de protection chômage. Et puis on a essayé de supprimer un certain nombre de... D'avantages, pour ne pas dire de privilèges. En tout cas, qui étaient vécu aujourd'hui, en 2017 2022 comme des privilèges, c'est à dire des billets de train gratuits à vie pour les députés honoraires... Un certain nombre de choses de ce type où on a essayé de gommer les... En partant de l'idée que on avait été élus... alors ça ne date pas de là, mais qu'on avait été élus dans des conditions particulières, c'est à dire avec un taux d'abstention déjà assez fort en 2017 et aux législatives également, et une radicalisation de l'espace politique, c'est à dire de l'extrême droite, de l'extrême gauche. A l'époque. Et donc sur une dégradation du lien de confiance si on le dit pudiquement entre les Français et leurs élus, et notamment sur une idée qui... Qui traîne, consistant à penser qu'on s'inscrit dans l'action publique, qu'on s'engage dans l'action publique, pour bénéficier d'avantages particuliers. C'est aussi pour ça que l'on a supprimé l'IRFM, qu'on transformé ça en AFM. Ça veut dire très typiquement ce qui existe dans toutes les organisations : justifier ses frais, donc contrôler chaque euro dépensé parce que c'est l'argent public. Et essayer d'envoyer des signaux pour dire que bah non, en fait, tout ce qui ressemble à des avantages particuliers, c'est fini. Et en partant de l'idée aussi que... j'utilise souvent l'expression un escalier, ça se balaye par le haut, toujours, en commençant par nous, les députés. Et puis en engageant aussi une réforme de la fonction publique parlementaire, de l'Assemblée nationale plus exactement, et tout en essayant d'améliorer, parce que c'est aussi ça l'objectif justement, les conditions d'exercice des mandats des députés et des équipes parlementaires. Je prends un exemple tout bête, justement les économies qu'on a réalisées sur la suppression des billets de train gratuits à vie pour les députés honoraires, eh bien on en a économisé une partie et puis il y a une autre partie qu'on a re-ventilé, pour augmenter de 4 à 10 le nombre d'allers retours des collaborateurs de circonscription.

**Mariama Daramé** [00:09:06] Et juste sur la réforme de la fonction publique parlementaire, ça a abouti ?

**Florian Bachelier** [00:09:10] Ouais, ouais, là aussi, avec peut être un changement de méthode en cours, en cours de mandat. C'est à dire que tout au début, il y avait eu deux rapports, enfin un rapport qui a été commandé par le président de Rugy à l'époque, au secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence, et puis au secrétaire

général de la questure. Vous savez, c'est bicéphale, l'organisation. Et qui est tombé un peu verticalement à mon goût. Et quand le président Ferrand est arrivé, il a repris ce que moi j'avais proposé au début, c'est à dire réaliser un audit en demandant, en essayant d'interroger tous les gens qui travaillent ici, qui soient députés, fonctionnaires, agents contractuels, prestataires, collaborateurs pour... parce que en partant d'une idée assez basique, que j'ai essayé de décliner chez moi, aussi, c'est qu'on gagne du temps à demander à ceux qui savent, à ceux qui ont l'expérience et l'expertise. Parce qu'en général, ils ont identifié les problèmes bien mieux que vous. Et en général, ils ont réfléchi aux solutions et donc c'est ce qu'on a fait. Donc ça a pris un peu plus de temps, mais après on a décliné ça en différents champs d'action, puis après avec des arbitrages remportés, puis avec des arbitrages que j'ai perdu. Moi j'étais partisan, par exemple de... d'aligner sur le droit commun le système de protection... de la retraite des fonctionnaires. Et puis, on s'est dit à l'époque... J'ai pas convaincu et. Et donc du coup on a... On s'est dit qu'on attendait la réforme générale, qui n'est pas finie. Donc bref. Et donc, on a ouvert, on a ouvert un certain nombre de [plans ?] courts, on a contractualisé un certain nombre de fonctions en préservant tout ce qui est administrateur et administrateur adjoint, on a ouvert les droits syndicaux aux agents contractuels. Voilà, on a supprimé ce qu'on avait supprimé pour les députés, les forfaits obsèques, on en avait parlé je crois, quand vous étiez venus. Vous vous rappelez de cette histoire? Non, pas trop.

**Mariama Darame** [00:11:21] Euh si il me semble.

**Florian Bachelier** [00:11:21] C'était... Quand je suis arrivé, en fait, j'ai j'ai on a beaucoup de parapheur papier et donc le travail des questeurs, c'est on a un mois de garde chacun. Donc vous... Quand on parle d'exécution du budget en fait vous validez ou non des dépenses. Et moi je l'avais vu plusieurs fois à la rentrée septembre octobre 2017 une ligne qui s'appelait "Forfait obsèques". Et donc j'avais interrogé mon administration en disant "De quoi il s'agit ?". Et on m'avait dit, deux semaines et demi après, que c'était un dispositif qui permettait de payer les obsèques. Donc, pour être très clair, inhumation, crémation des députés, ancien député, conjoint des députés et anciens député, enfants de député, d'ancien député, fonctionnaire, ancien fonctionnaire. Enfin bref, je décline avec 50 % de conjoints, 25 % d'enfants. Et donc j'avais posé ma deuxième question, en disant, est ce que je m'en souviens, "est ce que dans la vraie vie, est ce que dans une autre institution, il y a un dispositif similaire qui existe ?" Et on m'avait répondu évidemment que non, parce que c'était trois mois du dernier traitement. Et donc inégalité dans l'obsèque, si j'ose dire. En tout cas, pour les fonctionnaires, parce que les grilles de salaire montent assez haut. Et donc j'avais demandé si ça existait ailleurs. On avait dit non, sauf au Sénat où c'est six mois, et puis au Parlement européen, c'est 2 250 €. C'est un forfait forfaitisé, si j'ose dire. Et troisième question, j'avais demandé, "on en avait pas parlé, donc ça n'a pas été une grosse somme ?" Et on m'avait répondu "Bah non, c'est 900 000 € par an". Et donc moi je suis allé au bureau, en disant "on va supprimer ça", on commence par nous, un escalier, ça se balaye toujours par par le haut. On commence par nous. J'ai pas convaincu sur la suppression totale, je me suis rabattu sur le 2 250 €. Et puis là, arrivé en début d'année dernier, vous avez dû en entendre parler, la suppression chez les fonctionnaires de ce dispositif en tout cas le forfait forfaitisé. On a supprimé également pour les députés une ligne de crédit qui existait au crédit revolving, si j'ose dire. On a supprimé en début de mandat et en fin de mandat, on a supprimé pour les fonctionnaires et puis ce qui avait été supprimé par nos prédécesseurs, c'était un prêt d'accession au logement. Ça, c'était... je crois que c'est la majorité socialiste qui l'avait supprimée. Je crois que c'est Bartolone et on l'a supprimé pour les fonctionnaires en début d'année 2022. Donc, ce que je veux dire par là, c'est qu'on a fait trois trois palliers de réformes entre guillemets et le dernier a abouti au tout début d'année 2022 et avec d'ailleurs...



[00:14:20] Un jour de grève sur ce sujet et une menace d'un syndicaliste d'une campagne de diffamation dans la presse quelques jours avant les législatives. D'où ma question.  
[18.0s]

**Mariama Darame** [00:14:49] Ok... Sur la philosophie plus largement des réformes, et sur la nécessité de donner davantage de moyens aux députés, est ce que vous pouvez détailler, notamment sur les effets que ça a eu, concrètement pour améliorer leur travail ? Enfin si vous avez vu des différences ou pas ? Est ce que vous avez des retours de députés qui vous disent que ça a été des réformes qui leur ont été bénéfiques ?

**Florian Bachelier** [00:15:16] Oui, clairement. Sur notamment tout ce qui est numérisation. Il y avait un petit choc culturel en arrivant ici. Ici, dans mon bureau, la borne Wifi était pas connectée depuis 7 ans. Donc il y a eu un gros déploiement de bornes Wifi, il y a eu un accès aux boîtes mail des députés... [On entend en fond un bruit de voiture] J'ai pas changé les vitrages. Un accès au boîte mail des députés hors de l'Assemblée nationale. Enfin, des choses qui vous semblent et qui me semblent assez évidentes, qui n'existaient pas ici. C'est le remplacement des [?] papiers par des tablettes, vous savez au tout au début, ce qu'on a fait, c'est évidemment une mesure d'économie ou une mesure de protection environnementale, mais aussi une amélioration de l'effectivité du travail enfin des conditions de travail, d'exercice du mandat plus exactement. Donc voilà ce type d'exemples et puis après on a mis des choses sur un plan vélo, sur un parc véhicule électrique, sur un plan carbone qu'on vient d'initier, sur le tri des déchets, sur des économies de chauffage et d'énergie etc etc. Et ça, [?] enfin bref, c'est RSE, ça veut dire que c'est à la fois de l'économie, de l'amélioration des conditions de travail et de protection environnementale.

**Mariama Darame** [00:16:33] Est ce que j'ai... Est ce que je... oui j'oubliais, et sur les hausses d'enveloppes, à la fois celle sur le logement je crois et celle sur... Je crois que... C'est la dotation matérielle des députés. Est ce que vous avez des retours ? Est ce que c'est des réformes qui seront pérennisées sur le long terme ? Est ce que ça... enfin Je sais pas. Est ce que, pour le coup, est ce que vous voyez qu'il y a des répercussions sur le budget ? Est ce que c'est... Ça a été comment dire ? Est ce que les fonds... enfin les dépenses, ont été comblés par d'autres coupes ? Comment ça se stabilise ? La dernière fois qu'on en avait parlé, il me semble que c'était il y a deux ans. Comment ça se stabilise ?

**Florian Bachelier** [00:17:24] Alors oui. Sur le... Sur la dotation d'hébergement, là on s'est alignés sur le Sénat, ça nous arrive. En gros en partant d'une idée simple, avec une difficulté de comparatif, c'est à dire pour le dire clairement, les députés ont été deux fois plus présents ici que sous les mandatures précédentes du fait, assez simplement du non-cumul de l'arrêt du cumul, de l'arrêt pardon du cumul des mandats, qui a été justement décidé par nos prédécesseurs. Et cette idée là de la dotation hébergement, elle est venue d'un constat de l'explosion du budget hébergement par hôtel. C'est à dire qu'il y a une partie des députés qui dorment dans leur chambre. Bureau, chambre. Une partie qu'on ne peut pas loger ici. Donc du coup on avait assez sensiblement des budgets de 3 200 € par semaine, par mois pardon, quand même. En gros quatre nuits à 200 euros qui nous ont fait dire que on n'avait pas vocation forcément à financer le groupe Accor et qu'il fallait peut être trouver des solutions plus adaptées. Et donc on s'est calé sur la dotation d'hébergement du Sénat en disant ça coûtera moins cher. Donc c'est une économie de 2 000 € par mois pour être très clair dès qu'il y a un député qui sortait de l'hôtel pour aller dans un logement et en partant de l'idée parce que j'entends bien que ça puisse de l'extérieur... J'ai vu dans les papiers sur l'idée que c'est une somme importante pour des

gens qui gagnent déjà pas mal. Mais ce qu'il faut bien intégrer, c'est que les députés ne sont pas forcément parisiens, en fait la grande majorité ne l'est pas. Et quand ils sont ici en déplacement. Et donc tout ce qui a... a permis de faire des économies. Ça a permis de faire des économies. Mais là où c'est difficile de les chiffrer. C'est que le coût de l'hôtellerie sous les mandatures précédentes n'était pas le même. Mais en tout cas, ça a permis de plier la courbe de l'augmentation du budget hôtellerie de l'Assemblée. Et en DMD, il y a eu, il y a eu une augmentation. On a commencé par ça, une augmentation de 10 % du crédit collaborateur pour pouvoir soit embaucher plus, soit rémunérer mieux, soit les deux. Les collaborateurs. On a fait aussi une chose qui est assez importante, c'est désannualisation et le décloisonnement des dépenses. Et toujours dans un seul sens, celui des collaborateurs. C'est à dire qu'on ouvre les enveloppes de l'informatique ou DMD - donc c'est les correspondances, principalement. Tout ce qui n'est pas dépensé là pouvait être, peut être, redirigé sur la dotation aux collaborateurs, en plus des 10 %. Et la décision... on a augmenté aussi un petit peu le crédit... le crédit informatique, parce qu'il y a des besoins qui sont un peu différents des mandatures précédentes. Et puis la DMD, on l'a revalorisée aussi. Non pas... C'est pas une enveloppe qui a été augmentée, c'est un plafond qui a été relevé. Donc ça veut dire qu'on va le voir en fin d'année, en fin de mandature, on va voir exactement ce qui a été dépensé en plus, en se disant clairement que cette augmentation, c'est en gros, c'est du 1 %, c'est à dire que pour 1 € de relèvement de plafond, imaginons l'hypothèse où 100 % est consommée, ce qui n'est pas le cas, c'est en gros on le prend sur les 100 € d'économie d'argent public qu'on aurait. Et systématiquement on a fait ça, c'est dire qu'en gros, l'idée, c'est que les investissements qu'on devait réaliser, la façon d'améliorer les conditions de travail des équipes parlementaires, on voulait pas que... qu'il y ait le moindre impact sur une augmentation de la dotation, donc que ça ne coûte pas 1 € de plus aux contribuables. Donc ça veut dire qu'on finance sur des économies et sur des réserves. V.

**Mariama Darame** [00:21:43] Donc vous n'avez pas demandé d'augmentation de la dotation annuelle ? En cinq ans ? C'est ça, enfin, la dotation de l'État, vous avez pas demandé à ce qu'elle soit augmentée ?

**Florian Bachelier** [00:21:52] Non, non.

**Laura Motet** [00:21:52] [en prenant le téléphone qui enregistre le contradictoire] Je regarde juste l'heure parce que j'ai pas de montre. On est bons.

**Mariama Darame** [00:22:00] Et peut être une dernière question de mon côté. On voulait vérifier. Donc, vous avez un secrétariat particulier, un maître d'hôtel, un chef cuisinier, un appartement de fonction... Euh, avec la partie qui fait réception ?

**Florian Bachelier** [00:22:15] Ouais

**Mariama Darame** [00:22:17] Et le chauffeur vous l'avez plus, c'est ça ?

**Florian Bachelier** [00:22:19] Non, je l'ai supprimé tout de suite.

**Mariama Darame** [00:22:22] Tout de suite ? En 2017 ?

**Florian Bachelier** [00:22:24] En 2018, peut-être.

**Mariama Darame** [00:22:24] 2018 ?



**Florian Bachelier** [00:22:24] Début 2018, fin 2017, début 2018. Donc j'utilise soit le métro sur le parc automobile qui existe. J'avais proposé ça d'ailleurs, notamment aux présidents de commission, j'ai pas convaincu. Et sur... Oui, y a un appartement de fonction. En revanche, les salons de réception auxquels sont attachés le maître d'hôtel et le chef, ce n'est pas mon maître d'hôtel. Ce n'est pas mon chef. C'est attaché aux salons de réception qui n'est pas le mien, qui est mis à disposition de tous, tous les députés qui le font et peu importe les sensibilités politiques. Et c'est ce qui a été fait.

**Laura Motet** [00:23:13] C'est bon pour tes questions ?

**Mariama Darame** [00:23:13] Ouais, je pense c'est bon, oui.

**Laura Motet** [00:23:17] Du coup, moi je me demandais si vous aviez en tête à peu près combien de collaborateurs vous aviez eu pendant ce quinquennat et si vous pouviez me préciser un peu leur mission.

**Florian Bachelier** [00:23:27] Euh... 28.

**Laura Motet** [00:23:27] Oui.

**Florian Bachelier** [00:23:27] Je suis sûr que vous saviez.

**Laura Motet** [00:23:29] Et donc, quelles étaient leurs missions ?

**Florian Bachelier** [00:23:32] Collaborateur parlementaire.

**Laura Motet** [00:23:34] Oui, tout à fait. Mais concrètement, au quotidien, c'est quoi travailler pour vous ? Qu'est ce que fait un collaborateur à Paris ? Qu'est ce que c'est un collaborateur à Rennes ?

**Florian Bachelier** [00:23:45] Ce que font les collaborateurs parlementaires. Je ne suis pas sûr de bien comprendre la question.

**Laura Motet** [00:23:48] Ah bah c'est une question toute simple. C'est concrètement, qu'est ce que vous leur demandez ? Qu'est ce que vous attendez d'eux ? Vous voyez chaque député comme il n'y a pas de fiche de poste précise, chaque député peut demander ce qu'il...

**Florian Bachelier** [00:23:59] Ça a été une évolution justement. On a travaillé sur les fiches de poste, les collaborateurs ici à l'Assemblée nationale, les collaborateurs parlementaires, ici, à l'Assemblée nationale, ils font des recherches, ils font des projets de rédaction. Ils font...

**Laura Motet** [00:24:13] Concrètement, pour vous, du coup, une semaine par exemple cette semaine, que font beaucoup de parlementaires ?

**Florian Bachelier** [00:24:18] Cette semaine est particulière.

**Laura Motet** [00:24:18] Bah dites-moi du coup, ou alors prenez une semaine en 2020 ou en 2017, hein, peu importe, mais...

**Florian Bachelier** [00:24:26] Est ce que vous pouvez reformuler la question ?

**Laura Motet** [00:24:28] Concrètement...

**Florian Bachelier** [00:24:28] C'est pas pour vous embêter.

**Laura Motet** [00:24:29] Concrètement que font vos collaborateurs parlementaires ? Par exemple...

**Florian Bachelier** [00:24:32] Ce que font tous les collaborateurs parlementaires, c'est à dire des rapports, des rédactions, des recherches.

**Laura Motet** [00:24:39] Oui d'accord.

**Florian Bachelier** [00:24:39] Suivant les thèmes. Et en circonscription, c'est souvent, c'est déjà l'accueil téléphonique, les réponses aux messages, c'est traiter les demandes et c'est trouver des solutions concrètes, c'est intervenir pour organiser des rendez vous. Ce genre de choses.

**Laura Motet** [00:24:57] Et comment est ce qu'on peut expliquer que vous en ayez eu 28, ce qui paraît un chiffre assez élevé ?

**Florian Bachelier** [00:25:03] Et bien ça s'explique par le fait que moi je contractualise avec l'ensemble des collaborateurs, que les questeurs ont 75 % de dotation en plus pour cette... pour justement les collaborateurs. Et après, si vous regardez les 28, il y a des contrats à durée déterminée avec des missions spécifiques sur un temps donné.

**Laura Motet** [00:25:28] Concrètement, c'est quoi les missions spécifiques du coup ?

**Florian Bachelier** [00:25:33] Bah ça va être pour l'étude sur une thématique particulière, le grand âge par exemple, où là j'ai besoin d'expertise un peu particulière. Et sur une durée déterminée. Ça va être... Euh... Ouais et puis après j'ai eu des départs, des départs. Comme une vie classique d'une organisation, c'est à dire des gens qui sont partis. J'en ai un qui est parti chez Franck Riester, j'en ai qui est parti... dans une entreprise. J'en ai un qui est parti parce qu'il était papa... Voilà

**Mariama Darame** [00:26:13] Et juste la mission sur le grand âge, c'est un exemple ?

**Florian Bachelier** [00:26:16] Oui.

**Mariama Darame** [00:26:17] C'était pour travailler... Enfin, c'était dans le cadre du travail parlementaire, sur un projet de loi ou sur... grosso modo c'était sur un projet que vous présentiez ?

**Florian Bachelier** [00:26:26] Non, c'est parce que j'ai beaucoup d'acteurs de la santé et de l'accompagnement du grand âge, handicap physique et mental chez moi. Du coup, j'avais aussi besoin de ces retours, de l'expertise, des recherches... Et après, ça fait partie des choses qu'on fait concrètement quand on est parlementaire. C'est d'essayer d'identifier justement les problèmes spécifiques, c'est de... d'échanger avec un maximum d'expertise et d'expérience sur le terrain pour savoir pourquoi la bonne idée qu'on a crue bonne ici, en fait elle atterrit pas du tout. Pourquoi j'ai eu 40 réunions, qui vont commencer par "nous sommes les oubliés du Ségur" ? Pourquoi est ce que... Comment est ce qu'on peut être un peu plus malin et un peu plus fin sur un territoire déterminé où il y a des



acteurs un peu spécifiques, etc, etc. Donc c'est en gros comment est ce qu'on fait concrètement chez nous pour que, voilà, on ait des résultats un peu meilleurs?

**Mariama Darame** [00:27:24] Du coup c'est des notes qui remontent plus haut ?

**Florian Bachelier** [00:27:26] Non, c'est des échanges avec eux, avec le ministre, c'est des échanges avec les autres parlementaires, c'est... voilà. C'est un peu ce que... Attendez... C'est un peu pour pallier une des trois missions des députés constitutionnellement, où on est nuls, c'est l'évaluation des politiques publiques. Et donc ça, ça permet justement après chacun a ses thèmes particuliers, mais d'être un peu plus, un peu plus fin dans l'analyse, dans l'approche. Dans... Par exemple, hier matin, j'étais à la maison de la maison médicale de l'Hermitage, une commune de ma circonscription. Donc j'ai échangé pendant 2 h sur sur cette thématique là, sur le numerus clausus, sur la difficulté d'attractivité, sur un degré de souffrance, sur les partenariats public privé / Médecine libérale qui sont pas idéales, idéaux d'ailleurs. Sur est ce qu'il faut revenir sur un système de garde, sur est ce qu'il faut affecter un an un étudiant qui sort de médecine dans une zone où il y a un désert médical, où on identifie un désert médical. Bref ce genre de choses où bah vous revenez ici en disant "c'est pas tout à fait comme on dit", parce que si vous demandez à votre administration si c'est... Comment dire... Si ça a un effet positif ce qu'on vient de décider, le dispositif pourrait le mettre en place ou la ligne budgétaire qu'on vient de bloquer, systématiquement, elle vous répond oui. Et quand vous confrontez ça aux réalités du terrain, vous avez des écarts, ce qui vous permet de revenir ici en disant "Cher ministre ou chers collègues, on est à côté de la balle", moi c'est pas ça que je veux entendre. Je veux ça, je veux ça, je veux ça.

**Laura Motet** [00:29:26] Et alors, justement. On a noté... vous devez connaître le site Regards Citoyens, là qui a mis à jour ses données récemment... Que vous n'aviez pas produit beaucoup de rapports. Est ce que c'est... Quand vous disiez [que] vous faites des remontées à vos collègues et expliquez quel est le... quel est le souci. Enfin voilà, vous le faites comment? Comment expliquer que les statistiques soient assez faibles sur ce site?

**Florian Bachelier** [00:29:49] Vous vous basez sur Regards citoyens pour...

**Mariama Darame** [00:29:52] Bah après...

**Laura Motet** [00:29:52] Ça fait partie.

**Mariama Darame** [00:29:53] Bah après les classements...

**Florian Bachelier** [00:29:54] Vous voyez pas, par exemple ,les 161 rapports... De questure.

**Laura Motet** [00:29:57] D'accord, vous ne voyez pas les 161 rapports, ah oui, de questure, oui. Donc du coup, vous expliquez ça par le fait que vous avez... Vous êtes engagé dans la questure.

**Florian Bachelier** [00:30:05] Non, pas que.

**Laura Motet** [00:30:06] Particulièrement ?

**Florian Bachelier** [00:30:06] Non, je les avais reçus, on les avait reçus d'ailleurs, Regards citoyens, tout au début de la mandature, parce que justement, il y avait... En gros les

premiers au classement, c'est les présidents de séance qui disent, qui ont pour fonction de dire "la parole est à". Bah ça, c'est une intervention. Et donc c'était pour voir comment on pouvait... On a même imaginé à un moment donné, avoir un système un peu plus, plus fin, parce que ça contribue justement de cette dégradation du lien de confiance. Pour être très clair. Je ne suis pas une exception. Moi, ça fait cinq ans que je me consacre exclusivement à ça, sept jours sur sept. Je prends deux semaines de vacances par an et mes journées, c'est 19 h et je m'en plains pas.

**Laura Motet** [00:30:48] Mais du coup concrètement, qu'est ce qui... Qu'est ce qui manque ou qu'est ce qu'ils devraient comptabiliser ?

**Florian Bachelier** [00:30:53] Par exemple tout le travail en circonscription, ça n'existe pas. Alors que pour moi, c'est la base de notre... on est des porte parole ou des avocats de territoire... si je peux utiliser cette expression là. Et je pense qu'on est bien plus utile et on sert mieux l'intérêt général à être au contact de nos concitoyens chez nous... Et à ne venir ici... Après, là où je pense qu'on a, par exemple, je trouve qu'on n'est pas... on n'a pas été assez courageux, on est pas allés assez loin sur un certain nombre de réformes institutionnelles. Je suis pour la réduction du nombre de parlementaires. Je reste pour la [réduction?] du nombre des élus d'ailleurs. Je suis pour une proportionnelle, je suis pour la fusion du Sénat et du CESE, je suis pour l'intégration de la convention citoyenne à cette fusion Sénat / CESE. Je suis pour la fusion conseil régional / conseil départemental. Il y a une chose que je trouve bien chez les Allemands justement parce que on a souvent ce truc là enfin ce constat là pardon qui nous est parfois opposé alors que vous passez des heures et des heures à essayer de servir. Quand vous êtes ici, on vous dit on ne voit pas à l'Hermitage. Et puis vous êtes à l'Hermitage à 3 h du matin, on vous dit on ne voit pas dans l'hémicycle. Et un de mes boulots, c'est organiser justement le fait que, comme un président de groupe, le fait que pour tous les textes, c'est la majorité majoritaire, qu'on arrive à avoir une espèce d'organisation qui permette à 3 h du matin d'être sur autre chose que appuyer sur des boutons.

**Laura Motet** [00:32:21] Et du coup, concrètement, une semaine habituelle...

**Florian Bachelier** [00:32:24] Et donc pardon, l'exemple allemand, excusez-moi, je trouve ça bien parce qu'en gros c'est une période, on va dire un mois au Bundestag, et une période phfuit [bruit de bouche] à la maison et pour le coup, on sait pourquoi on n'est pas là, parce qu'on est là.

**Laura Motet** [00:32:39] Bien sûr. Et donc vous, une semaine, concrètement, évidemment on va pas prendre cette semaine, vous allez me dire c'est une période particulière, mais pendant le mandat, habituellement.

**Florian Bachelier** [00:32:46] C'est pas pour ne pas répondre à votre question. Mais chaque semaine a été très très, très différente depuis le début et chaque période est très très différente. La période de deux ans de confinement, déconfinement, etc. L'essentiel des journées, c'était la visio conférence avec... avec les Cci, avec les chambres des métiers, avec les ordres, notamment de soins, de santé, d'accompagnement. C'était bref, tous les corps intermédiaires justement, dont certains ont peut être mieux mesuré l'intérêt... Les syndicats, etc etc.

**Laura Motet** [00:33:19] Hors confinement du coup ?



**Florian Bachelier** [00:33:20] Hors confinement, je vous dis, c'est beaucoup, beaucoup, beaucoup de terrain. Et puis après il y a des...

**Laura Motet** [00:33:24] Concrètement, je suis désolée, je vous repose des questions. Mais concrètement, quand vous dites beaucoup de terrain, c'est quoi, c'est du lundi au vendredi à Rennes ? C'est du...

**Florian Bachelier** [00:33:35] Ça dépend des périodes, ça dépend des périodes. Depuis le déconfinement justement parce qu'on a pas eu ces temps de contacts, parce qu'il n'y a pas eu toutes les... Les manifestations, les rencontres, etc etc. C'est cinq jours sur sept. La première année, c'était moitié moitié. Pendant le confinement, c'était beaucoup de visio. Soit à Rennes, soit ici. Là. Par exemple, cette semaine, je fais l'aller retour pour la dernière réunion de questure. J'ai deux rendez vous à 20h et 21h... Hier j'étais - semaine particulière - mais hier en tant que député, j'étais à la maison médicale de l'Hermitage. J'étais... je suis allé voir la direction régionale Météo-France. Euh, voilà.

**Laura Motet** [00:34:36] D'accord alors sur un autre sujet. Avez vous appelé votre concurrent chez les Républicains, Maël Tournade, pour lui demander de se désister?

**Florian Bachelier** [00:34:46] Non, j'ai su que vous le demandiez. Non.

**Laura Motet** [00:34:49] Non, vous l'avez pas appelé ?

**Florian Bachelier** [00:34:51] Si, on s'est parlés, oui, mais absolument pas pour... Je sais pas, alors quel est le sens de la question?

**Laura Motet** [00:34:56] La question est encore une fois, moi je reste sur les faits. C'est l'avez-vous appelé ?

**Florian Bachelier** [00:35:00] Est-ce que je l'ai appelé ? Oui.

**Laura Motet** [00:35:01] Oui. Et vous lui avez dit quoi?

**Florian Bachelier** [00:35:05] Que... ce que je lui ai dit sur France 3. C'est à dire euh... On a eu un... On a eu... Donc je ne mens pas, pour répondre à la question que vous posez par ailleurs, on a eu une discussion sur le plateau de France 3 où on a enregistré un certain nombre de débats, les circonscriptions la huit et puis celle de Saint-Malo la sept. Et puis pendant l'attente, on a échangé sur le fait qu'Isabelle Le Callennec finalement, faisait l'inverse de ce qu'elle avait dit dans Ouest-France trois semaines plus tôt, c'est à dire mettait un candidat LR. J'ai rencontré ce jeune homme, c'est un Vitréen qui fait ses études à Nice qui vote pas sur la circo et donc on a échangé sur le fait qu'il y avait un risque fort Mélenchon sur la huitième circonscription. A la fin de l'entretien, moi je repartais, lui aussi. Il m'a demandé de le rappeler, donc je l'ai rappelé et on a échangé sur ce risque, mais en aucun cas sur un accord comme j'ai pu l'entendre.

**Laura Motet** [00:36:09] Et est ce que vous avez appelé sa suppléante? Le vendredi 20 mai ?

**Florian Bachelier** [00:36:13] Je l'ai eu, ouais. Je l'ai eu. Parce que elle a essayé de me joindre parce que quelqu'un m'a dit... enfin bref un de ses amis, parce qu'elle est sur la liste, une des listes de l'opposition municipale, a dit en fait qu'elle ne connaissait pas le

suppléant... le titulaire pardon... Le candidat et que l'on a échangé sur le risque Mélenchon.

**Laura Motet** [00:36:35] Et sur le risque, mais vous affirmez ne pas lui avoir demandé de...

**Florian Bachelier** [00:36:39] Ah je vous le confirme.

**Laura Motet** [00:36:45] D'accord. Alors toujours sur le local. Donc il y a un certain nombre de fois où vous avez invité votre compagne Carole Gandon à diverses cérémonies. Je pense notamment à l'inauguration du TGV à Rennes en juillet 2017, alors qu'elle n'était pas sur la liste. Comment expliquer ces invitations?

**Florian Bachelier** [00:37:07] C'est pas moi qui invite ma compagne sur ce type de cérémonie, ma compagne, elle est complètement indépendante et libre.

**Laura Motet** [00:37:12] Elle n'était pas sur la liste d'invitation, contrairement à vous.

**Florian Bachelier** [00:37:17] Faut lui demander.

[00:37:17] Je peux vous confirmer qu'elle n'était pas sur la liste d'invitation.

**Florian Bachelier** [00:37:21] Pourquoi vous me posez la question, si vous savez ?

**Laura Motet** [00:37:22] Bah je vous demande pourquoi vous l'avez faite entrer avec vous ?

**Florian Bachelier** [00:37:25] En fait, c'est pas un animal de compagnie, ma compagne, vous ne la connaissez pas. Je peux vous dire que c'est pas moi qui l'invite. Il se trouve qu'elle a fait toute la campagne d'Emmanuel Macron, donc je pense qu'il y a un lien, mais c'est pas moi qui fait les invitations.

**Laura Motet** [00:37:40] Non, justement, elle n'était pas dans les invitations donc... C'était ma question.

**Florian Bachelier** [00:37:43] Ca n'est pas moi qui lui ai dit de venir.

**Laura Motet** [00:37:43] Donc ça n'est pas vous qui l'avez invité ? On l'a également contactée pour essayer d'en discuter avec elle. Elle ne nous a pas répondu pour l'heure. Et est ce qu'elle habitait avec vous du coup à la questure ou est ce qu'elle restait à Rennes ?

**Florian Bachelier** [00:37:59] Quand ça ?

**Laura Motet** [00:38:01] Est ce qu'elle est venue habiter avec vous à la questure ?

**Florian Bachelier** [00:38:04] Non, elle habite à Rennes, son petit garçon, si ça vous intéresse, qui a 7 ans et demi est mis en garde alternée. Et donc elle habite à Rennes. Elle est élue à Rennes, vous devez le savoir.

**Laura Motet** [00:38:15] Humhum. Elle aurait pu... Parce qu'elle a été élue... en mai 2020 si je dis pas de bêtises, au lendemain des élections, j'aurais pu vivre avec vous.



**Florian Bachelier** [00:38:22] Ça nous est arrivé de partager un lit. Si c'est ça le sens de la question.

**Laura Motet** [00:38:23] Non, je parle de manière régulière. Donc du coup, elle n'était pas à Paris. Elle n'habitait pas chez vous à la questure ?

**Florian Bachelier** [00:38:36] Je comprends pas le sens de cette question? Est-ce que ma compagne vient me voir de temps en temps à Paris, oui.

**Laura Motet** [00:38:40] Non pas ponctuellement.

**Florian Bachelier** [00:38:43] Est-ce qu'elle habite là, non. Moi, je n'habite pas là non plus.

**Laura Motet** [00:38:44] Elle habite, à Rennes.

**Florian Bachelier** [00:38:45] Comme moi, comme moi.

**Laura Motet** [00:38:48] Comme vous. [00:38:50] Comment expliquer du que vous avez demandé un document en juin, en juillet pardon excusez-moi 2017 au secrétaire général de la questure pour lui permettre de demander le chômage, permettre un suivi conjoint? Donc quitter Rennes pour aller à Paris? Comment expliquer que vous ayez demandé ce document? [20.2s]

**Florian Bachelier** [00:39:15] [00:39:15] Alors expliquez moi. [0.1s]

**Laura Motet** [00:39:15] [00:39:15] Vous avez demandé un document à Christophe Pallez, qui était à l'époque secrétaire général de la questure. [4.2s]

**Florian Bachelier** [00:39:21] [00:39:21] Ouais [0.0s]

**Laura Motet** [00:39:21] [00:39:21] Un document qui permet d'être présenté à Pôle Emploi ensuite pour faire une démission pour suivi de conjoint. Donc, ce document explique que vous devez vivre à Paris et donc que votre conjoint doit vous suivre. [12.7s]

**Florian Bachelier** [00:39:36] Je n'en ai aucun souvenir.

**Laura Motet** [00:39:37] Vous n'avez aucun souvenir de ce document, d'accord.

**Florian Bachelier** [00:39:39] Mais ce que je peux vous dire, c'est que par exemple, elle bénéficiait de droits qu'elle n'a pas demandé justement pour éviter qu'il y ait la moindre ambiguïté.

**Laura Motet** [00:39:45] C'est à dire ?

**Florian Bachelier** [00:39:48] Par exemple qu'elle avait des droits au chômage qu'elle n'a pas demandé à toucher. C'est quoi le sens de la question?

**Laura Motet** [00:40:00] Ah je demande juste encore une fois si vous avez demandé ce document et si oui, pourquoi.

**Florian Bachelier** [00:40:05] Nan mais derrière ce terme, c'est quoi l'idée ?

Laura Motet [00:40:06] Il n'y a jamais d'idée, M. Bachelier.

Florian Bachelier [00:40:08] Y a pas d'idée ? C'est vrai ?

Laura Motet [00:40:10] Je pose des questions sur les faits.

**Florian Bachelier** [00:40:15] Ok. Pardon mais c'est un portrait du député? Ce n'est pas un portrait intime... je...

**Laura Motet** [00:40:22] De fait, Mme Gandon est extrêmement présente quand on, quand on travaille sur vous.

**Florian Bachelier** [00:40:31] C'est ma compagne, hum.

**Laura Motet** [00:40:31] Pas qu'en tant que compagne.

**Florian Bachelier** [00:40:31] Elle est aussi élue et elle est aussi membre de La République en Marche. Elle a aussi été référente départementale. Vous devez le savoir, tout ça.

**Laura Motet** [00:40:41] Tout à fait.

**Mariama Darame** [00:40:42] Justement, le sujet s'impose.

**Laura Motet** [00:40:42] Je pense qu'on est bon pour moi. Est ce que tu as d'autres questions?

**Mariama Darame** [00:40:52] J'ai peur d'oublier quelque chose mais... Bah sur les réformes on est bons. Euh, ta partie... Moi j'avais rien à rajouter. Sur le bilan aussi... Enfin sauf, je sais pas après vous avez parlé avec Keltz de la campagne, etc. Donc je pense que c'est bon. Moi j'ai pas de dimension politique à ajouter sur... Keltz s'en est occupé donc...

**Florian Bachelier** [00:41:22] Vous avez une question sur ma compagne ?

**Mariama Darame** [00:41:26] Sur votre compagne ?

**Laura Motet** [00:41:26] Ca c'est moi ça.

**Mariama Darame** [00:41:26] Ca c'est toi, c'est pas moi. C'est tout bon je pense.

**Laura Motet** [00:41:26] Bah oui c'est bon pour moi.

**Florian Bachelier** [00:41:26] Ok

**Laura Motet** [00:41:38] Merci à vous de nous avoir reçues.

**Mariama Darame** [00:41:39] Merci [?]

**Florian Bachelier** [00:41:41] C'est normal...

**Laura Motet** [00:41:41] On vous tiendra au courant...

**Florian Bachelier** [00:41:42] ... C'est la moindre des choses.

**Laura Motet** [00:41:43] ....Pour la publication. Hop, je récupère ça.

**Florian Bachelier** [00:41:56] Juste, je me permets de vous interroger quand même parce que ça me trouble votre question sur ma compagne, comme vous l'avez remarqué. L'idée c'est quoi? C'est que c'est un emploi caché ? C'est qu'elle bénéficie d'avantages particuliers ? Elle est ?

**Laura Motet** [00:42:12] Non, on s'interroge sur le sens de cette demande.

**Florian Bachelier** [00:42:18] Non mais derrière votre question sur...

**Laura Motet** [00:42:19] Il y a rien derrière.

**Florian Bachelier** [00:42:21] Est-ce qu'elle habite avec moi, [?]. En vérité, je veux dire que je suis paranoïaque par formation... D'avocat. Et au demeurant parce que je crois qu'un certain nombre de choses... que je pense avoir agi [?] dans le domaine de l'exemplarité. Je fais du triplement attention à ça. Et je reste sur un principe qui est assez basique. Mais qu'un bâtonnier qui était mon ancien professeur de déontologie m'expliquait. Lorsque vous vous interrogez sur le point de savoir si ce que vous faites est conforme aux règles déontologiques, si vous vous interrogez, c'est que vous avez la réponse. Et donc vous faites autrement. C'est ce qui fait qu'il y a toute une série de choses auxquelles j'ai le droit mais qui ne correspondent pas à l'époque. Par exemple, les... J'allais citer, enfin bref... Par exemple sur les 150 € d'argent qu'on peut retirer etc etc par semaine, je trouve ça complètement con et j'avais demandé à ce que ça soit supprimé. Bah ça fait partie des arbitrages que j'ai perdu. Et pour être très clair, j'ai pas... Je vous donne un autre exemple. J'ai quitté mon cabinet d'avocat. C'est onze ans d'investissement professionnel. Je suis parti pas parce que la loi m'a imposé, mais parce que 1. c'est un engagement de campagne. 2. Je voulais consacrer tout mon temps et 3. En termes de conflit d'intérêts potentiels, [c'était un nid?] à articles. J'en suis parti. J'ai revendu au même prix que j'avais acheté mes titres. Alors que j'avais développé grandement... Ce que je voulais dire par là, c'est pas de dire "Youkaidi youkaida je suis un saint", c'est juste vous dire que j'ai pas fait tout ça pour essayer de gratter un avantage spécifique, ni pour moi, ni pour ma famille. Et si je me suis engagé dans la vie publique, c'est pour qu'on combatte ça. Et il n'y a pas un jour où je n'ai pas de doute sur...

**Laura Motet** [00:45:10] Sur quoi ?

**Florian Bachelier** [00:45:10] Sur combattre... sur comment... Sur comment est-ce qu'on arrive à retisser ce lien de confiance et notamment comment est-ce qu'on arrive à redonner confiance aux élus. Et ça fait partie des choses qu'on n'a pas suffisamment bien réussi à reconstruire. C'est du temps long. C'est pas en cinq ans qu'on arrive à faire ça. Mais pour le coup, c'est ce qu'on a... ce que j'ai essayé de faire moi, ici, c'est d'essayer de participer à ce combat. [00:45:55] Et que mon intérêt très particulier était surtout de ne rien bouger, de ne rien changer à cette maison et je me serais fait beaucoup plus d'amis et vous auriez peut être eu moins de retours. Comment vous est venue l'idée, si je peux me permettre une question ? De ce portrait de fin de mandature ? [13.9s]

**Laura Motet** [00:46:15] Comment est venue l'idée ? Bah c'est un bilan, vous êtes une personne importante.



**Florian Bachelier** [00:46:19] J'ai pas le souvenir de voir d'autres députés avec [?]. Je ne suis rien [?]

**Laura Motet** [00:46:23] Premier questeur, tout de même, c'est très intéressant.

**Florian Bachelier** [00:46:27] Ouais, ouais. J'ai essayé de le vendre chaque année le bilan, on rend des comptes depuis le début. Ca n'intéressait personne.

**Laura Motet** [00:46:33] Bah là ça nous intéresse. On parlera aussi du bilan de la questure et euh... Sur cinq ans, c'est un peu plus intéressant. Parce que la première année, comme vous le savez, le renouvellement des députés, le budget est toujours le plus important.

**Mariama Darame** [00:46:53] La crise sanitaire, c'était un trou noir, un peu...

**Florian Bachelier** [00:46:55] [?].

**Mariama Darame** [00:46:55] Bah est-ce que c'est tout bon ? Moi perso, j'ai plus de questions.

**Laura Motet** [00:47:03] C'est bon.

**Mariama Darame** [00:47:06] Bon, on va filer.

**Laura Motet** [00:47:07] On vous tiendra au courant.

**Mariama Darame** [00:47:07] Merci !

**Laura Motet** [00:47:14] C'est bon pour toi ?

**Mariama Darame** [00:47:14] Ouais ouais c'est bon, c'est bon.

**Laura Motet** [00:47:38] Merci, aurevoir ! [?] Vous voulez.

**Fonctionnaire de l'entrée** [00:47:54] Vous n'avez pas de pièces à récupérer?

**Laura Motet et Mariama Darame** [00:47:55] Non, non, c'est bon, ça ira. [?] Merci ! Bonne soirée à vous, aurevoir. C'est par là. Hop. Parfait.

Manon Rescan



# Les grandes **ILLUSIONS**

**Enquête sur les soldats de la macronie**



Robert Laffont

MANON RESCAN

# LES GRANDES ILLUSIONS

Enquête sur les soldats de la macronie



Robert  
Laffont



*Ouvrage édité par Jean-Luc Barré*

© Éditions Robert Laffont, S.A.S., Paris, 2019  
En couverture : © Sylvain Lefèvre / Getty image / AFP photos  
ISBN numérique : 9782221222157

## Les cost-killers

Malgré tout, c'est bien toujours à l'entreprise que certains continuent de se référer. Le 5 novembre 2017, les lecteurs du *Journal du dimanche* découvrent un nouveau visage de ce nouveau monde. L'hebdomadaire dominical fait sa une sur le « plan d'économie secret des députés ». Une cure d'austérité détaillée sur trois pages, qui prend le visage d'un trentenaire, barbe et cheveux poivre et sel savamment travaillés : Florian Bachelier, trente-huit ans, député LRM d'Ille-et-Vilaine. Sa fonction : questeur de l'Assemblée un poste à la discrétion soigneusement entretenue par ceux qui l'ont jusque-là occupé. Son rôle : gérer les finances de l'institution. Une fonction restée dans l'ombre pour une bonne raison : « C'était davantage un bâton de maréchal pour service rendu à la maison qu'un poste de gestion pure », résume l'avocat. Pour un groupe politique, un questeur est avant tout l'assurance d'avoir accès à un salon de réception, avec personnel pour faire le service et budget traiteur. La gestion des dépenses était, jusque-là, bien plus déléguée au personnel de l'Assemblée. Ce dimanche, dans le *JDD*, Florian Bachelier décide

## Les cost-killers

cependant d'en faire le tremplin de son ambition politique. Cet avocat d'affaires rennais a milité au Parti socialiste d'Ille-et-Vilaine sans parvenir à y percer, avant de mener tambour battant la campagne pour En marche dans le département breton. Élu député puis questeur de la majorité, il veut aussi en être le *cost-killer*, pour le meilleur et pour le pire.

« Il s'est tout de suite comporté comme un DG (directeur général) », raconte un familier de la questure. Bachelier est déterminé à passer au crible chaque dépense de l'institution pour y faire des économies. Et apparaître comme celui qui aura diminué son budget au nom des efforts de l'État pour réduire son train de vie. « Dépenser moins pour dépenser mieux, au-delà d'une philosophie, c'est notre méthode », prévient-il dans le *JDD*. Le député veut en faire sa marque de fabrique et orchestre une véritable campagne de communication. Le Rennais a mis des moyens pour se faire connaître. Le 8 novembre, quelques jours après la parution de l'article dominical, les journalistes reçoivent un dossier de presse de dix-huit pages en l'honneur du député. L'élu y est vendu comme un top model, posant sur huit photos pleine page, signant des documents ici, discutant là dans un couloir, ou encore en gros plan, les mains en prière sur le visage, comme un chanteur pour midinettes. En quelques minutes le document circule sur les réseaux sociaux et dans les rédactions. Effet Streisand garanti : le questeur marketing est ridiculisé et le dossier de presse rapidement mis hors ligne. « Je n'en aurais jamais validé la vacuité de fond », assure Florian Bachelier qui dit ne pas avoir donné son aval à cette parution. En deuxième page figure en effet la trace du cabinet de conseil à qui il a délégué la tâche de le



« vendre » à la presse : MCBG Conseil, agence « spécialisée dans le conseil en communication personnelle et en stratégie d'influence des dirigeants », précise son site Internet.

À la page 14 de feu la plaquette publicitaire, Florian Bachelier est présenté comme le « monsieur économies » de l'Assemblée. « Un de ses grands chantiers pour l'avenir est de traquer toutes les économies réalisables », est-il écrit. La réalité est pourtant moins à son avantage. Car cet homme pressé a une petite tendance à vendre la peau de l'ours avant qu'il ne soit tué. Quand, dans le JDD, il annonce un plan d'économies de 56 millions d'euros sur cinq ans... en réalité celui-ci n'a pas été formellement validé. Les décisions en matière de finances de l'institution doivent être collégiales, et donc consensuelles parmi les questeurs. Ses propositions ne le sont pas. Comme lorsqu'il veut récupérer un hôtel particulier acquis par l'Assemblée auprès de l'État en 2016, afin d'en récupérer les 63 millions d'euros déboursés à l'achat et en économiser les frais de rénovation. Certains, dont François de Rugy, ont d'autres ambitions pour ce bâtiment. Cette tendance du questeur à ramener la couverture à lui irrite au plus haut point le président de l'Assemblée qui lui dispute la place de premier réformateur du Palais-Bourbon. À chaque fois, les initiatives solitaires de Florian Bachelier font l'objet de rappels à l'ordre au sein du bureau de l'Assemblée et plusieurs de ses propositions soumises au vote sont repoussées... à l'unanimité moins une voix, la sienne. En outre, à la rentrée 2018, non seulement les dépenses de l'institution n'ont pas diminué, mais pour la première fois les questeurs sont obligés de puiser 47 millions d'euros dans ses réserves

financières pour boucler le budget 2019. La faute à de nouvelles dépenses engagées, comme l'augmentation de l'enveloppe permettant de rémunérer les collaborateurs parlementaires. On est loin des promesses du *cost-killer*. Le questeur breton revendique une stratégie « pluriannuelle » dont les effets ne sont pas perceptibles immédiatement, mais qui s'étalera sur les cinq ans de mandat. Le bilan, argue-t-il, ne pourra être fait qu'à ce moment-là. Les annonces au JDD n'étaient qu'un « prévisionnel », assure-t-il. Un choix payant médiatiquement : il souligne lui-même avoir eu un sujet dans le JT de TF1 le soir même et avoir « fait Elkabbach le lendemain matin » sur Europe 1. Une mise en lumière qu'il revendique. « Il s'agit juste de rappeler pourquoi nous sommes là, m'explique-t-il. On a été élus parce que les Français veulent des politiques plus efficaces. La transformation de l'Assemblée permet d'envoyer des signaux en termes d'exemplarité. » Quitte à préférer les effets d'annonce aux résultats.

De l'entreprise, Florian Bachelier semble n'avoir pas seulement importé le souci de bonne gestion. À la questure, ses méthodes de management sont également très contestées. Sa tendance à passer au peigne fin toutes les dépenses bouscule l'institution. « Est-ce que le niveau d'exigence a augmenté ? Oui », reconnaît le questeur. Ceux qui fréquentent ces murs évoquent un « climat de pression ». « Il exerce des demandes à tout bout de champ, les fonctionnaires sont harcelés de demandes », décrit un observateur. « Il brutalise les services de l'Assemblée dans sa manière de conduire le changement », assure un membre du bureau de l'institution. « La questure est au bout du rouleau », note un autre familier. Dans ces bureaux à l'ambiance feutrée, un



fonctionnaire zélé, en fin de carrière, en vient à fondre en larmes sous la pression exercée par le député. « On ne s'en est jamais plaint auprès de moi », m'assure le questeur sans s'émouvoir de ces accusations.

En quelques mois, l'élu breton devient l'incarnation du choc des cultures et du fossé qui se creuse peu à peu entre la fonction publique parlementaire et les nouveaux députés, sur fond d'ambitions réformatrices. Le 21 janvier 2018, un reportage de M6 envenime encore davantage leurs relations. Le magazine *Capital* enquête – c'est un sujet vendeur – sur le train de vie de l'État. À la quarantième minute du reportage, sur fond de musique angoissante, la voix off prépare son effet sensationnaliste. « La plus grande surprise de notre enquête, nous l'avons faite dans les allées de l'Assemblée, commence-t-elle en enchaînant les images de l'institution. Nous avons découvert qu'il reste énormément de privilégiés dont on ne parle jamais, des employés très discrets, plus nombreux que les députés et, incroyable, encore mieux lotis : les fonctionnaires du Palais-Bourbon. » Le reportage décrit des fonctionnaires qui sont chargés de l'accueil du public, des huissiers en « nœud papillon et une chaîne, vieux souvenir de la monarchie », dont le travail est de « transmettre des messages » dans l'hémicycle. Des individus « muets » qui refusent de parler à la presse, mais dont les places sont « réputées vraiment bonnes ». Le clou de la démonstration est la révélation d'un document réputé introuvable : la grille des salaires des fonctionnaires, qui dévoile des rémunérations « déconnectées de la réalité du marché ». Un agent de base commence à 3 780 euros net en début de carrière. Le mieux payé, le

secrétaire général de l'Assemblée, assume, face caméra, sa rémunération mensuelle de : 17 300 euros par mois. Soit « 4 600 euros de plus que le président de la République », précise la voix off. Le journaliste affirme qu'après s'être procuré un document partiel, il s'est vu transmettre par Florian Bachelier lui-même la grille des salaires complète. Le lendemain matin, France Inter diffuse un autre document qui révèle le train de vie des fonctionnaires du Palais-Bourbon. « On y apprend notamment que le secrétaire général de l'Assemblée nationale, rémunéré à hauteur de 18 000 euros net par mois, dispose d'un logement de cent quatre-vingt-deux mètres carrés ainsi que d'un majordome, qui, lui, occupe un appartement de quarante-neuf mètres carrés », affirme le journaliste. « Encore plus surprenant : le chef du département génie climatique, rémunéré 7 750 euros par mois, tout comme celui du département électrique, qui occupent eux aussi des appartements de l'Assemblée. Respectivement cent soixante-sept et cent sept mètres carrés. Au total, ce sont près de mille sept cents mètres carrés qui sont mis à la disposition des fonctionnaires sans que ces derniers aient à déboursier de loyer. » « Le fameux document a été transmis à François de Rugy par le premier questeur Florian Bachelier, fer de lance du combat pour l'exemplarité à l'Assemblée », dit France Inter qui ajoute : « Un document gardé secrètement par le président de l'Assemblée nationale. »

En quelques heures, les mille cent cinquante fonctionnaires de l'Assemblée se sentent pris pour cible et la défiance s'installe à l'égard des députés de la majorité. Florian Bachelier n'est pas le seul dans leur collimateur, François de Rugy, qui prépare une réforme de la fonction



publique parlementaire, s'attire aussi la méfiance des fonctionnaires. « En effet ce ne sont pas les élus qui sont les mieux payés à l'Assemblée nationale. Il y a eu, comme dans d'autres administrations, sans doute une dérive entre le traitement de base et les primes », a dit le président de l'Assemblée dans le reportage de M6, se disant prêt à modifier cette situation. Entre l'écologiste et les fonctionnaires, la rupture est proche.

Le climat se dégrade à mesure que les articles se multiplient dans la presse. À chaque fois, ils sont nourris de documents venus de l'Assemblée dont tous les salariés sont convaincus qu'ils sont transmis par des députés. Le 9 juin, *Le Parisien* publie notamment une double page sur le « train de vie de l'Assemblée nationale » avec une petite infographie qui fait bondir les fonctionnaires : elle détaille la rémunération des cinq plus gros salaires des administrateurs. Quelques semaines plus tard, le même quotidien se fait l'écho du régime des retraites « très spéciales » de ces mêmes fonctionnaires qui se sentent visés.

« Ils nous méprisent », me glisse un jour d'été l'une de ces fonctionnaires pourtant discrète, comme ses collègues. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, les langues se délient. « Certains se sont sentis humiliés, me raconte une autre. Ce type d'attaques, ce n'est pas nouveau, mais il y a une différence d'intensité. » Surtout, l'offensive tombe mal : en cette première année de mandat, l'Assemblée tourne à plein régime. Et quand l'institution tourne, ces fonctionnaires si bien payés travaillent aussi d'arrache-pied, jour et nuit, l'une des raisons de leurs dodus traitements. Trois fois au cours du printemps, les députés ont siégé un week-end complet, après des semaines complètes elles aussi, les

soirées ne se terminant jamais avant une heure du matin. L'été précédent, ils ont comme les députés repoussé leur départ en vacances pour permettre l'adoption de plusieurs projets de loi. Après avoir dû, au débotté, organiser la tenue du congrès à Versailles, convoqué à la dernière minute par Emmanuel Macron le 3 juillet. À l'Assemblée, les projets de loi se sont multipliés au cours de la première année. À chaque fois, ce sont des administrateurs, des experts juridiques et de la légistique, jamais mentionnés dans l'enquête de M6, qui sont à la manœuvre pour s'assurer de la bonne fabrique de la loi avec les députés. La plupart de ces derniers se félicitent d'ailleurs souvent de cette administration « ultra-dévouée et ultra-compétente ». Mais, entre eux, la mayonnaise ne prend pas.

Les fonctionnaires ont aussi vécu de plein fouet la confrontation avec cette nouvelle génération de députés. Des élus pressés, pour une part venus du privé, pas ancrés dans la culture de l'institution telle que l'avaient fait vivre leurs prédécesseurs, et qui aimeraient dépoussiérer ces murs historiques. « Tout le protocole, la bien-séance, si on veut devenir hors sol il n'y a pas mieux, me lance un jour la députée LRM de l'Hérault Coralie Dubost. Est-ce que la France a encore besoin au XXI<sup>e</sup> siècle de symboles qui ressemblent à des symboles monarchiques ? Dans d'autres pays, ça se passe différemment. On est dans un monde où on parle de l'entreprise agile, horizontale, où l'on abolit les hiérarchies, mais à l'Assemblée on reste dans un monde où il y a des protocoles. » Jeunes députés et fonctionnaires se regardent de travers. « Il y a un choc de deux cultures, de deux générations, explique une autre élue LRM. Ils n'ont peut-être pas le même respect vis-à-vis des jeunes



publique parlementaire, s'attire aussi la méfiance des fonctionnaires. « En effet ce ne sont pas les élus qui sont les mieux payés à l'Assemblée nationale. Il y a eu, comme dans d'autres administrations, sans doute une dérive entre le traitement de base et les primes », a dit le président de l'Assemblée dans le reportage de M6, se disant prêt à modifier cette situation. Entre l'écologiste et les fonctionnaires, la rupture est proche.

Le climat se dégrade à mesure que les articles se multiplient dans la presse. À chaque fois, ils sont nourris de documents venus de l'Assemblée dont tous les salariés sont convaincus qu'ils sont transmis par des députés. Le 9 juin, *Le Parisien* publie notamment une double page sur le « train de vie de l'Assemblée nationale » avec une petite infographie qui fait bondir les fonctionnaires : elle détaille la rémunération des cinq plus gros salaires des administrateurs. Quelques semaines plus tard, le même quotidien se fait l'écho du régime des retraites « très spéciales » de ces mêmes fonctionnaires qui se sentent visés.

« Ils nous méprisent », me glisse un jour d'été l'une de ces fonctionnaires pourtant discrète, comme ses collègues. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, les langues se délient. « Certains se sont sentis humiliés, me raconte une autre. Ce type d'attaques, ce n'est pas nouveau, mais il y a une différence d'intensité. » Surtout, l'offensive tombe mal : en cette première année de mandat, l'Assemblée tourne à plein régime. Et quand l'institution tourne, ces fonctionnaires si bien payés travaillent aussi d'arrache-pied, jour et nuit, l'une des raisons de leurs dodus traitements. Trois fois au cours du printemps, les députés ont siégé un week-end complet, après des semaines complètes elles aussi, les

soirées ne se terminant jamais avant une heure du matin. L'été précédent, ils ont comme les députés repoussé leur départ en vacances pour permettre l'adoption de plusieurs projets de loi. Après avoir dû, au débotté, organiser la tenue du congrès à Versailles, convoqué à la dernière minute par Emmanuel Macron le 3 juillet. À l'Assemblée, les projets de loi se sont multipliés au cours de la première année. À chaque fois, ce sont des administrateurs, des experts juridiques et de la légistique, jamais mentionnés dans l'enquête de M6, qui sont à la manœuvre pour s'assurer de la bonne fabrique de la loi avec les députés. La plupart de ces derniers se félicitent d'ailleurs souvent de cette administration « ultra-dévouée et ultra-compétente ». Mais, entre eux, la mayonnaise ne prend pas.

Les fonctionnaires ont aussi vécu de plein fouet la confrontation avec cette nouvelle génération de députés. Des élus pressés, pour une part venus du privé, pas ancrés dans la culture de l'institution telle que l'avaient fait vivre leurs prédécesseurs, et qui aimeraient dépoussiérer ces murs historiques. « Tout le protocole, la bienséance, si on veut devenir hors sol il n'y a pas mieux, me lance un jour la députée LRM de l'Hérault Coralie Dubost. Est-ce que la France a encore besoin au XXI<sup>e</sup> siècle de symboles qui ressemblent à des symboles monarchiques ? Dans d'autres pays, ça se passe différemment. On est dans un monde où on parle de l'entreprise agile, horizontale, où l'on abolit les hiérarchies, mais à l'Assemblée on reste dans un monde où il y a des protocoles. » Jeunes députés et fonctionnaires se regardent de travers. « Il y a un choc de deux cultures, de deux générations, explique une autre élue LRM. Ils n'ont peut-être pas le même respect vis-à-vis des jeunes



Emmanuel Macron  
bto.

# Démission du gouvernement d'Édouard Philippe

Publié le 3 juillet 2020 2 minutes

Par : La Rédaction (<https://www.vie-publique.fr/auteur/18466-la-redaction>)

Le Premier ministre Édouard Philippe a remis, vendredi 3 juillet 2020, la démission de son gouvernement au président de la République qui l'a acceptée.

C'est ce qu'indique un communiqué de presse de la Présidence de la République en date du vendredi 3 juillet 2020 (<https://www.vie-publique.frhttps://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/07/03/m-edouard-philippe-a-remis-ce-jour-la-demission-du-gouvernement-au-president-de-la-republique-qui-la-acceptee>). Selon le communiqué, Édouard Philippe assure, avec les membres du gouvernement ayant démissionné, le traitement des affaires courantes jusqu'à la nomination du nouveau gouvernement.

## Infographie

**Gouvernement d'Édouard Philippe : l'organigramme au 17 février 2020** (<https://www.vie-publique.fr/infographie/270121-infographie-gouvernement-dedouard-philippe-lorganigramme>)

17 février 2020

## Fin d'un gouvernement : dans quelles circonstances ?

La fin d'un gouvernement est provoquée par sa démission présentée par le Premier ministre. Elle peut intervenir dans plusieurs circonstances.

Conformément à la tradition républicaine, un gouvernement prend fin au lendemain d'élections législatives ou présidentielles.

Il peut prendre fin aussi au moment de la démission collective du gouvernement. Cette dernière peut être volontaire en cas de désaccord avec le chef de l'État ou suscitée par le président de la République lui-même mais uniquement lorsque les deux têtes de l'exécutif sont issues de la même majorité politique. En effet, le Premier ministre est responsable devant le chef de l'État, ce qui n'est pas le cas en période de cohabitation.

Mais la démission d'un gouvernement est liée surtout à sa responsabilité politique. Celle-ci peut être engagée selon trois modalités différentes : la question de confiance, la motion de censure (<https://www.vie-publique.fr/fiches/19523-motion-de-censure-493>) et l'article 49-3 de la Constitution (<https://www.vie-publique.fr/fiches/19494-le-recours-l'article-49-3-de-la-constitution>).

Fiche thématique

**Comment prend fin un Gouvernement ?** (<https://www.vie-publique.fr/fiches/19458-demission-responsabilite-politique-comment-prend-fin-un-gouvernement>)

4 novembre 2024

## Qui choisit le Premier ministre ?

La désignation du Premier ministre dépend du président de la République (article 8 de la Constitution (<https://www.vie-publique.frhttps://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000571356>)).

Ce dernier a une complète liberté dans son choix dès lors qu'il dispose de la majorité parlementaire.



La situation est différente en cas de cohabitation (pas de majorité présidentielle à l'Assemblée Nationale) entre un président de la République et une Assemblée nationale de tendance opposée. Il est alors admis que le président de la République nomme un Premier ministre issu de la nouvelle majorité.

Fiche thématique

## Qui désigne le Premier ministre ? (<https://www.vie-publique.fr/fiches/19459-qui-designe-le-premier-ministre>)

11 juillet 2024



# Gouvernement de Jean Castex : sa composition au 26 juillet 2020

Dernière modification : 27 juillet 2020 5 minutes

Par : La Rédaction (<https://www.vie-publique.fr/auteur/18466-la-redaction>)

Le 26 juillet 2020, le président de la République a nommé onze secrétaires d'État qui viennent compléter le gouvernement de Jean Castex, nommé Premier ministre le 3 juillet 2020. La liste des ministres composant le gouvernement avait été annoncée le 6 juillet.

Après le décret de nomination du Premier ministre (<https://www.vie-publique.frhttps://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000042079117>) publié au *Journal officiel* du samedi 4 juillet 2020 et le décret relatif à la composition du gouvernement ([https://www.vie-publique.frhttps://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3C4ACF5C2CD62C84BB03E9770F3DE96A.tplgfr23s\\_1?cidTexte=JORFTEXT000042088964&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000042088962](https://www.vie-publique.frhttps://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=3C4ACF5C2CD62C84BB03E9770F3DE96A.tplgfr23s_1?cidTexte=JORFTEXT000042088964&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000042088962)) publié au *Journal officiel* du 7 juillet, un décret du 26 juillet ([https://www.vie-publique.frhttps://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=C6C0E4DF5B7B911E611413DA10E91741.tplgfr34s\\_2?cidTexte=JORFTEXT000042153467&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000042153465](https://www.vie-publique.frhttps://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=C6C0E4DF5B7B911E611413DA10E91741.tplgfr34s_2?cidTexte=JORFTEXT000042153467&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000042153465)) complète la composition du gouvernement avec la liste des secrétaires d'État.

La composition du gouvernement est désormais la suivante :

## Les ministres :

- Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères ;
- Barbara Pompili, ministre de la transition écologique ;
- Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ;
- Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance ;
- Florence Parly, ministre des armées ;



- Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur ;
- Elisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion ;
- Sébastien Lecornu, ministre des outre-mer ;
- Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;
- Eric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice ;
- Roselyne Bachelot, ministre de la culture ;
- Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé ;
- Annick Girardin, ministre de la mer ;
- Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
- Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation ;
- Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la fonction publiques ;
- Marc Fesneau, ministre auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ;
- Elisabeth Moreno, ministre auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances ;
- Franck Riester, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité ;
- Emmanuelle Wargon, ministre auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement ;
- Jean-Baptiste Djebbari, ministre auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports ;
- Roxana Maracineanu, ministre auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports ;
- Olivier Dussopt, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics ;
- Agnès Pannier-Runacher, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargée de l'industrie ;
- Alain Griset, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises ;
- Geneviève Darrieussecq, ministre auprès de la ministre des armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants ;
- Marlène Schiappa, ministre auprès du ministre de l'intérieur, chargée de la citoyenneté ;



- Brigitte Klinkert, ministre auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargée de l'insertion ;
- Nadia Hai, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargée de la ville ;
- Brigitte Bourguignon, ministre auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

### **Les secrétaires d'État :**

Auprès du Premier ministre :

- Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement ;
- Sophie Cluzel, chargée des personnes handicapées.

Auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères :

- Jean-Baptiste Lemoyne, chargé du tourisme, des Français de l'étranger et de la francophonie ;
- Clément Beaune, chargé des affaires européennes.

Auprès de la ministre de la transition écologique :

- Bérangère Abba, chargée de la biodiversité.

Auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports :

- Nathalie Elimas, chargée de l'éducation prioritaire ;
- Sarah El Hairy, chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales :

- Cédric O, chargée de la transition numérique et des communications électroniques.

Auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance :

- Olivia Grégoire, chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable.



Après de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion :

- Laurent Pietraszewski, chargé des retraites et de la santé au travail.

Après de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales :

- Joël Giraud, chargé de la ruralité.

Après du ministre des solidarités et de la santé :

- Adrien Taquet, chargé de l'enfance et des familles.

Les secrétaires d'État participent au conseil des ministres pour les affaires qui relèvent de leurs attributions.

Infographie

**Gouvernement de Jean Castex : l'organigramme au 26 juillet 2020** (<https://www.vie-publique.fr/infographie/275028-infographie-gouvernement-de-jean-castex-lorganigramme>)

27 juillet 2020

Fiche thématique

**Comment s'effectue la nomination des membres du Gouvernement ?** (<https://www.vie-publique.fr/fiches/19464-comment-seffectue-la-nomination-des-membres-du-gouvernement>)

15 janvier 2024

Fiche thématique

## **Quel est le rôle du Premier ministre au sein du Gouvernement ?** ([https://www.vie-publique.fr/fiches/19460-quel-est-le-role-du-premier-ministre- au-sein-du-gouvernement](https://www.vie-publique.fr/fiches/19460-quel-est-le-role-du-premier-ministre-au-sein-du-gouvernement))

15 février 2024





# Clément Léonarduzzi

**Clément Léonarduzzi** est un conseiller en communication français né en 1979.

## Biographie

Né le 19 novembre 1979 à Nogent-sur-Marne<sup>1</sup>, Clément Raynald<sup>2</sup> Léonarduzzi est le fils d'un chef d'entreprise et d'une mère au foyer établis à Vincennes<sup>3</sup>. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux<sup>4</sup> (2000)<sup>5</sup> et titulaire d'un master en relations européennes obtenu à l'Institut catholique de Paris<sup>6</sup>.

Il fait ses débuts comme consultant chez Edelman en 2002, mais passe dès l'année suivante chez TBWA, où il reste jusqu'en 2008<sup>6</sup>.

Devenu directeur de la communication de la Fédération française de l'assurance, il fonde en 2011 sa propre agence, Clekom<sup>4</sup>.

En 2015, il devient président d'Ella Factory, puis en 2017 de Publicis Consultants<sup>4</sup>. C'est dans ce cadre qu'il conseille des chefs d'entreprise du CAC 40, dont Bernard Arnault<sup>7</sup>, et gère diverses crises<sup>3</sup>.

En 2020, il est recruté par le président de la République Emmanuel Macron, rencontré quatre ans auparavant dans le cadre des Gracques, comme conseiller en communication<sup>3</sup>. Il est notamment chargé de restaurer des relations dégradées avec la presse, et de distiller des « fuites » en *off*<sup>3</sup>. Il mise plus que ses prédécesseurs sur les nouveaux médias numériques<sup>7</sup>.

## Clément Léonarduzzi

Une illustration sous licence libre serait la bienvenue

### Biographie

<b>Naissance</b>	<u>19 novembre 1979</u> <u>Nogent-sur-Marne</u>
<b>Nom de naissance</b>	Clément Raynald Léonarduzzi
<b>Surnom</b>	Duzzi
<b>Nationalité</b>	<u>française</u>
<b>Formation</b>	<u>Institut d'études politiques de Bordeaux</u> (1997-2000) <u>Institut catholique de Paris</u> (2002-2003)
<b>Activité</b>	<u>Conseiller en communication</u>

### Autres informations

<b>A travaillé pour</b>	<u>Présidence de la République française</u> ( <b>d</b> ) (2020-2022) <u>Publicis Groupe</u> (depuis 2017) <u>France Assureurs</u> (2009-2011)
<b>Distinction</b>	<u>Chevalier de l'ordre national du Mérite</u> (2024)

En 2022, Grégoire Biseau du *Monde* souligne sa discrétion mais estime que, devenu « un des membres les plus influents de l'entourage » de Macron, il se révèle le « principal stratège » de sa seconde campagne présidentielle victorieuse<sup>3</sup>. Camille Vigogne-Le Coat souligne sa rivalité avec Alexis Kohler, autre proche de Macron<sup>7</sup>. Il regagne ensuite le secteur privé (où, selon le même journaliste, il vaut « très cher »)<sup>3</sup>, retournant chez Publicis<sup>7</sup>. Publicis devient sous sa présidence la première agence dans le classement de VcomV<sup>7</sup>.

Selon Ludovic Vigogne, il reste néanmoins en « contact étroit » avec Macron<sup>8</sup>. Il forme notamment le conseiller Jonathan Guémas aux relations avec la presse<sup>7</sup>.

Avec Bruno Roger-Petit, Pierre Charon, Guémas, Alexis Kohler, Gérald Darmanin et Stéphane Séjourné<sup>9</sup>, il est associé à la décision prise par le président Macron de dissoudre l'Assemblée nationale en 2024<sup>10,11</sup>. Il s'implique aussi bénévolement dans la campagne des élections législatives anticipées consécutives, aux côtés notamment de Stéphane Séjourné<sup>12</sup>.

La même année, il est fait chevalier du Mérite<sup>2,13</sup>.

## Vie personnelle

Marié, il a trois enfants<sup>3</sup>.

## Références

- ↑ https://www.pappers.fr/entreprise/publicis-consultants-france-338519051/documents/PUBLICIS%20CONSULTANTS%20FRANCE%20-%20Statuts%20mis%20%C3%A0%20jour%2007-02-2024.pdf.
- ↑ Décret du 7 juin 2024 portant promotion et nomination dans l'ordre national du Mérite (http s://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PRER2404516D).
- ↑ Biseau 2022.
- ↑ Bellemare et Bucco 2017.
- ↑ « Le Réseau de Sciences Po Bordeaux (https://reseau.sciencespobordeaux.fr/fr/addressbook/fullsearch/index) », sur *Réseau Sciences Po Bordeaux* (consulté le 7 novembre 2024)
- ↑ LesBiographies.com, « M. Clément LEONARDUZZI - Vice-président chargé des activités d'Influence de... (https://www.lesbiographies.com/Biographie/wp,197351) », sur *lesbiographies.com* (consulté le 1<sup>er</sup> juillet 2024).
- ↑ Vigogne-Le Coat 2024.
- ↑ Ludovic Vigogne, « Législatives : le retour de Léonarduzzi dans l'équipe Renaissance », *La Tribune*, 11 juin 2024 (lire en ligne (https://www.latribune.fr/economie/legislatives-2017/legisl atives-le-retour-de-leonarduzzi-dans-l-equipe-rennaissance-999658.html)).
- ↑ « « A force de jouer avec le feu, le chef de l'Etat pourrait finir par se brûler, en entraînant dans l'incendie le pays tout entier » », *Le Monde.fr*, 10 juin 2024 (lire en ligne (https://www.le monde.fr/politique/article/2024/06/10/a-force-de-jouer-avec-le-feu-le-chef-de-l-etat-pourrait-fi nir-par-se-bruler-en-entrainant-dans-l-incendie-le-pays-tout-entier\_6238431\_823448.html), consulté le 7 juillet 2024)
- ↑ Ariane Chemin et Olivier Faye, « Après d'Emmanuel Macron, les apprentis sorciers de la



10. Annie Chennin et Olivier Faye, « Aupres d'Emmanuel Macron, les apprentis sorciers de la dissolution », *Le Monde*, 12 juin 2024 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/06/12/aupres-d-emmanuel-macron-les-apprentis-sorciers-de-la-dissolution\\_6239041\\_4500055.html](https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/06/12/aupres-d-emmanuel-macron-les-apprentis-sorciers-de-la-dissolution_6239041_4500055.html))).
11. Laurent Telo, « Pierre Charon, « baron noir » de la Macronie », *Le Monde*, 21 juin 2024 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/21/pierre-charon-baron-noir-de-la-macronie\\_6241921\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/21/pierre-charon-baron-noir-de-la-macronie_6241921_823448.html))) : « Dans le coup : […] Clément Léonarduzzi, le conseiller spécial du président ».
12. Vigogne 2024.
13. Claire Gatinois, « A l'Élysée, l'ex-conseiller présidentiel Clément Léonarduzzi décoré ([https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/12/07/a-l-elysee-l-ex-conseiller-presidentiel-clement-leonarduzzi-decore\\_6435090\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/12/07/a-l-elysee-l-ex-conseiller-presidentiel-clement-leonarduzzi-decore_6435090_823448.html)) », sur *lemonde.fr*, 7 décembre 2024 (consulté le 8 décembre 2024).

## Sources

---

- Carole Bellemare et Amaury Bucco, « Clément Léonarduzzi (Publicis Consultants), Marc Hériard Dubreuil (Remy Cointreau) », *Le Figaro*, 2 octobre 2017 (lire en ligne (<https://www.lefigaro.fr/decideurs/nomination/2017/10/02/33002-20171002ARTFIG00348-clement-leonarduzzi-publicis-consultants-marc-heriard-dubreuil-remy-cointreau.php>)).
- SC (?), « Renouvellement de l'équipe présidentielle : Clément Léonarduzzi pressenti », *Challenges*, 13 juillet 2020 (lire en ligne (<https://www.strategies.fr/actualites/agences/4048223W/renouvellement-de-l-equipe-presidentielle-clement-leonarduzzi-presents.html>)).
- Grégoire Biseau, « Clément Léonarduzzi, le spin doctor d'Emmanuel Macron », *Le Monde*, 27 avril 2022 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2022/04/27/clement-leonarduzzi-le-spin-doctor-de-choc-d-emmanuel-macron\\_6123930\\_4500055.html](https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2022/04/27/clement-leonarduzzi-le-spin-doctor-de-choc-d-emmanuel-macron_6123930_4500055.html))).
- Camille Vigogne-Le Coat, « De Macron aux grands patrons, enquête sur l'influent M. Léonarduzzi », *L'Obs*, 25 avril 2024 (lire en ligne (<https://www.nouvelobs.com/politique/20240425.OBS87561/de-macron-aux-grands-patrons-enquete-sur-l-influent-m-leonarduzzi.html>)).

---

Ce document provient de « [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Clément\\_Léonarduzzi&oldid=220975481](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Clément_Léonarduzzi&oldid=220975481) ».





**Maxance Barré** ✓ · 2e

Directeur général adjoint



ANRU - Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine



Université de Poitiers

Paris et périphérie · Coordonnées

Plus de 500 relations



Guillaume BISMES et Florian Silnicki sont des relations en commun

Se connecter

Message

Plus

**Activité**

4 388 abonnés

Posts

Commentaires

Maxance Barré a republié ceci · 3 sem.



Le 19 juin prochain, le maire de #Sarcelles, nous fait le plaisir et l'honneur d'accueillir sur son territoire, avec ses équipes, le séminaire "Repli social et communautaire : comprendre les processus". ...voir plus

11

1 commentaire · 4 republications

Maxance Barré a publié ceci · 2 mois



J'ai le plaisir de vous annoncer que j'occupe désormais le poste de Directeur général adjoint chez ANRU - Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

460

99 commentaires

Maxance Barré a republié ceci · 3 mois



Rendez-vous les 11 et 12 juin à Paris pour les Journées nationales de l'ANRU "Mieux vivre dans les quartiers"

...voir plus

74

Afficher tous les posts →

**Expérience**



**ANRU - Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine**  
2 ans 9 mois

**Directeur général adjoint**  
janv. 2025 - aujourd'hui · 5 mois  
Pantin, Île-de-France, France

**Directeur de cabinet chargé de la Direction des Relations  
Publiques et de la Communication**  
sept. 2022 - mars 2025 · 2 ans 7 mois



**Conseiller politique du Président de la République**  
Présidence de la République  
mai 2019 - sept. 2022 · 3 ans 5 mois  
Elysée



**Directeur du pôle politique**  
En Marche  
mai 2018 - mai 2019 · 1 an 1 mois  
Région de Paris, France



**CKS Public**  
5 ans 10 mois  
Région de Paris, France

**Manager**  
juil. 2014 - mai 2018 · 3 ans 11 mois

**Consultant sénior**  
août 2012 - juil. 2014 · 2 ans

**Chargé de cours**  
Pôle universitaire Léonard de Vinci  
févr. 2013 - mai 2017 · 4 ans 4 mois  
Région de Paris, France

Afficher les 10 expériences →

Formation



**Université de Poitiers**  
Master 2, Contrats publics et partenariats public-privé  
2005 - 2010

Compétences

Public Administration

Compétences recommandées par Ambassador Charles Egenti hautement qualifié(e) dans ce domaine



Compétences recommandées par 2 collègues chez Renaissance



13 recommandations de compétences

Public Law



5 recommandations de compétences

Afficher les 25 compétences →

Recommandations

Reçues      Données



**Olivier Hauptmann** ✓ Marne Développement · 2e

Responsable du développement économique

Le 5 octobre 2020, Maxance a été le client de Olivier

Compétences avérées en achats et dans le code des marchés.

Maxance est très pédagogue, il sait transmettre facilement ses connaissances et partager son expérience auprès d'élus.

Conscientieux il cherche l'information rapidement pour mettre à jour instantanément ses supports en tenant compte des attentes.

[...voir plus](#)

## Langues

Moyen anglais (1100-1500)

## Centres d'intérêt

Top Voices

Entreprises

Groupes

Écoles

**Jean-Marc Jancovici** · 2e

Associé Carbone 4 - Président The Shift Project

1247561 abonnés

[+ Suivre](#)

Pub ...

Post a job for free with LinkedIn Jobs.



Lorène, find the people you want to interview

[Post a free job](#)

## Plus de profils pour vous

**Maxime Bitter** · 2e

Directeur général de Lille Métropole Habitat

[+ Suivre](#)**Cécile Génot** ✓ · 2e

Chieff of staff - French Biodiversity Agency

[+ Suivre](#)**Stéphane Boumendil** · 3e

Directeur général associé chez Citizen Press

[Message](#)**Anne-Claire Mialot** ✓ · 2e

Directrice générale de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

[+ Suivre](#)



**Rodrigue Furcy** · 2e  
Chef de cabinet du Président de la République

Se connecter

Tout afficher

Explorer les profils Premium



**Quentin Mette** · 2e  
Avocat - M&A

Se connecter



**Lara Fatimi** · 2e  
Avocat au Barreau de Paris

Se connecter



**Mary de Torcy** · 2e  
Avocat - Cabinet Boucard & Maman

Se connecter



**Taly Toledano** · 2e  
Avocate à la Cour | Cabinet Temime

Se connecter

Personnes que vous pourriez connaître

De l'entreprise de Maxance



**Julien Laurent**   
Responsable Territorial chez ANRU

Se connecter



**Shenbagame RAMAKICHENIN**   
Juriste en droit public des affaires

Se connecter



**Kim Chiusano**   
Directrice adjointe de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs  
chez ANRU - Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Se connecter



**Thibaut Prévost**   
Chargé de communication à l'ANRU

Se connecter

Tout afficher

Vous aimerez peut-être

Pages pour vous

Le Point





**Le Point**  
Édition de journaux  
179 640 abonnés



24 relations suivent cette page

+ Suivre



**Gouvernement**  
Administration publique  
187 779 abonnés



32 relations suivent cette page

+ Suivre

Tout afficher



Infos

Politiques de la communauté professionnelle

Conditions générales et confidentialité ▼

Sales Solutions

Centre de sécurité

Accessibilité

Carrières

Préférences Pubs

Mobile

Talent Solutions

Marketing Solutions

Publicité

Petites entreprises



Des questions ?

Consultez notre assistance clientèle.



Gérez votre compte et votre confidentialité

Accédez à vos préférences.



Transparence des recommandations

En savoir plus sur le contenu recommandé.

Choisir une langue

Français (Français)

[Faint, illegible text covering the majority of the page, possibly bleed-through from the reverse side.]





# Jonathan Guémas

**Jonathan Guémas** est un conseiller et militant politique français.

## Biographie

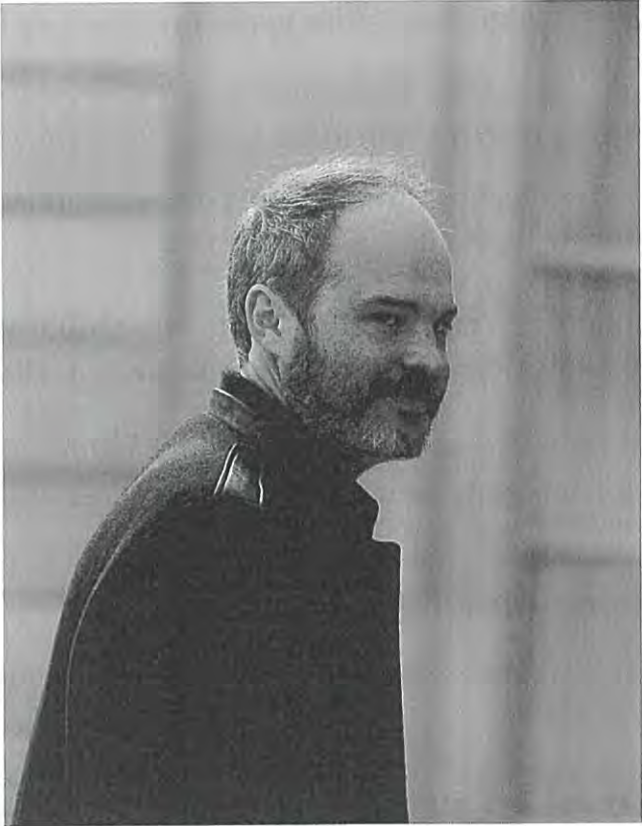
Né en 1988<sup>1</sup>, Jonathan Guémas est le fils d'un technicien et d'une assistante maternelle établis à Bédée<sup>2</sup>. Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon, il est licencié en géographie et titulaire d'un master en histoire<sup>n1</sup> et d'un autre en administration des institutions de recherche<sup>3</sup>. Il est élu sur une liste de gauche modérée<sup>4</sup> au conseil d'administration de l'ENS, où il est repéré par Gérard Collomb<sup>2</sup>.

Il fait ses débuts en 2010 comme chargé de rédaction au cabinet de Collomb, président du Grand Lyon<sup>3</sup>. Il le suit lorsqu'il est nommé ministre de l'Intérieur en 2017<sup>2</sup>.

Il rencontre Emmanuel Macron en 2015<sup>4</sup>. En 2016, il participe à la rédaction de son ouvrage *Révolution*, écrivant notamment un passage sur la Chine<sup>5</sup>. En parallèle, il prend une part active à la campagne présidentielle, ainsi qu'aux négociations avec le Mouvement démocrate en vue des législatives<sup>4</sup>.

En 2018, Macron l'appelle auprès de lui pour le conseiller dans la rédaction de ses discours<sup>2</sup>. Selon Nicolas Poincaré, il est en 2022 « un des plus proches » de Macron<sup>6</sup>. Il rédige notamment certaines de ses allocutions lors de la crise du COVID, ainsi que le discours au Panthéon du 4 septembre 2020<sup>6</sup>.

### Jonathan Guémas



Jonathan Guémas en 2022.

Biographie	
Naissance	1988
Nationalité	française
Formation	École normale supérieure de Lyon
Activités	Conseiller politique, militant politique
Autres informations	
Parti politique	Parti socialiste (2010-2015)

On lui doit aussi certaines expressions qui font

florès, comme le « droit à la vie tranquille »<sup>4</sup>. À en croire Marcelo Wesfreid du *Parisien*, avec Patrick Strzoda et Bruno Roger-Petit, il est généralement considéré comme un tenant d'une « approche ferme de la laïcité » et un soutien du « tournant sécuritaire » de Macron<sup>5</sup>. D'autres sources soulignent son engagement à gauche et son ancrage social-régalien, "sensible à la question du déclassement et à la fin de mois de des gens"<sup>7</sup>.

Il devient directeur associé<sup>4</sup> chez Publicis à l'été 2022, mais revient auprès de Macron au début de 2024<sup>8</sup>. Proche de Clément Léonarduzzi, il est alors formé par celui-ci aux relations avec la presse<sup>9</sup>. Avec des ministres comme Stéphane Séjourné ou Gérald Darmanin<sup>10</sup> ainsi que d'autres conseillers dont Alexis Kohler, Clément Léonarduzzi, Roger-Petit et Pierre Charon<sup>11</sup>, il est associé à la décision prise par le président de dissoudre l'Assemblée nationale<sup>12, 13, 14</sup>.

## Engagement politique

Lors des élections municipales de 2008, il est présent sur la liste de gauche emmenée par Loïc Berthelot<sup>15</sup> à Bédée<sup>2</sup>.

Il adhère au Parti socialiste en 2010, qu'il quittera en 2015<sup>2</sup>. Il y est proche de la tendance représentée par Dominique Strauss-Kahn, et y fréquente déjà Emmanuel Macron<sup>2</sup>.

Il se présente aux élections régionales de 2021 en Bretagne, sur la liste conduite par Thierry Burlot, en quatrième position pour l'Ille-et-Vilaine<sup>2</sup>.

## Vie personnelle

Il a trois filles<sup>4</sup>, dont une a pour parrain Clément Léonarduzzi<sup>16</sup>.

# Notes et références

## Notes

- Avec un master consacré aux députés ouvriers en France au xix<sup>e</sup> siècle.

## Références

- Émilie Coste, « Jonathan Guémas a rejoint l'Élysée », *Acteurs publics*, 8 octobre 2018 (lire en ligne (https://acteurspublics.fr/nomination/jonathan-guemas-a-rejoint-lelysee)).
- Grépinet 2021.
- LesBiographies.com, « M. Jonathan GUEMAS - Conseiller spécial communication et stratégie au cabinet… (https://www.lesbiographies.com/Biographie/wp,217911) », sur *lesbiographies.com* (consulté le 2 juillet 2024).
- Berdah et Bourmaud 2022.
- Wesfreid 2020.



6. Poincaré 2022.
7. « EXCLUSIF. Jonathan Guémas, le retour de l'enfant prodige à l'Élysée ([https://www.lepoint.fr/politique/exclusif-jonathan-guemas-le-retour-de-l-enfant-prodige-a-l-elysee-06-01-2024-2549136\\_20.php](https://www.lepoint.fr/politique/exclusif-jonathan-guemas-le-retour-de-l-enfant-prodige-a-l-elysee-06-01-2024-2549136_20.php)) », sur *Le Point*, 6 janvier 2024 (consulté le 25 juin 2024)
8. Perrotte 2024.
9. Camille Vigogne-Le Coat, « De Macron aux grands patrons, enquête sur l'influent M. Léonarduzzi », *L'Obs*, 25 avril 2024 (lire en ligne (<https://www.nouvelobs.com/politique/20240425.OBS87561/de-macron-aux-grands-patrons-enquete-sur-l-influent-m-leonarduzzi.html>)).
10. « Dissolution de l'Assemblée nationale : les macronistes sous le choc et la tentation du sauve-qui-peut », *Le Monde.fr*, 17 juin 2024 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/17/dissolution-de-l-assemblee-nationale-les-macronistes-sous-le-choc-et-la-tentation-du-sauve-qui-peut\\_6240891\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/17/dissolution-de-l-assemblee-nationale-les-macronistes-sous-le-choc-et-la-tentation-du-sauve-qui-peut_6240891_823448.html)), consulté le 20 juin 2024)
11. « « A force de jouer avec le feu, le chef de l'Etat pourrait finir par se brûler, entraînant dans l'incendie le pays tout entier » », *Le Monde.fr*, 10 juin 2024 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/10/a-force-de-jouer-avec-le-feu-le-chef-de-l-etat-pourrait-finir-par-se-bruler-en-entrainant-dans-l-incendie-le-pays-tout-entier\\_6238431\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/10/a-force-de-jouer-avec-le-feu-le-chef-de-l-etat-pourrait-finir-par-se-bruler-en-entrainant-dans-l-incendie-le-pays-tout-entier_6238431_823448.html)), consulté le 22 juin 2024)
12. « Dissolution de l'Assemblée nationale : les macronistes sous le choc et la tentation du sauve-qui-peut », *Le Monde.fr*, 17 juin 2024 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/17/dissolution-de-l-assemblee-nationale-les-macronistes-sous-le-choc-et-la-tentation-du-sauve-qui-peut\\_6240891\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/17/dissolution-de-l-assemblee-nationale-les-macronistes-sous-le-choc-et-la-tentation-du-sauve-qui-peut_6240891_823448.html)), consulté le 19 juin 2024)
13. Ariane Chemin et Olivier Faye, « Auprès d'Emmanuel Macron, les apprentis sorciers de la dissolution », *Le Monde*, 12 juin 2024 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/06/12/aupres-d-emmanuel-macron-les-apprentis-sorciers-de-la-dissolution\\_6239041\\_4500055.html](https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/06/12/aupres-d-emmanuel-macron-les-apprentis-sorciers-de-la-dissolution_6239041_4500055.html))).
14. Laurent Telo, « Pierre Charon, « baron noir » de la Macronie », *Le Monde*, 21 juin 2024 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/21/pierre-charon-baron-noir-de-la-macronie\\_6241921\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/21/pierre-charon-baron-noir-de-la-macronie_6241921_823448.html))) : « Dans le coup : […] Jonathan Guémas ».
15. [https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Municipales/elecresult\\_\\_municipales\\_2008/\(path\)/municipales\\_2008/035/35L023001.html](https://www.interieur.gouv.fr/fr/Elections/Les-resultats/Municipales/elecresult__municipales_2008/(path)/municipales_2008/035/35L023001.html).
16. Vigogne-Le Coat 2024.

## Sources

- Marcelo Wesfreid, « Jonathan Guémas, la plume très politique d'Emmanuel Macron », *Le Parisien*, 27 décembre 2020 (lire en ligne (<https://www.leparisien.fr/politique/jonathan-guemas-la-plume-tres-politique-d-emmanuel-macron-27-12-2020-8416198.php>)).
- Mariana Grépinet, « Candidat en Bretagne, la plume de Macron sort de l'ombre », *Paris Match*, 4 juin 2021 (lire en ligne (<https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Candidat-en-Bretagne-la-plume-de-Macron-sort-de-l-ombre-1740949>)).
- Nicolas Poincaré, « Qui est Jonathan Guémas, conseiller et plume d'Emmanuel Macron ? ([https://rmc.bfmtv.com/actualites/politique/qui-est-jonathan-guemas-conseiller-et-plume-d-emmanuel-macron\\_AV-202204200149.html](https://rmc.bfmtv.com/actualites/politique/qui-est-jonathan-guemas-conseiller-et-plume-d-emmanuel-macron_AV-202204200149.html)) », *RMC*, 20 avril 2022.
- Arthur Berdah et François-Xavier Bourmaud, « Jonathan Guémas, la plume du président, part écrire la suite », *Le Figaro*, 3 juillet 2022 (lire en ligne (<https://www.lefigaro.fr/politique/jonathan>)).



[-guemas-la-plume-du-president-part-ecrire-la-suite-20220703](#))).

- Derek Perrotte, « Jonathan Guémas : remplumer Macron », *Les Échos*, 8 janvier 2024 ([lire en ligne](#) (<https://www.lesechos.fr/idees-debats/en-vue/jonathan-guemas-remplumer-macron-2044972>))).

---

Ce document provient de « [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Jonathan\\_Guémas&oldid=224571069](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Jonathan_Guémas&oldid=224571069) ».